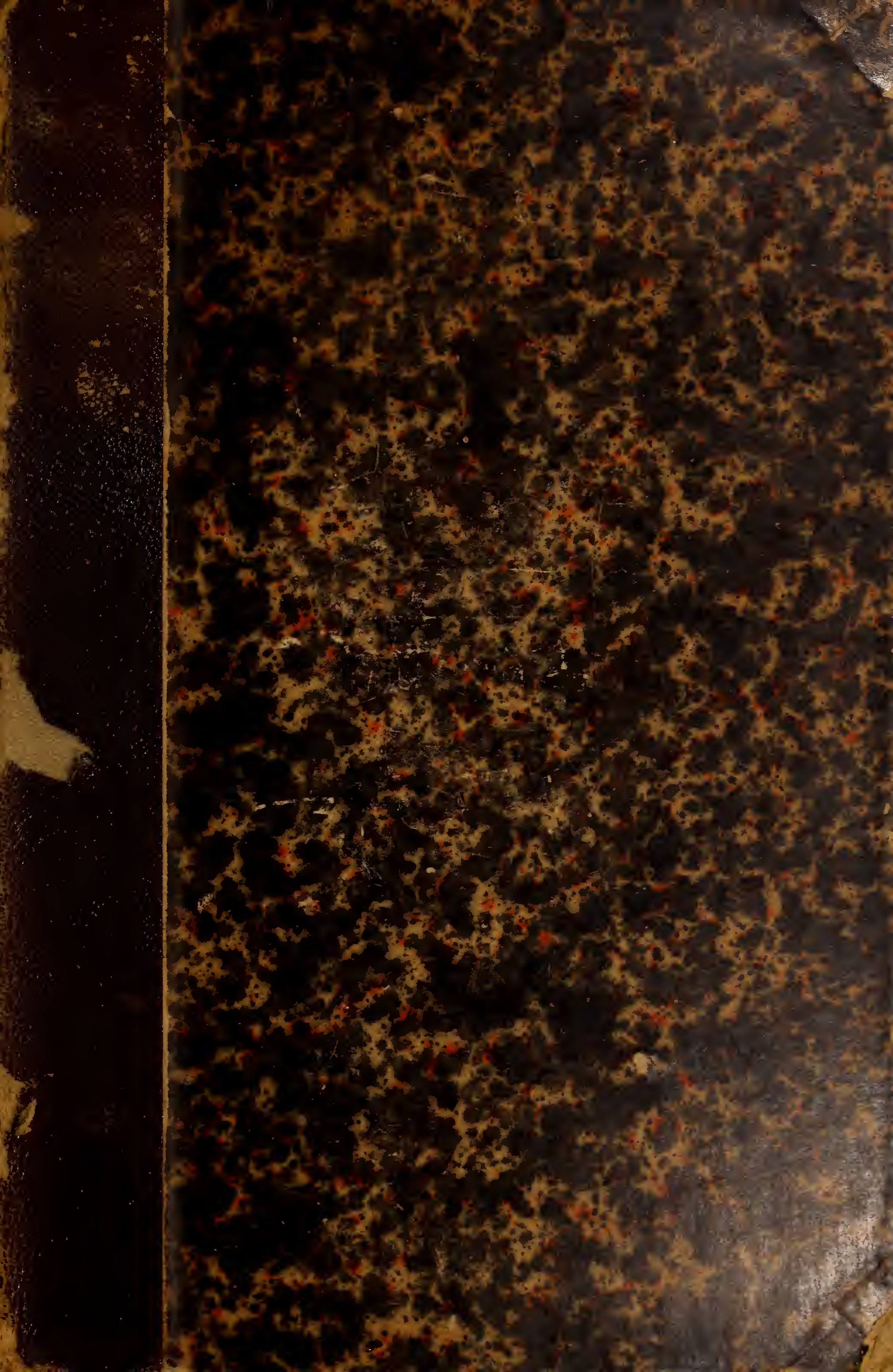



THE LIBRARY OF CONGRESS
1800



LES

OTAGES DE DURAZNO

SOUVENIRS

DU

RIO DE LA PLATA

pendant l'intervention Anglo-Française de 1845 à 1851.

PAR

BENJAMIN POUCEL,

Fondateur des Bergeries Mérinos-Naz du Pichinango (République de l'Uruguay),
Membre honoraire de la Société Impériale Zoologique d'acclimatation de Paris, etc.

PARIS,
ACHILLE FAURE
LIBRAIRE-ÉDITEUR,
2[illegible], boulevard Saint-Martin.

MARSEILLE,
CAMOIN,
LIBRAIRE.
rue Cannebière, 4

1864

LES

OTAGES DE DURAZNO

SOUVENIRS

DU

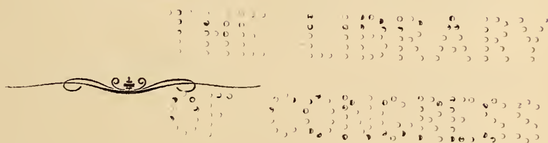
RIO DE LA PLATA

pendant l'intervention Anglo-Française de 1845 à 1851,

PAR

BENJAMIN POUCEL,

Fondateur des Bergeries Mérinos-Naz du Pichinango (République de l'Uruguay),
Membre honoraire de la Société Impériale Zoologique d'acclimatation de Paris, etc.



PARIS,
ACHILLE FAURE,
LIBRAIRE-ÉDITEUR,
23, boulevard Saint-Martin.

MARSEILLE,
CAMOIN,
LIBRAIRE,
rue Cannebière, 1.

1864

MARSEILLE.— IMPRIMERIE DE Ve MARIUS OLIVE, RUE PARADIS, 68.

INTRODUCTION.

Enfant de Marseille, nous dédions à notre pays les prémices de nos souvenirs.

Avant tout nous éprouvons le besoin d'exposer ici un aphorisme de sentiment sur l'amour du pays, et nous disons qu'il s'accroît et se purifie en raison des distances qui séparent le Français du sol national. Nous sommes ainsi en opposition avec la croyance banale qui voudrait qu'une longue absence produise l'oubli, même des sensations les plus intimes de l'âme, les plus suaves au cœur humain.

Pour nous, l'amour du pays n'est qu'un dérivé de l'amour de la mère, un doux reflet de la vive lumière qui brillait au foyer paternel. C'est donc une erreur de croire qu'une longue absence amoindrit l'amour du pays; il se nourrit, au contraire, de la même privation que l'amour de la mère; et quel fils voudrait voir celui-ci s'effacer de son cœur? (1)

(1) Cette apostrophe répond, quoique tard, aux publications passionnées qui ont si injustement maltraité l'émigration française dans le Rio de la Plata, à l'époque où la question de la Plata passionnait elle-même les débats dans nos Assemblées, ainsi qu'on le verra dans l'Epilogue, chap. VIII.

Nous avons cru appartenir à cette race d'esprits hardis que les difficultés encouragent à la lutte, et chez lesquels l'énergie est doublée par l'obstacle.

Assurément nous serons bien compris de cette classe, si nombreuse à Marseille, composée d'hommes qui ont passé la moitié de leur vie sur une terre étrangère pour y poursuivre la réalisation d'une idée utile, malgré les difficultés inséparables de toute entreprise lointaine.

Nous avons séjourné trente années dans l'Amérique du Sud, et, durant ce long intervalle, nous avons parcouru la presque totalité des immenses et solitaires contrées du Rio de la Plata. Dans nos incessantes pérégrinations, nous avons beaucoup vu, beaucoup observé et, aujourd'hui que le calme a succédé pour nous à une vie active et agitée, il nous est permis de confier au papier nos observations et nos souvenirs.

Toute pensée d'intérêt, hâtons-nous de le dire, est étrangère à notre travail. En le publiant, nous cédons aux sollicitations de quelques amis et au conseil d'un homme que la science pleure encore, M. Isidore Geoffroy-Saint-Hilaire. Peu de semaines avant sa mort, ce savant nous disait : « Il est impossible qu'après tout « ce que vous avez vu et accompli, vous ne possédiez « pas un certain nombre d'idées ou de faits nouveaux. « Ecrivez donc sans crainte et livrez à la science « toutes vos observations; elle en fera son affaire. « Tout le monde n'est pas un Humboldt, mais chacun « observe à sa façon. Ecrivez donc, écrivez..... »

Sous l'impulsion de cet esprit éminemment pratique, nous avons donc osé écrire. Mais nous ne nous

faisons point illusion sur la difficulté de notre tâche. Quand on a, pendant trente années, parlé plusieurs langues étrangères, on doit se sentir peu à l'aise dans l'emploi de la langue maternelle.

Quoi qu'il en soit, nous introduirons tout d'abord le lecteur au seuil des magnifiques contrées du Rio de la Plata que nous dépeindrons en traits rapides, au point de vue de la géographie et de la statistique. Nous tracerons une esquisse des mœurs des villes, en y ajoutant l'examen des heureuses aptitudes intellectuelles et morales de leurs habitants. Mais nous étudierons soigneusement les populations rurales, en remontant jusqu'à l'origine même de leur formation, pour expliquer les mœurs spéciales que leur ont fait la solitude et le voisinage de l'Indien sauvage ; mœurs si différentes de celles des villes. — Car nous attribuons à l'ignorance de ce contraste les plus grandes erreurs de la diplomatie européenne dans le Rio de la Plata. — C'est ce qui ressortira du précis historique dans lequel nous déroulerons le tableau des évènements politiques dont ces pays ont été le théâtre durant notre séjour. Nous dirons comment ces évènements nous ont surpris au milieu de nos pacifiques travaux; comment nous avons été victime de l'agitation des partis, aggravée par l'intervention de la politique anglo-française dans leurs démêlés; par suite, conduit comme ôtage à Durazno, et quelles circonstances ont signalé notre détention et notre délivrance, puis notre retour en France, le temps perdu à réclamer pour notre spoliation, etc., etc.

Enfin, nous raconterons ce que nous avons vu et

observé dans les immenses solitudes que nous avons traversées sans autre abri que la voûte céleste. Nous dirons comment, poussé par notre amour pour les choses des champs, nous avons bravé les glaces des Cordillières et les chaleurs du tropique; quels essais, quels sacrifices nous avons faits, quelles fatigues nous avons endurées pour introduire en Europe, en 1858, les espèces si utiles des ruminants à laine de la Cordillière : le lama, la vigogne et le guanaque (1), après avoir introduit, en 1838, le mérinos de France, sous le ciel embaumé du Rio de la Plata.

De tous ces éléments, nous constituerons *les Mémoires* ou plus modestement *les Souvenirs d'un berger du Rio de la Plata*, qui ont pour objet principal de montrer quel immense intérêt réciproque s'attache au développement de nos relations avec ces riches contrées.

En attendant que nous ayons coordonné tous les matériaux de notre travail, nous publions, à titre d'essai, un extrait de ces mémoires. Puissent-t-ils recevoir l'accueil que mérite toute publication véridique et puissions-nous ainsi être encouragé à poursuivre notre entreprise.

Ce livre se termine par un chapitre de considérations empruntées à l'histoire des races latines de l'Amérique, dans leurs rapports avec le régime de la monarchie et avec le système de la démocratie. Nous

(1) Partie des mémoires inédits, intitulée « *Les Itinéraires*, » qui comprendront un séjour de deux ans aux mines de Catamarca, notre retour avec le troupeau des lamas, vigognes et guanaques et notre exploration à travers le désert du *grand Chaco*.

l'intitulons : *Le Mexique et le Rio de la Plata.* Nous espérons que ce chapitre sera lu avec intérêt par toutes les personnes qui ont à cœur de voir la France se développer de plus en plus au dehors, et s'élever au niveau de l'Angleterre, dont l'influence est tellement répandue, qu'on ne saurait faire un pas sur notre globe sans en ressentir les effets. Dans cette voie des influences, comme dans tous les progrès sociaux, s'arrêter, c'est reculer. Nos voisins d'Outre-Manche avancent sans cesse. Avancer doit donc être la plus légitime ambition de la France ; tout l'y convie : les traditions de la grande politique de nos pères, le besoin d'activité de notre époque et surtout les pressantes nécessités des générations qui nous suivent, et qui demandent déjà de l'air et de l'espace à des continents moins étroits que notre Europe !

LES OTAGES DE DURAZNO. (1)

Observations, Études et Épisodes historiques durant trente ans de séjour dans les contrées du Rio de la Plata.

(Extrait de mémoires inédits.)

PREMIÈRE PARTIE.

LES CONTRÉES DU RIO DE LA PLATA.

CHAPITRE PREMIER.

I. Sommaire géographique et historique.

Nul intérêt ne s'attache aux lieux, aux hommes, aux choses qu'on ne connaît point, et c'est pour appeler l'attention de nos lecteurs sur le pays dans lequel la France a eu

(1) *La Revue de Marseille et de Provence*, qui a publié quelques extraits de ces mémoires, les a présentés à ses lecteurs dans les termes suivants: « Nous commençons dans ce numéro une publicalion fort in-
« téressante sous ce titre: *les Otages de Durazno*. C'est le récit d'une
« catastrophe et d'une longue série de souffrances, dont l'un de nos
« compatriotes, M Benjamin Poucel, a été la victime et s'est fait le
« narrateur.
« La scène se passe au Rio de la Plata, en 1845, à l'époque de l'in-
« tervention anglo-française.
« Nous avons extrait cette relation d'un manuscrit que M. Poucel,
« qui a habité trente ans ces contrées, se propose de publier plus
« tard sous ce titre: *Mémoires d'un Berger de Rio de la Plata*.
« La guerre des États-Unis, les évènements du Mexique, les con-
« séquences qui peuvent en résulter, donneront un intérêt d'actualité
« au livre de M. Benjamin Poucel et feront mieux apprécier encore
« la hauteur de vues avec laquelle il envisage la politique de l'Europe
« et celle de la France tout d'abord par rapport au Nouveau-Monde
« et aux grandes péripéties qu'y prépare un avenir peut être prochain.
« Quant à nous, en choisissant, dans l'œuvre de notre compatriote,
« la partie purement dramatique, la seule qui pût entrer dans le
« cadre de la *Revue*, nous avons cru devoir la faire précéder de
« quelques tableaux qui serviront à initier le lecteur à la connais-
« sance des hommes, des choses et des lieux du Rio de la Plata.
« LA RÉDACTION. »

de si longs démêlés, que nous allons d'abord esquisser sommairement la géographie et quelques faits historiques se rapportant à notre sujet.

L'embouchure du Rio de la Plata est située par trente-cinq degrés de latitude sud ; elle a quarante lieues de largeur, du cap Sainte-Marie, rive gauche, au cap Saint-Antoine, rive droite. Ce vaste estuaire se rétrécit brusquement à soixante-seize lieues dans les terres, au point où se mêlent les eaux du Parana avec celles de l'Uruguay, sous le nom de Rio de la Plata. Là se présente ce curieux delta connu sous le nom indien de Carapachaï, amas d'îlots et d'îles plus ou moins inondables, habitées par une rare population d'insulaires, dont toutes les habitudes, qu'on pourrait appeler aquatiques, contrastent avec celles des habitants de la côte ferme, qui ne se meuvent qu'à cheval. Ce singulier delta a dix lieues de base et, là, il prend le nom de *Bouches du Parana*, mais il se prolonge jusqu'à trente lieues en remontant le Parana (1).

Dès le Rio de las Vacas, situé à quelques lieues plus haut que la Colonia, où se joignent l'Uruguay et le Parana qui débouche du Carapachaï, cette Venise encore sauvage de la Plata, la largeur du fleuve n'est plus que de sept lieues. A partir de ce point, le lit du Parana n'atteint jamais cette largeur, excepté pendant les débordements de sa crue annuelle ; mais en revanche, et à part quelques étranglements tels que *la vuelta de Obligado*, large d'au plus 2,000 mètres, mais de beaucoup de profondeur, son lit varie entre une et quatre lieues de largeur, jusqu'au confluent du Rio-Paraguay. On comprend sans peine combien cette ampleur du lit du Parana se prête au mouvement mercantile de la navigation fluviale.

(1) Dans mes Mémoires (inédits) je reproduirai les intéressantes explorations de cette contrée exceptionnelle, d'après don Marcos Sastre et don D. Sarmiento.

Au-dessous de l'île de Martin-Garcia, les eaux du Parana et de l'Uruguay arrivent confondues, mais parfaitement potables, entre la Colonia, rive gauche, et Buenos-Ayres, rive droite, dont on distingue les clochers et les dômes des églises, par un temps clair, à la distance d'environ douze lieues qui les séparent. La salure des eaux de l'Océan ne commence à se faire sentir qu'à vingt lieues au-dessous de la jonction de ces deux puissants afffuents, tant est imposante la masse des eaux descendues du cœur même de l'Amérique du Sud. Et cependant le Rio, ou plutôt l'estuaire de la Plata, qui éprouve, jusqu'à Buenos-Ayres, le flux et reflux de l'Océan, n'a en moyenne qu'un mille et demi de courant. Ceci s'explique par sa grande largeur, qui est encore de vingt lieues entre Montevideo, situé, pourtant, à trente lieues du cap Ste-Marie, et la *punta del indio*, point de reconnaissance obligé en allant de Montévideo à Buenos-Ayres, par la passe du Sud. Cette placidité du courant du Rio de la Plata explique à son tour les vastes bancs de sable qui rendent laborieux les abords de Buenos-Ayres. Indépendamment du banc anglais à fond dur et redoutable, situé à 17 lieues de l'île de Lobos, en remontant le fleuve, et à 4 ou 5 lieues, au plus, de l'ile de Flores, que tout navire doit ranger de près, on trouve les deux bancs *Ortiz*. L'un forme un beau chenal sur la rive droite, depuis la punta Atalaya jusqu'à la punta de l'Indio, c'est le plus large; un autre chenal se trouve entre *Ortiz-grande* et *Ortiz-chico*, et un troisième chenal entre ce dernier banc et la côte orientale, vis-à-vis le Rosario. Telles sont les principales difficultés pour la navigation du Rio de la Plata, jusqu'aux abords de la rade foraine de Buenos-Ayres où l'on trouve le grand banc dit *banco de la ciudad*, que ne peuvent franchir les navires qui ont plus de dix pieds de tirant d'eau. Au-dessous de ce calage, tout navire peut entrer, par les *pozos*, dans la

petite rade, située entre le banc de la ciudad et la plage allongée de la ville, et par là même protégée des coups de vent d'Est et Sud-Est si redoutables à Buenos-Ayres.

Cent quarante mille lieues de superficie sont tributaires des divers affluents de ce grand fleuve, pour la part afférente à la confédération argentine, y compris le Paraguay et l'Uruguay, et renferment les terres les plus fertiles du globe. La prairie qui borde les rives droites du Rio de la Plata et du Parana, sur une largeur qui varie de cent à deux cents et même trois cents lieues, s'étend au sud et à l'ouest du Rio de la Plata, jusqu'au pied des Cordilières, en une plaine unie, préparée par la nature même pour être sillonnée par les voies ferrées, sans le secours de travaux d'art. Les rives gauches des Rios de la Plata, Uruguay, Parana et Paraguay qui, toutes, sont limitrophes, par le nord, avec l'empire du Brésil, comprennent, par ordre géographique, du sud au nord, la république de l'Uruguay (Montevideo), le grand delta mésopotamique connu sous le nom d'Entrerios, dont la province argentine de Corrientes forme la base, et enfin le Paraguay. Toutes ces rives fluviales, d'un développement de plusieurs milliers de lieues, en comprenant les deux bords de chaque cours d'eau, sont aisément abordables et promettent à la navigation par la vapeur, qui y naît à peine, un accroissement successif dont celle du Mississipi pouvait seule donner une idée, alors que les Etats-Unis jouissaient de leur plus grande prospérité.

Le climat de ces diverses contrées varie selon leur topographie et peut être comparé à celui du nord de l'Afrique et du sud de l'Europe, depuis Gibraltar jusqu'aux confins de l'Asie, pour le littoral et les plaines. Quant aux parties montagneuses, elles ressemblent aux Alpes et aux Pyrénées, en tant que spécimens infinitésimes des Cordilières, dans lesquelles on trouverait un grand nombre de Suisses,

d'Alpes et de Pyrénées (1). Du reste, dans la Plata, le climat est, en général, aussi sain que dans les parties les plus saines de notre planète, ce qu'indique, en effet, le nom de Buenos-Ayres (bons airs).

L'ensemble des populations qui y vivent s'élève au plus à deux millions d'âmes. Ce chiffre ne donne pas même quinze habitants par lieue carrée! La France et l'Italie en possèdent 17 à 1,800; la Hollande et la Belgique en nourrissent de 2,000 à 2,300.... Ces proportions, comparées entre elles, disent tout ce que les vastes contrées du Rio de la Plata pourront offrir de félicité aux populations de l'Europe, qui voudront aller s'y créer un bien-être, par l'intelligence et le travail. Mais il n'est point à dire que l'inintelligence ou la paresse y trouveraient la terre promise des fainéants qui iraient dans le but de démolir des montagnes de sucre et de s'abreuver à des rivières de rhum... Non! la terre d'Amérique est jalouse de sa virginité; elle ne la livre qu'au travail rude, constant; mais, à cette condition de labeur et de peine, elle récompense largement par sa fécondité. Voilà le vrai. Du reste, elle se prête aussi libéralement aux humbles vœux du prolétaire qu'aux aspirations de la science qui prépare les grandes entreprises; et de son sein inépuisable jailliront l'or et l'argent, sous le marteau du mineur, comme le blé naîtra du sillon de la charrue.

En effet, sans parler du littoral, d'un accès facile à tout venant, les affluents principaux du Rio de la Plata, le Parana et le Paraguay, ont: le premier neuf cents et l'autre sept cents lieues de parcours. Au Paraguay, les navires d'outre-mer peuvent remonter jusqu'à cinq cents lieues des bords de l'Océan. Cette rivière, qui coule d'abord du N. E. au S. O., en contournant par le sud, jusqu'à l'E. S. E., prend sa source au sein même de la zône torride,

(1) La description des contrées montagneuses de la Plata se trouvera dans les itinéraires de mes mémoires inédits.

entre les confins du Brésil et ceux du Pérou, à quelques lieues seulement des sources qui forment les principaux affluents de l'Amazone. Admirable disposition hydraulique de la topographie américaine, qui permettra un jour d'opérer un voyage d'environ deux mille lieues, par eau, sans sortir de l'Amérique du Sud, traversée de l'E. à l'O. par l'Amazone, situé à 2° latitude nord, et du nord au sud par la Plata ou leurs affluents! D'après tous les auteurs, depuis D. Félix Azara jusqu'à nos jours, il ne manque à cette incomparable canalisation naturelle qu'un canal de jonction de quelques kilomètres, pour n'avoir plus de solution de continuité. Qu'il nous suffise ici d'énoncer ce fait connu, sinon apprécié, comme il le sera un jour. D'autre part, le rio Paraguay reçoit les rios Vermejo et Pilcomayo, qui descendent des Cordilières à l'ouest du Paraguay et se jettent dans cette rivière, après avoir traversé l'immense et déserte prairie du Grand-Chaco. Ce pays est donc un centre formellement indiqué par la nature, et le foyer certain d'où l'action commerciale et la vie sociale émaneront un jour, pour rayonner dans les parties de l'Amérique du Sud les plus éloignées des deux Océans qui en baignent les bords.

Il résulte de ces données que le parcours des eaux qui forment le Rio de la Plata embrasse 20° environ de latitude, soit quatre cents lieues! On ne s'est point encore arrêté assez à cette canalisation qui apporte naturellement tous les produits de la zône torride au centre même de la zône tempérée. Mais, dans ce croquis géographique, nous ne pouvons que signaler l'existence de cette heureuse disposition si riche d'avenir. Nous devons actuellement, pour l'intelligence de notre sujet, rappeler quelques faits chronologiques de l'histoire des contrées de la Plata (1).

(1) Ne pouvant nous livrer ici à un travail quelque peu didactique sur les contrées de la Plata, nous renverrons le lecteur désireux d'en faire

Dès les premiers temps de la conquête, le territoire qui appartient aujourd'hui à Montevideo, a été l'objet de guerres ou de querelles incessantes entre l'Espagne et le Portugal. Celui-ci avait étendu assez loin ses possessions, au détriment de sa voisine, pour fonder, en 1676, la ville de Colonia, destinée à rivaliser avec Buenos-Ayres.

Un siècle et plus après cette fondation usurpée, que l'Espagne combattit avec fruit en fondant, en 1725, la ville de Montevido, ce Gibraltar de la Plata, une commission mixte, dont le célèbre Azara a décrit les travaux géodésiques, fixa les frontières des deux possessions, et la Colonia resta définitivement aux Espagnols depuis 1777.

En 1810 commença la révolution qui rendit, en 1816, l'ex-vice-royauté de Buenos-Ayres indépendante de la couronne d'Espagne.

Alors, la guerre de compétence se ralluma entre les héritiers de l'Espagne et du Portugal, jusqu'à ce qu'en 1828, un traité de paix entre le Brésil et Buenos-Ayres vînt, sous l'influence de la Grande-Bretagne, fonder l'indépendance de Montevideo, arrachant ainsi cette riche proie à la convoitise des deux parties belligérantes.

Mais ces guerres avaient leur source dans une cause géographique : le Brésil voulait pour frontière de son empire, au sud, le Rio de la Plata, comme il a, au nord, l'Amazone, afin de porter à huit cents lieues géographi-

une étude sérieuse, au livre plein de savoir et de conscience éclairée du très-regrétable Consul de France qui vient de mourir à Buenos-Ayres. Il a pour titre:

Considérations historiques et politiques sur les républiques de la Plata, dans leurs rapports avec la France et l'Angleterre, par M. Alfred de Brossart, ancien attaché à la mission extraordinaire de France dans la Plata en 1847. Paris 1850. Guillemin, rue Richelieu n° 14.

La mort de cet homme de bien, que ses amis pleurent encore, est, en outre, un malheur pour la France, qui perd en lui un agent d'un mérite rare, au point de vue des intérêts internationaux dont il faisait ses études de prédilection, en vue de la grandeur de la France. Esprit large et solide, connaissant à fond tous les traités qui lient la diplomatie, il est mort l'esprit et le cœur pleins des plus nobles aspi rations pour la gloire de son pays.

ques ses côtes actuelles sur l'Atlantique, qui en ont encore six cents, mais plus de mille avec les sinuosités ! Il voulait surtout être co-propriétaire des eaux de la Plata, pour avoir libre et facile accès dans ses provinces de l'extrême ouest, situées sur les rives du haut Parana et du haut Paraguay, dont le littoral du Brésil est séparé par plus de trois cents lieues de forêts vierges ou de prairies désertes connues sous le nom de *campos geraes*.

Après 1828, ces guerres de compétence politique se changèrent en une lutte d'influence entre les deux rives de la Plata, par l'action permanente de la même cause qui a amené tous les malheurs de Montevideo (1). Cet accident géographique se révèle dans la bonté, la sûreté des ports de Maldonado, Montevideo et Colonia, rive gauche, comparés à la rade foraine de Buenos-Ayres, basse, à fond dur et, par suite, incommode et périlleuse.

Mais, depuis l'indépendance, la guerre civile était devenue un mal endémique dans ces belles et malheureuses contrées. Ce mal en amena un autre pire encore : ce fut la dictature du général Rosas, et parce qu'elle ne mit pas fin à la guerre civile, et parce qu'elle la compliqua de la guerre étrangère sur laquelle il fondait, apparemment, la perpétuité de sa dictature. En effet, le général Rosas avait largement exploité ces éléments de désordre, et tout le monde sait combien l'intérêt général et surtout l'intérêt commercial de la France eurent à en souffrir.

Dans ce but, et dès 1832, Rosas refusa l'exéquatur à M. Laforest, chargé d'affaires de France, sous le prétexte qu'il avait *outragé un Etat américain*. (M. Laforest avait obtenu au Chili la juste réparation de quelques avanies.) Rosas censurait par là une république voisine et se posait

(1) Ailleurs j'ai signalé le moyen pratique de faire tourner au profit de toutes les parties intéressées cette cause géographique de tous les malheurs passés.

Précis historique de mes mémoires (inédits).

comme le protecteur du *continent* américain. Sur cette base ainsi élargie de sa dictature, il appela, en 1838 et en 1845, par des exigences trop connues, l'action coërcitive de la France, d'abord seule, puis de concert avec l'Angleterre (1).

C'est à cette dernière période qu'eut lieu l'intervention anglo-française contre l'armée de Rosas, dans le but de protéger l'indépendance de Montevideo. En effet, cette armée, sous les ordres du général Oribe, occupait militairement la campagne et tenait la capitale soumise à un siège rigoureux.

Après deux mois de vaines négociations, la mission du baron Deffaudis, pour la France, et de M. W. Gore-Ouseley, pour l'Angleterre, échoua le 31 juillet 1845, parce que Rosas exigeait qu'Oribe fut restauré dans la présidence de Montevideo, qu'il avait lui-même abdiquée dès 1838. Le premier acte coërcitif de l'intervention fut l'occupation militaire du port de la Colonia, le 31 août 1845, et, en représailles de ce fait de guerre, les résidents français et anglais, dans la campagne de Montevideo, furent arrachés de leurs foyers par la force armée du général Oribe et confinés, en qualité d'otages, dans la ville centrale de Durazno, où ils endurèrent les souffrances que nous voulons publier.

Toutefois, nous ferons précéder cette publication d'une sérieuse étude du caractère des peuples de la Plata, au point de vue intellectuel et moral. Et d'abord, voyons quelles étaient les mœurs et coutumes aux premiers temps de notre arrivée dans ce pays.

(1) Détails au Précis historique (mémoires inédits).

II. Mœurs et Coutumes.

C'est assez de géographie et trop, peut-être, d'histoire sommaire pour faire connaître les lieux et les circonstances dans lesquelles se sont accomplis les faits que nous avons à raconter. Mais il convient de compléter ces études préliminaires, en faisant connaissance avec les hommes du Rio de la Plata, tels qu'ils s'offraient à l'observateur, avec l'ingénuité de leur bonne nature, avant que les évènements que nous venons d'esquisser eussent exercé leur influence pernicieuse sur le caractère à la fois ouvert et débonnaire des habitants de ces belles contrées.

Sans autre préambule, nous dirons que l'Américain est généralement doué de perspicacité et d'une facilité d'élocution vive, imagée et originale comme les scènes grandioses de la nature de ces lieux. Toutefois, des nuances sensibles distinguent l'habitant des rivages de celui de la prairie ou plaine, et ces deux Américains, de celui des montagnes. Ainsi, le riverain, habitué au contact des voyageurs, est liant et d'un commerce facile; l'habitant des plaines, exposé aux surprises de l'Indien sauvage, a le regard du lynx et le ton sournois; tandis que le montagnard est grave, comme l'aspect des précipices au-dessus desquels il végète. A part ces trois originalités, qu'on peut regarder comme climatériques, la vivacité de la répartie et des images est commune aux trois catégories d'habitants.

Ces qualités empruntent un charme de plus aux beautés de la langue espagnole pure, c'est-à-dire dégagée de la rusticité des dialectes provinciaux, dans la mère-patrie. Seulement on remarque chez le descendant américain des Espagnols, un laisser-aller dans l'accentuation qui friserait l'indolence. Ce ton général révèle, au moins chez les habitants du littoral, l'influence d'un bien-être facile au-

trefois, plutôt qu'un mauvais penchant au désœuvrement. Quant aux populations rurales, surtout dans les provinces les plus reculées, nous nous en remettons aux observations d'un écrivain du pays même, bien connu par sa haute capacité et sa rude franchise. C'est le colonel du génie, Arenales, qui va parler des provinces les plus au nord du pays argentin (1). « La conformation des naturels a toutes « les apparences d'une bonne constitution; ils sont, en « général, de haute taille; leur entendement est ouvert; « ils sont hardis et agiles, surtout à cheval. Si leurs apti- « tudes ne reçoivent pas d'autre développement que par le « fréquent exercice du cheval et du *lazzo,* on en trouve la « cause dans les conditions actuelles de leur vie pastorale, « et surtout dans *cette* paresse, véritable *mal* endémique « de notre *bon* pays, paresse destructive de toute vertu, de « toute fortune. C'est là un défaut qui frappe le plus l'é- « tranger, et dont la destruction radicale est du ressort de « la législation et de la police, au moyen de stimulants « énergiques et bien calculés, et de récompenses à donner « à l'application, à la constance dans le travail, etc. » Puis l'auteur se livre à une diatribe contre ce qu'il appelle *l'ineptie appuyée sur des privilèges ou des préjugés posés, chez nous, comme les dogmes conservateurs de notre prospérité nationale.* Cette juste apostrophe s'applique, évidemment, à l'existence des majorats, qui a résisté, jusqu'à ces jours, à l'intronisation de la démocratie sur les ruines du régime colonial. De telle sorte qu'on pourrait dire que, dans ces provinces éloignées, le système républicain se trouve enté sur le vieux tronc de la féodalité. — Peut-il y végéter?

Ce vœu d'un homme aussi distingué qu'Arenales, dit,

(1) *Noticias historicas y descriptivas sobre el gran pais del Chaco y Rio Vermejo,* par José de Arenales, chap. VII, page 39.

bien éloquemment, tout le besoin qu'ont ces belles contrées d'être exploitées par des bras actifs et laborieux.

Quoiqu'il en soit, le caractère du Platéen ou Plateno (1) repose sur un fond de bonhomie. Il est généreux et aime à rendre service. Toutefois et par exception, il arrive que ces formes se recouvrent d'une austérité grave, qui cache quelquefois une parcimonie étroite, mais rarement un manque de foi.

C'est là sa nature et il faut dire qu'elle a été fâcheusement altérée par cinquante ans de guerres civiles. Cependant on doit ajouter, pour exprimer sa pensée entière, que s'il existait en Europe la dixième partie de la facilité qu'il y a au Rio de la Plata pour faire le mal, et la centième partie de l'impunité que le malfaiteur peut y trouver, l'Europe deviendrait inhabitable, malgré sa civilisation, ou plutôt à cause de sa civilisation, vu les besoins multipliés qu'elle engendre.

De plus, le Plateno est brave par instinct, et c'est ce qui explique sa générosité. Cette condition de bravoure se trouve surtout parmi les populations qui naissent, vivent et meurent au sein de la campagne, sans avoir quelquefois foulé un seul jour le sol d'une ville. Mais cette qua-

(1) On appelle Plateno (prononcez : *Plategno*) ou Platéen l'habitant du Rio de la Plata; mais ce qui va être dit de son caractère, se dessine avec variété, dans les formes, selon la province à laquelle il appartient. Ainsi le Porteno né à Buenos-Ayres, est pétulant, enjoué, railleur et quelque peu rhéteur, défauts et qualités qui sont comprimés sous le régime actuel (1845) par un niveau de gravité sérieuse et quelque peu sombre. Le Montevidéen, au contraire, a moins d'éclat dans les formes, mais peut-être plus de solidité au fond. Cette différence provient de leur origine. Le premier descend de l'Andaloux, aux allures ouvertes : l'autre du Biscayen, au ton froid et grave. On connaît la fierté que ce dernier s'arroge et que dépeint si bien ce mot. « *yo soy Biscaino y noble* » : je suis Biscayen (d'abord) et noble (ensuite). Le provincial d'Entre-Rios tient plus du Montevidéen que du Porteno ou Buenos-ayrien, mais s'il a moins de gravité que le premier, il a aussi moins de culture que l'autre, sauf exceptions parmi lesquelles nous connaissons quelques sujets très-distingués qui ont, du reste, reçu leur éducation dans Buenos-Ayres. Enfin, dans les autres provinces de la république Argentine, y compris Corrientes, on ne trouve ni la pétulance du Buenos-ayrien, ni la gravité du Montevidéen ; mais ces deux signes caractéristiques s'y confondent très-agréablement dans une aménité et une bonhomie qui séduisent l'étranger,

lité n'étant pas le résultat d'un vouloir froid et calculé, se manifeste par des élans d'autant plus absolus qu'ils sont spontanés. On comprendra cette impressionabilité si l'on a égard à la manière d'être particulière de l'habitant des campagnes, chez lequel on rencontre la véritable expression du caractère national, dans le fond, sinon dans la forme. Le tableau de la vie des populations rurales au Rio de la Plata expliquerait cette particularité remarquable. On y verrait que, livré à ses seules forces et ne pouvant compter que sur sa résolution propre, sur son adresse ou son courage pour suffire à tous ses besoins, le pasteur de ces pays acquiert, dans l'exercice de sa vie aventureuse, une hardiesse très-grande, qui lui donne une haute estime pour son indépendance, au milieu de laquelle il suffit à tous ses besoins. Ainsi veut-il abriter sa famille? La forêt lui fournira les piliers et aussi une toîture pour sa chaumière qu'il enduira de terre glaise. S'il veut nourrir ses enfants, monté sur le cheval son compagnon fidèle, et armé du lacet, il poursuit, atteint, tue et depèce le bœuf indompté, puis il revient au logis, apportant la pâture pour plusieurs jours. A-t-il besoin de voyager? la distance ne l'effraiera pas; son coursier est chargé de la franchir. Il passera les rivières à la nage, dormira quand le sommeil l'invitera à dormir, n'importe le lieu, sous la protection du firmament, tandis que le cheval broutera, attaché près de lui. Un instinct très remarquable, qu'il appelle *el tino*, le guidera au milieu des ténèbres pour ne pas dévier de sa route, dans un pays sans chemin tracé, etc.

Cette digression servira à faire comprendre toute la différence qu'il y a entre l'Américain des villes et celui des campagnes, sur les bords de la Plata. Ce sont les mœurs du XIX[e] siècle entées sur celles du XVI[e], plus l'influence du désert et des luttes contre l'Indien sauvage.

A ce que nous avons dit de l'habitant des cités, il faut ajouter que l'éducation qu'il reçoit est fort au-dessous du développement dont son heureuse intelligence est susceptible. De là naît ce qu'il faut bien appeler une teinte d'outrecuidance. Cependant on remarque parmi la société aisée qui peut se livrer à l'étude, quelques exceptions remarquables qui ne seraient nullement déplacées dans les cercles les plus choisis de l'Europe (1). Or, ce n'est pas là un faible mérite, si l'on a égard aux moyens surabondants que trouve l'Européen, pour son instruction, dans les grands centres de civilisation, tandis que l'Américain ne peut acquérir des connaissances étendues que par une étude opiniâtre des livres qu'il fait venir d'Europe, quelquefois à grands frais et toujours avec beaucoup de peine.

Cette allure, un peu légère, se trouve surtout parmi les natifs de Buenos-Ayres, (2) et s'explique par la suprématie que s'arroge cette capitale sur les provinces, d'où sont sortis, pourtant, beaucoup d'hommes éminents parmi les illustrations de la république Argentine. Mais on ne peut s'étonner de ce grain de vanité qui tient au sang des premiers habitants de Buenos-Ayres, originaires de l'Andalousie : on sait qu'en Espagne, les Andalous ont reçu, depuis longtemps, à tort ou à raison le surnom de *farolero,* qui signifie éclaireur, porteur de fanal, et par analogie, beau diseur, au figuré.

Pour être juste, il faut dire que, de toutes les provinces

(1) Les tribunes de France et d'Angleterre ont répété avec honneur le nom de Don Florencio Varela, envoyé confidentiellement par le gouvernement de Montevideo aux abois, près de ces deux gouvernements, afin de les éclairer sur la situation vraie des choses dans la Plata, en 1844

(2) Ville principale de toutes celles du Rio de la Plata, Buenos-Ayres fut le siége de la Vice-royauté de ce nom, sous le régime Espagnol et la capitale des provinces-unies, pendant la brillante, mais courte administration du président Rivadavia. A sa chute, Buenos-Ayres avait près de 120,000 habitants, en 1828; mais à la chute de Rosas, en 1852, c'est au plus si on eu comptait 45,000! Ces deux chiffres sont le plus sûr contrôle de ces deux administrations-types, chacune à sa façon.

de l'Espagne, l'Andalousie est peut-être celle où la vivacité de l'esprit le dispute, le plus agréablement, à la beauté des formes, dans cette population qui est un modèle d'enjouement, de pétulance et d'amabilité entre tous les peuples des Espagnes.

Si, du portrait de l'homme, nous passons à celui de la femme, un sentiment douloureux nous saisit le cœur, en voyant les trésors que récèle la femme d'Amérique, dans son intelligence, et le peu de développement qui est donné, par l'éducation, à cette intelligence si heureusement douée. La femme du Rio de la Plata est, au physique, une charmante création d'une expression pétillante d'esprit et de gracieuseté sans emprunt. Mignone et svelte, elle atteint rarement aux proportions d'une beauté exceptionnelle. Brune, piquante, son teint n'est pas toujours privé de l'incarnat qui donne à la physionomie des brunes une brillante animation. Ses yeux de jais scintillent sous le long cil qui les ombrage; la beauté blonde est parmi elles une exception; des dents de perles brillent à travers de gracicuses lèvres de corail, et l'ornement de leur tête ferait envie à Bérénice. Par exception, on remarque l'absence de ces deux attraits indispensables à la beauté, et ce malheur irréparable peut être attribué à leur passion pour le maté dont elles aspirent l'infusion bouillante au moyen d'un tube d'argent, ce qui exerce une influence pernicieuse sur les gencives et sur les dents; quant à la chevelure, sa disparition précoce est due, sans doute, à l'habitude d'aller nu-tête dans un pays où la température varie d'une heure à l'autre. Aussi le chapeau a-t-il déjà couvert, de sa parure artificielle, la tête de la Platena, et remplacé, sans avantage, la gracieuse mantille.

Pour ce qui est de ses qualités morales, la femme du Rio de la Plata est, dans toute l'acception de l'analogie. un véritable diamant recouvert de son enveloppe primitive,

Elle posséde le sentiment du bon, le beau élève son esprit jusqu'à l'enthousiasme. Il y a, dans ses manières, un entrain qui plaît, mais qui tromperait une présomption osée, et il faut dire en passant que cette affabilité confiante a trompé plus d'un fat d'outre-mer. Elle est éminemment sociable et affable sans effort, et l'on peut dire que la tournure de son esprit est aussi attrayante que moëlleuse est la désinvolture de ses formes. Elle est, en général, prodigue d'expression, parce qu'elle est généreuse par caractère. La bienfaisance est pour elle un acte naturel et il se ressent un peu de la prodigalité qui lui est propre.

Enfin, elle possède tous les dons du cœur, et cependant, chose étrange, on l'accuserait presque de ne pas savoir aimer. En effet, on voit rarement se produire, parmi les Platenas, l'explosion de ces passions ardentes dont l'Europe présente de fréquents exemples. Cette absence des mouvements désordonnés ou tumultueux du cœur s'expliquerait en partie par des causes physiologiques dépendantes de l'influence d'un beau climat, d'une atmosphère rarement sombre, mais imprégnée d'une moiteur ambiante qui convie au repos et l'esprit et les sens. Indépendamment de cette influence, une certaine liberté puisée dans le sentiment de dignité de la femme et l'habitude constante, dès le jeune âge, de se trouver parmi les visiteurs, semblerait aussi préserver les jeunes filles de ce que nous appelons en Europe les dangers du monde.

En compensation de cette indifférence apparente qui contraste avec une extrême aisance dans les manières et dans les causeries des femmes de la Plata, nulle part au monde peut-être, on ne trouverait une fermeté plus constante dans l'engagement du cœur qui doit fixer leur destinée. Ainsi, la jeune personne qu'entourent les adulations, en reçoit l'hommage sur un ton riant et sans façon qui découragerait plus d'un aspirant peu sérieux ; mais dès

que le moment est venu d'un choix à faire sérieusement, et que le prétendant a obtenu un engagement formel, il peut compter sur sa réalisation, n'importe l'époque. Les exemples contraires à cette loi tacite qu'on appelle le compromis (*el compromiso*) sont assez rares pour qu'ils forment l'exception.

Il est vrai de dire que le *compromiso* met une jeune fille, pour ainsi dire, en interdit; car, ordinairement, les jeunes gens ont un respect instinctif pour elle, dès qu'ils la connaissent dans la catégorie du compromiso. Il y a, dans cette réserve entre les deux sexes, un parfum de dignité qui plaît. Cette fidélité de la jeune fille ne l'abandonne pas dans les liens du mariage; seulement, elle y apporte quelquefois un laisser-aller qui se dessine par des exigences peu économiques. Cet abandon tient beaucoup plus aux traditions d'une abondance jadis très-générale, qu'à un mauvais vouloir intentionnel,car on n'a pas encore appris dans ce pays à connaître la valeur de l'argent.

Ce n'est pas à dire, cependant, qu'on ne rencontre pas des exceptions dans ce genre, et même assez fréquentes, car on pourrait citer des traits qui touchent presque à l'héroïsme, au point de vue d'une abnégation personnelle de l'épouse en faveur de l'époux ou des enfants.

Mais le triomphe de l'Américaine, au moins dans le Rio de la Plata, c'est lorsque des circonstances graves ou périlleuses viennent frapper son cœur pour en faire jaillir une pensée de courage et de dévouement. Oh! alors elle est belle de force morale, et l'élan de son âme, s'il s'appuie sur l'amour de l'époux, de l'enfant ou du père, atteindra jusqu'au sublime, sans art, sans effort. Nous avons vu de ces exemples qui font croire à de célestes inspirations, et tout en admirant ces nobles femmes qui ne se doutent pas

de l'héroïsme qu'elles possèdent, il a fallu gémir sur l'absence d'une éducation suffisante qui rendrait ces actes, sinon plus fréquents, sans doute moins nécessaires. En effet, un système d'éducation bien entendu préparerait une génération nouvelle à n'être plus si fréquemment exposée aux convulsions politiques au milieu desquelles éclosent les grands périls qui donnent lieu à ces grands dévouements.

On se tromperait cependant, si l'on croyait à une absence absolue d'éducation, car les salons de Buenos-Ayres et ceux de Montévidéo, qui sont le plus à portée d'être jugés par les étrangers, seraient un démenti formel à cette assertion. Mais on ne peut s'empêcher de déplorer plus fortement encore le défaut d'une instruction plus générale, plus solide. Ce sentiment agit plus vivement lorsqu'on connaît l'extrême facilité que possède ce sexe vraiment privilégié, parmi lequel il n'est pas rare de voir une jeune personne parler convenablement plusieurs langues, surtout le français et l'anglais, indépendamment de son magnifique langage maternel.

Dans un pays où les divertissements publics sont à peu près nuls, il fallait au caractère liant et causeur des habitants de la Plata, une manière d'être qui compensât l'absence de ces distractions. De là est née une habitude inconnue au nord de l'Europe, mais transmise par la péninsule espagnole à son ancienne colonie. Ce genre de divertissement s'appelle *la tertulia*. Il y en a de diverses sortes : *la tertulia de baile* qui représente notre soirée dansante ou le bal, c'est la grande; la tertulia de canto, notre soirée musicale; la tertulia des hommes qui se réunissent périodiquement à chaque vingt-quatre heures, au même lieu, pour faire la même partie de cartes, sur la même table, celle-ci est toute simple; mais celle qui l'est moins, c'est la tertulia de fondation, c'est-à-dire de famille, la véritable

tertulia hispano-américaine. Là, les intimes de la maison, parents ou étrangers à la famille, se réunissent chaque soir, pour le plaisir d'être ensemble. Les dames entourent la table de travail, les jeunes personnes alternent entre le travail, la lecture ou la musique, et les hommes, s'ils ne sont pas à la table de jeu, papillonnent entre les deux tables ou autour du piano (1). A dix heures, on apporte le thé qui est servi par la dame ou une des filles de la maison, tour-à-tour. Elle est aidée dans ce travail par un des galants convives, puis on se sépare, peu à peu, à moins qu'un élan soudain n'entraîne dans le salon, les jeunes gens à danser un galop ou faire un tour de valse pour disposer le corps au repos. Voilà comment on remplit la tertulia quotidienne.

En dehors de la tertulia ainsi comprise, ou plutôt une autre phase de cette même tertulia de famille, consiste à passer la soirée devant les fenêtres ordinairement grillées, mais toutes grandes ouvertes et sans lumière dans le salon. C'est la tertulia qu'il faut appeler de *cotorrear,* c'est-à-dire de converser, de *jaboter*, du mot cotorra (perruche). Alors c'est un feu roulant de lazzis, un chaos d'idées superposées, enfin, une véritable échauffourée (guerilla) de paroles s'entre-choquant aux éclats répétés d'un rire qui s'élève parfois à des proportions homériques. Les entr'actes de ce vaudeville, entre la cour et la rue, sont aussi nombreux que variés; mais le plus fréquent est un élan soudain qui entraîne les assistants dans la cour pour y cueillir, au clair de lune, les *ramillettes* de fleurs dont les dames sont prodigues envers les cavaliers. Si l'assistance est nombreuse, plusieurs des dames de la maison se partagent la galante

(1) C'est dans une tertulia de cette espèce à Montevidéo, que nous avons vu un *à parte* composé de deux sœurs nées d'Anglais et d'Américaine, d'un jeune officier de la marine brésilienne de très-bon ton et d'un Français moins jeune, lisant chacun son tour, en espagnol, en italien, en portugais, en anglais et en français. Cette lutte (*certamen*) de lecture en quatre langues etrangères, à chaque lecteur ou lectrice, ne manquait ni de charme ni d'hilarité.

corvée, mais lorsqu'il se trouve un nouveau venu, ou une personne *de categoria*, c'est ordinairement la dame de la maison qui exerce la galanterie du bouquet en l'offrant d'abord à ce personnage.

En général, la cour principale de la maison est ornée d'une estrade couverte de nombreuses caisses où les fleurs sont cultivées par les dames, pour fournir à l'exigeance des *ramillettes*. La vue de cette verdure perpétuelle, entre quatre murailles, et ordonnée parfois avec un véritable luxe d'abondance et avec goût, flatte les sens des visiteurs.

Mais revenons à la fenêtre que nous avons laissée pour cueillir des fleurs. A cette heure du soir, les hommes font, par les rues, ce qu'on appelle à Paris, flâner. Les flâneurs, les fumeurs se succèdent devant les fenêtres ouvertes, et ce n'est pas un mince aliment pour la causerie du salon obscur, car il peut arriver qu'un mot échappé à la causerie des promeneurs soit précisément une pierre jetée dans le jardin d'un visiteur ou d'une visiteuse du salon noir, et on comprend les commentaires qui en surgissent. Les silhouettes vont et viennent devant la fenêtre; puis, lorsque le flâneur est connu, il s'arrête où on l'arrête. Alors il y a échange de saluts, de bons mots, quand il ne cède pas à l'offre d'entrer pour grossir le nombre des visiteurs. Ainsi se passe une soirée d'été, si belle dans ces pays, à moins que les ardeurs du jour n'aient donné le désir de passer la soirée dans l'eau, car c'est un plaisir très-usité que le bain du soir aux bords du fleuve. Les assistants sont priés d'accompagner les dames; on va au bain comme à la promenade.

On part, les rues fourmillent de groupes des deux sexes, c'est une continuation, dans la rue, de la tertulia de *cotorrear*, un peu modifiée dans ses ébats.

On arrive : le bord de la rivière à Buenos-Ayres est

défendu par un banc de tuf crevassé d'une façon assez désordonnée pour former des plateaux isolés par des petits canaux remplis d'eau pendant le flot qui s'y fait sentir, malgré les 70 lieues qui séparent Buenos-Ayres de l'embouchure du Rio de la Plata. Là, il y a séparation de corps très-rigoureuse entre les deux sexes. Chaque groupe s'empare d'un plateau, puis la toilette de bain achevée, on court à l'eau, sur cette plage étendue, jusqu'à ce qu'on puisse se baigner à grande eau. Alors les groupes se reforment sans se mêler, mais assez rapprochés pour que la tertulia de *cotorrear* puisse continuer en pleine eau, tout comme dans le salon obscur, à l'exception des *ramillettes* de fleurs. D'autres incidents viennent pourtant en aide. Ainsi après une *guerilla* dans toutes les formes, dont les ébats tumultueux inondent la partie du corps qui n'est pas sous l'eau, on fait une trêve bientôt suivie de la paix qui est chantée en chœur par les deux camps naguère ennemis. Ces concerts sans façon qui s'évanouissent entre le ciel et l'eau sont d'une piquante originalité.

On sort du bain et chacun regagne son plateau de toilette. Des cris confus appellent les retardataires, puis si l'on n'a pas projeté le souper sur la plage après le bain, les groupes se confondent et les cavaliers accompagnent les dames jusques chez elles en *cotorreant* (il faut bien implanter ce mot dans la langue d'un peuple qui ne posséde pas la chose).

Ce retour au logis prend un caractère différend de celui du départ pour le bain.

Il est minuit, les rues désertes sont ranimées par les groupes qui se succèdent ; les enfants pleurent, les bonnes murmurent, car on marche en famille avec toute la maison, et les allures se ressentent de l'humide lassitude du bain. Dames et jeunes filles livrent, sans hésiter, leur chevelure flottante à la brise du soir, chargée de réparer les outrages

de la *guerilla* dans l'eau. La chevelure dessine les caprices du vent sur le blanc corsage du peignoir dont la gaze voltige autour des baigneuses. — On dirait les nones échevelées qui s'élancent dans l'ombre à la puissante évocation de Bertram. — On se donne l'adieu, et le silence de la nuit reprend ses droits un moment envahis par le retour des baigneuses.

Afin de n'effaroucher aucune susceptibilité, il est bon de dire qu'au milieu de l'apparent désordre de ces coutumes, qu'on peut appeler spéciales au Rio de la Plata, surtout à Buenos-Ayres jusqu'en 1830 seulement, il serait bien difficile de citer l'exemple d'un seul grief envers le beau sexe, dans ces innocents passe-temps. Il faut ajouter aussi qu'un homme assez mal avisé pour s'oublier, serait déchu, *ipso facto* du titre de *caballero* (chevalier) que les dames donnent volontiers à tout homme de bonne tenue dans la société.

Telles étaient les coutumes qu'on pourrait appeler primitives, dans ce pays délicieux qui les avait reçues de l'Espagne méridionale.

Les longues dissentions civiles qui ont suivi les guerres de l'indépendance, et les époques terribles que ces dissentions ont amenées, ont profondément modifié les coutumes décrites : *quantum mutatus ab illo* ! Aussi le voyageur chercherait-il vainement à se reconnaître aujourd'hui dans Buenos-Ayres, sur la description qui précède, et c'est pourquoi nous avons voulu en tracer le tableau, comme un souvenir des mœurs d'autrefois.

La dictature du général Rosas a créé une aristocratie luxueuse, et sa chute a laissé champ libre à une expansion de luxe qui se répand rapidement dans toutes les classes et sur tous les centres de population.

Les coutumes ne sont donc plus, dans tout le Rio de la Plata, au moins dans les villes, qu'une imitation assez servile de celles de l'Europe, et on peut, au moins pour les

grandes villes, les définir ainsi : d'une part, tendance au mercantilisme anglican et au comfort qui l'accompagne : d'autre part, élégance et vivacité des manières françaises ; ou plus brièvement encore, esprit français enté sur le *self love* anglais.

Nous laisserons les populations du Rio de la Plata dans cette double voie qui paraît leur sourire, en leur souhaitant tous les bonheurs possibles. Mais franchement, quand on aime ces pays, on voudrait les voir conserver tous les bons instincts qui leur sont propres, et non s'astreindre à des imitations plus ou moins nuancées, qui n'ajoutent rien d'heureux au fond de leur caractère. En effet, le caractère de ces peuples repose, sans qu'ils s'en doutent beaucoup aujourd'hui, sur les plus beaux titres du caractère espagnol. Ces titres sont : la loyauté foncière et l'esprit élevé, fier, libéral, chevaleresque du vieux sang espagnol.

CHAPITRE SECOND.

ÉTUDES DE L'ESPRIT PLATÉEN,
AU POINT DE VUE DES TENDANCES LITTÉRAIRES.

I. — Esquisses littéraires, artistiques et autres.

VICENTE LOPEZ, poète et magistrat. — FIGUEROA, poète. — JUAN CRUZ VARELA, poète. — FLORENCIO VARELA, publiciste. — JACOBO VARELA, moraliste. — ETCHEVERIA, poète, moraliste. — RIVERA INDARTE, poète, polémiste.—WRIGHT (Francisco), publiciste. — DEAN FUNES, historien. — Général BARTOLOMÉ MITRE, poète, publiciste. — MARMOL, poète et publiciste. — MAGARINOS, poète littérateur. — Genéral PACHECO Y OBES, poète et polémiste. — VICENTE FIDEL LOPEZ, fils, avocat, littérateur. — SARMIENTO, littérateur. polémiste. — MARCOS SASTRE, moraliste et vrai pédagogue. — JUAN ALSINA, magistrat, orateur. — VELEZ SARSFIELD, avocat, orateur et statisticien. — ALBERDI, avocat et publiciste constitutionel.—ASCAZUBI, poète indigène. JUAN MARIA GUTIERES, homme d'Etat, homme de lettres et de science.

Nous venons d'étudier les mœurs si douces des peuples de la Plata, dans les foyers principaux de la civilisation qui leur est faite sous l'influence d'un heureux climat. On a vu combien la femme y joue un rôle principal, comme dans tous les pays régénérés ou éclairés par le christianisme. Mais ce n'est point seulement au foyer domestique ou même dans les salons que nous dénoncerons l'influence de l'esprit des femmes de la Plata. Nos investigations s'élèveront jusqu'à l'être moral de ces jeunes nations, pour rechercher, dans les tendances intellectuelles des enfants, la beauté morale des mères.

Notre objet étant de porter le scalpel de l'étude dans

l'organisation intime de l'esprit platéen, nous allons passer en revue les principaux noms des auteurs qui se sont fait remarquer par d'heureuses dispositions poétiques et littéraires, depuis l'époque de l'indépendance du Rio de la Plata.

Les célébrités littéraires deviendront nombreuses au Rio de la Plata, après que les sanglants débats de la guerre civile auront permis à ces intelligences privilégiées de recevoir une culture convenable. Sans parler des temps passés qui ont reçu un véritable lustre de quelques hommes remarquables par leur savoir, tels que le Dean Funes, l'évêque de Tucuman, monseigneur Molina et autres, nous ne serons pas embarrassés pour citer des noms parmi les contemporains. La poésie exerce surtout un grand empire sur ces belles imaginations, par la raison qu'on naît poète, tandis qu'il faut acquérir le savoir pour devenir littérateur, historien, etc. Or, quoi de plus propre à l'inspiration poétique que les grandes et magnifiques scènes de la nature, dessinées à longs traits sur ces contrées noyées dans des flots de lumière, échauffées par la chaleur vivifiante d'un soleil rarement voilé. ! Ces pays sont riches du présent et ils présagent un avenir que l'imagination embrasse avec difficulté, tant ils renferment d'éléments de grandeur ! Aussi l'expression du poète s'y pare des images les plus hardies, les plus fortement colorées, soit qu'il s'élève à l'épopée guerrière, politique et sanglante, soit qu'il s'égare dans la contemplation des sentiments du cœur, soit enfin que les accents de sa lyre réflètent l'éclat du beau ciel qui l'inspire ou les magnificences de la nature qui l'environne.

La personnification de l'épopée guerrière se trouve dans un noble vieillard dont l'aurore de la vie précéda le soleil de la liberté dans sa patrie, c'est M. Vicente Lopez, le chantre de l'indépendance du Sud de l'Amérique. Son

essai fut digne d'un maître, car son hymne à la liberté expliqué par une musique vigoureuse, entraînante pour ses concitoyens, a fait le tour des immenses contrées qu'a sillonnées la lance victorieuse des Argentins, pendant les longues guerres de l'indépendance. Depuis les forêts vierges de la frontière du Brésil jusqu'aux pics aériens et neigeux des Cordilières; des bords de l'Océan Atlantique jusqu'aux rivages du Pacifique, il n'est pas un écho de l'Amérique du Sud, même celui du *Chimboraso* qui n'ait vibré de ces nobles accents dans lesquels la fierté de la pensée ne le cède qu'à la richesse de l'expreesion.

On est heureux d'écouter ce noble vieillard, doux et simple, conter comment il se sentit animé de l'inspiration d'un patriotisme naissant, dès que le premier cri de liberté vint ouvrir à son intelligence les portes d'un avenir qu'il entrevoyait si brillant! Les passions de ses frères ont jeté sur cet avenir un voile sanglant dans les replis duquel se cachait la hideuse guerre civile; mais le principe est assuré, il ne périra pas..... L'âme de don Vicente Lopez était trop belle pour ne pas s'élever au-dessus de ces querelles déplorables, et quarante ans ont passé sur le premier élan de son inspiration sans l'attiédir. Il a vécu dans les méditations, et les douleurs de la patrie ont posé sur sa tête l'auréole du sage d'Horace: *Impavidum ferient ruinæ...* Il a trouvé, dans l'étude et la philosophie, la seule consolation compatible avec ses souffrances morales, et l'étendue profonde de son savoir fait du docteur Lopez un des hommes les plus considérables de son pays. Patriote pur, modèle des pères et magistrat remarquable, il finit sa carrière sur le premier siége de la magistrature de son pays. Ce poste élevé qu'il a accepté sans l'avoir recherché était dû à son mérite. Il est un des précieux et rares débris de cette époque vraiment homérique pour l'Amérique du Sud, où l'on vit la jeunesse dorée de Buenos-Ayres

abandonner les délices de leur Capoue pour affronter courageusement les fatigues des combats et des bivouacs à travers les champs. Lopez la suivit dans ses excursions : On eut dit une muse ornée de la lance du guerrier. Nous possédons, écrit de sa main, un exemplaire de son bel hymne, avec les rares variantes que le temps a apportées à l'improvisation, et chaque fois que cet écrit précieux frappe nos regards, nous revoyons, par le souvenir, cette tête si forte d'expression qui révèle si bien un grand cœur. Le fac-simile de cet écrit devra être reproduit un jour et ce sera un faible hommage de notre respect pour l'auteur.

Nous avons dit avec complaisance la vérité sur M. Lopez, et c'était justice, car il est réellement le premier qui ait dignement chanté la grande époque du Sud Amérique. M. Lopez est né à Buenos-Ayres, sur l'une des rives de la Plata, et, comme si Dieu n'eut pas voulu laisser l'autre rive sans écho, il lui a donné aussi son poète; c'est M. Figueroa, le chantre de Montévideo. Sa muse gémit sur sa patrie en lutte contre des ennemis faits pour être des frères. Robuste et brillante, elle porte l'empreinte de la différence des circonstances où le poète a vécu. A son sujet, nous reproduirons tout-à-l'heure le jugement porté par l'illustre Varela, et la sentence d'un tel juge nous dispensera de toute appréciation personnelle.

Après ces deux poètes éminents, nous nous bornerons à citer les noms les plus connus sur les deux bords de la Plata.

Juan Cruz Varela, frère du publiciste Florencio Varela est aussi un poète. La vigueur et le sentiment forment le principal mérite de ces écrivains et l'on peut dire que ces qualités circulent avec le sang dans leurs veines; c'est un héritage du nom dans cette famille qu'on doit appeler exceptionnelle par les dons de l'esprit. Juan Cruz Varela a payé à la mort le tribut d'une faible santé. C'est le cachet

physique de cette famille chez laquelle la vie intellectuelle est trop active pour ne pas user rapidement l'enveloppe mortelle. Son frère Florencio, le publiciste, a succombé sous un fer assassin, au grand regret de ses nombreux amis et de tous ceux qui apprécient le vrai talent. On a prêté à ce meurtre un caractère politique et c'est ce qui le rendrait plus déplorable encore si la perte d'un écrivain éminent n'était pas toujours un malheur. Le souvenir des mérites de Florencio Varela sera gardé sur les deux rivages de l'Océan, car le voyage qu'il fit en Europe, en 1843-44, a laissé en France et en Angleterre des traces de sa haute capacité. Dans les deux pays, il a été connu des hommes les plus haut placés, et son nom a été prononcé avec éloge a la tribune de France, à cette époque, par ses amis et ses adversaires politiques. Son fils Hector accompagna Varela dans ce voyage pendant lequel sa jeune intelligence acquit un développement prodigieux que l'enfant étalait, sans s'en douter, dans ses lettres à sa mère, en dépeignant ses sensations et les observations que lui inspiraient les choses neuves qui s'offraient à lui. On peut dire que plus d'un homme grave ne dédaignerait pas de revendiquer ces pensées si nettes, si judicieuses d'un adolescent. Puisse-t-il honorer la mémoire de son père en héritant de ses mérites et être plus heureux que lui !

D'autres écrivains, auteurs de poésies légères sont remarquables par une certaine fraîcheur de style, par un sentiment délicat, s'inspirant presque toujours à la source féconde des beautés de la nature. Ils possèdent, en outre, un coloris brillant de la pensée et une variété inépuisable dans l'expression. Par ordre d'âge, il faut citer M. Etcheverria au cœur d'or, mais à l'imagination un peu nébuleuse. On doit lui savoir gré de la pureté de ses intentions dont le penchant le fait glisser, dans sa prose, vers les

idées d'un socialisme mal digéré. Mais ce léger nuage s'évanouit à la lecture de ses brochures où il appelle la sollicitude de l'autorité sur la nécessité de formuler un système d'éducation appliqué aux dispositions de l'intelligence américaine, surtout pour la femme. On ne saurait trop l'en louer en l'engageant à poursuivre cette tâche sainte, vrai ministère patriotique qui laissera sur son nom un reflet auquel tout homme bien né doit aspirer lorsqu'il a vivace, au fond du cœur, comme Etcheverria, l'amour de l'humanité (1).

Puis vient Rivera-Indarte, poète et publiciste, mais par dessus tout polémiste, imagination hardie, chagrine et fougueuse, dont les croyances offraient quelques traits d'une superstition négative qu'il subissait sans se l'avouer. Ainsi, malgré la verve un peu outrée et parfois entachée de cynisme qu'il répandait sur ces productions de polémiste, on était étonné de savoir qu'il conservait avec une sorte de vénération, sur lui, une amulette léguée par sa mère pour laquelle il professa toujours un tendre respect. Ce sentiment pourra expliquer des idées vaguement empreintes d'une sorte de fanatisme qu'il porta dans ses opinions politiques. Dans sa polémique contre le système du général Rosas, gouverneur de Buenos-Ayres, qu'il a soutenue jusqu'à sa mort avec ardeur et persévérance, il faut regretter pour lui et pour la morale publique qu'il ait cru nécessaire d'appeler au secours de ses arguments des accusations d'autant plus aventurées qu'elles portaient atteinte à ce qu'il y a de plus sacré au-dedans du seuil domestique, sanctuaire qui devrait être toujours inviolable et surtout hors de l'atteinte des passions politiques (2).

(1) Etcheverria est mort peu après que ceci était écrit.

(2) Le journal rédigé par Rivera-Indarte fut continué, après sa mort, par M. Wright, réfugié Argentin, l'un des quatre députés qui, n 1838, dans la chambre de Buenos-Ayres, parlèrent en faveur de la

Il est à désirer que les écrivains de la Plata délaissent l'arène des passions politiques pour se livrer à des études sérieuses sur leur belle patrie. Le système des monographies aurait ce grand avantage de trouver des lecteurs au-dedans et au-dehors du pays. Dans ce genre, nous citerons entre autres, comme modèle, le travail du Dean Funes, et, tout récemment (1859), le beau et bon livre du général Mitre, gouverneur de Buenos-Ayres, sur la vie du général Belgrano, ce Washington ignoré de l'Amérique du Sud. Ces travaux honorent leurs auteurs et leur patrie, car c'est en eux seulement qu'on trouvera plus tard les meilleurs éléments pour une histoire Argentine. Poète, M. Mitre a publié un recueil de poésies légères, et soldat, il a obtenu le titre de général, malgré des échecs qui sont la meilleure école du soldat. Enfin, homme public, il est parvenu au pouvoir qu'il occupe aujourd'hui après l'avoir si heureusement inauguré par le traité de paix avec la Confédération Argentine, traité qui réunissait au corps de la Confédération la province de Buenos-Ayres qui en était séparée depuis sept ans,

Nous parlerons aussi de M. Berro, jeune Montévidéen, qu'une mort prématurée a enlevé aux muses dont il était un adepte chéri.

M. Louis Domingues, frère d'un avocat distingué de ce nom, est aussi doué de l'inspiration poétique. Sa verve chaleureuse disputa avec avantage le premier rang dans un concours lyrique qui mit aux prises tous les adeptes des muses de la Plata, en 1842, à Montévidéo. Plus tard, M. Domingues, pendant qu'il était rédacteur du journal *El Orden*, a écrit la biographie de l'illustre Florencio Varela avec une connaissance parfaite et un enthousiasme

conciliation, lors du premier blocus français. Dès lors, la rédaction de ce journal prit un ton de maturité parlementaire qui révélait chez son rédacteur principal le savoir, la prudence et une profoude connaissance des affaires.

digne de son sujet. Il est contemporain de M. Marmol, poète Argentin comme lui, qui, plus heureux que le jeune Berro, a pu cultiver longtemps le Parnasse Platéen et s'y élever haut. Mais, entraîné par les orages politiques, comme Varela, Etcheverria, Rivera-Indarte et autres, sa lyre a frémi sous les accords déchirants que seuls redisent les échos de l'exil et de la proscription. La dernière publication de ce poète, *el Pelegrino* (le pèlerin) est une production d'un caractère ardent, pleine d'entraînement, dans laquelle la douleur s'exhale avec un sentiment profond, quelquefois avec grandeur. Grâce à cette belle langue espagnole, c'est toujours une poésie vibrante.

Parmi les jeunes capacités qui aspirent au beau nom de poète, un Montévidéen paraît devoir occuper une place remarquable, c'est M. Margarinos, fils.

Il serait trop long de citer tous ceux qui ont un droit au titre de poète Argentin. Une collection de poésies américaines publiées par les soins de l'infortuné Florencio Varela devait satisfaire aux droits de tous, à la curiosité des étrangers et de ceux qui s'occupent sérieusement de littérature. Mais l'horrible mort qui l'a frappé en traître ne lui permit pas d'achever cette entreprise qui flattait si justement son amour-propre d'Américain.

Nous terminerons la revue, si incomplète qu'elle soit, des poètes Platéens, par quelques extraits d'une critique judicieuse et expressive de Florencio Varela sur les tendances poétiques des peuples de la Plata :

« Si les contrées de la Plata pouvaient jouir d'une
« phase prolongée de liberté et de paix, que ne pourrait-
« on espérer du talent de ses habitants sous la féconde
« influence de ces dons celestes, la liberté et la paix.
« Entre les beaux-arts, la poésie a joui, sur notre sol,
« du culte le plus constant, le plus magnifique. On dirait
« que dans la généralité de nos poètes a prédominé cer-

« taine organisation harmonique. Aidée d'une vive ima-
« gination, de l'ardeur du sang, de l'heureuse influence
« du ciel, de la surexcitation causée par les bourrasques
« de l'époque et de l'impulsion communiquée à l'esprit
« par la force des idées actuelles, cette organisation pré-
« dispose nos poètes à sentir et à transmettre de sublimes
« inspirations dans le langage doré et brillant de la
« poésie. . . . . Mais notre objet n'est point de considérer
« ici notre poésie en géneral ; il faudrait pour cela se
« livrer à un vaste travail qui embrasserait son enfance,
« ses progrès, son état actuel, son caractère à différentes
« périodes et l'influence qu'elle a exercée sur les idées et
« sur les lettres. Nous voulons seulement faire allusion à
« deux compositions récentes :

« L'une a pour titre : *Poésies sacrées*. Son auteur, Fran-
« cisco Figueroa, en a fait beaucoup d'autres, et, dans ce
« genre, il a atteint, à notre avis, l'apogée de l'élévation
« poétique, sans rival de nos jours. . . . . Si jamais on
« écrit un jour l'histoire critique et philosophique des
« poètes de la Plata, elle devra faire ressortir la particu-
« larité que présente ce patriarche des bardes Orientaux
« (Montévidéens).

« Dans tous les genres, ses poésies ont du mérite, mais
« il excelle dans deux genres précisément les moins ana-
« logues entre eux, le genre badin et le genre religieux.
« Dans le premier, il manie la saillie comme Moreto et le
« mouvement heureux de l'équivoque comme Quevedo ;
« dans l'autre genre, il surpasse peut-être fr. Louis de
« Léon et Louis Racine. Ce contraste qui paraît inexpli-
« cable, philosophiquement parlant, a depuis longtemps
« appelé notre attention. »

Passant ensuite à la *Encuetada* de M. Ascazubi, M. Varela s'exprime ainsi : « C'est un genre non-seule-
« ment complétement distinct de l'autre, mais encore

« inconnu dans la littérature de tous les pays. C'est une
« production exclusivement propre aux contrées de la
« Plata et dont le sceptre appartient exclusivement à
« M. Ascazubi. Le désavantage de ce genre est de n'être
« compris que lorsqu'on connaît les habitudes de nos hom-
« mes des champs et l'idiôme *sui generis* qu'ils se sont
« créé. Mais il se prête et s'adapte à tous les sujets ; ainsi
« le badin ou le sérieux, la critique ou la morale, les cou-
« tumes ou la politique tout peut être traité dans ce genre,
« ainsi que l'a démontré pratiquement M. Ascazubi ; et
« cette poésie bizarre est si bien reçue dans la classe
« inculte de notre société, qu'elle pourrait être un sûr
« véhicule de moralisation, si l'administration avait la
« sagacité de l'employer à instruire cette classe et lui
« transmettre, par ce moyen, des idées et des connaissan-
« ces utiles, mais dont cette partie de notre population
« ne s'occupe guère.

« Faire parler à nos gens de la campagne de la politi-
« que et de choses bonnes et utiles, mais le faire dans le
« langage qui leur est propre, à la manière de l'églogue ;
« leur faire parler dans leur mode à eux, avec les méta-
« phores qu'ils aiment, les allégories et les mots qui leur
« sont habituels et qui sont parfois si énergiquement ex-
« pressifs ; mêler habilement la morale sous le badinage
« qu'ils affectionnent, en ayant toujours en vue un objet
« d'utilité ou d'instruction ; en appeler à la rime, en em-
« ployant le mètre qu'ils préfèrent. Tel est le caractère
« distinctif de ce genre qui est, il faut le répéter, exclu-
« sivement national et sur lequel on n'a pas encore porté
« toute l'attention qu'il mérite. »

Après cet examen de la poésie indigène, M. Varela en reproduit quelques fragments dont il fait ressortir l'originalité intéressante, et entre autres la description d'un bateau à vapeur, récitée par un homme des champs qui s'y

trouve embarqué pour la première fois et dont la verve piquante provoque une hilarité qu'aucune traduction ne saurait rendre.

On peut dire, en effet, que si M. Ascazubi n'a pas inventé les modifications que la langue espagnole a subies parmi les descendants des conquérants qui sont restés maîtres de la terre conquise sur les indigènes, il a le grand mérite d'avoir su, le premier, écrire ce langage poétisé par la vie dans la prairie américaine, avec son beau soleil, ses bourrasques passagères, son horizon sans fin, ses vallées profondes, ses montagnes, ses rivières, ses forêts, le tout à l'état de solitude.....

Du reste, la verve d'Ascazubi égalait son originalité: à *Encuetada* succéda un autre petit poème, *Paulino Lucero*, qui chantait le combat d'Obligado dans le Parana et les gloires de l'intervention anglo-française, avec autant d'entrain que le premier et une originalité de plus en plus indigène, à mesure que l'action des forces étrangères pénétrait dans l'intérieur. Rien, en effet, n'est comparable à la virginité de l'expression, dans ces tableaux descriptifs de la civilisation apportée, pour la première fois, par la puissance de la vapeur qui lui a fait remonter le majestueux Parana, malgré la masse des eaux qu'il charrie et malgré la résistance du dictateur Rosas, qui avait chargé de solides chaînes de fer l'estacade d'Obligado. Tout ce petit poème, plein de fraîcheur, est un tableau très-remarquable, ou plutôt un ensemble de vues et d'échappées sur les grandes questions morales, politiques et internationales qui étaient à l'étude dans le Rio de la Plata pendant l'intervention anglo-française. Il honore l'esprit et le cœur de M. Ascazubi autant que son talent (1).

(1) Au sujet des poètes de la Plata, nous renvoyons le lecteur aux très-judicieuses citations faites par M. Ferdinand Denis, conservateur de la bibliothèque Sainte-Geneviève. Ce généreux écrivain, ami si sympathique aux jeunes nationalités de l'Amérique du Sud, est

Quant à la littérature proprement dite, nous n'oublierons pas de nommer M. Jacob Varela, frère de l'homme éminent dont nous avons parlé. Homme grave, penseur solide, il est connu par quelques travaux d'utilité et notamment par la traduction du bon livre de l'abbé Gérard sur l'éducation maternelle. D'autres littérateurs sont aussi remarquables à des titres différents. L'un est M. Lopez, fils unique du vieux chantre de la liberté argentine, que nous avons nommé le premier des poètes argentins. La tourmente politique l'a arraché aussi à son pays et à l'amour de ses vieux parents, pendant le long ostracisme qu'il voulut s'infliger, plutôt que de vivre sous la dictature du gouverneur Rosas.

La tournure de son esprit est grave, studieuse, et le conduit naturellement à des travaux historiques. Il a occupé la chaire d'histoire dans le principal collége du Chili où il avait émigré et où il vivait dans les labeurs de l'enseignement. Il a composé un cours d'histoire dont le moindre mérite est une érudition très-étendue; mais ce travail est surtout remarquable par l'élévation des vues, l'ampleur et la portée des jugements.

Si les douleurs et les nécessités de la vie de l'exilé lui avaient permis de suivre ses goûts, il serait devenu, sans doute, pour l'Amérique du Sud, le digne émule de Walter-Scott. On peut hasarder cet éloge après avoir lu, étudié son roman historique très-connu sous le nom de *la Fiancée d'un hérétique.* Ce travail remarquable, malgré quelques longueurs de détails, révèle, on pourrait dire, le défaut des qualités de l'auteur, c'est-à-dire l'abondance et l'extrême vigueur d'une imagination remplie de sève et de chaleur.

connu, du reste, par ses nombreuses monographies des célébrités Portugaises et par d'autres travaux ardus qui honorent son cœur autant que son esprit. M. Ferdinand Denis est un des rares écrivains qui s'attachent avec le plus d'amour à révéler au monde des mérites réels que le temps et l'ingratitude avaient le plus souvent voués à l'oubli.

Don Vicente F. Lopez fils, revenu de l'exil, figura aussitôt sur la scène politique, trop tôt, peut-être, après la chute de la dictature de Rosas. Esprit large et généreux, il voyait dans toutes les populations argentines une seule et même famille, et il fut sinon l'âme, au moins un des plus chauds partisans du congrès qui réunit à Saint-Nicolas tous les gouverneurs des provinces. Ce congrès avait pour objet de poser les bases d'un gouvernement central, sous la forme fédérative, et il l'accomplit malgré l'opposition de l'administration de Buenos-Ayres, qui, dès lors, se maintint en-dehors de la Confédération.

Cette scission fut le signal de la retraite de don Vicente F. Lopez de la vie politique, au moment où son père venait de résigner, pour le même motif, la dignité de gouverneur de Buenos-Ayres. Ces évènements hâtèrent peut-être la mort du vénérable don Vicente Lopez. Quant à son fils, retiré aujourd'hui à Montévideo dans la pratique de sa profession d'avocat, il y trouve, dans l'exercice fructueux de son talent, une compensation aux amertumes des luttes parlementaires.

On ne peut pas parler du docteur Lopez fils, sans citer son ami le docteur Navarro-Viola, autre avocat de mérite, rédacteur de la Revue *El Plata cientifico*. Il s'est attaché à faire connaître les écrivains du Rio de la Plata, avec un sentiment de délicatesse et de loyauté qui recommande hautement son esprit et son cœur; surtout, il a travaillé personnellement, dans sa Revue et dans ses plaidoyers, à élever la robe au plus haut degré de l'indépendance dans la légalité. C'est là un mérite partout, mais bien plus encore au milieu des exigences de l'esprit de coterie et de parti. Le docteur Lopez fils a été compagnon d'enfance et aussi d'exil de M. Sarmiento, autre érudit argentin, natif de la province de Saint-Jean, au pied des Andes, mais élevé dans Buenos-Ayres. Esprit généreux et bouil-

lant, M. Sarmiento protesta énergiquement, avec toute la jeunesse de son temps, contre la naissante dictature du général Rosas, ce qui l'obligea à émigrer au Chili, en traversant les Andes qui le séparent de sa province.

Le gouvernement du Chili, qui a su mettre à profit les ressources intellectuelles que lui apportait l'émigration argentine, fit voyager M. Sarmiento pour étudier les meilleures méthodes applicables à l'instruction primaire dans ce pays. Dans ce but, M. Sarmiento a parcouru l'Europe où il a travaillé à faire connaître l'Amérique du Sud et les richesses qu'elle renferme. Pendant son séjour à Paris, il s'est fait l'élève de M. Camille Beauvais, l'éminent professeur de sériciculture. En Prusse, il a étudié les méthodes luthériennes les plus propres au développement de l'esprit prussien, et aux Etats-Unis, celles qui font des *yankees* le peuple-roi de cent sectes religieuses, et aussi des entreprises commerciales ou industrielles les plus hardies, les plus aventureuses.

Après la chute de Rosas, à laquelle M. Sarmiento contribua par des écrits remplis de verve et de chaleur patriotique, il s'est lancé dans la vie parlementaire aidée de la polémique quotidienne, en restaurant le journal intitulé le *National*, dans Buenos-Ayres. Ce titre disait les tendances d'un provincial qui travaillait avec ardeur à l'unification de la patrie argentine dont la dictature du général Rosas avait aiguisé toutes les susceptibilités locales dans l'intérêt de sa seule domination, en divisant pour régner.

Le plus grand succès personnel de M. Sarmiento est d'être devenu le directeur officiel de l'instruction primaire de Buenos-Ayres. Mais il nous est impossible de dire que ses efforts aient été heureux pour ces pays, à cause du système d'éducation trop servilement imité de celui des Etats-Unis, qu'il a tenté d'y introduire, sans se préoccuper assez, à notre avis, des différences profondes qui séparent

l'esprit et les tendances des deux races latine et anglo-saxonne. Cependant, il est juste de dire que M. Sarmiento n'est arrivé au radicalisme, en matière d'instruction primaire, qu'après la chute du gouverneur Rosas. Ses écrits antérieurs, répandus au Chili, sont empreints d'une générosité libérale et sans exclusivisme. Il faut croire qu'en haine du régime colonial de l'Espague, que M. Sarmiento avait si vivement stigmatisé dès 1853, dans son mémoire adressé à l'institut historique de Paris, il ne vit rien de mieux, en 1856, lorsqu'il fut chargé de la direction de l'instruction primaire, que de transplanter brusquement le radicalisme luthérien de la Prusse et le radicalisme *pansectiste* des Etats-Unis dans Buenos-Ayres. Or, de l'ancien régime espagnol empreint de rigorisme, au régime prussien et nord-américain, il y a mille fois plus de distance qu'il n'en existait entre le puritanisme anglican et le catholicisme de Bossuet qui fit trembler la réforme en lui disant : « Tu changes,. . . , donc tu n'es pas la vérité ! » On comprendra tout l'espace que M. Sarmiento voulait faire franchir d'un senl bond à l'esprit de la génération dont il entreprenait l'éducation.

A côté de M. Sarmiento, se place naturellement M. Marcos Sastre, homme pur, écrivain classique, connu par des études sérieuses sur l'instruction primaire et par des monographies intéressantes, parmi lesquelles il faut en citer une fort curieuse. C'est la description d'un singulier Delta, formé d'un grand nombre d'îles, au confluent du Parana avec l'Uruguay dans le Rio de la Plata. Cette contrée, plus analogue aux lagunes de Venise qu'au Delta du Nil, embrasse un périmètre triangulaire ayant dix lieues marines de base à peu près de l'Est à l'Ouest, sur trente lieues de long en remontant le Parana. Aussi M. Sarmiento, au retour d'un long exil, nourri des études pratiques de M. Sastre, qui possède et fait exploiter une île du

Delta paranéen, a publié une très-pittoresque description de ce pays sous le titre indigène de « Carapachaï. » Ce n'est pas le seul point de contact qui existe entre ces deux Argentins remarquables à des titres divers. M. Sarmiento parvenu dernièrement à la direction de l'enseignement primaire, n'en dépouilla pas entièrement M. Sastre qui l'exerçait avant lui sous le titre d'inspecteur général des écoles, et celui-ci eut la seconde place; c'est-à-dire que la pratique resta aux mains de M. Sastre, M. Sarmiento se réservant la directien de la théorie. De là des conflits intimes entre le théoricien et l'homme pratique, conflits non de compétence, mais de convictions, et qui aboutiront, en définitive, au bien progressif de l'instruction primaire, auquel le docteur Alsina, alors gouverneur, attachait la plus grande importance.

Pour comprendre la cause de ces tiraillements, il suffit de reproduire ici un paragraphe du livre publié par M. Marcos Sastre et qui a pour titre *Guide du précepteur.*

« Pour que le précepteur puisse diriger sûrement l'éducation de la jeunesse, il doit se pénétrer de cette grande vérité, c'est que l'homme n'ayant pas pour objet les jouissances terrestres, mais bien la félicité éternelle vers laquelle il doit se diriger, par la pratique du bien et l'observance de la loi suprême d'aimer Dieu et le prochain, l'éducation doit tendre à donner à l'homme le plus d'aptitudes pour être utile à la société et à soi-même. Ainsi il accomplira sa destinée divine en marchant vers une vie immortelle par le sentier de la vertu. » Cette doctrine si pure, si catholique, pouvait-elle s'harmoniser, dans la pratique de l'enseignement confiée à M. Marcos Sastre, avec des théories imitées du radicalisme des États-Unis?

On ne peut pas nommer le docteur Alsina sans s'arrêter à ce nom qui représente si honorablement la dignité personnelle de l'homme de loi profondément probe, en

butte aux exigences de l'esprit de parti. Son savoir et son éloquence laisseront, sans doute, dans sa patrie quelque grand travail de jurisprudence applicable aux naissantes nationalités de l'Amérique du Sud. Jusqu'ici la grande tourmente politique qui l'entraîna pendant vingt ans dans le tourbillon de la polémique politique, surexcitée par les maux de l'exil, ne lui a permis de briller que par le don de la parole et par une lutte incessante en faveur des victimes de la longue dictature du général Rosas. Espérons que le repos dans lequel le docteur Alsina est entré, lui permettra de léguer à la postérité un monument de son savoir. Il le doit à son nom, à son pays, à son noble caractère personnel, auxquels sont dues déjà des règles de procédure qui ont amélioré le sort toujours à plaindre des plaideurs.

Il faut aussi nommer, après le docteur Alsina, son ministre principal, dans la seconde période de son élévation au gouvernement de Buenos-Ayres, pendant la séparation de cet Etat du corps de la confédération argentine; c'est le docteur Velez-Sarsfield, natif de Cordova, et qui avait été ministre principal du premier gouverneur, M. Obligado. Homme de grande érudition, M. Velez-Sarsfield, d'origine irlandaise, a dû à la souplesse de son talent d'être recherché même par le gouverneur Rosas. Mais ses lumières étaient trop grandes pour s'accommoder des ténèbres d'une dictature sanglante. Exilé pour un temps sous cette dictature, le cri de la famille le rappela à Buenos-Ayres où il resta jusqu'à la chute du général Rosas, chute que ses convictions intimes appelaient de tous leurs vœux. Aussi fut-il l'un des premiers hommes considérables du pays appelés près du général Urquiza après la glorieuse bataille de Caceros. Mais Urquiza, que son grand tact, sa profonde connaisance des hommes de son pays ont rarement trompé, comprit que Buenos-Ayres voulait un Buenos-Ayrien pour chef, et il appela au pouvoir le vénérable docteur Lopez,

qui était pour ce pays la personnification de son indépendance poétisée par lui quarante ans auparavant, ainsi que nous l'avons déjà vu. Cependant, depuis 1852, le docteur Velez-Sarsfield n'a cessé d'occuper de hautes positions dans la magistrature, lorsqu'il n'a pas été ministre. Il faut dire à sa louange qu'il travaille ardemment à favoriser l'agriculture, parce qu'il la considère comme le pivot de la prospérité et surtout de la stabilité gouvernementale dans ces pays. En outre, il est heureux chaque fois qu'une occasion se présente de défendre une cause juste. Enfin, comme écrivain, il s'occupe avec fruit de statistique, surtout pour le développement des institutions financières dans Buenos-Ayres, où il est le conseil officiel de la Banque.

Parmi les illustrations de la robe platéenne, il est impossible de ne pas citer le docteur Acevedo, dont la mort prématurée est une perte considérable pour Montévideo, son pays natal. Doué d'une rare pénétration, mûri par une sérieuse étude des légistes anciens et modernes, le mouvement des discordes civiles, auquel il avait pris une part active, ne l'empêcha pas de mener à bonne fin une belle entreprise. Il est mort jeune et cependant il était élevé à la vice-présidence du gouvernement de Montévideo, mais son nom restera dans les annales judiciaires du Rio de la Plata. En effet, il a laissé tout un code civil à ces contrées depuis si longtemps déchirées par la guerre civile, et il a pu voir son œuvre déjà acceptée par le gouvernement de Buenos-Ayres. Sa belle intelligence avait dû être douloureusement affectée du terrible système de l'extorsion et de la confiscation inaugurées par les passions et les haines de la guerre civile. Son œuvre a dû être le fruit de ces douleurs, comme elle deviendra, avec le temps, une véritable amende honorable de toutes les injustices passées; car elle forme une règle des droits civils écrite pour ces contrées qui ont gémi tour à tour, depuis un demi-siècle, sous

les coups d'un despotisme brutal, ou sous les violences d'une licence effrénée.

Il est temps enfin d'aborder la deuxième partie de ce coup-d'œil littéraire pour donner une idée de la culture intellectuelle chez la femme argentine. L'insuffisance de l'éducation qu'elle reçoit est flagrante. Jetées au sortir de l'enfance dans une école extrêmement primaire, qu'on décore parfois du titre exagéré de collége, c'est à peine si l'esprit des femmes argentines est initié aux rudiments les plus vulgaires des premières lettres. Mais leurs dispositions sont si heureuses que cette faible culture suffit pour en faire des femmes aimables. L'imagination supplée, chez elles, aux connaissances acquises. Aussi, leurs études ne sont-elles pas longues, et cependant les salons offrent plus d'une femme qu'on aime à écouter. Géographie, histoire naturelle ou générale, étude même de leur propre langue et tout ce qui peut orner, sans pédanterie, l'esprit de la femme, est négligé. Les idées générales sur les devoirs de la femme, de la mère, leur sont inspirées par l'exemple ou par l'intuition.

Cependant, du milieu de cette routine, s'élèvent de nombreuses exceptions qui semblent protester contre une insuffisance d'éducation et surtout d'instruction. Mais, sans but et sans maîtres pour des études sérieuses, les jeunes filles s'appliquent en général à l'étude des langues vivantes. Or, comme leur aptitude est grande, elles apprennent bientôt assez d'anglais, d'italien, de portugais, mais surtout de français, pour se livrer à la lecture, *principalement de nos romans*, ces doux poisons mêlés de fleurs.... ; et là s'arrête l'étude, mais la lecture va son train.....

On a cité jadis, comme exemple de cette facilité d'apprendre, une jeune personne qui, pour tromper les longueurs du *compromiso* qui se prolongeait outre mesure,

parvint à apprendre ces quatre langues, et en outre l'allemand, de sorte qu'avec sa propre langue, elle pouvait traduire les ennuis de l'attente en six idiômes. Mais le *compromiso* faillit, l'ouragan politique emporta la fortune de sa famille proscrite, et les connaissances acquises, aux jours de ses espérances, lui ont servi à gagner du pain sur la terre étrangère, pour elle et son vieux père dont elle était le seul soutien. La femme dont nous parlons est remarquable par les ornements de l'esprit, autant que par les qualités d'un cœur éprouvé par de si cruelles atteintes, et elle a su puiser dans cette force d'âme, qui lui a fait dominer la situation, toutes les sortes de courage. Une collection des lettres de cette femme, froissée dans tout ce que la jeunesse a d'espérances et la vie d'attraits, devrait être une lecture bien intéressante. Elle existe aux mains d'une des plus respectables dames de la société de Montévideo, quoique originaire de Buenos-Ayres. Nous voudrions engager cette digne, cette noble amie d'une grande infortune à garder précieusement la correspondance de l'exilée, car un jour viendra où cette correspondance résumée jouirait d'une faveur méritée (1).

Mais si la femme du Rio de la Plata ne peut briller par l'érudition que lui refuse l'état social de son pays, la nature, qui la traite en enfant gâtée, lui a départi l'inspiration

(1) Longtemps après que ceci était écrit, la Providence vint donner nne réparation éclatante au long supplice moral de cette très-respectable Argentine, qni obtint enfin l'accomplissemeut de ses vœux, en épousant son fiancé depuis dix-huit ans...., et devint madame Atkinson. Elle resta à la hauteur de cet heureux changement d'une fortune devenue relativement brillante, car elle ne s'en servit que pour faire le bien. Mais comme si là devait s'arrêter sa vie de pur dévouement, cette noble femme mourut presque subitement en mettant au monde le fruit premier de ses anciennes amours. Son enfant ne lui survécut point: mais il faut dire à la louange de son époux qu'il adopta la mère de cette digne épouse. en concentrant sur elle tout l'amour de celle qui n'était plus. M. Atkinson entoura d'un respect tout filial la vieille mère de son épouse qui vécut assez pour fermer les yeux à son gendre !

Tel fut le singulier dénouement de ce drame si long de l'un des *compromisos* les plus remarquablement respectables de l'époque cruelle de la dictature de Rosas.

poétique, qui n'attend, pour se développer, que les rudiments indispensables à l'expression de la pensée. Quelques essais en ce genre promettent plus que n'en attendent leurs auteurs, et le jour où une école normale viendrait ouvrir une voie au besoin d'expansion que l'esprit de la femme éprouve, les voyageurs qui nous succèderont ne pourraient manquer d'être frappés de la valeur intellectuelle du beau sexe des pays argentins.

Cependant, nous devons le dire, la musique, le dessin et la danse forment les distractions favorites des dames au Rio de la Plata. Elles aiment la musique, s'occupent de dessin, lorsqu'elles ont eu le courage de surmonter les premières difficultés, et sont passionnées ponr la danse. Il n'est pas si petite maison qui ne résonne des sons du piano, qui ne gémisse sous la pression de la polka, mais leur facilité pour apprendre ces exercices est si grande, que les maîtres d'agrément n'y font pas fortune. La mère enseigne la fille, la sœur cadette apprend de son aînée, et ainsi de suite. Quant au dessin, il est réservé aux exceptions, mais toutes celles qui le cultivent avec goût sont bien près de mériter le titre d'artistes ; il ne leur manque que des modèles tirés des grands maîtres.

Leurs travaux, soit artistiques, soit d'aiguille, vendus après une exposition publique, ont contribué quelquefois à l'exercice de la bienfaisance. Véritable bazar des arts et de l'industrie des dames, cette exposition n'est pas d'un faible effet sur ces imaginations sensibles. Chacune, en effet, s'y rend incognito, afin de prendre note des observations du public. Celui-ci est d'autant plus indépendant dans son jugement qu'il ignore le nom de l'auteur de l'objet dont il fait la critique. Or, on comprend quel doit être le piquant de cette critique quand c'est à l'auteur même qu'elle est adressée.

Parmi les dames connues pour leur goût et leur talent comme peintres, nous citerons les demoiselles Montero et Garcia, de Montévideo, auteurs d'une foule de tableaux de genre estimés, mais surtout les demoiselles Carreras, de Buenos-Ayres, dont la maison est si gracieusement ouverte aux étrangers. L'aînée de ces dames, doña Maria, l'une des plus respectables de Buenos-Ayres, a eu l'honneur de présider à la réception des cendres de l'illustre proscrit Rivadavia, en sa qualité de présidente de la société de bienfaisance, qui prit l'initiative de cette réparation nationale.

La musique a aussi ses adeptes favoris. Seulement les mêmes causes produisent les mêmes effets, et si l'absence des grands maîtres ne permet guère la formation d'artistes remarquables, d'autre part, la vive intelligence des élèves les porte à s'arrêter aux degrès inférieurs de l'art, pour suffire aux chants nationaux et aux nécessités de la danse. Il en est de la musique comme de l'étude des langues : la simple lecture est l'ambition vulgaire. Cependant quelques dames ont aspiré plus haut, et nous pourrions en citer plus d'une, nées sur les deux bords de la Plata, dont le jeu remarquable satisferait les plus difficiles amateurs. Nous ne pouvons résister au désir de nommer ici mesdames Lafone, Castellanos et Zumaran, à Montévideo, dont les salons ouverts à la meilleure société étrangère et locale sont bien connus. Et, quand aux dames de Buenos-Ayres, comment ne citerions-nous pas madame O. B. (Doña Luisa-Ocampo), puisque son talent et sa voix magnifique la font briller et primer dans les plus grands salons de Paris qui se disputent sa présence comme une faveur ?

Quel est l'homme qui a beaucoup souffert et qui n'ait trouvé dans les belles pensées musicales des grands maîtres un puissant allégement à de longues douleurs? Ces

dames, si heureusement douées et accoutumées à faire naître ces repos de l'âme, comprendront que la gratitude du souvenir est sincère !

Joignons à ces détails une esquisse de la Plateña qui a voyagé. Chez elle, on est frappé du développement qu'a reçu son intelligence. Chacun de ses pas, en Europe, a laissé une trace dans ses souvenirs ; la galerie d'un musée lui a fait apprendre, en courant, l'histoire résumée de plusieurs siècles, et elle ne l'oublie plus, tant l'impression est forte sur son imagination. Au spectacle, au bal, au concert, elle est à l'aise comme chez elle. Dans un festin, dans une fête, si elle se fait remarquer, c'est par l'aisance de sa tenue gracieuse. Elle a parcouru la France, l'Allemagne, elle a visité Londres et ses brumes, puis elle a respiré la tiède brise de l'Italie ; là son imagination s'est dilatée sous l'atmosphère embaumée de Naples la délicieuse : elle en est ravie, car elle y a retrouvé le beau ciel de son pays et la beauté de ses campagnes. Le cadre en est plus resserré que celui des tableaux de l'Amérique, mais orné de toutes les merveilles de l'art qui n'a point encore pénétré aux rives de la Plata. Retournée en Amérique, la Plateña y emporte la baie de Naples dans son cœur, et, pour la dépeindre, elle déverse sur les rives américaines, riches des beautés naturelles, toutes les beautés de la civilisation. En l'entendant, on la croirait inspirée, elle n'est qu'enthousiasmée. Puis, lorsque son récit orné et rempli de souvenirs a livré tout ce qu'elle possède d'images, viennent les regrets d'un passé trop court à son gré, et le désir vif, répété de refaire son tour d'Europe. .... Eh bien ! si, au charme de son entretien si fécond, si varié, vous ajoutez la vivacité de l'expression qui lui est propre, modifiée par le méthodisme d'une éducation *anglo-porteña*, mais embellie par cette aisance donce, simple, que donne un long voyage, vous aurez le

portrait de la Plateña fortunée, qui a été assez heureuse pour voyager longuement et avec fruit.

Le goût des beaux-arts est égal chez les hommes, la musique et le dessin comptent parmi eux de chauds adeptes et quelques-uns ont mérité le nom d'artiste. Entre autres, nous citerons M. Esnaola, dont le nom est connu de tous au Rio de la Plata. Son talent est sérieux, et, comme compositeur, il l'a poussé, si nous sommes bien informé, jusqu'à une partition de messe à grand orchestre. Un autre pianiste qui promettait beaucoup quand nous l avons entendu, est M. Guido, fils du ministre argentin à Rio-Janeiro, et plus tard attaché à la légation argentine à Paris, où il aurait dû poursuivre la belle carrière qui semblait promise à son jeune talent. Ce jeune homme si intéressant est mort d'une manière malheureuse à Paris même. Dans le dessin, on trouve chez les deux sexes d'excellents élèves qui n'auraient besoin que d'un voyage en Europe pour étudier les grands modèles et acquérir cette touche large et puissante que la nature inspire, mais dans laquelle l'art seul peut guider le pinceau. Nous reviendrons sur ce sujet dans la description des provinces du Nord.

Nous avons dépeint le Rio de la Plata avec ses beautés naturelles, avec les mœurs, les qualités et les coutumes des habitants des villes.

Nous citerons, en finissant, un acte de dévouement qui donnera la mesure du caractère de la femme Argentine. C'est la courageuse entreprise faite par une dame pour sauver son mari enfermé par Rosas dans le ponton historique où tant d'honnêtes gens ont gémi sous cette dictature qui a essayé tous les genres de supplices. Elle avait tout arrangé pour faire évader don Juan Alsina du ponton. Mais comment le rejoindre pour fuir avec lui ? Son courage lui suggéra un curieux expédient : ce fut de s'enfermer

dans un grand sac de salades et de légumes *légalement* expédiés par le capitaine du port..... Et arrivée à bord, madame Alsina continua sa route avec son époux, en compagnie du commandant préposé par Rosas à la garde du ponton..... C'est peut-être la plus singulière mystification faite au dictateur Rosas par l'esprit inventif et dévoué des femmes de son pays.

II. — Tendances actuelles des esprits.

Au milieu d'évènements aussi accidentés que le sont ceux qui forment l'enfance d'une nationalité, les générations se succèdent rapidement. Pendant que l'une s'usait dans sa lutte contre la dictature de Rosas qu'elle devait renverser, une autre se formait, en sous-œuvre, qui remplacera, avec non moins d'éclat, mais peut-être avec plus de bonheur, la première. Il y a entre ces deux générations intellectuelles une différence si marquée et tellement remarquable, que nous n'hésitons pas à qualifier la première de *militante* et l'autre d'*organisante*.

Il n'est pas temps, assurément, de porter un jugement précis sur cette seconde génération née pendant la dictature de Rosas, comme nous avons pu le faire pour la génération militante qui a accompli sa tâche, en renversant Rosas. Mais nous pouvons déjà signaler à l'attention de l'histoire les œuvres publiées par M. Alberdi, depuis la formation de la Confédération Argentine, comme constituant le type des tendances d'ordre et d'organisation sagement libérales, nées du grand mouvement des esprits, à la suite de la bruyante chute de Rosas.

M. Alberdi était l'un des plus jeunes proscrits de la dictature. Comme Lopez, le fils, et comme Sarmiento, il avait passé les longues années de l'exil dans le Chili, livré à l'étude et à la méditation. Dès que la constitution donnée par Urquiza à la Confédération, sortie des entraves de la dictature de Rosas, fut publiée, il vit en elle le gage

d'une paix solide pour le pays argentin. Aussi s'exerça-t-il à la paraphraser avec conscience, en l'offrant pour drapeau aux Argentins de toutes les nuances politiques, les invitant à la considérer comme le palladium de la sécurité de tous, si tous concentraient en elle leur vouloir et leurs forces, pour marcher, sous cette égide, vers l'avenir, en oubliant le passé. Nous nous bornerons à recommander les œuvres de M. Alberdi aux esprits sérieux. Ses publications eurent un retentissement heureux pour grouper les opinions flottantes dans le pays argentin, au milieu du désarroi d'une réorganisation sociale.

Le gouvernement de la Confédération, reconnaissant des efforts du jeune publiciste, ne crut pouvoir les mieux récompenser, qu'en le choisissant pour son représentant près des Cours des Tuileries et de Saint-James, poste élevé qu'il occupe encore au moment où nous écrivons ces lignes. C'est ce qui explique la réserve que nous mettons en nous bornant à signaler M. Alberdi comme type de la génération intellectuelle destinée à succéder à la génération que nous avons appelée militante.

A côté de M. Alberdi, comme théoricien de l'organisation constitutionnelle du pays argentin, il faudrait placer les principaux hommes pratiques de cette belle et grande entreprise; mais ce serait écrire la page historique actuelle, et nous venons de dire les motifs qui s'y opposent. Cependant, on peut affirmer qu'en tête de cette liste figurera don José-Maria del Carril, dont nous avons déjà parlé, avec tous ceux qui l'ont aidé dans l'installation de la présidence du général Urquiza, fondateur de l'organisation constitutionnelle de la Confédération argentine. Un seul d'entre eux nous est bien connu, c'est M. Juan-Maria Guttieres, qui occupa le premier le poste de ministre des relations extérieures de la Confédération nouvelle, et dans lesquelles il déposa des germes généreux et libé-

raux qui s'harmonisaient si bien avec l'ampleur de ses propres idées. Aussi modeste que savant, il réunissait les avantages de l'homme de science et de l'homme de lettres, en sa double qualité d'ingénieur et d'écrivain. Ses études préférées le portaient à approfondir les monographies indigènes de l'Amérique du Sud, et à ce point de vue, nul plus que lui ne tendait, en toute connaissance de cause, à développer les instincts nationaux. Son passage dans l'administration argentine n'a été que trop court, ce qui ne saurait étonner ses amis, à cause de son grand amour pour l'étude qui ne pouvait s'accorder avec les nécessités d'une organisation aussi laborieuse et active que devait l'être celle de la fondation constitutionnelle de la Confédération argentine. Retiré des affaires publiques, il donne aujourd'hui aux affaires du barreau tout le temps qu'il ne peut consacrer à ses chères études littéraires. On cite de cet auteur aimable et bon, autant que sincère, une étude sérieuse sur la poésie des langues Quichoa et Amara, indigènes du Pérou, et des recherches d'un grand intérêt sur l'histoire du pays des Incas; s'il a commencé déjà à publier ces travaux, nous désirons, pour le lustre de son nom, qu'il poursuive et achève ses intéressantes recherches.

Nons pourrions prolonger cette liste des hommes nouvellement célèbres, à divers titres, dans les contrées du Rio de la Plata, mais il nous reste à étudier ces intéressantes populations à un autre point de vue essentiellement philosophique, pour rechercher les bases morales sur lesquelles repose le caractère de ces jeunes nationalités.

Mais avant de commencer cette étude, saluons les trois glorieux débris de cette génération de grands hommes qui ont conquis à l'Amérique son indépendance et qu'il nous a été donné de connaître personnellement et d'aimer.

L'un représente la grande figure morale de Bolivar, qui fut la première épée de l'indépendance du centre Amérique,

c'est-à-dire le symbole de l'ordre dans la liberté. Nous voulons parler du maréchal Santa-Cruz, fondateur de la Confédération Péru-bolivienne. Cette belle création de si courte durée, surtout pour la Bolivie, sa patrie, aujourd'hui tombée de chute en chute aux plus bas échelons de la sécurité individuelle et de la prospérité publique (1), depuis que la tête et le bras du *gran Mariscal* lui ont manqué! Cette belle création a cessé d'exister à la chute du maréchal, dont les vues étaient trop au-dessus de son époque,

Le second, le général Alvarado, de Salta, qui, étudiant en 1810, a gagné tous ses grades par des actions d'éclat, dans une époque où l'on peut dire que l'héroïsme du soldat était devenu vulgaire.

Enfin, le troisième est le général Guido, de Buenos-Ayres, qu'une haute capacité diplomatique recommande à l'histoire de ces pays. On lui attribue généralement de n'avoir travaillé que pour la prééminence de Buenos-Ayres, dans les questions de politique étrangère, même au dépens de ses goûts ou des aspirations intimes de son esprit élevé.

Après avoir salué l'aurore de l'indépendance du Sud-Amérique, dans ces trois types qui survivent à toute une génération éteinte, étudions les types nouveaux qui sont nés après le lever du soleil de la liberté; soleil, hélas! si souvent obscurci par les nuages de la licence ou par les noirceurs du despotisme, sa conséquence obligée.

(1) Les dernières nouvelles de la Bolivie sembleraient vouloir donner à cette assertion le plus heureux démenti, depuis la prise de possession de la présidence par le général Acha. Puisse-t-il cicatriser les plaies profondes de sa patrie!!

CHAPITRE TROISIÈME.

—

Etudes biographiques. — Doctrines et caractères destinés a faire école.

Après avoir entretenu le lecteur des mœurs et des habitudes des villes de la Plata, nous venons d'étudier l'esprit Platéen au point de vue des aptitudes intellectuelles. Nous allons maintenant analyser quelques caractères remarquables et, entr'eux, celui de trois hommes qui nous paraissent être les principaux représentants de trois ordres d'idées de la plus haute importance, savoir : l'esprit religieux, le sentiment patriotique et l'amour de la légalité.

Nous voudrions encore faire hommage à la femme Platéenne du respect dû aux mérites de ces beaux caractères. En effet, la femme ne posséde-t-elle pas, dans son esprit et dans son cœur, l'essence même des qualités qui caractérisent une nation? Ne donne-t-elle pas le ton à son époque?

La période de l'histoire de ces contrées qu'il nous soit donné de choisir, est précisément celle qui a vu grandir et agir la génération née avec l'indépendance du Rio de la Plata. Nous offrons donc, avec confiance, les portraits que nous allons tracer, à la méditation des hommes habitués à l'étude des sociétés humaines; ils pourront apprécier certains phénomènes de l'économie sociale et politique, chez un peuple né d'hier, phénomènes qui resteraient inexplicables, sans cette étude préalable.

1. — **Félix Frias, esprit religieux, juste élevé.**

M. Félix Frias appartient à la famille de ce nom, dont on trouve des rejetons dans toutes les provinces argentines, depuis le Rio de la Plata, jusque dans la Bolivie. Partout elle y est considérée à juste titre. Son père était né à Santiago de l'Estero, la première ville fondée par les Espagnols venus du Pérou et du Chili, à la recherche d'un transit par terre vers l'océan atlantique, peu après la découverte du Rio de la Plata, par Solis. C'est ce qui explique la diffusion de ce nom, sorti du noyau calonisateur de tout le territoire cis-andin. Etabli depuis longtemps dans Buenos-Ayres, le père de Félix Frias y a laissé une famille honorable et honorée, dont Félix est le fils aîné.

Encore très-jeune, Félix Frias, entraîné dans la grande lutte des unitaires contre les fédéraux, fut attaché au général Lavalle, épée chevaleresque, s'il en fut, dans ces luttes malheureuses où il succomba.

Porté, par la déroute de son général, dont il était le secrétaire et l'ami, jusques dans la Bolivie, Félix Frias y trouva la protection du ministre Frias, son parent, qui l'envoya comme consul Bolivien dans le Chili. La chute de l'administration bolivienne, dont son oncle était l'âme, laissa Félix Frias livré à lui-même. Mais il avait profité de cette position temporaire, pour se livrer à des études sérieuses. Il publia, sous forme de mémoire adressé au ministre, son oncle, une monographie géographique sur la nécessité et les moyens d'ouvrir à la Bolivie un débouché commercial vers l'océan atlantique, en suivant les rivières qui se jettent, par le Madera, dans l'Amazone

d'une part, et, d'autre part, en suivant celles qui, se mêlant au Paraguay, se jettent, avec ce grand cours d'eau, dans le Rio de la Plata, par le Parana.

On sait que M. de Humbolt a appelé la Bolivie, le promontoire Américain. Un simple regard sur la carte, démontre que ce pays n'a pas de frontière maritime, excepté par le désert d'Atacama, qui conduit au misérable port de Cobija, sur l'Océan Pacifique. On sait, enfin, que les produits de ce pays, en sucre, café, cacao (sans parler des mines de Potosi et de Coro-coro), sont les plus riches, les plus subtantiels, les plus savoureux de tous les produits similaires des pays intertropicaux.

Cette première publication de Félix Frias, suffit pour apprécier les tendances utilitaires de son esprit observateur et méditatif.

La cessation de la charge consulaire au Chili porta Félix Frias en Europe, où il vint étudier les grandes questions sociales. Il se fixa à Paris. Là, ses aptitudes pour la publicité se dessinèrent par de nombreux écrits destinés à la presse du Chili. Au nombre de ces études, toujours sérieuses, il faut citer l'une des plus remarquables qui fut traduite et publiée dans la *Revue des Deux-Mondes*, vers 1859. Elle avait pour titre : « *Le socialisme dans l'Amérique du Sud.* »

Après dix ans de ce nouvel exil, si profitable à l'élévation des idées de Félix Frias, la chute de la Dictature de Rosas, vaincu et émigré de Buenos-Ayres, après la célèbre bataille de Caceros, remportée par le général Urquiza, permit à Félix Frias le retour au pays natal, ainsi qu'à ses co-religionnaires politiques. Mais ces dix années avaient avaient ouvert à l'intelligence de cet Argentin des horizons nouveaux. Porté aux idées religieuses, qui sont la base de toute civilisation fructueuse, il s'était appliqué à étudier les maximes des publicistes religieux, qui feront

l'honneur du XIXe siècle et la gloire de la France à cette époque de matérialisme et de sceptiscisme. Il eut des rapports directs avec plusieurs des hommes considérables de ce cercle, et même il a conservé des relations, par correspondance, avec M. le comte de Montalembert.

De retour à Buenos-Ayres, Félix Frias conçut le projet généreux d'y propager les leçons de haute morale religieuse et politique de ce cercle français, en fondant un journal destiné à l'accomplissement de son projet, sous le titre bien choisi de *l'Ordre*. Il associa à cette tâche de régénération un écrivain déjà nommé parmi les poètes argentins, et bien connu par l'extrême douceur de son caractère affectueux et conciliant, M. Louis Dominguez. Tous les contemporains de cette époque se souviennent de l'impression que produisit le programme de ces nouveaux publicistes, écrit avec une grande mesure et signé par Félix Frias, qui se chargeait de la direction à donner à la rédaction du journal.

Mais le pays de Félix Frias n'était pas encore mûr pour sa plume retrempée dans la foi religieuse et catholique. Aussi, ses convictions ne pouvant pas reculer devant les doctrines mal digérées d'une presse renouvelée de l'encyclopédie du 18e siècle, il ploya le drapeau de ses fortes convictions, pour le soustraire à des risées peu mesurées.

Mais si la plume de Félix Frias va manquer à son pays, qui l'honorera un jour, sa voix ne faillira pas plus que ses œuvres à ses contemporains qui les respecteront, en attendant que leurs enfants les aient couvertes de bénédictions. Comme député au corps législatif de Buenos-Ayres, sa voix s'éleva, calme et pure, chaque fois que les principes d'une stricte justice étaient en butte à l'exagération de l'esprit de parti. Ainsi, la réaction contre la Dictature du général Rosas, voulait pousser ses rigueurs jusqu'à la

confiscation des biens laissés par le Dictateur proscrit. Une voix s'éleva, une seule, avec la haute autorité de la justice, dans la bouche d'une des victimes de Rosas, c'était celle de Félix Frias, l'ami, le secrétaire intime du général Lavalle, cette grande victime du gouverneur Rosas.

On pourrait croire que les mânes de l'illustre et chevaleresque Lavalle tressaillirent de joie, aux accents généreux de cette voix si pure, si juste, si désintéressée dans la revendication des biens de Rosas, en faveur de ses enfants, innocents des actes de leur père. Aussi, le discours de Félix Frias, sur la *ley de Tierras*, en 1858, restera à Buenos-Ayres, comme un monument de probité politique, un modèle de justice légué à la méditation de tous les partis, par ce nouvel Aristide de l'Athènes moderne, dans l'Amérique du Sud.

Dans une autre occasion bien solennelle, la voix de Félix Frias remplit encore une belle mission. C'était en 1859. La séparation de Buenos-Ayres avait fini par amener une armée commandée par le président de la Confédération, le général Urquiza, aux portes de la ville qu'il voulait faire rentrer dans le giron national. Les intérêts activement engagés dans le gouvernemeut local demandaient une résistance à outrance, mais évidemment l'intérêt général appelait la conciliation. Un comité dit *de la paix*, se forma au sein même de Buenos-Ayres, alors en pleine conflagration. Il était composé d'hommes éminents par leur intelligence, leur fortune et leur influence personnelle. Là, Félix Frias fit entendre des accents qui remuaient la fibre de tous les nobles sentiments, en conviant ses compatriotes à l'oubli du passé, pour marcher unis vers les destinées du pays argentin. A cet appel des assiégés, l'assiégeant répondit avec une abnégation qui ajoutait au lustre du général Urquiza, déjà vainqueur.

La paix fut signée par le gouverneur provisoire, le très-

respectable négociant M. Llavallol, et l'armée assiégeante s'éloigna, sans avoir mis le pied dans la ville.

Un an plus tard, le général Mitre, ministre sous Alsina et sous Llavallol, mais devenu gouverneur de Buenos-Ayres, qu'il avait sauvé malgré sa défaite, rendit à Urquiza générosité pour générosité, en proclamant l'union de Buenos-Ayres au corps de la Confédération argentine.

Mais le parti du mouvement, insatiable de nouveautés, là comme partout, inventa la nécessité de réviser la constitution fédérale, avant d'unir Buenos-Ayres à la confédération, aux termes du pacte de paix conclu avec le général Urquiza, au mois de novembre 1859. Une convention spéciale fut formée : elle délibéra et résolut affirmativement la révision préalable, malgré les efforts de Félix Frias, dans son discours du 11 mai 1860, rempli de raison calme et de logique.

Malgré cet échec, Félix Frias, élu Sénateur, s'opposa, presque seul, en 1862, à ce qu'on appelait la fédéralisation de la ville de Buenos-Ayres, qui serait devenue, par ce fait, la capitale en titre de la république argentine.

Nous ne comprenons pas bien la valeur de ses arguments, mais ils ne peuvent être que l'expression sincère de ses convictions, fussent-elles erronées.

Cependant, Félix Frias, qui n'apparaissait sur la scène politique qu'aux jours difficiles, travaillait à la moralisation de son pays, dans le recueillement de sa pensée.

Un envoyé du ciel (qu'on accepte ce mot) était dans le Rio de la Plata, sous la figure d'un officier supérieur de la marine française : le capitaine de frégate Fouet, commandant le brick le *Zèbre*. Esprit profondément moral et religieux, il comprenait que ce qui manque à ces populations égarées par cinquante ans de désordres et de divisions intestines, c'est un lien, un centre, un foyer de charité chrétienne. Le commandant Fouet l'apportait tout préparé

dans la belle institution de la société de St-Vincent de Paul. Avec un zèle vraiment apostolique, il répandit cette semence évangélique, et son succès alla au-delà de ses espérances. Montevidéo ayant répondu à ses efforts, le commandant Fouet transporta St-Vincent de Paul à Buenos-Ayres.

Félix Frias, l'un des fondateurs de l'œuvre dans Buenos-Ayres, vit bientôt se réunir la fleur des hommes moraux de cette population, aussi heureusement disposée que celle de Montévidéo pour toutes les belles et bonnes aspirations. Secrétaire de cette société, Félix Prias en propage les bienfaits, en rendant compte annuellement des résultats si heureux et si rapides qu'elle obtient. C'est ainsi que, dans la presse, à la tribune et dans le silence du cabinet, il travaille sans relâche au bien moral de son pays.

Tel est l'homme qui concourt efficacement à la moralisation de l'esprit public, dans les belles contrées du Rio de la Plata. Et c'est pourquoi nous l'appelons un caractère remarquable.

A son nom se rattache, depuis les bords de la Plata jusqu'au sein des Cordelières, tout ce que les populations argentines renferment d'hommes honorables. Quant à nous, il nous est donné d'affirmer, par expérience, que, dans tous les centres de population épars sur cette vaste contrée, le nom de Félix Frias est une recommandation qui donne accès dans toutes les familles principales de chaque province argentine.

II. — Manuel Herrera y Obes. — Son dévouement patriotique.

Voici celui des hommes d'Etat du Rio de la Plata qui a montré, dans une lutte longue et sanglante, ce que peuvent la longanimité et la constance pour le triomphe d'une idée juste. Sans rien ôter aux collaborateurs de cet esprit dont la puissance tient à un remarquable assemblage de ténacité et de souplesse, nous le suivrons dans la ligne qu'il s'était choisie, pour atteindre son but, envers et contre toutes les chances, toutes les incompatibilités imaginables.

Il était fils de Nicolas Herrera, grande et belle figure des premiers jours de l'indépendance de Montévideo, indépendance si disputée, qui mit en guerre l'empire du Brésil, né à peine, avec les provinces unies de la Plata, à peine sorties des guerres contre l'Espagne. Manuel Herrera fut le digne élève de son père. Il s'élevait, sous ce grand maître, au milieu des luttes complexes par lesquelles le Brésil et Buenos-Ayres se disputaient la possession de Montévideo. Le Brésil aspirait à la possession de cette ville par toutes les raisons puisées dans les nécessités géographiques de sa frontière du Sud, car cette possession doublerait, d'un seul coup, la puissance du Brésil, devenu maître de l'embouchure de la Plata. Buenos-Ayres luttait précisément pour empêcher cet agrandissement de son voisin, et aussi pour conserver le port de Montévideo dont l'Epagne avait voulu faire son Gibraltar transatlantique, avec juste raison. En effet, Montévideo est situé vis-à-vis

le cap de Bonne-Espérance, route de l'Inde, et un accord entre ces deux points, une croisière ayant ces deux relâches, pouvait, à un jour donné, interrompre fatalement le commerce européen avec le Pacifique d'une part, et d'autre part avec l'Océan indien.

L'Angleterre savait bien ces choses et visait sans cesse à détruire cette grande influence de la couronne d'Espagne. C'est ainsi que, dès 1807, le général anglais Beresford allait provoquer une insurrection à Buenos-Ayres, mais sans succès, et préparait, pour l'année suivante, la honteuse défaite de Whitelock. C'est ainsi qu'en 1815 l'Angleterre se faisait adjuger le cap de Bonne-Espérance, au détriment de la Hollande, pour sauvegarder ses possessions de l'Inde. C'est ainsi qu'en 1831, elle s'emparait brutalement des îles Malouines pour dominer, par le cap de Horn, la navigation du Pacifique, comme elle dominait celle de l'Inde par le cap de Bonne-Espérance.

Ces citations étaient utiles pour faire comprendre l'importance extrême du port de Montévideo comme station navale au moyen de laquelle l'Angleterre aurait été maîtresse absolue des trois Océans. Aussi, arrêtée dans ses tentatives par la déroute complète de Whitelock en 1808, l'Angleterre s'efforçait-elle, dès 1820, de soustraire amicalement la fameuse île de Sainte-Catherine au faible Jean VI, roi de Portugal, alors réfugié au Brésil. Mais le ministère de ce roi mit fin aux obsessions du ministre anglais, en lui proposant ironiquement d'échanger l'île convoitée contre la possession du port de Portsmouth !..... C'était dire que Sainte-Catherine était pour le Brésil ce que Portsmouth est pour l'Angleterre. Or, cette île est le port maritime du Brésil le plus voisin de Montévideo.

Aussi, l'Angleterre, contrariée dans ses aspirations, profita-t-elle avec habileté de la guerre du Brésil contre Buenos-Ayres, en 1828, pour arracher cette belle proie de

sa convoitise aux deux belligérants en faisant de Montévideo un état indépendaut.

Le jeune Manuel Herrera y Obes grandissait, au milieu de toutes ces transformations, sous les yeux et l'enseignement de son père qui fut initié à tout ce qui regardait Montévideo.

A côté de Nicolas Herrera marchait vaillamment son beau-frère Obes qui, plus heureux que lui qui succombait à cette époque, survécut à la paix de 1828, dont le prix fut la reconnaissance de l'indépendance de Montévideo par les deux états belligérants : le Brésil et Buenos-Ayres. La convention préliminaire de paix fut signée sous la médiation du ministre anglais résidant à Rio-Janeiro, lord Ponsomby.

Une Convention nationale fut installée dans le nouve état de Montévideo qui prit le nom de « République Orientale de l'Uruguay. » Cette Convention comptait tous les noms d'une valeur réelle dans le pays. La principale de ses commissions fut chargée de la rédaction d'une constitution qui a résisté aux plus rudes épreuves depuis sa promulgation. Le docteur Jose Ellauri, homme grave et d'un très-beau caractère, en fut le rapporteur. C'est le même qui, plus tard, a passé quatorze années de sa vie en Europe comme ministre plénipotentiaire, pour soutenir, près des cours de France et d'Angleterre, l'indèpendance de son pays menacée par la dictature du général Rosas. Le docteur Ellauri est aussi l'oncle de Manuel Herrera.

Nicolas Herrera, Obes, Ellauri sont les trois principaux diplomates des premiers jours de l'indépendance de Montévideo (1).

(1) Une histoire purement diplomatique de Montévideo, basée sur ses traités divers et sur son Bulletin des Lois (*Registro oficial*) jetterait un grand jour sur des faits aujourd'hui controversés. Nous possédons ce livre et d'autres précieux documents inédits, mais la vie

Mais le docteur Obes, mieux placé, put déployer une habileté administrative au-dessus de son époque, et Montévideo lui doit, entre autres bienfaits, la démolition des remparts qui en faisaient une ville de guerre de premier ordre. Cette résolution hardie, à cette époque (1831) où l'indépendance de Montévideo n'était rien moins qu'assurée, porta, en peu d'années, cette ville au rang de capitale de premier ordre dans l'Amérique du Sud. Elle éleva rapidement sa population de 15,000 à 50,000 âmes, grâce aux bonnes dispositions, aux tendances libérales des fondateurs de son indépendance, qui appelèrent l'émigration européenne et la firent prospérer.

La population de Montévideo dépassait le dernier chiffre désigné, lorsque avec 1843 commença l'ère de désolation qui, après neuf années (moins trois mois) d'un siége tout-à-fait homérique, avait réduit en cendres ou en ruines les abords de la ville, et sa population de plus de 50,000 habitants à 17 ou 18,000.

Cette lutte grandiose, malgré ses proportions exiguës, n'était rien moins que le suprême effort des deux principes mis en scène pendant les vingt années de la guerre de l'indépendance qui fit perdre à l'Espagne la moitié de l'Amérique.

Un gros volume ne suffirait pas à décrire cette Illiade américaine, et le cadre qui nous étreint ne nous permet pas même de l'entamer.

Mais, il faut le dire, les esprits indifférents ou paresseux, dans l'étude des commotions qui agitent les peuples, surtout à leur entrée sur la scène des nationalités, auront pu voir, dans cette longue épopée de sang et de ruines, le fait seul des factions qui s'entre-déchirent.

d'un homme et une vie aussi agitée que la nôtre suffira-t-elle à l'accomplissement d'une œuvre de ce genre, toute d'appréciation philosophique et d'économie politique et sociale?

C'était là une erreur capitale.

Le problème qu'a présenté Montévideo, de 1842 à 1851, c'était la lutte à mort de l'esprit d'expansion contre l'esprit de restriction. Il fallait que le régime colonial de l'Espagne, avec son cortège de restrictions, politique, administrative et commerciale, cédât enfin le pas au régime d'indépendance et de *self governement*, comme disent les Anglais. L'Amérique du Sud, résolue à vivre, non plus de la vie passive du colon, mais d'une vie active et propre à son sol, à ses ressources et à leur développement progressif, réclamait son autonomie.

Voilà le grand enfantement qui s'est opéré à la suite de cette longue et si douloureuse gestation de neuf années dans Montévideo.

Sans les efforts indicibles de cette résistance homérique de Montévidéo contre l'armée du dictateur Rosas qui l'assiégeait, la puissance du Dictateur n'aurait pas été renversée par le général Urquiza, à la bataille de Caceros, le 3 février 1852, aux portes de Buenos-Ayres.

Sans cette victoire décisive le pays argentin ne se serait pas constitué, et ces magnifiques contrées attendraient encore le messie libérateur, qu'elles on acclamé en la personne du premier président constitutionnel de la Confédération argentine, le général Don-Justo José de Urquiza.

Au cœur même de ce vaste incendie, qui dévore pêle-mêle tous les égoïsmes et tous les dévouements, tous les courages et toutes les lâchetés, tous les héroïsmes et toutes les bassesses, toutes les fortunes et toutes les misères du pays, apparaît un nom, le plus humble, mais le plus glorieux, c'est celui de Don Joaquin Suares.

Cet homme, dont aucune parole ne peut dépeindre la sublime simplicité de cœur, a vu naître et finir le siége de Montévideo, assis sur le fauteuil ardent de la présidence,

comme les sénateurs Romains sur la chaise curule, en présence de l'ennemi. Après cinquante ans d'une vie fortunée et paisible, il n'a pas craint d'affronter les neuf années du siége de sa ville natale, et il a vu, sans sourciller, la fortune de ses pères dévorée, peu à peu, par la guerre, et ses enfants ruinés. Puis, le jour où il a pu signer le traité de paix, qui mettait fin à cette horrible guerre de frères contre frères, on l'a vu, impassible, rendre grâces à Dieu, dans le *te deum* solennel qui célébra la fin de tant de douleurs. Alors, dégagé, soulagé du fardeau du pouvoir, Don Joaquin Suares s'est retiré dans un jardin, où il attend, sans le demander, ni l'espérer peut-être, que son pays comprenne la grandeur d'âme de cette victime si complète, si résignée du véritable amour de la patrie.

Sans doute, lui-même ne comprend pas toute la valeur de son noble dévouement. Nous avouons, sans embarras, que nous n'avons jamais pu passer devant cette maison sans ôter le chapeau, pour saluer la retraite d'un sage ? Si jamais Montévideo élève des statues à ses plus dignes enfants, nous osons dire hardiment que la première doit être celle de Don Joaquin Suares.

Autour de ce beau caractère se groupèrent, dès les premiers jours du siége de Montévideo, tout ce que la ville renfermait d'hommes de tête et d'hommes de cœur. Nous citerons les principaux : Et, d'abord, Don Santiago Vazquez, esprit fécond en expédients, et qui sut puiser dans la bourse des amis les ressources dont le gouvernement était privé, par suite du siége et du blocus de Montévideo; puis, le général Melchor Pacheco y Obes, qui fut, à lui seul, l'outre à toutes les tempêtes intérieures qui devaient balayer les nuages amoncclés sur la naissante nationalité de son pays. Ses deux missions en France, comme envoyé extraordinaire de Montévideo, ont été diversement appré-

ciées, mais il est incentestable que le général Pacheco y Obes a été la cause efficiente du rejet des deux traités Leprédour, qui aurait livré Montévidéo à Rosas. Il a donc, lui aussi, sauvé son pays à sa manière, émule, en cela, de son cousin Herrera y Obes.

Les deux autres sont : le commandant Mora, qui fut l'Hector de la nouvelle Troie Américaine, en faisant assister ses contemporains à ces étonnants combats singuliers renouvelés d'Homère, et dont le moyen âge a reproduit les prodiges. Enfin, le colonel Tajes, qui, de simple travailleur, gagna, grade par grade, les épaulettes de colonel, par des actes de bravoure, de dévouement et souvent d'une admirable abnégation.

A la mort de Santiago Vasquez, tête principale du gouvernement assiégé, le ministère qu'il occupait fut donné à Manuel Herrera, l'un des plus jeunes conseillers improvisés de ce gouvernement privé de toutes ressources normales. C'est dire tout ce que promettait sa capacité, puisqu'on la chargeait d'un tel fardeau. Il confia le ministère des finances qu'il quittait, à la probité de Don Lorenzo Battle, homme froid, énergique et d'une grande droiture.

Nous ne pouvons, pour Manuel Herrera (pas plus que pour les autres) entrer dans le détail de ses faits et gestes, mais il faut dire comment, à notre avis, il a mérité la qualité d'esprit patriotique que nous lui attribuons.

En butte à des difficultés inouïes, incessantes et aggravées par la prolongation du siége, compliquées des exigeances diplomatiques ou consulaires, le gouvernement luttait avec la conviction de son impuissance. Il était évident, aux yeux de tous, que l'intervention anglo-française soutenait Montévideo, sans le sauver. Il fallait donc trouver un élément nouveau de salut pour ce gouvernement étroitement confiné dans les défenses improvisées de la ville.

Sept années de siége avaient réduit les assiégés aux derniers expédients pour soutenir, au jour le jour, la garnison décimée par le tiphus et par les escarmouches de toutes les heures (1).

Alors, le premier ministre Herrera conçut un de ces projets qui font la gloire d'un homme, parce qu'ils renferment le salut d'un pays. Il s'agissait pour lui d'appeler au secours de Montévideo assiégé, pour le compte de Rosas, le principal lieutenant de Rosas même, celui qui avait sauvé Oribe, dont la position était déséspérée, devant Montévideo, *dès la première année du siége.*

En effet, le général Urquiza, gouverneur de la province Entrerios, cédant alors aux injonctions impérieuses du dictateur Rosas, avait franchi l'Uruguay, à la tête de son armée, forte de 4,000 hommes. Il rétablit les affaires d'Oribe et le délivra de son terrible adversaire Ribera, qu'il vainquit, à la bataille de la India muerta, au mois de mars 1846. Cette bataille n'eût lieu qu'après trois ans de marches et contre-marches, pour obliger à une affaire décisive, ce fameux et si habile chef de guérillas, l'incomparable Ribera qui, après avoir imité la lenteur de Fabius, pendant trois ans de guérillas continues, se laissa prendre, un beau jour, dans la souricière de la *India muerta*, en 1846 ; lui qui avait pu reproduire la fameuse retraite des

(1) C'est dans ces terribles circonstances que les dames de Montévideo mont èrent ce que peut le vouloir de l'américaine, dans ses plus nobles aspirations de dévouement et d'abnégation. Un hopital improvisé par elles et soutenu à leurs dépens, reçoit tous les blessés, même ceux des assiégeants faits prisonniers, et qui, dans le lit de douleur, proclamaient leur vives actions de grâces, à la vue des matrones montévidéennes.

Cet hospice, dont l'initiative était due aux dames Hocquart (nièce du docteur Obes), Perez, Lafone, Gomes, Castellanos, Zumaran, Tomkinson, Rnker et tant d'autres, fut une fondation des plus utiles, c r elle préserva, sans doute, de la mort, plusieurs miilers de blessés dans le cours du siége. C'était un spectacle touchant, de voir les premières dames de la ville remplir l'offices des sœurs de charité, avant d'avoir pu organiser ce pénible service, qu'elles inspectèrent constamment jusqu'à la fin du siége.

dix mille de Xenophon, devant Oribe victorieux à la bataille du Sauce, en 1842 (1), sur l'Arroyo grande !

Cette puissante diversion au rude échec que les escadres de France et d'Angleterre faisaient éprouver à Rosas, dans le combat naval d'Obligado, qui ouvrait, au commerce du monde, la navigation fluviale, neutralisa l'action de l'intervention anglo-française, et la résistance de Montévideo fut réduite au périmètre de la ville assiégée. La campagne resta tout entière au pouvoir d'Oribe, après la bataille de la India muerta.

Urquiza, vainqueur, était rentré dans son gouvernement d'Entre-rios à la fin de 1847. Dès lors, ou à peu près, commencèrent les fameuses négociations du ministre Herrera, pour amener une entente directe entre le gouvernement du Brésil et le général Urquiza. Mais celui-ci, simple gouverneur de province, n'était pas apte à traiter diplomatiquement avec l'empire du Brésil. D'autre part, la république orientale de l'Uuruguay occupée par Oribe, à l'exception de la capitale, n'était qu'une ombre de souveraineté enfermée dans Montévideo.

(1) La biographie du général Rivera est, elle seule, toute l'histoire de Montévideo de 1820 à 1843, où commence le siége de Montévideo, comme celle de Rosas forme l'histoire de Buenos-Ayres de 1830 à 1852. Toute nationalité naissante porte nécessairement le cachet d'un caractère assez puissant pour entraîner dans sa marche les hommes et les choses de son époque.

Ailleurs, et pour les besoins de nos mémoires, nous avons esquissé, à grands traits, la biographie de Rosas, dont l'apparition sur la scène politique avait bientôt entraîné et confondu les intérêts de sa domination avec l'intérêt national de sa patrie. Quant au général Rivera, quoique la fin de sa carrière ait été mêlée aux besoins de la diplomatie européenne, la plus grande partie de sa vie fut, on peut le dire. trop indigène pour qu'une plume étrangère ne soit pas exposée à des erreurs en faisant des recherches. Du reste, ses faits et gestes ne pourraient être séparés de la biographie d'un homme très-extraordinaire, c'est le fameux Artigas, biographie à laquelle il serait bien plus difficile encore à un étranger de toucher. Il faut donc livrer ces deux grandes figures militantes de l'indépendance de Montévideo, au scalpel de l'histoire. Elle dira leurs vices et leurs vertus, car nul homme n'est tout vice ni tout vertu, Ces deux biographies entraîneront aussi l'historique de cet épisode tout homérique, connu dans le pays, sous le nom de l'héroïsme *des trente-trois*, qui décida de l'indépendance de Montévideo.

C'est dans ces circonstances, que Don Manuel Herrera exécuta le projet incroyable (s'il ne s'était pas réalisé), d'engager le Brésil dans la coalition qui devait renverser Rosas, en chassant Oribe des portes de Montévideo, où, depuis sept ans, il s'intitulait président légal de la République orientale de l'Uruguay!

L'énoncé de cette entreprise désespérée, indique assez tout ce qu'il dût y avoir d'efforts, de ressources intellectuelles, de puissance de volonté et de capacités personnelles chez Don Manuel Herrera y Obes. Nous disons personnelles, parce que, né de son seul cerveau, ce projet eut été qualifié d'insensé, s'il avait été divulgué tout d'abord. Aussi, le ministre Herrera eut-il besoin de le traiter secrètement, au risque de compromettre sa popularité au milieu des assiégés, sa loyauté envers les ministres de France et d'Angleterre, et le succès même de la négociation, si elle eut pû être soupçonnée de Rosas.

Qui dira les cruelles péripéties de cette négociation de trois années mortelles de longueur, au milieu des embarras intérieurs de toutes les heures, au milieu des dangers extérieurs que nous venons de signaler?

L'histoire seule pourra les dire, armée de la correspondance secrète de cette singulière négociation, dans laquelle le moindre danger, pour Manuel Herrera y Obes, était d'être accusé de traître à son pays, alors qu'il travaillait à son salut! C'était bien la plus terrible alternative que pût accepter un homme d'État; et le ministre Herrera en eût le grand courage, fort, uniquement, de sa propre intention. C'est ainsi qu'un homme d'Etat inscrit son nom dans l'histoire, en passant par le chemin de la gloire, ou par celui de l'échaffaud!...

Pendant que la négociation respirait à l'étroit dans l'âme de Manuel Herrera, elle prenait corps, peu à peu, à la cour du Brésil, confiée à l'habile dévouement de Don

André Lamas. Ce jeune diplomate si connu, dans la Plata et dans le Brésil, par ses écrits empreints de la verve sacrée de la conciliation, mena à bien la conception du ministre Herrera, qui avait pour seul confident sa conscience, et aussi André Lamas, qui s'y associait! Fils de Louis Lamas, homme de cœur, connu par son énergique bon sens, André Lamas réprésentait à la cour du Brésil, le squelette de la souveraineté de Montévideo, sous le titre de ministre plénipotentiaire. Ce qu'il aura dépensé de convictions profondes et de dévouement, pour persuader au gouvernement impérial qu'il devait soutenir la nationalité expirante de Montévideo, l'histoire seule le dira. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que André Lamas sût attirer vers cette cause désespérée les hommes politiques les plus influents et, entr'eux, le marquis d'Abrantes, le vicomte Paulino de Abreù et M. Carneiro Leào, homme d'Etat, qui gagna, dans cette négociation, le titre de vicomte de Paranà. Le premier avait échoué, dès 1842 , dans sa mission en Europe, dont le but était d'unir la France et l'Angleterre dans une action commune avec le Brésil, pour assurer la pacification du Rio de la Plata, alors que Rosas préparait l'invasion de Montévideo, après la défaite de Lavalle. La jalousie du Gouvernenent anglais sacrifia, dans cette occasion, son propre intérêt commercial, en repoussant cette ouverture, plutôt que de voir grandir l'influence de la France, par une action commune et sympathique avec le Brésil (1).

Mais le vicomte Paulino de Abreù, devenu ministre des affaires étrangères au Brésil, reprit plusieurs années après, cette affaire et, convaincu de l'inutilité d'une entente cordiale avec l'Angleterre, malgré le désintéressement du Brésil, que l'Angleterre ne voulait pas voir gran-

(1) Pièces et documents au précis historique (inédit).

dir non plus, il assuma bravement, pour le Brésil seul, la responsabilité de l'entreprise. Seulement, il convia, pour la forme, tous les gouvernements de l'Europe, même de l'Amérique, qui voudraient s'associer à l'œuvre de pacification du Rio de la Plata, ce qui voulait dire à la destruction de la dictature de Rosas. Personne n'a oublié les notes diplomatiques si claires, si fermes, si logiques du vicomte Paulino de Abreù, publiées à cette occasion, et on peut ajouter, à son grand honneur, si sincères, car les faits en ont consacré l'honnêteté, la loyauté.

Le marquis d'Abrantes, en 1842, avait échoué par la jalousie de la politique anglaise, malgré son talent et des efforts qui honorent son caractère, mais qu'il ne pouvait pousser au-delà de ses instructions. Le vicomte Paulino de Abreù, fort de l'appui des hommes considérables dont il était l'âme dans le Brésil, où les hommes d'Etat ne sont point rares, entraîna son pays dans la croisade contre Rosas.

En effet, l'état désespéré des affaires de Montévideo annonçait une imminente dissolution de la défense; la reddition de la place à Oribe n'était plus qu'une question de jours, d'heures même, après un si long siége, lorsqu'apparaît le fameux manifeste d'Urquiza, du 1er mai 1851, suivi de l'avant-garde de son armée sur les bords de l'Uruguay. En 1843, il était venu, obligé par Rosas, pour sauver Oribe dans la détresse ; en 1851, il repassait la frontière, par sa seule et libre volonté, au péril de sa fortune et de sa vie, pour chasser Oribe victorieux des portes même de Montévideo.

Telle fut l'œuvre de Don Manuel Herrera y Obes, et c'est pourquoi nous l'avons choisi comme un modèle parmi les nombreux dévouements que suscita l'esprit patriotique dans cette longue et douloureuse période du siége de Montévideo.

L'histoire dira comment Urquiza délivra Montévideo, sans coup férir contre Oribe, en signant un traité de paix précédé de ce mot fameux du général Urquiza : *Il n'y a ni vainqueurs, ni vaincus ; nous sommes tous frères.* Mais elle dira aussi, comment Don Manuel Herrera si habile, si dévoué, sacrifia peut-être son habileté à son dévouement, sur la foi de la présidence à lui promise, et qui lui fut ravie par surprise. Enfin, elle dira les traités signés par le Brésil avec Montévideo et le général Urquiza, comme auxiliaire. Celui-ci devint le général en chef de la croisade qui unit les trois drapeaux du Brésil et de Montevideo avec le pavillon provincial de l'Entre-rios, pour le renversement de Rosas, dont la dictature resta ensevelie à tout jamais dans la bataille de Caceros, le 3 février 1852.

Ces faits n'appartiennent plus à la biographie de l'homme patriotique que nous avons voulu faire connaître, mais ils furent la conséquence logique, nécessaire des combinaisons nées dans le cerveau du Docteur Don Manuel Herrera y Obes.

III. — Florentino Castellanos, son amour de la légalité.

Les notes biographiques sur Félix Frias nous ont montré l'image fidèle d'un de ces esprits d'élite, dont le bien moral est l'unique mobile, qui sacrifient, sans hésitation, leur bien-être personnel, pour ne pas froisser les convictions intimes de leur conscience. Celles qui précèdent, sur le docteur Manuel Herrera y Obes, auront montré ce que peut le sentiment que nous appellerons la religion du patriotisme. Poussé à l'apogée de l'abnégation, ce sentiment est facilement confondu, par le vulgaire, avec une ambition qui serait effrénée. Mais la solitude qui s'est faite autour du docteur Manuel Herrera y Obes, après la paix, dont il fut l'instrument principal, et la dignité silencieuse avec laquelle il a rempli, par le travail et l'étude, le vide fait autour de lui, diront, plus haut que nos éloges, que le vulgaire a tort.

Ces deux tableaux d'histoire et les noms qui en forment les ombres, ou qui en illuminent les perspectives, seront appréciés, avec le temps, à leur juste valeur. Mais il nous les faut compléter par un troisième tableau qui, tout en résumant la philosophie historique des deux premiers, va représenter fidèlement, dans le Rio de la Plata, ce que nous avons appelé un pur amour de la légalité.

Ce troisième portrait, qui mérite d'être étudié, parmi les hommes d'état de l'Amérique du Sud, au milieu des longues convulsions intestines qui l'ont désolée, c'est celui de Florentino Castellanos.

Au nombre des promoteurs les plus zélés, les plus sin-

cères de l'indépendance américaine, dans les ex-colonies espagnoles, s'est fait remarquer, dans Montévideo, dès 1810, le docteur Don Francisco Remigio Castellanos, natif de la province de Salta et assesseur du gouvernement local. Homme d'activité, autant que de convictions, il assista, avec les généraux Rondeau et Alvear, au siége de Montévideo, par l'armée des indépendants et à la paix qui le termina, par la retraite des Portugais, qui s'en étaient emparés. Aussitôt après, il se transporta à 400 lieues, et pût aider de son influence l'illustre général San Martin dans la formation de cette fameuse armée des Andes, qui alla fonder, au-delà des Cordilières, les républiques du Chili et du Pérou, arrachées par elle à la domination espagnole. Député au célèbre congrès de 1825, qui fonda la constitution unitaire, il fut chargé ensuite de la mission épineuse d'aller défendre cette constitution près du général Quiroga, qui avait trouvé commode d'être, à lui seul, le gouvernement unitaire de la province de la Rioja ; et Dieu sait, quoiqu'il s'appelât fédéral, comment il entendait l'unité !

A Mendoza, comme à Buenos-Ayres, le docteur Francisco Remigio Castellanos occupa les plus hautes dignités dans la magistrature. Enfin, il mourut pauvre et oublié en 1839, dans Montévideo, parce que son honnêteté et son intelligence ne s'élevèrent pas jusqu'aux désordres de la guerre civile, qui avait terni l'éclat si pur du premier cri de l'indépendance américaine, dont il fut un des plus dignes, des plus sincères champions. C'est toujours l'histoire de 89 et 93 ! d'abord la démocratie, plus tard la démagogie. . . . .

Il légua à ses enfants, pour toute fortune, un nom sans tâche : le plus beau, mais le plus mince héritage à recueillir, aux yeux du monde. Nous avons pu voir nous-même la veuve si respectable de cet homme probe, relé-

guée dans le village de Santa Lucia, où elle était entourée de l'amour des pauvres et du respect de tous.

Florentino Castellanos, le second fils de feu Don Francisco Remigio, né en 1809, reçut sa première éducation à Buenos-Ayres, où sa famille retourna en 1815, fuyant l'anarchie, qui préluda, sous Artigas, à l'indépendance de Montévideo, et aussi la dominatiou portugaise qui menaçait alors d'envahir ce pays.

La munificence du général San Martin avait fondé à Mendoza un collége où des professeurs éminents, tels que le poète Lafinnur, M. Lozier, élève de Lacroix, Guiraldes et Maza, enseignaient avec succès la philosophie, les mathématiques et le droit. Le jeune Castellanos, dès l'âge de 12 ans, se fit remarquer par une rare aptitude pour le calcul, et nous en prenons bonne note , car c'est un indice des qualités que nous avons indiquées, en le prenant pour type des esprits froids, graves, sérieux que nous qualifions par l'épithète d'*expectants*.

En 1823, le gouvernement de Buenos-Ayres, où naissait l'ère, plus brillante que solide, inaugurée par le ministère de Rivadavia, sous le gouvernement de Martin Rodriguez, décréta l'enseignement gratuit de douze jeunes gens, fils des bons serviteurs de la patrie naissante. A ce titre, et aussi à cause de sa grande application dans ses études, Florentino Castellanos fut du nombre de ces élus. Incorporé au collége de l'Union, il y fut désigné comme répétiteur d'un cours de mathématiques pour les jeunes gens qui se destinaient à la carrière militaire. Parmi ses disciples, on compte aujourd'hui les colonels d'artillerie Julian Martinez, Eduardo Escola, Martin Armas et autres. Le professeur Castellanos était, à cette époque, âgé de quinze ans ! Alors et dans le but de former, avec le temps, un corps de génie, le jeune Castellanos reçut le titre de capitaine d'artillerie, en récompense de ses brillants exa-

mens sur les mathématiques transcendantes. Enfin, désigné pour aller, aux frais de l'État, compléter ses études en Europe, à cet âge où un jeune homme doit fixer sa carrière, son père préféra, exigea peut-être, qu'il entrât dans le barreau, carrière honorée déjà par ses ascendants.

En 1825 et pendant qu'il suivait son cours de droit, Florentino Castellanos entra dans l'administration, par l'emploi d'*oficial* (sous-directeur) au ministère des finances, à Buenos-Ayres. Cette occupation ne l'empêcha pas de se voir décoré du titre de docteur en droit en 1828, à l'âge de 19 ans.

Initié dans la science administrative par les Rivadia, les Garcia, les Lopez, les Carril, les Dias Velez et autres illustrations de l'époque la plus brillante de Buenos-Ayres, le jeune Castellanos, avant l'âge de vingt ans, était *oficial major* (directeur) au ministère des finances.

On comprendra sans peine tout ce que promettait une intelligence si précoce. En effet, il est notoire que tous les mémoires, tous les actes importants, sous les ministères de don manuel Garcia, surnommé le Talleyrand de la Plata, à cause des grandes ressources de son esprit, et de Dias Velez, soldat dévoué, homme de droiture et de libéralité, étaient l'exhibition des idées de ces hommes d'Etat, par la plume du jeune *oficial major*.

Evidemment, Florentino Castellanos serait devenu une des célébrités de cette époque célèbre elle-même dans le Rio de la Plata, si l'époque de Rivadavia avait pu voir mûrir les fruits qu'elle cultivait. Mais elle ne fut qu'un éclair de civilisation, sur la lisière de la barbarie ; une brillante aurore boréale ; un avant-goût de l'avenir certain de son pays, mais encore éloigné.

Pourquoi l'époque de Rivadavia n'avait-elle pas pu voir mûrir les fruits qu'elle cultiva avec ardeur, talent et courage ?

Tâchons de nous l'expliquer en passant.

Nourri de fortes études classiques, ainsi que l'élite de sa génération, Rivadavia avait accepté avec enthousiasme les idées nouvelles nées de la philosophie du XVIIIe siècle, dans la plus généreuse expression de leurs théories. Or, si ces théories qui avaient amené l'explosion de 89 en France, furent un aliment de laborieuse digestion pour l'esprit français qui s'en nourrissait, dans ses sommités, depuis plus d'un siècle, on comprend combien leur application devait rencontrer de terribles obstacles dans une colonie hier encore espagnole !

Homme d'une droiture antique, Rivadavia, comme tous les grands caractères, a eu deux torts : L'un était de juger les hommes d'après lui-même, l'autre de croire son pays à la hauteur de sa propre intelligence. Hélas ! il ne connaissait de son pays que les brillants dehors du cercle qui l'entourait et où sa parole lucide, nerveuse, était comprise; au-delà, c'est-à-dire dès les faubourgs, il voyait bien la barbarie du moyen-âge mêlée à l'astuce de l'indien sauvage, mais sa foi aveugle dans les lumières et le progrès qui les suit, le porta à construire un édifice politique digne du XIXe siècle, la constitution unitaire des provinces argentines, au beau milieu des tentes du nomade..... Telle fut l'œuvre de Rivadavia, et le long règne de Rosas, après lui, n'a été que l'expression nécessaire, fatale, de la réaction de l'élément local, rude, indompté, illettré du XVe siècle, contre l'élément étranger poli, cultivé, lettré du XIXe siècle, dont toute l'action découlait des livres lus par Rivadavia et les siens.

Mais les *gaùchos* ne les avaient pas lus, Rosas le savait bien !

Ne peut-on pas se hasarder à dire de Rivadavia, qu'il a échoué pour avoir voulu le progrès *avant* les lumières, et de Rosas, qu'il a réussi, parce qu'il n'a employé les lumières

qu'au fur et à mesure des progrès que faisait sa propre domination, n'importe les moyens ?

Et cependant, l'état physique et moral du pays, alors sainement consulté, qui peut dire ce qui serait arrivé, si Rivadavia, se contentant de régner sur Buenos-Ayres par l'esprit d'une législation sage, généreuse, libérale, telle qu'il la comprenait, avait laissé dominer Rosas à sa façon dans la campagne ?

Qu'il obtînt seulement de Rosas des écoles primaires dans chaque canton, avec des maîtres sortis de l'école normale de Buenos-Ayres ! C'en était assez pour l'aliment intellectuel des esprits dans la campagne. La tranquilité matérielle eut été assurée, c'était tout. Sous son influence, Buenos-Ayres aurait atteint le rêve de son ambition, d'être appelée l'Athènes moderne. La vue de sa grandeur aurait flatté les instincts nationaux. Les gaùchos auraient été modelés, sans s'en douter, dans une instruction primaire homogène, et celle-ci aurait suffi pour neutraliser les ferments de jalousie si commune à l'ignorance. L'esprit de nationalité se développant ainsi peu à peu aurait fait aimer la paix, croître la richesse publique, et peut-être que tout germe de guerre civile eut été à jamais étouffé !

Ces deux hommes si au-dessus du vulgaire, chacun à sa façon, Rivadavia et Rosas auraient eu des destinées bien différentes de celles qu'ils ont subies. L'un, toujours regretté pour le bien qu'il a voulu faire sans le pouvoir ; l'autre, honteusement adulé, et aujourd'hui si fort honni pour le mal qu'il a fait, sans le vouloir peut-être, eussent pu marcher d'un pas égal vers la postérité. Au moins l'un et l'autre n'auraient connu ni l'injustice des partis, ni les amertumes de l'exil, et, ce grand devoir accompli en s'entr'aidant, ils se seraient présentés sans crainte au jugement de l'histoire.

Il est trop tôt, nous le savons, pour argumenter froide-

ment sur tant de ruines encore fumantes; mais nous ne faisons que pressentir le jugement de l'histoire et nous revenons à notre sujet.

La grande lutte de Rosas contre les Unitaires, commencée en 1829, avait pacifié le pays sous le drapeau de la fédération, à la manière dont se pacifie, de notre temps, l'Italie méridionale, sous le drapeau de l'unité italienne. C'est l'histoire de toutes les guerres civiles. Dans ces pays, la raison d'être de la guerre civile n'est jamais un principe, puisque les deux partis n'ont qu'un même drapeau.

Fils de Francisco Remigio, et esprit essentiellement *légal*, le jeune Castellanos, à peine âgé de 23 ans, ne servira plus un gouvernement devenu irresponsable, par l'abolition de la constitution jurée, pour la première fois, dans son pays, avec toute la solennité possible, dans un congrès qui représentait l'intégralité argentine.

En 1832, il se démit de la sous-secrétairerie ministérielle, et se vit récompensé par un traitement de retraite équivalant au quart de son traitement d'activité, pour ses bons et loyaux services sous diverses administrations.

Rentré dans la vie privée, il se voua à l'exercice professionnel du barreau dans Buenos-Ayres, jusqu'en 1835. Alors, la manière dont eut lieu l'élection du général Rosas, investi de la dictature, porta le docteur Florentino Castellanos à quitter Buenos-Ayres pour s'établir à Montévideo.

Si jusque-là les succès de Rosas avaient banni tous les hommes d'action qui repoussaient la dictature, dès cette époque commença l'émigration sourde, continue, de tout homme de cœur qui possédait une fortune *réalisable* ou une pensée intime de légalité.

Florentino Castellanos, on l'a compris, appartient à la seconde catégorie.

Revenu à Montévideo où il était né, son esprit droit

s'accommodait très-bien du gouvernement qui commençait sous la présidence légale du général Oribe, désigné par Rivera, président sortant, pour lui succéder. La présidence d'Oribe fut acclamée par le pays entier, reconnaissant des grands services rendus par Rivera, mais désireux de voir le pays entrer dans la pratique légale de sa belle constitution. Oribe commençait à réaliser ce vœu avec bonheur en introduisant l'ordre et la moralité, surtout pour les finances, dans l'administration générale du pays enfin pacifié.

L'histoire, qni aura tant à reprocher à Oribe, lui doit d'abord cette justice, d'autant plus que jusqu'ici Oribe suivait ses instincts nobles, tandis que, plus tard, la partie faible de ses instincts ne s'est développée contre le gré de son cœur, que grâce aux séductions, aux corruptions qui entraînèrent son esprit. Voilà Oribe tout entier.

Dans ces circonstances, le Docteur Florentino Castellanos élu, dès son retour à Montévideo, député par sa ville natale, jouissait des bienfaits d'une administration normale, légale, conforme aux aspiration de sa vie, parce qu'il avait été, on peut dire, conçu dans un esprit de légalité. La légalité traditionnelle de son père, la légalité constitutionnelle de l'époque de Rivadavia, avaient imprimé dans la gravité de son esprit de mathématicien l'amour de l'ordre, qui est aux nécessités d'un bon gouvernement ce que l'harmonie des nombres est à l'équilibre de l'univers.

Mais justement à cause de cette nature précise comme le chiffre, le docteur Florentino Castellanos ne pouvait pas plier sous l'exigence des partis.

Aussi, le verra-t-on le premier élever la voix à la première atteinte portée par Oribe contre les libertés publiques, en 1838, et ce fut lui, Castellanos, qui entraîna le le vote des deux chambres réunies en congrès pour la paix à signer avec Ribera.

Depuis deux ans, Ribera et Oribe tenaient le pays en guerre civile, après la plus malheureuse rupture de l'accord heureux qui avait porté Oribe à la présidence.

De quel côté était le premier tort ? Sans doute les deux eurent des torts ; l'un d'être impatient des formes de l'autorité dont s'entourait son protégé, l'autre de tenir trop à ces formes, de la part de son protecteur d'autrefois.

Quoi qu'il en soit, les amis de Rivera ont cru que sa vie était menacée, et les amis d'Oribe n'ont pas craint de jeter, sur le bûcher des guerres civiles, le palladium de la légalité de leur cause.

Un peu plus de confiance d'une part, un peu moins de roideur de l'autre, et les destinées de la jeune république de l'Uruguay auraient marché dans la voie légale du brillant avenir qui lui était réservé.

Au lieu de cette heureuse entente, la guerre civile s'alluma.

Oribe vaincu à la bataille de Yucutuja (1838) publia ce fameux bulletin, digne des temps antiques, ainsi conçu :

« L'armée du gouvernement, sous mes ordres immé-
« diats, à été complètement déroutée par le rebelle
« Rivera. »

Puis il accourut s'enfermer dans Montévideo, en laissant Rivera maître de la campagne.

Après quelques mois d'un siège à l'eau de roses, Oribe abdiquait solennement la présidence au mois d'octobre 1838, devant le congrès assemblé, en ayant soin de proclamer qu'il prenait cette résolution pour le bien public et *muy voluntariamente* très-volontairement, et il partit pour Bnenos-Ayres.

Le 10 novembre suivant apparaît le célèbre manifeste dont la rédaction fut attribuée à l'illustre publiciste Florencio Varela « par lequel Rivera, vainqueur, déclarait au

pays qu'il s'investissait de l'autorité suprême, jusqu'à ce que les passions appaisées permissent au gouvernement de rentrer dans les voies normales de la légalité. » Mais il laissait à l'armée l'épithète de « constitutionnelle, » titre qu'il lui avait donné pour jeter Oribe à bas de la présidence légale.

Quelque hétérogènes que fussent les mots comparés avec les faits, si l'on a pu accuser Rivera de bien des erreurs administratives, surtout de nul ordre dans les finances, personne n'a nié la générosité, la débonnaireté de sa nature. Ses ennemis comptaient, avec raison, sur le premier de ces sentiments, qui rarement ou jamais ne leur fit défaut. Mais l'autre gêna plus d'une fois ses amis, dans la bourse desquels il puisait, sans façon, d'une main pour répandre de l'autre, de sorte que toujours elles restaient vides. Esprit peu cultivé, mais doué de grande mesure, il occupait le premier rang sans aucun embarras, mais se complaisait dans les derniers. Aussi, nul ne poussa plus loin que lui le don de se faire des partisans. Il avait des commères dans tous les recoins du pays et, par elles, les compères marchaient dans ses voies.

Après ces évènements, le docteur Florentino Castellanos, cause légale, s'il se peut dire, de la déconfiture d'Oribe, ne pouvait s'offrir à Ribera, dictateur en herbe, quoique bon homme et surtout très-humain. Aussi, se relégua-t-il absolument dans le silence du cabinet. De là, il vit passer la longue série des drames qui se succédèrent de 1838 à 1852, sans paraître ailleurs qu'aux séances de l'académie de jurisprudence et à celles de l'université, institutions dont il était membre fondateur.

Ainsi passa l'invasion de l'armée d'Echaguë envoyé par Rosas en 1839, et renvoyé au galop des chevaux par Ribera dans la bataille de Cagancha, après avoir, toute fois, ravagé quatre ou cinq mois le pays. Ainsi passa surtout ce

mémorable siége de Montévideo, que déjà nous connaissons par sa longueur; voyons quels désastres il a produit.

Pour réduire en chiffres l'importance des ruines qu'il a amenées sur ce pauvre pays, il suffit de savoir que la campagne de Montévideo qui nourrissait près de douze millions de bêtes à cornes en 1843, lorsque commença le siége mis par Oribe, en contenait à peine deux millions, en 1852, après la levée du siége. Ceci signifie :

10 millions de vaches perdues, à 20 fr., ci.......................... F.	200,000,000
5 millions de brebis *métis*, à 10 fr.	50,000,000
25 millions de procréation perdue, en bétail, dans les 9 ans de siége, à 20 fr.................	500,000,000
15 millions de procréation perdue, en brebis, à 10 fr............	150,000,000
10 millions chevaux et mules, à 10 fr......................	100,000,000
En négligeant le détail du matériel, etc., voilà pour la campagne... F.	1,000,000,000

Des ruines pour un milliard !

Si à cette perte, aussi certaine que les lois de la nature sur lesquelles son calcul repose, nous voulions ajouter celles de la capitale et de sa banlieue, celles des villes et villages tout aussi maltraités que la capitale, dont les ruines, après neuf ans, ne sont pas encore totalement relevées, on arriverait à un chiffre fabuleux.

Il faut donc se borner à ces chiffres qui ne peuvent être contestés.

Eh bien ! ce milliard de francs a été payé aux parties perdantes avec ce qui suit :

1° Cinq cent millions de francs de *bonos* de la dette dite nationale, réduits, par le discrédit du gouvernement, à un pour cent de la valeur nominale, ce qui représente........................	F.	5,000,000
2° Une convention signée par les agents de la France et de l'Angleterre avec le gouvernement local, ayant donné lieu à une commission mixte qui a fonctionné depuis 1857 pour fixer définitivement, en 1863, le chiffre applicable aux réclamations françaises et anglaises, à la somme d'environ...............		17,000,000
Total..............	F.	22,000,000

S'il faut s'en rapporter aux parties plaignantes, ce dernier chiffre de dix-sept millions ne représenterait pas même la moitié des pertes *réelles* éprouvées par les résidents français et anglais, déduction faite de toute exagération, et aussi de l'intérêt d'argent perdu pendant 18 ans !

Voilà ce qu'a coûté à la république de l'Uruguay la querelle personnelle entre Ribera, soutenu d'abord, puis délaissé par la France de 1830, et Oribe soutenu jusqu'au bout par Rosas !

On comprendra que, durant ce drame lugubre, Florentino Castellanos n'avait plus à travailler que pour protéger ses propres pénates où il se tenait sequestré de tout contact des partis.

Son caractère éminemment sociable (quoique mathéma-

ticien), son savoir, mais surtout une sérieuse connaissance des langues européennes, avait fait de sa maison le rendez-vous de la plupart des agents étrangers, ainsi que des états-major des stations navales étrangères qui se succédaient dans le Rio de la Plata. Il parlait également l'anglais, l'italien et le français, presque aussi couramment que sa belle langue espagnole, et cela sans être jamais sorti du Rio de la Plata (1). Ses salons s'embellissaient, en outre, mais rarement, fort rarement, dans cette époque de deuil journalier, de la présence d'un beau sexe dont on connaît les charmes. Seulement, pour tromper les longues heures de la vie sédentaire des assiégés, Madame Castellanos réunissait, autour de son piano séducteur, quelques adeptes ou amateurs de bonne musique. Femme remarquée par des manières sérieuses, dans un pays où abonde l'amabilité vive, gaie, pétillante, on aurait dit qu'elle subissait l'influence de la gravité de l'esprit du docteur son époux. C'est, du reste, la justification de l'adage : Dis-moi qui tu hantes, etc.; *di me con quien andas*, etc. En outre, madame Castellanos reproduisait, dans les accents de ses brillantes études musicales, l'exactitude, la précision sévère, mathématique, qui découlait de la pensée de son époux, dans sa diction rigoureusement éloquente, mais d'une merveilleuse simplicité d'expression. Dans ces réunions dont le souvenir seul est un charme, on ne saurait dire si l'harmonie des sons du piano de Madame l'emportait sur les harmonies de la pensée et de la parole de M. Castellanos.

Ainsi passa, pour le docteur, cette période longue, néfaste, mais homérique du siége de Montévideo.

Un coup de foudre mit fin à cet interminable siége. Ce fut la rupture éclatante du général Urquiza avec le géné-

(1) Dans le chapitre des mœurs et coutumes, on aura déjà vu d'autres exemples de cette remarquable aptitude polyglotte chez les Américains de la race latine.

ral Rosas, proclamée par le manifeste du 1er mai 1851. Ce document célèbre apprenait au pays ébahi que le général Urquiza, gouverneur de la province Entre-Rios, allié avec l'empire du Brésil et le gouvernement enfermé dans Montévideo, conviait, à ses risques et périls, le pays argentin au renversement de la dictature de Rosas.

Nous avons vu comment les négociations secrètes, si habilement suivies par le docteur Manuel Herrera y Obes, avaient enfanté ce prodige.

Après cette longue, sanglante et ruineuse série d'années passées au milieu de la plus implacable animadversion des partis, le calme se fit à la voix d'Urquiza, qui abdiquait sa qualité de vainqueur en ne reconnaissant point de vaincus.

Quoiqu'il en soit, une aussi affreuse tempête devait laisser la mer fortement agitée encore pour un temps plus ou moins long.

C'est dans ce temps-là même que le docteur Florentino Castellanos reparut sur la scène politique en qualité de ministre du gouvernement et des affaires étrangères, sous la présidence de don Francisco Girò.

M. Girò envoyé par Oribe en Europe, en 1836, pour contracter un emprunt destiné aux améliorations matérielles d'un pays dépourvu de routes et de ponts, dut retourner sans avoir réussi, à cause de la levée de boucliers de Rivera contre Oribe. Depuis lors M. Girò, rentré dans la vie privée, n'en sortit qu'en 1852. Mais son âge et les habitudes réservées d'un intérieur tourmenté étaient-ils en harmonie avec les circonstances ?

Un faux coup de gouvernail fit échouer la barque sur le premier écueil.

Emporté avec elle, le docteur Florentino Castellanos rentra dans son étude ; mais on a dit de lui, alors, avec justice, et c'est un bel éloge pour son caractère :

« Il fut ministre dans une administration sous laquelle « aucun Oriental (Montévidéen) ne fut proscrit, et nulle « famille n'a versé une larme qui fut l'expression d'une « douleur politique. »

En effet, au milieu des perturbations qui suivirent la chute du président Girò, le docteur Florentino Castellanos fut appelé aux affaires par acclamation et investi du titre de ministre général sous la présidence de don Manuel Bustamante, qui mit fin à la lutte des partis au mois de mars 1855 (1). Ce poste équivalait à une dictature déguisée sous les formes légales, mais ce n'était pas don Florentino Castellanos qui pouvait se résoudre à franchir les bornes de la légalité.

Don Manuel Bustamante accepté, comme Castellanos, par les deux partis, était l'un des doyens de l'indépendance, et, en sa qualité de président du sénat, il était appelé à occuper le siége présidentiel devenu vacant en vertu de la transaction qui mit fin à la présidence du général Flores.

Le grand âge de don Manuel Bustamante, presque privé

(1) Nous passerons sous silence les détails de cette lutte à laquelle nous fûmes appelé à prendre la plus humble part, comme agrégé à la commission des négociants de Montévideo, qui eut le bonheur de faire admettre une transaction par les deux partis en armes.

A la suite d'une négociation difficile, sinon périlleuse, entre deux camps ennemis, que l'agrégé de la commission avait à traverser. de jour et de nuit, porteur d'écrits, de paroles et enfin de sommes d'argent, eut lieu une de ces scènes renouvelées d'Homère, à laquelle la commission presque entière des commerçants prit part. Là, au milieu de la nuit, l'état-major assemblé par le général Flores qui ouvrit les débats par une noble et sincère abdication, fut conclue la paix, après une discussion solennelle autant qu'animée. Les détails en sont consignés dans les journaux de l'époque, mais nous devons dire, ici, à la louange de cette commission, que tous les membres présents rivalisèrent à l'envi de bonnes paroles et de bons procédés pour amener la transaction désirée. Aussi les nommerons-nous pour en conserver le souvenir, ce sont : MM. Duplessis, seul français. Zumaran, vice-consul d'Espagne, et Lafone, Hocquart et Tomkinson, trois chefs de principales maisons anglaises. Ce dernier surtout se fit remarquer par un speech rempli de sens et d'un élan chaleureux et lucide, en faisant appel à la conciliation. Qu'ils veuillent pardonner cette indiscrétion à un ami dont ils firent alors leur secrétaire. Aujourd'hui le secret n'a plus sa raison d'être.

de la vue, la nature bonne, douce, obligeante de son caractère, son grand désir de bien faire, laissaient à M. Castellanos un libre champ pour ses bonnes intentions. Mais la situation des choses était très-tendue, et il fallait au ministre général toute la force de ses convictions honnêtes et patientes pour conjurer un éclat, de quelque côté qu'il partit. Du reste, la présidence de don Manuel Bustamante, purement transitoire pour attendre le terme constitutionnel de la nomination du président nouveau, ne donnait lieu qu'à un système de temporisation propre uniquement à conserver la paix matérielle, au milieu de tous les ferments de la guerre civile.

Si cette tâche n'est pas brillante, assurément elle est méritoire à cause de sa difficulté. Le ministre général s'en acquitta avec tout l'aplomb, toute la présence d'esprit et la résolution qu'on pouvait attendre d'un caractère tel que celui de don Florentino Castellanos.

Arrivé au terme désiré de l'élection présidentielle, la lutte électorale s'engagea entre les partisans de l'ordre légal et ceux de l'ordre issu des faits. Le docteur Castellanos fut présenté par les premiers et les autres lui opposèrent don Manuel Pereira. Celui-ci l'emporta.

Mais l'esprit de légalité pure, exclu de la présidence, se réfugia dans le sénat, et don Florentino Castellanos fut élu président de ce premier corps de l'Etat. Cette dignité, aux termes de la constitution, donne droit à la vice-présidence de la république, au cas d'empêchement du président, ou au cas de vacance du siége.

Comme on le voit, la lutte des partis était remontée de la rue dans les salons, ou plutôt de la campagne armée et désolée, dans les cercles éclairés de la société Orientale(1).

(1) Mot générique pour désigner les habitants de la république *Orientale* de l'Uruguay dont la capitale est Montévideo, parce que la rive occidentale de l'Uruguay appartient à la province d'*Entre-Rios*, dépendante de la confédération argentine.

C'était un progrès énorme après quarante années pendant lesquelles la guerre civile avait été l'état normal ou à peu près. Le docteur Florentino Castellanos était donc devenu, par le fait seul de son caractère, le symbole de la chose légale. En sa double qualité d'homme de loi et de président du sénat, il faisait entendre des paroles de désapprobation, chaque fois que la pure légalité apparaissait heurtée dans l'une des branches de l'administration. En effet, comme vice-président de la république, il devait encourir sa part de blâme, dans toute infraction des droits constitutionnels de la part de l'administration.

L'occasion s'offrit, sans qu'il l'eut désirée, ni surtout provoquée.

C'était en 1856, l'administration du président Pereira pouvait marcher, sans autre opposition que le contrôle, peut-être taquin, que la presse faisait subir aux actes de l'administration, mais assurément sans aucun danger pour la tranquillité publique.

Pour cette question, qu'on peut dire de simple amour-propre, fallait-il appeler, sur une administration forte, et qui pouvait, partant, devenir bonne, le reproche toujours fâcheux d'avoir porté atteinte aux libertés publiques, à la lettre de la constitution ? Pourquoi ne pas répondre au contrôle de la presse par des actes bons, utiles au pays, puis laisser passer la critique ? Le pays en eût fait justice.

Au lieu de suivre cette marche si simple, en profitant de la lassitnde du pays, qui ne demandait que paix et repos pour cicatriser les plaies profondes résultant du siége, l'administration Pereira en jugea autrement.

Un projet de loi fut présenté aux chambres pour museler la presse, dans un pays où son plus libre exercice, écrit dans la constitution, n'a d'autre limite que les règles de la morale publique et religieuse et l'honneur ou l'intérêt des personnes.

Présenté au Sénat, ce projet, contraire à la loi organique, eut pour premier opposant le président même du Sénat. Le docteur Castellanos, cédant le siége à un vice-président, occupa la tribune, et sa parole calme, ferme, précise, démontra dans toute leur étendue les inconvénients du projet de loi.

Cet acte de courageuse conviction lui valut au sortir de l'audience une ovation populaire; mais en rentrant chez lui pour se soustraire à l'ovation des uns, il eut, dès la nuit venue, quelques vitres cassées par les autres.

Jusqu'ici nous avons vu Castellanos se tenir dans les hauteurs de la théorie de la loi; mais ces théories ne sont pas pour lui de vaines formules démenties par l'application : son courage civique dans cette circonstance ne l'a-t-il pas surabondamment prouvé?

Nous le laisserons donc sur ce nouveau triomphe de ses convictions, le second dans leur application. On se souvient, en effet, qu'avec la même indépendance de caractère il avait forcé Oribe à respecter la loi, comme simple député, en 1838, au péril même de la présidence de ce général, son ami.

Tant il est facile de confondre l'homme loyal et modéré avec le partisan, alors que les passions politiques commandent!

Notre sympathie pour ce beau caractère a commencé, pour ainsi dire, avec la vie publique du docteur Florentino Castellanos, et notre amitié a pu le suivre pas à pas depuis 1838. C'est pourquoi nous l'avons choisi comme modèle de légalité absolue.

Félix Frias, Manuel Herrera y Obes, Florentino Castellanos sont, en effet, trois types auxquels se rattachent tous les noms célèbres dans l'histoire des quarante dernières années.

Depuis l'indépendance (1810) jusqu'à Rivadavia (1828);

depuis Rosas (1830) jusqu'à Urquiza (1852), faits et hommes, qui dominent toutes les situations, entraînent tous les noms, toutes les fortunes dans leur marche politique, il n'y a pas un acte qui ne se rattache aux trois portraits principaux que nous avons tracés, soit pour les éclairer, soit pour les expliquer.

Mais, dira-t on, puisqu'ils viennent en sous-œuvre, pourquoi les désigner comme types?

La raison en est simple. En choisissant Rivadavia, Rosas et Urquiza, il eut fallu écrire tout une histoire du Rio de la Plata, et nous avons dit qu'il n'est pas temps encore de le faire. Et cependant, nous voulions donner au lecteur un guide sûr pour étudier cette histoire plus tard. Il fallait donc choisir les caractères qui pouvaient le mieux remplir un simple canevas historique; c'est la raison de notre choix.

Du reste, nul grand homme ne vaut par lui seul tout ce qu'il représente. Tout potentat a des ministres, tout général a des lieutenants, tout amiral a des pilotes; le génie politique consiste à harmoniser les dévouements pour s'en servir ; mais le sosie célébré par la critique a toujours été une réalité.

En outre, en choisissant au second rang les types de populations peu connues, mais qui renferment dans leur sein des nationalités naissantes, nous les trouvons dégagés du prestige qui entoure le premier rang, du vernis trompeur de la flatterie, des injustices de la haine. Ils sont ce qu'ils sont, indépendamment de leur entourage.

Ainsi Félix Frias, ex-secrétaire de Lavalle (le rival et la victime de Rosas), montant à la tribune pour s'opposer au sequestre des biens de Rosas déchu, exilé, exécré. — Voilà l'esprit dogmatique et consciencieux.

Ainsi Manuel Herrera y Obes jouant sa tête, dans une négociation secrète de trois années, pour sauver son pays

d'une ruine imminente. — Voilà l'esprit pratique se dévouant à un grand et noble but, quand même!

Ainsi Florentino Castellanos sacrifiant Oribe, son ami, en 1838, et faisant casser ses vitres en 1856 pour soutenir le droit de ceux-là même qui le tenaient pour adversaire, le tout par pur amour de la légalité. — Voilà le type de l'esprit politique *expectant*, parce qu'il compte sur la force intrinsèque de la justice et de la loi (1).

Mais nous ne les suivrons plus que de loin, de nos vœux, ces trois types et tous leurs analogues qui nous ont servi à jalonner une histoire contemporaine de trente années.

Aussi bien il nous faudrait encore retracer les scènes de sang qui ont souillé par moments la prairie sur les deux rives de la Plata, même après la pacification du pays! C'étaient les dernières étincelles de l'électricité à la fin d'un long orage; c'étaient encore les derniers coups de mer sur le navire battu par une longue tempête avant le retour du calme.... .

Toujours du sang! alors que ces belles contrées invitent à la paix, à la prospérité par le travail.

Mais ne l'avons-nous pas dit?

Le grand tort de ces populations éparses sur la lisière d'un immense désert, c'est d'être trop peu nombreuses.

La cause efficiente des obstacles qu'elles rencontrent pour marcher paisiblement dans la voie d'un progrès normal est toute dans un seul mot: la solitude!

(1) Aussi ces trois noms américains, et beaucoup d'autres qui leur ont fait un cortége historique dans leur carrière, sont-ils inscrits sur la liste de diverses sociétés savantes ou utilitaires de l'Europe. Nous citerons entr'autres la Société royale des Antiquaires de Copenhague, l'Institut d'Afrique. la Société Impériale, Royale et universelle pour l'encouragement des arts et de l'industrie de Londres, l'Association centrale de Prusse pour l'amélioration des classes laborieuses, etc., etc., qui comptent un bon nombre de célébrités contemporaines du Rio de la Plata parmi leurs présidents et leurs membres honoraires.

L'action du pouvoir central atteint avec grande peine chacun des groupes de population isolés dans la campagne ; sa voix expire dans l'espace avant d'arriver jusqu'au désert occupé par les Indiens sauvages. Voilà le mal endémique de ces belles savannes de la Plata, sur lesquelles Dieu sema ces prairies si riches que la main de l'homme n'a jamais fauchées.

Le jour où l'Europe aura compris que l'Amérique renferme dans ses solitudes la solution du paupérisme, père de ce hideux socialisme, qui de temps à autre épouvante l'Europe en l'ébranlant, sera un grand jour pour l'humanité! Tout prolétaire de l'Europe pourra se transformer en un propriétaire dans l'Amérique ; tout consommateur stérile en Europe deviendra producteur fécond en Amérique. Le bien-être se généralisant, sera un puissant agent de moralisation : la possession appellera la conservation ; et les bénédictions de l'univers immortaliseront les initiateurs de cette bienheureuse transformation.

L'état actuel des sociétés, si précaire, si effrayant, disparaîtra sans détruire les passions mauvaises, il est vrai, mais en les neutralisant pour un temps indéfini.

Tout remède recherché en dehors d'un échange juste, ordonné, suivi entre l'excédant des terres de l'Amérique et les bras superflus de l'Europe n'est qu'un palliatif. Là seulement est le remède radical, foncier pour les maux qui affligent l'Europe. Ces maux finiraient par la désoler, et engloutir dans les gouffres de la destruction les merveilles d'une civilisation insuffisante pour le grand nombre.....

Les populations vieillies de l'Europe ont hâte de jouir de ce qu'elles voient.

Eloignez d'elles la tentation.

Retrempez-les, sous un ciel nouveau, dans la fécondité d'une terre vierge, qui leur donnera au centuple le fruit de leur travail. Les fumées de la civilisation ne les offus-

queront plus de ses merveilles. Une nature magnifique les envelloppera dans les bienfaits d'un travail fructueux. Elles fonderont au loin toute une Europe nouvelle, plusieurs Europes nouvelles ! Elles béniront les mères-patries, en léguant à leur postérité les plus larges horizons sociaux dans une terre qui contiendrait cinq fois l'Europe sur sa surface !

Dans ce vaste héritage de Christophe-Colomb, il n'est pas un seul recoin qui offre plus d'avantages et autant de certitude de succès aux émigrants que le Rio de la Plata. Son étendue n'embrasse pas moins de 140 mille lieues carrées, et l'Europe n'en compte que 302 mille, nous l'avons dit, d'après M. de Humboldt.

Par ce qui vient d'être dit, on a pu voir la nature, les aptitudes, surtout le caractère des hommes du Rio de la Plata et le besoin de population de ce pays. Le caractère de ces hommes fait comprendre combien ils seraient heureux de correspondre à une sérieuse initiative des gouvernements de l'Europe pour les aider à consolider l'édifice si laborieusement ébauché par eux.

A l'œuvre donc !

Que tous les gouvernements de l'Europe invitent tous les gouvernements de l'Amérique à travailler de concert pour l'obtention de ce grand bien.

Lorsque l'intérêt est compensé, la communauté de vues est possible.

Tant de terre pour tant de charrues.

Liberté de conscience, liberté civile, liberté agricole, commerciale, industrielle, et en avant !

Les déserts de l'Amérique se peupleront. La pléthore de l'Europe cessera. L'Univers vivra dans la paix et la prospérité par le travail qui est la loi de Dieu et un devoir pour l'homme.

Nous avions besoin de ce cri de conscience qui soulage

nos vives sympathies pour le Rio de la Plata, au moment où va commencer le néfaste récit des ruines et des souffrances des otages de Durazno dont le souvenir restera comme un remords chez tous les hommes intelligents du Rio de la Plata. Nous en avons recueilli mille fois l'assurance, et si dix-huit ans ont passé sur ce forfait de lèze-droit des gens, c'est une garantie du calme et de la modération que nous apporterons dans la narration des faits.

Cependant nous ne saurions aborder ce récit douloureux, sans en expliquer les sauvages rudesses, par une transition qui fera comprendre que les hommes que nous venons de faire connaître n'ont pas pu être les instruments des attentats qui nous restent à raconter. Ces instruments ont été pris, au contraire, dans la partie des populations de la Plata qui vit loin des villes et des habitants civilisés. C'est ce qui ressortira des détails qui vont suivre.

DEUXIÈME PARTIE.

FORMATION DES POPULATIONS RURALES.

CHAPITRE QUATRIÈME.

I. — Mœurs de la Campagne.

En décrivant les mœurs et les habitudes de la population des villes de la Plata, nous avons fait, en forme de digression, une rapide esquisse de l'habitant des Campagnes. Nous avons dit que les populations sont clairsemées dans ces vastes contrées et que si les faubourgs établissent matériellement entre les hommes de la ville et ceux de la campagne une séparation profonde, il existe moralement entr'eux une distance de plusieurs siècles. Cette antithèse s'expliquera sans peine, si l'on veut réfléchir à ce qui a dû se passer au Rio de la Plata, comme dans toute l'Amérique, aux premiers temps de la conquête.

L'Espagne et le Portugal se sont vu gratifiés de tout un monde nouveau, par Christophe Colomb, par Americo Vespucio et par Vasco de Gama, le premier de ces navigateurs offrait à l'Espagne, dont le territoire, en Europe, n'a pas dix-sept mille lieues carrées (1), un continent nouveau sur lequel elle a pu s'approprier des terres d'une surface de quatre cent mille lieues carrées environ. Les deux autres ont su dérober aux aspirations de l'Espagne une section de ce continent, le Brésil actuel aux 250 mille lieues de superficie, en faveur du Portugal qui en possède à peine cinq mille en Europe (2).

Si l'on réfléchit à la grandeur du rapport de ces super-

(1) 16,694 lieues marines de 20 au degré, ou 2854 toises soit 5572 mètres d'après M. de Humbolet, tandis que la *nouvelle géographie méthodique* (Hachette 1841) lui attribue 454,250 kilomètres carrés.

(2) 94,800 kilom. carrés. — Ibid.

ficies, on sera justement étonné d'avoir vu ces immenses conquêtes soumises, pendant trois cents ans, à des conquérants dont le nombre était relativement peu considérable. La seule explication d'une domination si prolongée se trouve dans la rareté de la population indigène de ces pays conquis et dans l'infériorité de ses moyens de défense.

L'Espagne et le Portugal n'avaient pas été longtemps à reconnaître que leur propre population était évidemment insuffisante pour achever et maintenir la conquête de tout le continent Américain. Aussi ces puissances adoptèrent un système qui leur permettait de faire occuper par un petit nombre d'émigrants d'Europe de vastes sections de territoire presque inhabitées par les indigènes d'Amérique. La formation des *Encomiendas* réalisa ce système. L'encomienda était une concession de terres faite par l'*Adelantado* à ses partisans les plus hardis, les plus capables ou les plus protégés. L'Adelantado était le chef de ces expéditions parties d'Espagne et de Portugal, sous le bon vouloir ou avec l'aide des gouvernements de ces pays, pour aller prendre possession d'une section plus ou moins vaste de territoire. Ainsi les documents primitifs constatent, et Alfred de Brossard raconte, que « cinq ans après le retour « de Cabot (Gabatto), don Pedro de Mendoza, gentilhomme « andaloux, originaire de Quadix, dans le royaume de « Grenade, obtint de la Cour d'Espagne, pour lui et ses « héritiers ou successeurs immédiats désignés par lui, le « gouvernement de la Plata, avec 200 lieues de juridiction « vers le Sud, et le titre d'Adelantado de ces provinces, à « la charge de faire tous les frais de l'expédition. Il amena « avec lui deux mille cinq cents espagnols de tout âge et « de tout sexe et cent cinquante saxons et flamands, sur « 14 bâtiments, et fonda, la même année, sur l'em- « placement de la ville actuelle, un établissement auquel

« il donna le nom de Notre-Dame-de-Buenos-Ayres (1). »

Ce système avait pour but d'établir de vastes fiefs dans l'Amérique, en faveur des hommes hardis, aventureux, qui se chargeaient d'aller y établir, à leurs frais et risques, la domination de la mère-patrie.

Si ces entreprises isolées avaient pu être consolidées dans leurs résultats, il en serait sorti une féodalité puissante en raison de l'étendue des territoires concédés et des immenses ressources dont ces territoires contiennent les éléments. Aussi, la question des encomiendas fut-elle l'objet de discussions et de débats incessants.

Mais nous n'en devons parler ici que pour expliquer les mœurs, les habitudes, les besoins et la manière d'être des populations de la campagne du Rio de la Plata, telles qu'on les trouve aujourd'hui.

Le titre d'Adelantado et les privilèges qui lui étaient attachés, étaient généralement octroyés par le monarque espagnol aux cadets des grandes familles de l'aristocratie.

Autour de ces noms respectés, se groupaient des hommes d'action pris parmi les militaires, et enfin une foule d'instruments plus ou moins énergiques ramassés parmi le peuple, dont l'imagination était, à cette époque, si vivement surexcitée en Europe par le récit des richesses fabuleuses qu'offrait la terre d'Amérique.

Arrivés sur les terres de l'Adelantado, après les mille peines et souffrances attachées à une expédition lointaine, surtout en raison des moyens de transport fort insuffisants si on les compare à ceux de nos jours, il fallait d'abord que les nouveaux venus arrachassent la possession du territoire concédé, aux indigènes qui l'occupaient. Souvent, il arrivait que l'expédition échouait dans cette pre-

(1) *Considérations historiques et politiques sur les républiques de la Plata, dans leur rapports avec la France et l'Angleterre*, par Alfred de Brossard, ancien attaché à la mission extraordinaire de France dans la Plata, en 1847. Paris, 1850, librairie Guillaumin et Cie, rue Richelieu, 14

mière lutte ; mais si elle réussissait, le premier besoin était de former un établissement pour la colonie. L'établissement élevé, il fallait fixer ses limites, en étendant l'occupation sur les points topographiques les plus propres à dominer toute l'étendue de la concession. C'est alors qu'on avait recours au système des encomiendas qui participaient aux privilèges de l'Adelantado, dans la proportion de l'importance de la encomienda.

A l'imitation du gouvernement espagnol, l'adelantado jalonnait ses concessions en établissant de petits centres de population occupés successivement par les plus osés de ses partisans. C'est ainsi que, de fondation en fondation, les plus heureux parvenaient à occuper tout le territoire concédé.

Mais on comprend que ces occupants primitifs devaient se créer peu à peu une existence *sui generis* et qui s'éloignait d'autant plus de la tradition des coutumes de l'Europe, qu'elle se rapprochait davantage des nécessités immédiates créées et par la solitude et par la menace permanente de l'Indien. En effet, celui-ci, dépossédé violemment de ses pénates, ne perdait aucune occasion de tourmenter le colon Européen ou de le détruire, chaque fois que l'occasion s'en présentait. Cette guerre à mort n'était à bien dire qu'une représaille de la part des Indiens, par la raison que la dignité d'adelantado impliquait toujours l'idée de domination sur un nombre d'indiens proportionné à l'étendue de la concession, Indiens que le titulaire avait le droit de réduire en servage.

Plus tard, et après de longues et rudes guerres, ce malheureux abus du servage fut transformé en un simple impôt dit de la *capitation*, en vertu duquel les familles de l'Indien payaient une redevance annuelle, par tête, au gouvernement. Par cette loi, l'Indien était affranchi de toute servitude corporelle. Dès lors, les adelantados, au

lieu de pourchasser l'Indien pour le réduire en servitude, étaient intéressés à l'attirer sur leurs concessions pour accroître ainsi la rente de la capitation qui prit le nom de *mita* (1). Ce fut l'un des plus grands actes de justice et de bonne politique dû à la sagesse du grand conseil des Indes résidant à Madrid.

Quoiqu'il en soit, les émigrants espagnols au Rio de la Plata, ainsi disséminés dans des steppes immenses, et livrés à leurs seules ressources pour suffire aux nécessités de la vie nouvelle qui leur était faite, s'éloignaient de plus en plus des traditions de leurs pères d'Europe. Si ce changement devenait sensible chez les premiers émigrants assez courageux pour braver les périls de la solitude, en quittant les centres de population, combien il dut être grand pour leurs enfants qui naissaient dans le désert ! La plupart de ces pionniers intrépides de la colonisation espagnole s'accouplaient avec une indienne, à défaut des femmes d'Espagne qui restaient sur le littoral ou dans les centres formés par l'émigration. De ce mélange est née la population rurale primitive, douée de la force morale des pères et aussi de la longanimité patiente et impassible des mères. On sent tout ce que cet alliage promettait d'énergie et de courage à ces familles isolées au milieu de la prairie et habituées dès la naissance à l'intempérie, au dénûment et à l'exercice de toutes les facultés physiques pour suffire aux plus urgentes nécessités matérielles de la vie. Si les enfants de ces premiers colons, ainsi lancés, on peut dire, dans l'espace, sans autre lieu d'habitation que celui qu'ils disputaient au désert et à l'Indien sauvage, ont dû perdre toutes les traditions de la vie européenne, comment leurs propres descendants, depuis trois siècles, en auraient-ils

(1) Dans le principe, il y avait des prestations en nature pour les Indiens soumis, sorte de vassaux, et deux mois par an de travail obligatoire pour les Indiens insoumis.

gardé la moindre notion ? C'est pourquoi nous avons dit qu'ils se trouvent aujourd'hui en retard de trois siècles sur les habitants des villes de la Plata, sans compter les effets produits, soit dans leur moral, soit dans leurs aptitudes physiques, par une lutte constante contre l'Indien sauvage. Le sentiment de leur conservation était la seule loi de leur existence et nulle autre loi ne saurait être aussi absolue ; tout leur être moral lui était donc fatalement enchaîné. De là, la nécessité inévitable de tuer l'Indien, pour ne pas en être tué ; donc l'idée de meurtre perdait pour eux la criminalité odieuse que nous lui attribuons (fort heureusement). Il en était de même pour tout ce qui touchait à leur dogme unique : le sentiment de la conservation. C'est ainsi que s'est formée, dans la savanne platéennne, cette population rude, énergique, indomptée que l'on connaît encore aujourd'hui sous le nom de *China,* en raison du sang mêlé qui coule dans ses veines.

Mais, dira-t-on en Europe, comment et de quoi pouvaient vivre ces premiers hommes aventureux et résolus qui se lançaient ainsi au milieu d'un désert, pour en chasser l'indigène habitant qui l'occupait avant eux ?

Il faut satisfaire à cette juste demande.

La découverte du Rio de la Plata est due à Solis qui y aborda pour la première fois en 1512 (1) et revint en Espagne avec la nouvelle d'avoir trouvé une mer d'eau douce.....

Il y retourna le 8 octobre 1515 (2), et alors il périt sous les coups des indiens *Charruas*, en pénétrant dans la rivière qui porte encore son nom. Mais ce ne fut que dix ans plus tard qu'une exploration formelle du cours des eaux fut faite par le célèbre navigateur Sébastien

(1) La Argentina, par Rui Diaz de Guzman Collection de Angelis, page 2.

(2) Alfred de Brossard, *loco citato*, page 13.

Gabotto (Cabot). Celui-ci remonta le Rio de la Plata, entra dans le Parana et pénétra jusque dans le Paraguay, où dix ans encore plus tard, c'est-à-dire vers 1535, fut fondée, sur la rive gauche de cette belle rivière la ville de l'Assomptiou, par Ayolas (Juan), l'un des principaux lieutenants de Mendoza qui achevait à peine de fonder Buenos-Ayres. L'Assomption devint bientôt un heureux refuge pour les colons de Mendoza qui eut la douleur de voir détruire son œuvre par les Indiens Querandis, possesseurs des deux bords de la petite rivière appelée, plus tard, du nom de Barracas, et située à quelques kilomètres du fort élevé par Mendoza qui en mourut de chagrin.

Après ce tragique évènement, apparut celui des colonisateurs auquel la prairie de la Plata doit l'introduction de l'élément principal de sa richesse actuelle : le bœuf et le cheval. Alvar Nuñes, *cabeza de vaca* (1) (tête de vache), offrit une prime de huit piastres pour chaque tête de vache que ses adhérents parviendraient à introduire dans le Paraguay où il alla recueillir l'héritage démantelé de Mendoza, en continuant la colonisation du Paraguay, après la disgrâce ou la mort de Ayolas. Investi de tous les privilèges de l'Adelantado Mendoza, sauf les droits de ses héritiers (2), il partit à la tête d'une expédition de 400

(1) Quelques monographes distingués ont supposé, non sans raison, que ce surnom est resté à Alvar Nunez, à cause de la prime qu'il accorda aux introducteurs de bestiaux pour chaque tête parvenue vivante jusqu'au Paraguay.

(2) Les héritiers de Mendoza avaient droit à la possession de 200 lieues de côtes au Sud du Rio de la Plata, et pour ne pas empiéter sur cette possession, Alvar Nuñes s'arrogea une égale étendue de côtes, aussi sur l'Atlantique, mais au Nord du Rio de la Plata. Il empiétait ainsi sur le territoire attribué aux Portugais, mais à cette époque on n'y regardait pas de si près. En effet, dès 1493, et en même temps que Christophe Colomb retournait en Espagne pour annoncer la découverte de ce qu'il appelait les Indes, Américo Vespucio sortait de Lisbonne, par l'ordre du roi don Joaô de Portugal, traversait l'Océan en partant du Cap-Vert, abordait au cap Saint-Augustin, à 8 dégrés Sud de la côte du Brésil actuel, remontait cette côte vers le Sud et s'en emparait, au nom du roi de Portugal.

Cette compétence amena la fameuse démarcation astronomique décrétée par le pape Alexandre VI, entre les couronnes de Castille et de Portugal. En vertu de cet accord sanctionné par le traité de

hommes, mais au lieu d'aller directement à Buenos-Ayres, pour en chasser les Querandis et relever le fort établi par Mendoza, il conçut un projet qui aujourd'hui même effrayerait les plus osés. Arrivé à l'île de Sainte-Catherine, il se jeta, avec plus d'intrépidité que de calcul, dans les forêts vierges du Brésil, et marcha à l'Ouest, en remontant le Rio-Curitiba, puis, inclinant légèrement vers le nord, il traversa, dans sa largeur, le territoire actuel du Paraguay, jusqu'à l'Assomption.

Il faut insister sur l'extrême audace de cette marche aventureuse qui ne dura pas moins de quatre mois, au milieu de difficultés inouïes, dont la perspective épouvanterait aujourd'hui même l'homme le plus résolu.

Ce qui étonne le plus dans cette aventure, c'est que les bestiaux conduits par l'expédition de Alvar Nuñes aient pu arriver sains et saufs au Paraguay, après avoir souffert de toutes les influences contraires à leur hygiène : ainsi, des feuilles ou des broussailles à manger, faute de pâturage dans les forêts vierges ; ainsi, les eaux saturées des essences de toute sorte de racines et de plantes, au point de n'être pas potables pour l'homme, aujourd'hui encore, etc.

Quoiqu'il en soit, c'est de cet acte, qu'on pourrait croire désespéré, qu'est sortie la source de la riche population de bétail que possède aujourd'hui tout le Sud de l'Amérique. Des millions de vaches, des millions de chevaux sont nés de quelques douzaines de sujets introduits au Paraguay par Alvar Nuñes *Cabeza de vaca*. De telle sorte que, si les premiers colons aspirant au dangereux honneur de l'encomienda, avaient pour but de devenir grands propriétaires

Tordeillass, le 7 juin 1494, les Portugais limitèrent leur possession du Brésil à l'île Sainte-Catherine, par 28 degrés Sud environ et à cent lieues au Nord du Rio de la Plata. Or, Alvar Nuñes Cabeza de Vaca avait posé les limites de son gouvernement à *Cananea*, avant de s'interner vers le Paraguay. C'était donc cent lieues de littoral qu'il usurpait sur la conquête portugaise.

d'une terre sur laquelle ils espéraient trouver de l'or, désormais leurs enfants eurent une plus modeste, mais plus sûre ambition : celle de devenir de simples pasteurs.

C'est ici qu'il nous faut assister à une seconde transformation subie par la population rurale dans les campagnes de Rio de la Plata. Nous avons vu la base de cette population se former par le mélange du sang des premiers et des plus hardis d'entre les colons espagnols, avec le sang indigène des indiennes qui les accompagnaient. C'est de cette alliance qu'est née la race dite China. Nous allons voir maintenant à côté, ou plutôt au dessus de cette race, se former la population proprement dite des pasteurs de Rio de la Plata.

A mesure que les bestiaux introduits par Alvar Nuñes *Cabeza de vaca* se multipliaient, de nouveaux établissements se formaient, en empiétant de plus en plus sur la prairie déserte.

La succession séculaire de cette multiplication du bétail avait ainsi donné lieu à la formation de ce qu'on appelle encore aujourd'hui des *Estancias*, c'est-à-dire un lieu habité dans la solitude. Primitivement ces établissements se composaient de deux chaumières aussi rustiques qu'on puisse l'imaginer, à toiture de paille des marais, l'une pour loger la famille pêle mêle, l'autre en guise de cuisine, et une *ramada*, recouverte de branchages, pour y déposer la viande appendue aux solives.

Ainsi vivait abruptement la population China dans la prairie. Mais la multiplication des bestiaux s'accroissant, fit ouvrir les yeux aux colons et un grand nombre d'entre eux, désappointés de ne pas trouver l'or qu'ils avaient rêvé en partant d'Espagne, échangèrent leur vie de chercheurs d'or ou de commerçants pour la vie si paisible de l'Estancia, qui n'exigeait que quelques heures par jour d'un travail rude, mais dont l'exercice du cheval diminuait les inconvé-

nients. Dès lors la population blanche envahit la campagne dont la possession s'affermissait de plus en plus au pouvoir des Espagnols. Cette émigration du littoral vers l'intérieur donna lieu à la formation des villages tracés uniformément à angles droits et composés de *mansanas* ou carrés de 100 et 150 mètres de côtés. La *mansana* se divisait en un certain nombre de *solares*. Chaque famille recevait un *solar*. Tout village ainsi formé, composait un petit municipe. Le municipe possédait une lieue au moins de terre aux quatre vents, et cette possession recevait le nom de *Egido*. L'égide était à son tour divisé en *suertes de chacras* et chaque famille avait droit à une suerte de chacra à condition de la cultiver. La dimension de la chacra variait suivant l'importance du village. Enfin, au delà de l'Egido commençaient les terrains destinés au paccage libre des bestiaux. Là, on formait des lots appelés *suerte de Estancia*, de demi-lieue de front sur une lieue et demie de profondeur, et chaque famille du village recevait une suerte de Estancia pour l'élève de ses bestiaux.

Tel a été le principe de la population blanche dans les campagnes de Rio de la Plata, et telle on la trouve aujourd'hui : active, courageuse, hospitalière, industrieuse, et prospérant par l'agriculture dans la Chacra et par l'élève du bétail dans l'Estancia. Trois siècles ont passé sur ces établissements, sans en changer la base, tant elle était solide !

Mais, dans ce mouvement de transformation, les descendants des premiers colons pères de la population de sang mêlé, devinrent des instruments précieux pour les progrès de la population blanche des villages successivement créés. Habitués à la vie âpre qui leur était propre, ils aidèrent les nouveaux venus à lutter contre les obstacles que présente la solitude. Leur principale occupation était celle de former les Estancias, tandis que le père de fa-

mille venu d'Espagne cultivait la chacra, après avoir installé sa famille sur le solar du village.

Tels furent les éléments de la colonisation véritable qui avait suivi l'occupation primitive de la prairie solitaire dans le Rio de la Plata On ne peut que louer l'Espagne d'avoir procédé aussi sagement à la sûre possession de sa conquête. Chaque village avait pour guide moral, son curé, et en observant, aujourd'hui encore, après cinquante ans de troubles et de désordres civils, le fond de moralité que présente la famille villageoise, on doit rendre hommage aux premiers prêtres qui ont consacré leurs soins à cette excellente population rurale.

C'est ici le cas de dire, en passant, combien on est frappé du contraste que présente, aujourd'hui, le caractère des deux sexes parmi les villageois. La femme, qui ne quitte guère ses pénates, est douée d'une douceur due d'abord aux bonnes qualités de la race espagnole; mais ces qualités ont pris chez l'Américaine une teinte aimable et naïve de bonté qu'il faut attribuer à la vie paisible qui lui est faite au foyer villageois, où elle ne trouve d'autre distraction que les cérémonies religieuses et les exhortations du curé. L'homme est, au contraire, forcé de veiller à la prospérité de la famille, en dirigeant les travaux agricoles dans la chacra, et en surveillant l'élève des bestiaux sur l'estancia.

Ces occupations le rapprochent de la race mixte des travailleurs, et s'il ne s'assimile pas à eux, pour conserver l'ascendant du commandement, on comprend que l'habitude de vivre près de ces hommes plus rudes qu'eux-mêmes, influe nécessairement sur leur caractère.

Il en résulte une différence entre la manière d'être des deux sexes qui est toute à l'avantage de la femme. Le voyageur est naturellement frappé de ce contraste qui le dispose très-favorablement en faveur de ces intéressantes

populations des campagnes qui sont foncièrement bonnes. Elles tendent, du reste, à s'améliorer sans cesse, sous la douce influence de la mère qui s'efforce, de plus en plus, de retenir les enfants mâles au village, à mesure que la prospérité s'accroît et par les produits de la chacra et par ceux de l'estancia. Nul doute qu'avec le temps l'influence des bonnes qualités de la femme n'amène un rapprochement de plus en plus heureux entre la manière d'être des deux sexes.

Avec la prospérité de ces établissements méthodiquement formés, commença une ère nouvelle pour la population du Rio de la Plata. Les encomiendas, qui devaient créer une puissante aristocratie, avaient disparu, au moins dans la prairie du Rio de la Plata, sous l'influence des premières difficultés de l'occupation. Mais les heureux résultats de la colonisation, telle que nous venons de la définir, amenèrent progressivement la reconstitution d'un système de grande propriété tendant à faire naître une sorte d'oligarchie parmi les propriétaires fonciers. En effet, les plus habiles ou les plus fortunés d'entre les colons de ces villages, étendaient de plus en plus la propagation du gros bétail, au delà même des limites de la *suerte de Estancia* et occupaient peu à peu tout le terrain que nécessitait l'augmentation annuelle de leurs bestiaux. Pour encourager cette extension de la richesse pastorale, l'autorité espagnole modifia le système de la concession pure et simple, en établissant la concession emphitéotique grevée d'une insignifiante redevance pendant 99 ans. Par ce moyen l'Etat conservait la propriété du sol, en attendant que la prospérité de ceux qui l'occupaient leur eût permis d'en faire l'acquisition au modique prix, d'abord, de mille francs pour une lieue carrée (1).

(1) Cette valeur primitive de la terre dans la prairie s'est graduellement élevée jusqu'au prix actuel de 40 à 50 mille francs, au delà

Ces progrès de la colonisation pastorale, ainsi solidement organisée, amenèrent la prospérité des Espagnols au point où la trouva, après trois siècles, l'ère nouvelle qui allait donner aux anciens colons le titre d'indépendants. C'est-à-dire que la grande propriété se trouvait constituée sur les plus larges bases, soit par le droit de concession (le plus ancien), soit par le droit emphitéotique. Le premier s'était conservé presque intact dans la région montagneuse du haut Pérou. C'était l'encomienda primitive ; l'autre s'intronisa dans la plaine, et dès l'époque de l'indépendance, toute la partie de la prairie qui avait pu être envahie sur les Indiens, était occupée par les estancias, c'est-à-dire par l'élève des bestiaux. Il n'était donc pas rare de trouver au Rio de la Plata des familles possédant plusieurs centaines de lieues carrées et autant de cent mille têtes de bestiaux.

Nous ne pousserons pas plus loin cette étude de la formation des populations rurales dans le Rio de la Plata, depuis les premiers jours de la conquête espagnole, jusqu'à l'indépendance de ces colonies. Il n'était guère possible de dire, en moins de mots, une histoire de trois siècles. Nous avons voulu poser ainsi les jalons des faits qui ont dû fatalement amener l'extrême différence qui existe entre les mœurs et coutumes des villes et celles des campagnes. Surtout, nous tenions à expliquer comment la population

d'un rayon de 20 à 30 lieues de la ville de Buenos-Ayres, de 60 à 80 mille francs, aussi pour une lieue carrée, au delà de 20 à 30 lieues de la ville de Montévideo. En deça de ce rayon, on ne vend plus guère par lieues La propriété y est déjà assez divisée et trop recherchée pour ne pas être morcelée. Ainsi au delà de 8 à 10 lieues des grandes villes, on vend le terrain aujourd'hui par *cuadras* carrées de 150 *varas* de côté (127 mètres et demi) à Buenos-Ayres, et de cent *varas* (85 mètres) de côté à Montévideo, au prix de cinq à six cents francs par *cuadra* ou carré. Il résulte de ce mode, que la cuadra de Montévideo represente 85 centièmes d'un hectare, tandis que la cuadra de Buenos-Ayres représente presque deux hectares (19,125 mètres carrés). Quand au terrain de banlieue, son prix varie selon la demande ou la convenance. Enfin le terrain à bâtir dans les mêmes villes, se paye, selon la proximité des centres, depuis cinq francs jusqu'à deux cent francs la vara carrée (85 centièmes de mètre.)

des campagnes se subdivisait en blanche et en mixte, et dire enfin combien cette dernière se rapproche, encore aujourd'hui, de l'âpreté des coutumes faites aux premiers européens possesseurs du sol dans la prairie solitaire. En effet, la population *China* ayant perdu toutes les traditions de l'Espagne, apporte dans ses rapports avec le blanc presque toute la méfiance cauteleuse de l'Indien dont elle est un dérivé, c'est-à-dire le métis. Et cependant, nous venons de voir que c'est à cette rude race, préparée dès le commencement de la conquête, que le colon espagnol a dû, plus tard, la paisible possession du sol et l'installation de la richesse qui y est née avec le régime pastoral.

Malgré sa rudesse et l'esprit de souveraine indépendance qui l'anime, cette race mixte n'est pas intrinsèquement méchante ; elle est généreuse, parce qu'elle est sans besoins et de mœurs très-hospitalières, par l'habitude de demander l'hospitalité dans ses courses à travers la prairie. Mais ce qui la distingue par dessus tout, c'est d'être douée du sentiment de la justice et d'une sensibilité exquise à l'endroit de l'injustice, contre laquelle l'homme de cette condition se révoltera, n'importe les conséquences, de toute la force de sa volonté ou de son pouvoir.

Et, faut-il le dire ?... Cette heureuse disposition n'est pas due à la portion du sang des blancs qui coule dans ses veines, mais bien plutôt au sang indien.

En effet, l'Indien, comme le nègre, plus on les trouve proche de leur état naturel et moins on les voit agir par un calcul d'intérêt personnel. Le premier élan de leur volonté est ordinairement bon et dévoué. Ce n'est que l'habitude de traiter avec les autres hommes qui leur a enseigné l'art de calculer, afin d'éviter un mal ou d'obtenir un bien.

Dans l'état actuel des rapports de ces deux races avec l'homme blanc, il faut une attention bien grande, des observations bien suivies pour démêler cette vérité au fond

de la profonde méfiance de l'Indien, et au milieu de l'avilissement craintif que la servitude a infligé au nègre.

Et cependant, nègre ou Indien, traités avec justice, avec intégrité, dans l'usage habituel de la vie, exprimeront leur satisfaction par la fidélité.

L'Espagne avait eu la compréhension de cette vérité, s'il faut en juger par la méthode inaugurée pour le gouvernement de cette population issue du sang blanc et du sang indien. En effet, le gouvernement colonial avait sagement adopté envers cette race mixte, un système mixte qui consistait à la traiter paternellement dans l'usage habituel de la vie; seulement il châtiait sévèrement les délits, et c'était logique, parce qu'ainsi seulement, il pouvait la ramener au sentiment du droit abstrait, sentiment qu'elle avait perdu, en vivant face à face avec l'Indien sauvage qui ne connaît d'autre droit que celui de la force, depuis que la force l'a dépossédé.

Mais lorsque sonna l'heure de l'indépendance, des horisons nouveaux s'ouvrirent devant cette race mixte. Ce fut chez elle, en effet, que les indépendants trouvèrent les instruments les plus énergiques de leur résistance aux troupes espagnoles, et la victoire restée, en définitive, aux indépendants, constitua, dans l'état de choses créé par l'indépendance de la couronne espagnole, une force vive, propre à l'Amérique, avec laquelle il fallut compter. C'eut été un grand bien pour le Rio de la Plata que ces armées indigènes qui avaient surgi des guerres de l'indépendance, si l'élan de liberté qui les avait formées fut resté pur de tout esprit de discorde. Malheureusement l'harmonie des vues s'affaiblissait à mesure que l'ennemi commun devenait moins redoutable, et il arriva que, même avant la fin de la lutte avec l'Espagne, les chefs de l'indépendance, dans le Rio de la Plata, étaient en proie à des luttes personnelles.

De là, des haines en haut et des passions en bas ; de là, les ambitions pour le commandement et la démoralisation chez ceux qui devaient obéir ; de là, enfin, la guerre civile avec tous ses égoïsmes, avec tous ses dévouements stériles pour le bien public.

Au milieu de tant de ferments de désordre, dans une société non encore organisée, après les ébranlements causés par la chute du pouvoir colonial, la morale publique aurait dû être profondément ébranlée. Et cependant, il faut le dire, grâce à la forte éducation religieuse léguée par l'Espagne, les villes ont conservé, au sein même des orages et des dissensions civiles, un noyeau de familles persistant à vivre dans l'atmosphère du bien et dans le culte des vertus domestiques. La même influence agissait, quoique sur une moindre échelle, dans les groupes de population épars dans la campagne.

Mais là, le clergé mis en contact direct avec les passions et les exigences des partisans, perdait visiblement de l'ascendant acquis à l'influence religieuse. Aussi, dût-il se borner prudemment à cultiver les débris de la vigne du Seigneur qui pouvaient recevoir ses soins et sa tutelle, laissant au temps et à la Providence le soin de ramener les brebis égarées.

Tels furent les effets des évènements nés du grand acte de l'indépendance du Rio de la Plata, depuis 1810. Si le mal produit dans la société platéenne des villes était considérable, moralement parlant, combien ne fut-il pas énorme, parmi cette population rurale de race mixte, pour laquelle les conditions de la vie âpre et rude que nous lui connaissons furent aggravées par les incessantes surexcitations au désordre qu'elle recevait des partis en fureur ?...

Dans ce milieu dissolvant des passions que les partis appellent politiques, au lieu de les appeler démagogiques, s'est formée une classe d'hommes sans valeur, désignés

sous le nom de *gaùchos*. Sortis de la race mixte ou de sang mêlé, pour la plupart, ces hommes ont arboré le drapeau d'une indépendance, pour ainsi dire, personnelle, au milieu de la campagne. Sans feu ni lieu et sans autre guide que leur caprice, montés sur le cheval qu'ils ont dompté, ils vivent anx dépens de ceux qui possèdent, en changeant le théâtre de leurs exploits toutes les fois que leurs méfaits les mettent à l'index du voisinage. Tel est le fruit le plus caractéristique des dissensions intestines d'un demi siècle écoulé dans l'alternative déplorable de guerres civiles et de paix anodine qui n'ont jamais pu créer un gouvernement assez heureux ou assez sage pour amener une organisation sociale dans ces belles et malheureuses contrées.

Le seul gouvernement assez robuste pour dominer pendant vingt ans les passions rivales, fut la dictature du général Rosas, mais fondée sur la boue et le sang, elle n'a laissé qu'un long martyrologe de ses victimes, pour s'affaiser sur sa propre base, le jour où la voix indignée de la moitié de l'Amérique du Sud s'est fait entendre aux portes même de Buenos-Ayres.

Après ces indications générales qui résument l'état physique et moral des populations du Rio de la Plata, nous passerons au récit des faits qui nous sont personnels, c'est-à dire au milieu desquels nous nous sommes vu enveloppé.

La France avait eu maille à partir avec le dictateur Rosas depuis lougtemps, et dans ces démêlés diplomatiques, on ne savait ce qu'il fallait admirer le plus de la longanimité de la France ou de la persistance du dictateur à nourrir des difficultés sans cause reconnue et sans but avoué. Seulement on comprenait que la dictature se nourrissait à son tour de la menace permanente d'une rupture avec la France. Deux fois entre autres, le dictateur la

provoqua, et il obtint, en effet, un blocus français en 1838 et un blocus anglo-français en 1845.

Dans l'intervalle de ces deux ruptures avait eu lieu le traité de paix qui mit fin au blocus français le 29 octobre 1840, et prit le nom de son négociateur, l'amiral Baron de Makau. Mais cette trêve servit de masque aux projets du général Rosas. En effet, peu après eut lieu la seconde invasion du territoire de Montévideo par l'armée de Rosas, commandée, cette fois, par Oribe, et ce fut cette infraction flagrante des traités qui donna lieu à la médiation de la France et de l'Angleterre, médiation qui se termina par le blocus anglo-français, en 1845 (1).

(1) Détails au précis historique de mes mémoires (inédits).

CHAPITRE CINQUIÈME.

NOS PREMIÈRES ÉPREUVES.

I. — Désarroi causé par l'invasion de l'armée d'Oribe.

Pour donner une idée vraie de l'état de la campagne, depuis que l'armée d'Oribe occupait le pays, c'est-à-dire de janvier 1843 à septembre 1845, époque de notre expulsion violente, nous citerons quelques faits de cette période de trente-deux mois. Tout d'abord il faut dire que, dès la rupture des négociations anglo-françaises, notre digne amiral Lainé avait envoyé sur les côtes avertir les résidents français de la rupture diplomatique, les engageant à prendre les mesures de sûreté qu'ils jugeraient convenables.

Le commodore Purvis avait agi de même pour les Anglais établis dans la campagne.

A cette annonce j'avais répondu à l'Amiral, en lui faisant connaître la situation de la campagne, et je déclarais que si l'intervention anglo-française n'agissait pas avec autant de force que de célérité, mieux vaudrait qu'elle n'eût pas lieu, car il était impossible de dire quelles *montagnes d'obstacles et qu'elles rivières de sang* (sic) *il lui faudrait traverser pour arriver, après* 50 *ans, peut-être, à une pacification.* On jugera si c'était là de simples hyperboles, après avoir lu ce qui va suivre.

Peu de jours après la bataille de l'Arroyo-Grande (6 décembre 1842), l'émoi fut général dans toute la campagne. Chaque jour apportait les détails de la catastrophe. Les Commandants des départements faisaient des efforts inouïs

pour réunir hommes et chevaux, seuls éléments de guerre. C'est avec ces éléments réunis aux débris de l'armée de Rivera, que ce général-président vaincu put opérer cette fameuse retraite de cent lieues et plus, en contenant et inquiétant journellement l'armée victorieuse, qui envahissait sa patrie jusques aux portes de Montévideo.

Cependant le vide se faisait entre les deux armées. Les habitants de la campagne abandonnaient leurs foyers par la crainte de l'armée d'Oribe et suivaient celle de Rivera.

Éloigné de la marche des armées, le département de la Colonia n'en souffrit qu'indirectement de la part des patrouilles volantes qui allaient en éclaireurs sur le flanc droit des armées.

En raison de cet état des choses, nous eumes à soutenir d'innombrables assauts que nous repoussâmes tantôt par la simple diplomatie conciliante, tantôt par une énergique résistance.

Il faut dire que les soldats d'Oribe s'appelaient les blancs, par opposition à ceux de Rivera qu'on appelait les rouges. Mais pour nous, isolés dans la campagne, nous ne pouvions nous fier à ces marques distinctives qui étaient assez souvent troquées par les partis d'éclaireurs. Du reste, notre qualité d'étrangers nous faisait une loi de bien traiter tous les partis, pour être respectés par tous, et nous ne nous en départîmes jamais.

Cependant, dès le début des évènements, nous observions une grande vigilance du haut de la montagne où est bâti l'édifice principal, que sa grandeur avait fait nommer *le castillo*, le château fort.

Le troupeau des mérinos pur sang paissait sur les versants du *Cerro del bichadero*, mont de la Vigie (1). Des

(1) Notre montagne avait retenu ce nom des premiers temps de la conquête, alors que les indiens Charruas l'occupaient comme une de

signaux de convention avertissant les bergers ainsi que les laboureurs, lorsqu'ils devaient se hâter de gagner, à pied, l'établissement. Quant aux pasteurs à cheval, chacun dans sa colonie veillait à sa propre sûreté, et ils quittaient la colonie au soir, pour dormir tous dans la maison principale, lorsqu'on attendait le passage d'un corps d'armée dans le voisinage. Bientôt nous fûmes réduits à n'avoir que les femmes de nos pasteurs à la garde de nos colonies éloignées de demi-lieue l'une de l'autre, les hommes ayant été pris pour le service militaire. Enfin, les désordres augmentant, les femmes même ne purent plus rester, pendant la nuit, à leur colonie, et elles venaient dormir dans l'établissement principal.

La première visite de ces partis d'éclaireurs nous fut faite par un jeune lieutenant des troupes de Rivera, à la tête d'une vingtaine de soldats. Ne trouvant personne en dehors des cours, il s'avança à cheval jusqu'à une petite porte qui ne lui permettait pas d'entrer sans mettre pied à terre. Là, je me présentai pour lui offrir le maté qui est le thé du pays. L'officier accepta à condition qu'on lui permettrait de mettre une sentinelle sur la terrasse (azotea) de la maison. Sur l'observation que nous ne pouvions admettre sa condition, sous peine de manquer à la neutralité qui est la loi de tout étranger vivant à la campagne, il fronça le sourcil. Nous répétâmes notre offre hospitalière pour lui et ses gens, en ajoutant celle de tabac et de viande pour tous. Enfin, lui dîmes-nous, si quelqu'un de vos hommes n'est pas suffisamment

leurs vigies d'où la vue s'étendant à un lointain horizon, leur permettait de se préparer à la fuite ou au combat contre les Espagnols.

Ce fut encore l'une des idées que j'exprimai vivement au général Oribe (car ce récit ne peut les contenir toutes) dans la première entrevue, en lui disant : « Ce bichadero, jadis la terreur de la contrée, était devenu un asile de paix et de secours pour le voyageur, grâce à l'établissement que nous avons formé dans ce lieu maudit..... »

vêtu, nous aurons quelques vêtements à lui donner, mais vous comprenez que nous ne pouvons autoriser la force armée à occuper notre maison. Aujourd'hui, c'est vous, les rouges, qui voulez l'occuper, demain ce seront les blancs, et nous ne serons plus les maîtres chez nous.

Cette logique n'était pas du goût du jeune officier. Le dialogue s'anima jusqu'à ce que, dominé par la colère que provoquait notre calme, il s'écria : « Puis-je mettre une sentinelle sur la *azotea*, oui ou non ? » — Non, répondis-je, en fermant vivement la porte entrebaillée, et bien m'en prit, car elle reçut immédiatement le coup de lance à mon adresse.

Cependant, mon frère Hilarion et le docteur Vavasseur étaient montés sur la terrasse où tout notre monde était en armes. J'y arrivai aussi avec mon fusil de chasse. De là nous parlementions plus à l'aise. A cette vue, le ton du jeune officier baissa en s'adoucissant sensiblement. En définitive, il accepta nos premières offres et se retira nippé et pourvu, lui et ses gens.

Justice était restée au droit.

Deux jours après arrivèrent les partis d'éclaireurs des troupes d'Oribe (les blancs), même exigence de la part du chef Ximènes, qu'il faut nommer, on va voir pourquoi; même refus de notre part ; mais le dialogue ne s'éleva pas jusqu'au ton dramatique. Nous lui contâmes l'épisode de ces derniers jours, et il répondit qu'il préférait recevoir de bonne grâce ce que nous lui offrions pour lui et les siens. Il se retira en nous remerciant, non sans promettre de revenir, jusqu'à ce que nous lui eussions permis de mettre un factionnaire sur la terrasse de notre maison , dit-il, en souriant.

Quelques semaines après, nous apprîmes que ce même Ximènes avait assassiné un respectable anglais, M. Hines, notre ami, et beau-père du digne M. Norbert-Larravide

qui devait, quelques années plus tard, devenir notre Providence au jour du malheur.

Nous étions familiarisés avec ces épisodes plus ou moins dramatiques, mais fréquents, qui étaient devenus les seuls incidents de notre vie monotone.

Une seule fois entre toutes, nous fumes obligés de faire usage de nos armes.

Un soir, à peine le soleil couché, cinq soldats arrivent au grand galop et font demander des chevaux, sous le prétexte qu'ils allaient en commission d'urgence. On leur dit qu'après le soleil couché, nul n'est obligé de donner des chevaux, mais que s'ils sont porteurs d'un ordre, qu'ils le montrent. A cela ils maugréent, et se retirent en menaçant d'enlever le cheval qu'ils voyaient sellé dans la cour. On leur dit que c'est celui du patron. Or, le cheval du patron est un meuble généralement respecté.

Une bergère de nos colonies était à une centaine de pas, attachant son cheval sur la prairie, pour retourner de grand matin à son troupeau. Cette jeune femme, métis d'indienne, était très-habile dans le maniement du cheval, et le sien, dompté par elle, était une jolie bête, mais encore *redomon*, c'est-à-dire qu'il n'avait pas reçu le frein et qu'il était guidé par une étroite et suave longe de cuir qui attache la machoire inférieure de la bête. Mais dompté par une femme, ce cheval était d'une grande douceur.

Tout à coup on entend des cris de détresse, au secours ! au voleur !

A ces cris, tous accourent et on trouve la pauvre femme maugréant contre les soldats qui l'avaient culbutée pour lui prendre son cheval. Je sautai sur le mien encore sellé, à la poursuite de ces hommes, mais avec précaution, à cause de la nuit. A trois cents pas de la maison, le terrain s'affaise rapidement vers un ravin profond. Arrivé là, deux

coups de feu partirent du fond du ravin. Je mis aussitôt pied à terre et lâchai les deux coups de mon fusil vers le point indiqué par les deux coups de feu.

Hilarion et le docteur Vavasseur arrivèrent à pied ; plusieurs de nos hommes les suivaient. Alors s'engagea une guérilla en règle. Nous nous tenions éloignés de quelques mètres l'un de l'autre, pour ne pas former groupe. Par rapport à nos adversaires, nous étions sur la hauteur et ils voyaient nos silhouettes, tandis que pour nous, ils étaient dans l'obscurité. Ce désavantage nous porta à descendre dans le vallon, car leurs balles sifflaient de trop près; l'une d'elles avait passé entre le docteur et moi,

Dès que les coups de feu des fuyards nous firent comprendre qu'ils montaient le coteau opposé, nous cessâmes de tirer et rentrâmes sans accident, mais le cheval de notre bergère était volé. Nous l'en consolâmes en lui offrant de choisir un *potro* à son goût dans les familles (manadas) de notre élève de chevaux.

Oui, dit-elle, pour le faire voler encore ! Elle avait raison, la pauvre femme, car rien n'était plus difficile à conserver pendant la guerre, ainsi qu'on le verra bientôt.

Le lendemain, nous envoyâmes un exprès au commandant du département, le colonel Montoro, en l'instruisant exactement de ce qui s'était passé, et aussi d'un enlèvement de plusieurs bons chevaux choisis parmi les nôtres, par un de ses officiers. Le commandant nous fit répondre que son seul regret était que nous n'eussions pu lui amener les guerilleros..... Quand aux chevaux, il nous les fit rendre par l'officier même qui les avait emmenés.

Cette conduite du chef du département à notre égard valait plus, pour le respect de notre propriété, que notre qualité de Français n'a valu pour le respect de nos personnes..... Et, il faut le dire, le colonel Montoro payait chevaleresquement sa dette de reconnaissance envers le doc-

teur Vavasseur, pour les soins donnés gratuitement à son jeune enfant.

L'ensemble de ces faits suffit de reste à démontrer combien heureusement nous eussions traversé les malheurs généraux de la guerre, sans l'intervention anglo-française, non qu'elle ait eu le tort de commencer, mais parce que, molle et flottante, elle avait le grand tort de ne pas finir vigoureusement.

Sur ces entrefaites, les bruits de la guerre, dont nous n'entendions que les échos, nous arrivaient de loin, le plus souvent défigurés ou contradictoires.

Un jour, au lever du soleil, soudain un bruit sourd fit trembler la terre sous nos pas, on eût dit un prélude de tremblement de terre. Mais les hommes expérimentés reconnurent aussitôt l'effet de la débandade d'une *cavallada* ou dépôt des chevaux de guerre. En effet, on voyait dans un horizon peu éloigné, un grand nuage de poussière. Bientôt on distingua un fort groupe de chevaux, puis un autre, puis encore un autre.. ... Environ deux mille chevaux effarés passèrent ainsi, à tout courre, venant du nord-est, courant vers l'ouest et à un quart de lieue environ devant le Pichinango.

Un vieux paysan d'expérience observa que les *punteros*, ceux de la tête de la colonne, devaient être des chevaux nés à las *vivoras* dont ils prenaient la direction. Les chevaux de cette localité sont renommés pour leur amour de la *querencia*, le lieu de leur naissance. On cite des exemples de chevaux de las vivoras qui y sont retournés, même de Montévideo où ils étaient bien soignés, quoique la distance soit d'environ soixante-dix lieues! Cet amour de la *querencia*, général chez toutes les bêtes élevées dans les champs, presque à l'état d'indépendance, est remarquable surtout chez le cheval, la plus noble des bêtes. En effet, aucun autre animal n'exerce dans sa famille l'empire du comman-

dement avec l'intelligence que montre le cheval. Il en est le véritable roi et maître absolu.

Lorsqu'un jour nous ferons une étude des divers élèves de bestiaux, dans la prairie de Rio de la Plata, au point de vue de leur caractère respectif et de leurs mœurs et coutumes, on pourra mieux comprendre cette simple indication faite ici en passant.

Cette journée devait être féconde en épisodes, et par précaution nous tînmes tout le jour nos chevaux dans les parcs, au lieu de les laisser libres dans les champs. Au moins ne pourraient-on pas les enlever sans nous en demander la permission. En effet, les partis de cavaliers se succédaient à court intervalle, les uns à la poursuite des chevaux qui étaient en fuite, les autres à la recherche des fuyards. Au milieu de tout ce mouvement, nous apprîmes qu'une rencontre sérieuse avait eu lieu à la Orqueta, lieu où se joignent deux branches de la rivière Rosario, la même qui borde les terres du Pichinango, mais à quatre lieues environ en remontant le Rosario. L'un des chefs d'Oribe avait été battu par le colonel Venancio Flores, une des meilleures épées au service de Rivera. En effet, on ne tarda point à venir du champ de bataille, demander les secours du docteur Vavasseur pour les soins à donner aux blessés. Le cher docteur, familiarisé avec ce service gratuit d'ambulance, partit aussitôt pour cette œuvre habituelle de charité qui s'exerçait indifféremment envers les blancs et envers les rouges. Ainsi, pendant qu'il allait donner des soins aux rouges vainqueurs, on nous amenait au Pichinango plusieurs blessés des blancs vaincus et qui n'avaient pu se sauver de la mêlée sains et saufs. L'un d'eux avait le bras ouvert du coude à l'épaule par un coup de lance. Le docteur, revenu à la maison, opéra le pansement en rapprochant les chairs au moyen de bandelettes de diachylon, et le pauvre blessé restauré, continua sa

course, comme si de rien n'était. Deux autres soldats blessés plus sérieusement restèrent avec nous, après nous avoir fait promettre de ne point les livrer aux rouges.... Rouges ou blancs sont également en sûreté ici, leur dîmes-nous, et il faudra qu'on nous tue pour les y tuer. Tout homme souffrant a droit d'asile ici.

C'est par ces actes si souvent répétés que nous cherchions à faire comprendre et respecter la vraie mission de l'étranger, au milieu des calamités sans nombre qui couvraient le pays de ruines et de deuil.

Dans le cours de ces trente-deux mois, à un moment donné, nous avons eu jusqu'à neuf malades ou blessés à la fois, dans la maison, et comme tout homme valide était à la guerre, des femmes et des enfants réfugiés chez nous, étaient nos seuls aides dans les soins que nous donnions aux blessés et aux malades.

Cette journée fut l'une des plus remplies de toute sorte d'incidents, sans compter les nombreuses familles qui étaient venues des lieux voisins du champ de bataille. Elles trouvaient près de nous sécurité et subsistance.

Nous avons eu ainsi jusqu'à soixante bouches à nourrir, toutes étrangères à l'établissement, indépendamment des très-nombreuses familles qui se réfugiaient dans nos bois à chaque prise et reprise des villages à vingt lieues à la ronde, et qui y demeuraient jusqu'à ce qu'une tranquilité relative leur permît de regagner leurs foyers.

Dans ces moments, nous suffisions à peine à les pourvoir de viande, faute d'hommes capables de manier le cheval et le *lazo* pour s'emparer d'un bœuf dans la prairie. Cette pénurie était allée parfois jusqu'à obliger d'abattre une vache à coup de fusil, dans certains cas.

Le soir venu, on relâcha les chevaux pour les laisser paître aux champs pendant la nuit.

Le docteur, revenu de sa philantropique excursion,

nous racontait comment il avait pansé les nombreux blessés du campement de Flores, même ceux qu'il n'espérait pas voir survivre. Nous lui dîmes nos hauts faits du jour, et comme quoi nous faisions concurrence à sa philantropie.. ...

Vers neuf heures du soir, nous achevions de souper, lorsqu'on vint nous prévenir qu'on entendait des cris plaintifs, vers les fossés qui entouraient la ferme située à trois cents mètres environ de la maison. Supposant que ce serait encore quelque pauvre blessé qui pourrait bien succomber pendant la nuit, s'il la passait sans recevoir des soins, nous allâmes, six hommes armés avec des fanaux et tous les chiens, dans la ferme. Deux hommes restèrent à l'entrée de la ferme, par la crainte d'une surprise, tandis que d'autres veillaient dans la maison. La ferme avait environ neuf hectares de superficie. Aussitôt entrés, les chiens allèrent droit vers un même point, au long de la haie, endedans du fossé. Là, ils aboyaient. Nous approchâmes avec précaution; puis, les chiens appelés derrière nous, nous dîmes à voix haute et lente, ces mots : « Qui que vous soyez, n'ayez point de crainte ! » Cette sommation amicale répétée au milieu du silence de tous, gens et bêtes, produisit son effet. — Ah ! señor, dit une voix émue, je ne suis pas un méchant.

A cette exclamation, les chiens d'aboyer de nouveau. En même temps nous tournâmes toutes les lanternes à la fois vers le lieu d'où était sortie la voix et nous vîmes un homme blotti dans la haie.

— Etes-vous seul, lui dîmes-nous.

— Si, señor, tout seul, s'écria-t-il.

— Laissez vos armes à terre et sortez !

Il répondit qu'il n'avait plus d'autre arme que son couteau qu'il nous tendait. Nous lui dîmes qu'il le gardât et qu'il vînt avec nous à la maison.

Rassuré, le pauvre homme se lève, en nous remerciant et vient au milieu de nous.

Ce n'était pas un blessé, mais un *disperso*, c'est-à-dire un soldat égaré dans l'échauffourée, mais qui, à l'instar des chevaux vus le matin, gagnait la route de sa propre querencia, c'est-à-dire de sa demeure d'où il avait été arraché par la guerre et où sa famille était restée.

N'étant pas blessé, évidemment il devait avoir faim. En effet, dit-il, depuis hier matin (36 heures) je n'ai pas mangé ; le temps m'a manqué aujourd'hui, ajouta-t-il en souriant. Depuis trois heures du matin à cheval, jusqu'à dix heures, où j'ai lâché cheval, armes et harnais, j'ai marché dans les bois du Rosario, jusqu'à me voir en face du Bichadero (notre mont). Là, j'ai attendu la nuit et alors j'ai marché à travers champs (deux lieues), dans l'espoir de trouver ici mon parent Morosini.

Nous lui dîmes qu'il était aussi en campagne, mais que sa famille entière était ici (cinq enfants), et nous confiâmes à leur mère doña Ramona le pauvre disperso qui fut réconforté avec précaution et passa la meilleure nuit qu'il eût eue depuis deux ans qu'il guerroyait contre son gré.

Combien de pères de famille (comme celui-ci qui avait six enfants dont deux déjà soldats) se trouvaient dans son cas !

II. — Un campement de guerillas.

Le lendemain, de grand matin, on nous annonça que tous nos chevaux avaient disparu. — Dans toutes les manadas (1) ? — Manadas et chevaux tout a disparu ! Il ne reste que celui qui était attaché hier soir pour aller ce matin recueillir les manadas, afin de les enfermer comme hier.

Voila des coups de théâtre ordinaires dans ces pays, en temps de guerre, car le cheval en est l'élément indispensable. Mais s'il est indispensable pour la guerre, il ne l'est pas moins pour les travaux et les besoins journaliers des habitants de la campagne. On ne se procure l'eau, la viande, le bois à brûler qu'au moyen du cheval. Voilà pour les nécessités absolues, sans parler des soins à donner au gros bétail et de la garde des troupeaux de deux mille brebis dans chaque colonie, qui ne peut être faite à pied, surtout par les femmes qui sont aujourd'hui nos seuls pasteurs.

Que faire sans chevaux avec les malades dans la maison et tant de bouches à nourrir ?

On vint nous dire qu'un bon vieux passait avec un poney (petizo) en laisse. J'allai voir cet homme, j'appris qu'il se dirigeait vers la Orqueta. Je fis seller le petizo et partis avec lui, résolu à aller demander des chevaux au colonel Flores. Et nous allions clopin-clopant, sur les six jambes de nos chevaux, car le bon homme n'était pas mieux monté que moi.

(1) La manada se compose de 20 à 30 juments confiées à la garde de chaque étalon, plus les chevaux domptés.

Et vous, mon vieux, qu'allez-vous faire au campement? dis-je à mon compagnon. — J'y vais demander le cheval de ma femme, c'était le seul qui me restât avec mon *aguatero* (1), et comme celui-ci n'a que trois pattes à peu près bonnes, j'ai craint qu'il ne pût, seul, faire le voyage et j'ai emprunté le petizo (2) aguatero de mon voisin. — Allons ! lui dis-je, nous n'aurons pas peur qu'on nous les vole ceux-ci..... — Non, sans doute, et je suis heureux que vous veniez avec moi, parce que les étrangers sont plus écoutés dans leurs réclamations. — Mais leurs chevaux n'en sont pas moins enlevés !

Arrivés au campement, il nous fallut raisonner longtemps et souvent, avant d'être conduits près du colonel Flores. Le campement de ses 400 soldats occupait une longue vallée. Des groupes épars et distancés longeaient un ruisseau. Ici, on dormait en plein air; là, on prenait le maté; ailleurs, on chantait ou l'on jouait; partout des hardes et des armes, quelques chevaux attachés, d'autres paissant à moitié garnis de leurs harnais. Point de bagages, de charriots, ni surtout d'équipages de ponts. — Les rivières se passent à la nage, l'homme tenu à la queue du cheval, les munitions attachées sur la tête. Quant aux provisions de bouche, elles se trouvent partout dans les champs et sous la peau des vaches du voisin..... Ce sont de vrais corps de cavalerie légère et irrégulière..... Le plus lourd du bagage, c'est la *China* (3), mais on a soin de la pourvoir toujours du meilleur cheval. Pour traverser la rivière, elle met ses nippes et son enfant dans une peau de bœuf dont on a retroussé les bords et traîne la nacelle tenue par une longe de cuir qu'elle tient entre ses dents,

(1) On appelle ainsi le cheval destiné au charroi de l'eau.

(2) On donne le nom de *petizo* au cheval de petite taille que nous appelons poney, d'après les anglais.

(3) La china est une métis d'indien et de blanc. J'en ai fait une étude compltée dans les itinéraires de mes mémoires encore inédits.

et le cheval traîne la mère qui nage, ainsi que la *pelota* ou nacelle de cuir. Combien de petits Moïses ont ainsi traversé des rivières tout aussi redoutables que le Nil ! Voila un campement.

Derrière un tertre, à l'ombre de quelques saules, près d'une source sortant limpide du roc qui la couronne en protégeant ses abords, était le colonel Flores, mollement étendu à terre..... sur son recado (selle du pays) et sur les diverses pièces qui composent ce mobilier du voyageur et du soldat, car ils doivent y trouver à la fois, matelas, couverture, oreiller, etc. Le colonel, obligeant autant que brave, me fit asseoir sur son recado-lit, en me demandant quelle nouvelle je lui aportais. — Mauvaise pour moi, colonel, lui dis-je. — Je m'en suis douté, répondit-il, en voyant votre monture, on a pris vos chevaux ? — Et tous, même ceux du docteur !

Et Flores souriait, en disant : Pauvre docteur, il est si bon !..... Il m'a pansé cinq ou six *muchachos* (1) hier. — Et on nous a enlevé tout, chevaux et manadas cette nuit !

Le sourire persistant de Flores, pendant que je m'appliquais à lui dire ma peine pour nourrir les cent bouches du Pichinango, sans un seul cheval, me mit sur la voie, et je lui dis : C'est donc vous qui avez fait faire cette razzia ? — Oui, dit-il, mais les muchachos font toujours plus qu'on ne leur demande. Ils auront su que vous aviez de bons chevaux et..... — C'est-à-dire qu'ils auront tout enlevé pour choisir à l'aise ! — C'est cela. Quels chevaux voulez-vous que je vous renvoie ? — Mais tous, colonel ! — Ne me demandez pas l'impossible ; j'ai besoin de chevaux. Quant aux manadas, elles seront à cette heure retournées chez vous, sans les chevaux. Dites-moi,

(1) Garçons, mot familier donné par le chef à ses soldats.

el pelo (le manteau) de ceux de selle pour vous, pour le docteur et pour votre frère, je vous les renverrai.

Evidemment, un chef de partisans ne pouvait être plus obligeant, et je me bornai à lui demander, en outre, quelques douzaines de ses chevaux fatigués, en échange de ceux du Pichinango. — Combien en aviez-vous, dit Flores. — Il restait environ cinquante bons chevaux de service, sans compter le rebut. — Tant mieux, dit Flores en riant, bonne prise! Mais je vous donnerai une douzaine de *mancarrones* (chevaux usés) pour le service de l'établissement. Un plus grand nombre vous embarrasserait, parce qu'il faudrait les *accollarar* (1).

L'observation était juste. Seulement Flores ajouta: Vous prendrez mon cheval *Picaso* (pie) pour vous, et, dit-il à l'officier, vous ajouterez l'alezan pour le docteur et le moro (gris noir) pour don Hilarion.

On n'est pas plus aimable, pour un chef militaire, dans une semblable guerre!

Je voulus amener au plutôt les chevaux ainsi offerts, mais Flores me dit non, les chevaux sont éloignés d'ici, vous n'arriveriez pas chez vous avant la nuit, et si mes patrouilles vous rencontraient, elles pourraient croire que vous avez volé mon Picaso..... Restez, vous dormirez ici et à l'aube on vous amènera les chevaux. Et si les blancs nous surprennent cette nuit, vous vous battrez, dit-il en riant; je vous fais mon aide-de-camp! — Oui, lui dis-je, avec mon petizo à deux pattes, je ferai des prouesses, comptez-y.....

Et tous de ricaner sur ma monture qui fut desselée. On allait lâcher la pauvre bête qui tenait à peine debout sur ses trois pattes, la quatrième étant au repos

(1) On appelle *acollarar* attacher le cheval ou le bœuf étranger au terrain, avec la jument ou le bœuf nés sur les lieux, afin qu'ils ne s'enfuient pas à leur propre *querencia*, paccage de coutume.

forcé, vu son inutilité, quand le bon vieux s'écria : Mon petizo ! Que dira mon compère, si je ne le lui ramène pas. A son tour, le bon homme réclama le cheval de sa femme..... Flores, de bonne humeur, lui donna aussi satisfaction, et après avoir pris force maté, on apporta le rôti, autour duquel nous nous rangeâmes, armés de l'innocent couteau qui formait tout le service de table. Et chacun de tailler tout autour du rôti monstre planté en terre sur une bûche énorme de bois qui lui servait de broche (azador). L'estomac ainsi garni de viande, on s'*abreuva* tour-à-tour à la source limpide, et, pour dessert, vint la cigarette. Voila toute la dépense culinaire du soldat d'Amérique au Rio de la Plata, plus le maté (thé du Paraguay).

Evidemment, la plaisanterie de Flores sur ma vertu guerrière était une introduction, et comme l'exorde de la causerie durant le souper et après. La rencontre de la veille en fit tous les frais.

En entendant ces hommes raconter leurs faits et leurs ruses de guerre avec une singulière naïveté d'expression, on ne peut s'empêcher de reconnaître en eux les germes précieux des plus heureuses dispositions de cœur, enfouies sous les nécessités d'une vie à demi sauvage. En tout, on sent vibrer chez eux, à leur insu, la fibre noble du chevalier et l'élévation du vieux caractère espagnol si bien dépeint par cet adage de l'habitant de la Biscaïe : « *Yo soy biscaïno..... y noble.* » Or, il ne faut pas oublier que les fondateurs principaux de Montévideo étaient des Biscayens. Voici quelques traits à l'appui de cette remarque.

L'un avait pris en croupe un ennemi blessé par lui, voyant que c'était un voisin de son père, en lui disant crûment. Qui t'a envoyé sous le fer de ma lance ? L'autre avait délivré un jeune officier tombé sous son cheval blessé et entouré d'ennemis auxquels il ne voulait pas rendre son

épée. En me voyant, disait le narrateur. il s'écria : « A toi je me rendrai, parce que j'ai fait prendre ton parejero (cheval dressé pour la course). Venge-toi ! » — Je m'élançai à terre, dit le premier, je donnai la bride de mon cheval au blessé et j'accompagnai mon prisonnier à pied, car il ne pouvait marcher, moulu qu'il était par la chute. — Il ne s'échappa point. Plus loin, il m'aida à prendre un cheval errant sans cavalier, et voici mon prisonnier. Ce jeune homme, était en effet parmi nous, sans morgue et sans faiblesse. Il racontait comment pour entrer dans une course de chevaux qui devait avoir lieu avant la guerre, il avait fait enlever le cheval de course, parce que le propriétaire avait refusé de le lui vendre. Mais, ajouta-t-il, je le lui aurais rendu après la course, avec le profit, car j'étais sûr de gagner; c'était pour moi une question d'amour-propre. J'avais annoncé que je courrais sur l'*oscuro* (manteau noir) d'un tel..... et je lui en offris un prix excessif. Il refusa de le vendre, je le fis enlever ! — Tant mieux, dit l'autre, puisque cela m'a permis de vous sauver la vie ; quand au cheval, je l'avais dompté et dressé moi-même, pouvais-je le vendre ?

Pour comprendre ces apparentes anomalies, il faut savoir deux choses : l'une, c'est que la rencontre de la veille avait eu lieu entre deux corps de Montévidéens, celui-ci attaché à Oribe, celui-là à Rivera ; l'autre, c'est que les soldats choisissent leur chef et adoptent sa couleur, sans autre raison que parce que c'est celle du chef de leur choix. Enfin, blancs ou rouges étant compatriotes, ils se connaissent à peu près tous et n'ont aucune rancune après la bataille, quoiqu'ils se soient poursuivis ou blessés. Si le poursuivi se défend et succombe, tant pis ! mais s'il se rend, il devient camarade et souvent il prend service dans les rangs du vainqueur.

Telle était, dans ces éléments intimes, cette guerre qui

devait durer si longtemps et amener une ruine si grande ! Mais la cause principale du mal était dans la présence de l'armée argentine sans laquelle, vingt fois, les Orientaux ou Montévidéens auraient conclu la paix entre eux.

Chaque rencontre de cette nature donne lieu à une foule d'épisodes de ce genre, plus ou moins dramatiques, mais toujours empreintes de ce même fond d'esprit chevaleresque, soit qu'ils finissent par un combat singulier à outrance ou par un trait d'humanité.

L'éloquence et la verve des diseurs d'épisodes allait s'éteignant graduellement avec les feux autour desquels nos lits étaient dressés avec les pièces de nos *recados*, sur la terre ; et la nuit passa, belle, paisible, sans sursaut, sur la foi des sentinelles éparses autour du quartier-général.....

Au point du jour, je ramenai triomphalement douze *mancarrones* et trois beaux chevaux au Pichinango, aidé d'un soldat que le colonel Flores me prêta et du bon vieux qui revenait plus heureux que moi, parce qu'il avait retrouvé le cheval de sa femme.

On n'en finirait pas s'il fallait raconter les incidents journaliers de la vie d'aventures que nous faisait, même dans notre solitude, l'état de guerre qui ruinait ainsi le pays. Mais, il faut dire un dernier épisode, le plus horrible de tous, à cause du brigand qui en fut le héros sanguinaire. Il eut lieu au commencement des désordres causés par l'armée d'invasion, et nous le réservons pour le dernier, parce qu'on comprendra combien ceux qui le suivirent durent nous paraître légers !

III. — Le gaücho malo ou un brigand de la Plata.

Dès le commencement de la guerre, alors qu'Oribe, victorieux à l'Arroyo Grande, mettait le pied sur le sol de son pays et que Rivera le lui disputait pied à pied malgré sa défaite, partout on sentait les effets de la marche des armées, même dans les lieux les plus éloignés de leur parcours. Chaque département (1) avait son colonel effectif ou en herbe qui aspirait à le commander, dès qu'Oribe serait assez fort pour le nommer en titre; chaque district avait son capitaine qui aspirait à y être nommé chef de la police; chaque canton avait son officier, aspirant à être lieutenant de police. Telle est la hiérarchie du commandement militaire, dans la campagne. Il donne droit aux bénéfices plus ou moins légitimes de l'emploi, fort peu rétribué par l'Etat, en vertu du budget, et rarement acquitté par le Trésor. Aussi l'extorsion *per fas et nefas* en constitue-t-elle le profit le plus réel, en temps de guerre.

Le chef du département a pour lui la dépouille des animaux tués, dit-on, pour la force armée. La règle veut que 40 soldats consomment une tête de gros bétail par jour, mais ils en prennent plus souvent deux qu'une, pour compenser les jours de jeûne forcé, imposés par une marche extraordinaire ou autres causes. Puis, si l'on campe sur le terrain d'un adversaire politique, et c'est le plus souvent, oh! alors, on n'a plus à compter...... On tue tout ce qui est tuable, on en mange ce qu'on peut, le

(1) Réunion de districts et de cantons.

reste de la viande se perd, mais les peaux sont séchées, le suif mis en sac et le crin aussi, car les *muchachos* ont la permission de tuer les *potros* (1) qu'ils ne gardent pas pour les dompter, ainsi que les juments, afin de se faire des bottes avec le cuir de leurs jambes, auquel ils donnent la forme en se l'appliquant tant qu'il est frais, après l'avoir assoupli par un frottement continu. Chaque paire de bottes coûte la vie à une jument, dont le cadavre sert de pâture aux oiseaux de proie!

On comprend que, de ce train-là, chaque patrouille peut causer autant de mal au pays qu'une manga (2) de sauterelles... Or, il y a plus de partis isolés en temps de guerre, que de nuages de sauterelles, aux rares époques de leur apparition !

Au dessous de cette hiérarchie militaire est la hiérarchie civile des Alcaldes dans les départements et les districts, et des *tenientes* Alcalde dans le canton. Au chef-lieu du département, l'Alcalde est ordinairement un apprenti de notaire ou d'avocat qui, désespérant d'acquérir le titre de son patron, dans la capitale, brigue l'honneur de l'*Alcaydia* (la mairie) du chef-lieu d'un département. Quant aux districts et cantons, l'Alcalde ou son lieutenant est ordinairement élu, aux termes de la constitution si belle, mais si souvent violée, parmi les propriétaires les plus aisés et par suite les plus intéressés au maintien de l'ordre; aussi sont-ils, en temps de paix, de vrais boucs d'Israel; mais en temps de guerre, ils ne sont plus que les scribes des chefs militaires, sous peine de devenir leurs victimes.

Dans cette atmosphère délétère du prétendu système de l'autorité (généralement parlant) dans la campagne, il

(1) On sait que le *potro* est un cheval coupé, mais encore indompté, le hongre,

(2) On appelle manga ou manche, trombe, ces vols immenses de sauterelles dont l'intensité arrive parfois à obscurcir le soleil. Où elles s'abattent, elles dévorent toute végétation.

se crée des miasmes bien autrement pestilentiels.... Ce sont des autorités constituées par leur propre volonté, en dehors de la hiérarchie militaire ou civile.

Ces hommes, les *gauchos*, véritables polypes, rongeurs du corps social, sont connus sous le nom générique de *matreros* ou hommes des bois. On les distingue en deux classes : le simple et le *malo*. Le Gaucho simple se contente de vivre isolément, au moyen d'une rapine modérée qui lui permet de se livrer aux délices d'une indépendante fainéantise. Celui-ci est, relativement parlant, un voisin peu incommode. Il reçoit volontiers l'herbe maté ou thé du Paraguay (*la yerba*), et le tabac pour sa consommation. Il appelle cela ses vices, *los vicios*. En échange de ce service, en temps de paix, il viendra vendre à l'estanciero (1) un lazo ou autre agencement de cuir tressé pour l'harnachement du cheval. Ces objets sont préparés par lui, il est vrai, mais avec la peau de vache ou de jument qu'il aura tuées sur le terrain même de l'Estanciero qui les lui achète, sans se plaindre. Aussi ce gaucho est-il un honnête voleur, car il vendra l'objet à peu près pour la valeur du travail...... Or, le travail vaut bien plus, aux yeux du gaucho fainéant, qu'une *triste* peau de jument ou de vache, comme il l'appelle, sans compter, ajoute-t-il naïvement, la peine qu'il a eue pour courir sus, tuer et dépécer la bête.

En temps de guerre, le matrero ou gaucho simple rend des services plus importants à l'Estanciero qu'il a soin d'avertir de l'approche d'une force armée ou de la prochaine apparition, bien autrement redoutable, d'un *gaucho malo*, que nous allons voir apparaître. Dans le premier cas, il dit adieu à l'Estanciero en le remerciant de lui avoir permis de vivre dans les bois de son Estancia, puis, en une

(1) Du mot *Estancia* qui est l'établissement du propriétaire de bestiaux : Estanciero.

nuit, il transporte ses légers pénates à vingt lieues de distance, à la seule fin de ne pas être enrôlé dans la force armée qui toujours fait main basse sur ses pareils, les gauchos, dont on fait des soldats.

On se demandera comment cet homme isolé dans les bois se trouve si bien instruit de la marche des troupes ou des *gauchos malos*; le voici : c'est à la pulperia qu'il recueille ces nouvelles. La pulperia (1) est une détestable épicerie de campagne. Là, surtout le dimanche, se réunissent les oisifs, à plusieurs lieues à la ronde, et on y reçoit les nouvelles du *pago*, c'est-à-dire du district et des cantons voisins.

Si, le matrero a eu vent de la venue d'un *gaucho malo*, il transporte incontinent ses pénates, des bois dans la cuisine de l'Estanciero à qui il demande un travail quelconque et momentané, bien assuré que le *gaucho* malo ne fera pas un long séjour.

On appelle gaucho malo (méchant) cet être singulièrement pervers qui, à la suprême fainéantise du *matrero*, unit l'habitude du brigandage à tous ses points de vue les plus hideux, les plus sanguinaires. Il représente à lui seul tout ce qu'on a pu dire du rodomont, du sicaire et du *bravo*. Il est surtout très-enclin au vol et il l'exploite par la force ou la ruse indifféremment. Seulement il ne se fie pas à ses propres forces et s'entoure de jeunes complices qu'il dirige et façonne, selon ses principes, dans les voies du vol, de l'assassinat et du viol, dans lesquelles il est passé maître.

Peu de jours après la visite de Ximenes qui, plus tard, allait assassiner le respectable M. Hines, dans son Estancia, à 7 ou 8 lieues de Pichinango, tout notre canton fut soudain en émoi. On disait que le gaucho malo Mendoza

(1) Voir le chapitre de l'itinéraire en diligence sur les délices de la Pulperia.

était dans nos bois, et qu'une force d'Oribe allait attaquer le village de Rosario (jadis le Colla) (1), encore occupé par les forces de Rivera.

Situé à 4 lieues du Pichinango, le Rosario était notre seule voie de communication possible avec Montevideo.

Un jour, après midi, un voisin accourt effaré, nous annoncer que Mendoza amenait mon frère Hilarion et notre ami James Le Bas, fils du respectable M. François Le Bas, de Jersey, notre associé dans le Pichinango, et qu'il leur avait enlevé leurs armes. Depuis les premiers troubles, nous ne sortions pas moins de deux ensemble, et bien armés.

Bientôt, on vit poindre sur le sommet d'un coteau, à demi-lieue, un groupe de cavaliers. Le télescope nous fit voir Hilarion et James parmi le groupe.

A cette vue, nous fîmes ouvrir toutes les portes extérieures, mais nos dispositions étaient prises pour que, si Mendoza se portait au moindre excès contr'eux, ni lui ni les siens ne se retirassent sains et saufs, lui surtout!

A notre invitation, ils mirent pied à terre (c'est l'usage) et nous les engageâmes à entrer. Mendoza envoya ses hommes à la cuisine commune et s'avança tranquillement en disant qu'il se fiait à nous, sachant, dit-il, que les (*gringos*) étrangers ne trahissent pas, parce qu'ils sont (*guapos*) courageux. Et moi aussi je suis guapo, reprit-il, en jetant sur nous tous un regard de bête fauve. Seulement,

(1) On donne le nom de Collas aux Indiens de la Bolivie qui viennent, chaque année, munis en apparence d'un sac de drogues médicinales qu'ils débitent à prix élevés. Ils sont souvent pourvus de poudre d'or, qu'ils vont vendre à plusieurs centaines de lieues de distance. Ils vont toujours à pied, et leur probité proverbiale les fait bien recevoir partout; la guerre civile elle même a respecté ces singuliers pérégrinateurs des montagnes des Andes, où ils retournent toujours, comme l'Auvergnat ou le Savoisien, en rapportant au foyer le lucre d'un voyage qu'ils poussent jusqu'à l'embouchure de la Plata, à cinq ou six cents lieues de leurs montagnes.

On suppose qu'un de ces Boliviens, laissé malade et presque mort par ses compagnons, avait établi un petit bac au gué de la rivière de Rosario, avant la fondation du village qui prit le nom de *Colla*.

continua Mendoza, on me dit qu'il y a ici un don Benjamin qu'on dit être à moitié mauvais, je voudrais bien le voir. — Regardez-moi, lui dit Benjamin, et il braqua sur lui son regard le plus calme, mais le plus fixe.

Selon l'habitude de ses pareils, les *gauchos malos,* il regarda en commençant par les pieds, lentement, mais arrivé au niveau du regard de Benjamin qui attendait le sien, le choc magnétique eut lieu et son rayon visuel s'abaissa instantanément devant celui de Benjamin, non sans faire éprouver à celui-ci un éclair de frisson (1).

Mendoza, les yeux bas, dit lentement ces mots : Allons ! il ne paraît pas aussi mauvais qu'on le dit ce don Benjamin...... Mais nous verrons.

C'est fort heureux, lui dis-je, eh bien ! que voulez-vous voir ? Entrez, allez prendre du maté. — Oh ! dit Mendoza, avec un demi-rire satanique : Le Gaucho n'est pas à l'aise, entre des murailles, surtout quand on l'appelle *malo*, mauvais. — Ici, vous n'avez rien à craindre, en-dehors ni en-dedans des murailles, lui dîmes-nous. — Je le sais bien ! reprit-il, en montrant la ceinture d'armes qui entourait son corps, garnie de trois pistolets d'arçon dont un à deux coups et de deux couteaux, l'un poignard, l'autre de chasse. Puis. relevant la tête avec effort (cette sorte de bipède ne sait pas regarder le ciel....), il s'avança gravement, en disant : Allons !

A ce moment son regard terne s'alluma d'un singulier reflet sulfureux et sanguinolent. On sentait qu'il faisait un effort de suprême courage en se confiant à ce qu'il appelait les murailles..... Il s'assit en disant, je n'ai pas mis mon *poncho*, manteau, pour que vous vissiez que je suis bien armé. — Armé ou non, dîmes-nous, c'est très-

(1) Je crois au magnétisme du regard ; une longue expérience m'en a fait comprendre la réalité, aussi bien envers les hommes, que sur les animaux. Je pourrais en citer plus d'un exemple dans ma longue pratique des hommes peu civilisés et de l'élève des animaux.

indifférent pour nous. — Mais cela gêne contre la chaise, dit-il, j'aime mieux la tête de vache (1), et il prit en main le pistolet double en s'asseyant sur le pas de la porte. — Voyez, don Hilarion, dit-il à mon frère, cette arme, qu'en pensez-vous? — Je pense, dit mon frère, qu'elle vous aura coûté cher. — Oh non, dit-il avec ce sourire connu, c'est un gringo qui me l'a donnée. — Alors elle aura coûté cher au gringo ! — Cela peut être...., dit Mendoza, en examinant l'arme (il en avait tué le propriétaire !)

Il passa en revue chacune de ses armes et en fit l'historique à sa façon. Toutes étaient armes de luxe et avaient coûté la vie au propriétaire, sans compter les victimes faites par elles après avoir passé en ses mains et celles qui devaient suivre.

Le maté venu, il s'informa si ses hommes mangeaient ; car, dit-il, ces *muchachos* sont ma vie et je les soigne plus que moi. — Pourquoi ne laissez-vous pas ces enfants dans leurs familles à travailler? — Oh ! dit-il, parce qu'on les prendrait pour le service et ils sont plus heureux avec moi..... Et puis, je les forme..... Ils ne savent pas encore *carnear*, égorger (2)..... L'un est fils de ma commère Fulana, l'autre est le neveu d'un alcade, etc.; ce sont tous fils de famille..... et ça me sert à l'occasion, car lorsqu'un muchacho se présente dans une maison connue ou dans un village, il me rapporte des avis utiles, etc. — Mais cette vie de vagabond ne vous fatigue pas? — C'est la meilleure! Il me faudrait servir un capitaine ou un colonel, tandis que je suis servi comme un général..... J'ai pour logement les bois, pour toit le ciel, pour biens la terre et tout ce que j'y veux prendre.....

(1) Siége habituel dans les cuisines de la campagne où plusieurs ossements de tête de vaches ou de juments entourent le foyer placé au milieu de la cuisine sans cheminée.

(2) Mot à double sens qui signifie faire de la viande, c'est-à-dire tuer un bœuf ou égorger un chrétien.

Nous arrêterons là cette étude du *gaucho malo* peint par ses propres paroles, en attendant que ses faits et gestes deviennent la cruelle confirmation de ce portrait.

Cela ne tardera pas.

Mendoza se leva pour se retirer et dit : Maintenant que me donnez-vous pour avoir conduit ici don Hilarion et don Diego ? Son sourire doucereusement farouche disait bien sa pensée que nous ignorions encore. — Mais nous croirions vous faire injure, lui dîmes-nous, en vous en récompensant..... — Cependant ils avaient de bonnes armes et j'aurai pu les leur prendre ! — Ce qui veut dire les tuer pour avoir leurs armes, car, croyez-vous qu'ils les eussent livrées? — Je leur ai demandé la carabine et ils me l'ont donnée. — Parce qu'ils savaient bien que vous la leur rendriez. — C'est vrai, dit Mendoza, *aujourd'hui* (en appuyant sur ce mot) je n'en ai pas besoin. Mais un peu de yerba maté et du tabac pour les muchachos..... — Ils en ont pour eux et pour vous, c'est notre habitude de pourvoir les voyageurs..... — Alors, c'est vrai que vous êtes bons pour les pauvres, on me l'a dit. — Pour les pauvres ou les riches également, et vous qui n'êtes pas pauvre, puisque vous avez de si belles armes, si vous voulez cette *bayeta* (1), elle vous préservera de l'humidité dans les bois. — J'accepte, dit Mendoza, parce que je suis pauvre en nippes, quoique riche en or. Et il frappait sur sa poche d'où il sortit une poignée de quadruples ou onces d'or. — Que faites-vous de tant d'argent? lui dîmes-nous. — Je l'ai pris à des Basques, ce matin. — Quel mal vous avaient-ils fait? — Aucun, mais je les ai allégés.... Ça pèse et je me propose de m'en débarrasser au plus tôt. Cette nuit j'irai jouer. Au revoir !

On aurait peine à comprendre un tel cynisme de dégra-

(1) Peluche de laine de fabrique anglaise. Elle est très-usitée dans le pays.

dation? Eh bien! on va voir qu'il est à la hauteur de la férocité de cette bête fauve à deux pattes.

Mendoza se retira avec ses muchachos, lui neuvième. Aucun, en effet, n'était plus âgé que lui et il n'avait pas encore vingt-deux ans!

Voici comment avait eu lieu la rencontre de ce brigand.

Hilarion et James Le Bas avaient été arrêtés par un espion de Mendoza qui les connaissait, mais il n'osa pas s'en prendre à deux et les pria de venir voir Mendoza. Celui-ci, caché dans le bois au gué du Pichinango, et entendant le dialogue, monta à cheval et vint vers ces Messieurs, leur demandant poliment d'aller avec eux jusqu'au Cerro, la montagne où est bâti l'édifice principal du Pichinango. Et c'est ainsi que nous eumes sa première visite, évidemment toute d'exploration pour ce bandit qui ne connaissait plus les lieux dont l'aspect avait complètement changé depuis la formation des bergeries, pendant son émigration.

Tout en nous félicitant de ce que la connaissance avec le brigand, déjà fameux quoique jeune, n'eût pas été faite à coup de fusil, nous comprenions que sa visite et surtout son dernier mot : *au revoir* ! nous commandait désormais une vigilance extrême.

On va comprendre qu'il eût bien mieux valu que la connaissance eût été faite à coup de fusil.

Mendoza était parti vers trois heures de chez nous.

A sept heures, on introduit chez Benjamin l'un des deux Basques qui étaient chargés de la coupe des bois dans nos forêts. Ce pauvre garçon était dans un état déplorable, couvert de terre, pâle et consterné. Voici son récit :

« A midi, dit-il, nous étions réunis à dîner. Tout-à-coup neuf hommes apparaissent armés. Ils nous disent que celui de nous qui bougera tombera mort. Huit hom-

mes nous tenaient en joue à douze ou quinze pas de distance. Le neuvième s'avance et nous ordonne de nous coucher le ventre à terre. Alors il demande qui de nous est le chef. Mon associé dit : « C'est moi ! » L'homme le prend par les cheveux, l'accable d'injures et lui coupe la gorge... Ils prennent nos nippes, demandent notre argent et nous le donnons, le couteau sur la gorge... Après il dit que si nous allons avertir Don Benjamin, il nous tuera tous, et que si Don Benjamin fait enlever le cadavre, il ira tuer Don Benjamin lui-même. »

Voilà l'explication de la visite de Mendoza et les leçons qu'il donnait à ses muchachos pour les former. — « Mendoza parti, continuait le Basque, nous nous sauvâmes. Je traversai le Pichinango à la nage et restai dans le bois à sécher mes vêtements, en attendant le moment de venir, et me voici. » — Et cet homme ne vous a pas égorgés tous ! s'écria Benjamin, dans un transport de colère, tant pis ! pour vous apprendre à être lâches ! Comment, six hommes ont eu peur de neuf enfants !... Mais, avec une bûche de bois, vous les eussiez fait courir comme des gamins. — Croyez-vous, patron ? dit le pauvre homme, mais ils étaient tous armés. — Eh bien ! vous le verrez demain. Je veux qu'au point du jour, nous allions retirer le cadavre. — N'en faites rien, patron, pour Dieu ! l'homme vous tuera. Il l'a dit. — C'est précisément parce qu'il l'a dit que je veux vous prouver qu'il ne le fera pas, et j'irai avec vous sans armes. Qu'on prépare des bâtons, et le petit charriot pour apporter le mort ici.

Il fallait cette énergie quelque peu téméraire pour contrebalancer la consternation produite par cet horrible drame parmi nos travailleurs.

Pendant la nuit, les autres bûcherons arrivèrent.

Le lendemain, au point du jour, six hommes accompagnaient le charriot, à pied, armés d'un fort bâton. Ces bra-

ves Basques juraient qu'ils se feraient tuer ce jour-là. C'était la réaction de leur nature forte, et la honte de leur faiblesse de la veille, due certainement à la surprise.

Arrivés au bois, éloigné de deux petites lieues, je fis arrêter la charrette avec trois hommes, et entrai avec les trois autres dans le bois. A la vue du lieu du meurtre, l'un des hommes s'écria : *Le défunt qui remue!* C'était un carnassier quelconque qui, à notre approche, s'échappait de dessous le cuir de vache dont le cadavre était couvert. Mais l'exclamation n'en produisit pas moins une sorte d'hilarité, si l'on peut appeler ainsi l'effet de l'antithèse du mouvement prêté à la mort !

Le cadavre enlevé par les trois hommes, je les suivais en portant leurs bâtons pour assurer les derrières.

Nous marchâmes ainsi plus d'un kilomètre. J'avoue qu'il me parut long ! mais je veillais à tous les vents, au travers du bois. J'avais recommandé le silence, excepté au cas où l'on verrait quelqu'un. Heureusement la marche fut silencieuse, et le bruissement seul des feuilles et des branchages escortait le convoi funèbre du pauvre enfant des Pyrénées dans les bois vierges du Pichinango.

De retour au Cerro, le docteur Vavasseur fit avec soin l'inspection du cadavre, pour en dresser procès-verbal. Indépendamment de la gorge ouverte, il était transpercé de part en part à la région du cœur, ce qui était la manière de *carnear* enseignée par Mendoza à ses *muchachos* ! ! Le cadavre fut mis dans une caisse et exposé jusqu'à midi, en plein air. Tous les employés du Pichinango voulurent le voir.

Voilà, leur dîmes-nous, ce que nous avons à attendre de Mendoza, tous sans exception ; que ceux qui ont peur s'éloignent d'ici, pendant qu'il en est temps encore.

Nul ne répondit à cette provocation.

La moitié de nos hommes restèrent dans la maison, sous

les ordres d'Hilarion, pour faire bonne garde, pendant que l'autre moitié, le docteur Vavasseur et Benjamin en tête, accompagnaient le cadavre jusqu'à la fosse. Là, tous à genoux, Benjamin récita les dernières prières que l'Église consacre, dans notre belle et consolante lithurgie, à la douce espérance d'une meilleure vie dans le sein de Dieu. Puis il profita de l'émotion visible de tous ces braves travailleurs pour leur dire : « Mes amis, songez bien qu'on « ne meurt qu'une fois! L'homme qui vit bien, n'a pas peur « de la mort; seulement le plus tard, c'est le mieux. Aussi, « ce pauvre homme est mort tôt, parce qu'il n'a pas su « défendre sa vie. Or, sachez qu'un honnête homme résolu « à se défendre, dans une attaque injuste, ne doit pas « craindre six coquins. Sous l'égide de la croîx que nous « allons planter sur sa tombe, encore un *de profundis* pour « la pauvre victime qui veillera sur nous tous, du haut du « ciel que lui a ouvert son martyre. »

Puis, on ensevelit le cadavre, et la journée s'acheva dans les mélancoliques causeries que tout le monde comprend, de la part d'un groupe d'hommes isolés de tout secours, et n'ayant à compter que sur la protection de Dieu qui, seul, peut donner force et courage, en de pareilles circonstances.

Le procès-verbal du docteur Vavasseur, rédigé par lui dans les formes, fut signé par tous ceux qui pouvaient écrire et envoyé par la première occasion sûre, au consulat de France à Montevideo. Il devra s'y trouver, enregistré, avec ceux de tant d'autres victimes de cette fatale époque.

Le moral de nos hommes ainsi soutenu, autant que le permettait la situation, nous eûmes, dès le lendemain, avis des menaces de Mendoza, pour avoir, disait-il, osé enlever le cadavre auquel il avait ordonné de ne pas toucher.

Ces avis multipliés chaque jour nous tenaient dans une grande anxiété pour ceux de nos hommes qui sortaient

journellement pour les travaux de la ferme, et pour la garde, à pied, des troupeaux mérinos et des métis les plus fins, concentrés autour de l'édifice principal. Le brave berger Flon, qui ne quittait pas plus ses mérinos que ses propres chiens, emportait aux champs son flageolet, comme si de rien n'était; seulement il y ajoutait une carabine en bandoulière, et il l'appelait sa flûte. Voltigeur de l'armée d'Afrique, il était *fait* (disait-il) *au Bédouin*, et il partait chaque matin, en disant : « Qu'il vienne, votre Men-« doza, pas de danger! Je lui défends bien de m'ap-« procher de plus de cinquante pas.......... » Nous avions pour lui moins d'inquiétude que pour d'autres moins expérimentés. Aussi les autres bergers à pied avaient ordre de se tenir à la vue de Flon. Par précaution, nous tenions plusieurs chevaux sellés du matin au soir, pour porter secours aux bergers à pied et aux fermiers, en cas de surprise. Flon portait en outre une petite oriflamme blanche pour signaler l'apparition de gens suspects à notre propre vigie du *Cerro*.

Quant aux pasteurs à cheval de nos diverses colonies, les plus éloignés, qui étaient aussi les plus expérimentés, avaient ordre de se replier, en cas de danger, vers les colonies les plus proches et, en définitive, de se replier tous ensemble chez nous.

Un jour, pour éprouver leur discipline, nous donnâmes le signal d'alarme et, bien que les plus éloignés fussent à une lieue et demie, ils ne mirent pas une demi-heure pour se rendre à l'habitation principale.

Quatre jours avaient passé depuis l'enterrement du pauvre bûcheron.

A la fin du souper, vers neuf heures de la nuit, on nous annonça que Mendoza, arrivé à la cuisine commune, demandait à parler à Don Benjamin, en particulier.

A cette annonce, je fis éteindre les lumières, moins une,

ouvrir la porte de la salle à manger à deux battants (elle donnait sur la cour principale), et je passai dans ma chambre, pour prendre mes armes, en ordonnant de faire entrer Mendoza.

Un hôte était à table, homme d'âge et connaissant bien la campagne. Il déclara que ce serait une grande imprudence que l'un de nous sortît à l'appel de ce brigand. Maître de l'un de vous, dit-il, il serait maître de tous, et le moindre mal qu'il pourrait faire serait de saccager la maison, etc.

L'avis était juste.

Le domestique porteur de parole revint, disant que Mendoza ne voulait pas entrer, parce qu'il ne pouvait communiquer qu'à Don Benjamin ce qu'il avait à dire.

— Raison de plus, dit notre hôte ; et je fis dire à Mendoza qu'il vînt au pignon nord de la maison, et qu'il me trouverait à la fenêtre, où il pourrait me dire ses secrets en toute sûreté.

En effet, il y vint, et fit de vains efforts pour m'engager à sortir, disant que ce qu'il avait à dire était si important, qu'il ne pouvait parler qu'à l'oreille.

Le dialogue fut long, mais les interlocuteurs invisibles l'un pour l'autre. Au son de voix, je comprenais que Mendoza se tenait sur un côté, à neuf ou dix pas de distance, et la grande obscurité d'un temps pluvieux ne me permettait pas de le voir.

D'autre part, sans lumière dans la pièce, j'étais d'autant moins visible pour Mendoza, qu'il se tenait le plus souvent sur le côté de la fenêtre ouverte.

En l'état, nous aurions passé la nuit entière sans nous apercevoir l'un l'autre.

Mendoza, irrité de la déconvenue, se retira enfin, en criant que celui de nous qui s'éloignerait à deux cents pas de la maison serait égorgé par lui.

Il faudra que ce soit de jour, lui dis-je, et je te répète que de jour tu peux venir quand il te plaira. Bonne nuit !

Il était évident que notre hôte avait donné un conseil d'ami.

Cependant Mendoza avait fait dire par ses muchachos à nos hommes réunis dans la cuisine commune, qu'il leur défendait de travailler, et que eux et nous serions tous égorgés par lui. Nous ne doutions plus qu'il cherchait à nous isoler de nos travailleurs, pour avoir l'occasion d'une surprise qui nous livrerait à lui sans défense.

Déjà nous n'avions plus que des étrangers à notre service, à l'exception de quelques enfants de 12 à 15 ans du pays. Dans ce moment, nous comptions sept nationalités distinctes, y compris un Polonais, des Italiens, des Allemands, des Anglais, un Bolivien, etc.; mais les plus nombreux étaient ces bons et loyaux enfants des Pyrénées, dont le travail robuste aurait fait progresser si rapidement la prospérité du pays, sans cette guerre abominable.

Les menaces de Mendoza ne furent pas sans effet sur cet assemblage de langues diverses, parmi lesquelles il était difficile de soutenir l'esprit d'unité si nécessaire dans cette tour de Babel.

Craignant les effets de la contagion de la peur, nous résolûmes de faire une démonstration qui en imposât au brigand Mendoza, qui s'était décidément installé dans nos bois, au confluent du Rosario et du Pichinango, au lieu où les deux forêts de chaque rivière formaient un massif peu pénétrable, sur un triangle de plus de deux lieues de côtes.

Depuis que les *péons*, ou travailleurs du pays, qui sont tous cavaliers, nous avaient été enlevés par la guerre, force était de soigner nous-mêmes, tous étrangers, nos bêtes à cornes de notre mieux. A force de vouloir, nous avions

maintenu ce bétail dans l'habitude du Rodeo (1), et deux fois par semaine, nos trois mille têtes de bétail venaient passer quelques heures à notre vue. On choisissait le bœuf pour la consommation, puis la foule des bêtes s'écoulait lentement dès que cavaliers et chiens se retiraient du Rodeo.

Il fut donc arrêté que nous ferions un rodeo complet, c'est-à-dire que nous suivrions rigoureusement la lisière des bois sur les deux rivières, jusqu'à nous rencontrer tous ensemble au point central, là même où Mendoza avait établi son quartier-général.

Avant le jour suivant, nous étions à cheval, en trois corps de cinq hommes... plus un éclaireur, l'un des jeunes garçons indigènes. Les trois chefs étaient M. Jean Fielberg, anglais de bonne mine, et expert dans les travaux des champs qui se font à cheval : il commandait l'aîle droite ; Hilarion l'aîle gauche, la plus périlleuse, parce qu'elle avait à s'éloigner davantage et parcourir la plus longue lisière de forêt ; au centre était Benjamin, qui devait, le moins possible, perdre de vue et les deux aîles et les signaux qui pourraient éventuellement être faits de l'habitation principale, où le cher docteur Vavasseur était resté, chargé des invalides, malades ou bouches inutiles, mais sous la garde du brave berger Flon et de ses aides, tous Basques robustes.

Les plus minutieuses recommandations achevées sur tous les mouvements propres à assurer la marche, à l'aube les trois groupes partirent ensemble du Cerro. Le plus ou moins de rapidité dans la marche de chacun d'eux était calculée de manière à ce que tous se rencontrassent, une

(1) On appelle Rodeo un lieu choisi de préférence sur une pente très-douce, et sur lequel on réunit le gros bétail de tous les points du champ dans chaque propriété. On l'y amène à grands cris des cavaliers et aux aboiements des chiens dressés à cet exercice. Là ont lieu les divers travaux si pittoresques pour la marque au feu, la castration, etc.

heure après le départ, au point de réunion convenu. Ainsi fut fait.

Si les enfants, ou éclaireurs, formaient l'avant-garde, les trois chefs étaient à l'arrière-garde pour préserver chaque corps d'une surprise. Ils étaient armés d'un fusil double en bandoulière, deux pistolets et une forte cravache. Les hommes avaient sabres et pistolets, plus un lancier ou piqueur dans chaque groupe.

Au lieu du rendez-vous, les enfants retournèrent en poussant longitudinalement le bétail dans la direction du Rodeo, aidés des meilleurs chiens, qui, dans ce cas, opèrent avec un remarquable instinct la conduite des bestiaux.

Là, tous les hommes se formèrent en demi-cercle, la tête des chevaux faisant face au bois.

Deux à deux, on passait derrière et en dedans du croissant pour rétablir la selle du pays (recado) et serrer l'unique ceinture du cheval, qui en a toujours besoin après une course forcée sur le bétail (1).

On comprend toute la vigilance qu'exigeait cette opération faite à quelque cent mètres de la lisière du bois, d'où Mendoza pouvait s'élancer avec ses muchachos, tous mieux montés et bien meilleurs cavaliers que nous. Par surcroît de précautions, les trois chefs, pourvus d'armes à longue portée, étaient à pied, au centre, et en avant des chevaux.

L'opération finie, nous avançâmes sur une seule ligne, et espacés de manière à ce qu'on pût nous compter, jusqu'à l'endroit où le bois permettrait de marcher à cheval.

Rien ne bougea dans le bois, aussi loin que la vue pouvait atteindre, mais la démonstration était faite pour les

(1) Chaque rodeo est comme une course au clocher. Ni ravin, ni crevasse, ni chardons touffus, rien ne doit arrêter la course à travers champ.

matreros qui pouvaient y être restés cois dans les épais fourrés, d'où ils voyaient sans être vus. Nous trouvâmes divers sentiers tracés de fraîche date, et un foyer éteint. Il était évident que le bois était habité, car du plus loin que nous y pénétrâmes, on apercevait encore plus avant des branchages fraîchement coupés, comme pour en former une hutte.

Nous en avions imposé à Mendoza, car, fût-il absent ce jour là, les traces de nos chevaux parleraient assez éloquemment à sa perspicacité, pour lui faire comprendre que nous avions répondu à sa déclaration de guerre ; mais il ne fallait pas nous arrêter à cette démonstration sans résultat pratique.

Le rodeo achevé, nous chargeâmes un homme sûr et résolu d'aller chercher Mendoza, et de lui dire que Don Benjamin voulait lui parler de jour et face à face, puisque lui Mendoza n'avait pas voulu lui parler de nuit. Nous ajoutâmes que son propre intérêt l'obligeait à ne point tarder à venir au Cerro.

Notre envoyé n'eut pas de peine à rencontrer Mendoza ; il le trouva à quelques centaines de pas plus loin que le lieu où nos chevaux n'avaient pu pénétrer plus avant. Il demanda pourquoi nous étions venus si nombreux et si bien armés ? — C'est l'usage, lui dit notre homme, depuis le commencement de la guerre. Bref, Mendoza promit de venir ce jour même à quatre heures, en ajoutant que si on voulait le prendre, il se défendrait. — Vous n'avez rien à craindre de ces messieurs, dit notre envoyé, tant que vous ne leur ferez aucun mal.

A quatre heures précises, Mendoza arrivait au Cerro avec ses muchachos. Nous étions préparés à le recevoir selon qu'il viendrait en ami ou ennemi.

Arrivé à la cuisine commune, il fit mettre pied à terre à ses hommes, ce qui était une marque de confiance, et

ceux-ci trouvèrent un rôti et le maté qui les attendaient, mais personne à qui parler.....

Benjamin seul, sans armes, sur le seuil de l'arcade qui unit les deux corps de logis du Pichinango, invita Mendoza à venir lui parler.

Sans hésiter, il franchit à pied les 50 mètres de distance et dit : « Me voici, » d'un ton fort résolu.

Eh bien, dit Benjamin, nous sommes seuls ici, dites-moi ce que vous vouliez me dire la nuit où vous êtes venu.

Sans répondre à la question, il dit qu'il s'était retiré furieux, parce qu'on n'avait pas eu confiance en lui. — Ici, nous avons confiance en tous et en personne....., c'est selon! Mais notre maison est ouverte, de jour et de nuit, à tous ceux qui veulent y entrer, et vous ne l'avez pas voulu; c'est donc vous qui n'aviez pas confiance. Du reste, il faut en finir de cette situation et nous sommes bien décidés à la paix comme à la guerre, choisissez. — Je veux la paix avec vous, dit Mendoza, évidemment rassuré. — A quelle condition? — Vous me donnérez deux onces d'or que j'ai perdues au jeu sur parole, et c'est sacré, et je promets de veiller sur votre établissement; on ne vous tuera pas une vache sans ma permission, et lorsque j'en tuerai pour manger, je prendrai soin des cuirs et vous ne les perdrez pas. Enfin, lorsque les muchachos auront besoin de maté, ils en viendront prendre ici. — Vous demandez deux quadruples, je vous en donnerai quatre; mais à une condition, c'est que je vous rends responsable de la vie de mes hommes. Si un seul d'entre eux reçoit une égratignure, c'est à vous que je m'en prendrai. Nous sommes ici vingt hommes, et il faudra que vous nous tuiez tous, parce que jusqu'au dernier, il vous poursuivra avec ce fusil que voilà, pour vous tuer. Et Benjamin montra son fusil de chasse à quelques pas derrière lui. — Bravo!

fit Mendoza, j'aime les (guapos) braves, et j'accepte, parce qu'il ne faudrait pas vingt coups de ce fusil pour me tuer ; les (gringos) étrangers savent viser juste.

Ainsi finit cette scène dramatique, surtout dans les coulisses, car si Mendoza avait attenté à la vie de Benjamin, à un signal convenu, il serait tombé sous six balles à la fois, quoique armé lui-même d'une carabine de plus qu'à sa dernière visite.

Eh bien ! cet homme, tel qu'on le connaît, tint à sa parole.

Et depuis lors nos hommes purent vaquer à tous leurs travaux. Bien plus, lorsque nous avions à envoyer au loin, Mendoza, averti, faisait suivre notre envoyé pour veiller sur lui.

Et voilà comment les malheurs de cette terrible époque obligeaient les honnêtes gens à pactiser avec les brigands, plus puissants dans le district où ils se fixaient que le chef même du département.

Pendant que ces épisodes nous tenaient dans une continuelle anxiété, M. James Le Bas, fils de notre associé, allait nous quitter pour se rendre à Montévideo. Bon, obligeant et excellent camarade, James Le Bas avait acquis, malgré ses bonnes qualités ou plutôt à cause d'elles, l'antipathie d'un autre coquin, fils, pourtant, d'un honnête voisin du Pichinango. Un jour qu'il était allé aux champs avec M. de la Vallette, jeune français de bonne famille, à nous recommandé par M. Pichon, consul général de France à Montévideo, ils furent poursuivis par deux *matreros* de la bande dirigée par le fils de notre bon voisin, et essuyèrent plusieurs coups de feu, heureusement sans en être atteint. Seulement, James Le Bas eut son *poncho* traversé de sept morceaux de balles coupées dont ces hommes chargent une arme à large bouche qui leur

est familière. On l'appelle « Naranjera (1) » et elle est renouvelée de celle des bandits de la Calabre.

Cette attaque directe, jusqu'en vue de la maison, où les brigands cessèrent la poursuite, nous engagea à faire partir James Le Bas, accompagné par Hilarion Poucel et M. de la Valette, avec deux domestiques.

Arrivés près du port, ils eurent le malheur de tomber dans un parti nombreux où se trouvait l'ennemi de James Le Bas. Cet homme, jugeant l'occasion favorable, accablait James Le Bas d'injures et le menaçait de mort, sans doute pour se venger de certaines peccadilles de vol que James Le Bas lui avait pardonnées..... Hilarion Poucel, renommé dans le quartier pour n'avoir guère peur, s'avance entre Le Bas et son agresseur, prend celui-ci par la barbe et dit : « Un garçon (*guapo*) de courage comme toi, ne voudra pas faire un acte de lâche, n'est-ce pas ? » Le ton et et le regard moitié câlin et moitié sérieux d'Hilarion en imposérent à cet homme qui dit à James Le Bas : « Rendez grâce à don Hilarion ! mais la valise, je la veux..... » On lui lâcha la proie convoitée et nos voyageurs purent être conduits au chef du groupe qui les laissa passer. Et James Le Bas put s'embarquer pour Montévideo (2).

Au retour de ce drame, Hilarion et M. de la Valette, pensant qu'ils n'atteindraient pas le Pichinango avant la nuit, aimèrent mieux s'arrêter près du village, chez notre voisin (à 3 lieues) M. Wilson, honorable vieillard anglais. Là, un autre drame les attendait. Arrivés à la maison Wilson, ils la trouvent cernée par Mendoza et ses hommes. — Que venez-vous faire ici, dit Mendoza ? — Visiter

(1) Orangère, c'est-à-dire que la bouche a le diamètre d'une orange.

(2) On peut croire que c'est dans ce dernier accident si terrible, que le pauvre James Le Bas a contracté la maladie au cœur dont il est mort quelques années après, à la fleur de son âge. Les orphelins qu'il a laissés n'ont-ils pas un juste droit à être indemnisés !

M. Wilson. — On n'entre pas, dit Mendoza résolûment ; ce vieil entêté ne veut pas me donner ses armes, je vous demande un peu à quoi elles lui serviront ! — Je vais lui dire qu'il les donne, dit Hilarion, à la condition que vous laisserez cette famille en paix. — Allez ! dit Mendoza.

M. Wilson assura qu'il avait tout donné, armes et provisions, excepté un pistolet, mais qu'il le donnerait si Mendoza voulait se retirer. Le traité fait, Hilarion voulut entrer dans la maison avec M. de la Valette, mais Mendoza leur dit : « Si vous entrez, je romps le pacte..... »

C'était péremptoire, et pour ne pas exposer la famille Wilson à une visite du bandit, ces messieurs se retirèrent sur la parole répétée qu'il n'inquiéterait pas la famille Wilson. A peine ces messieurs étaient partis qu'ils entendirent un coup de feu..... Mais comme il n'y eut pas de riposte, ils ne craignirent rien pour la famille Wilson. Bientôt nous apprîmes qu'un jeune charpentier américain (des Etats-Unis) avait été égorgé par Mendoza C'était le même qui avait dirigé les travaux de menuiserie dans la construction du Pichinango. Garçon laborieux et honnête, d'un caractère très-doux, ce pauvre jeune homme allait entrer chez M. Wilson, lorsqu'il fut pris par Mendoza et assassiné sur-le-champ. A cette vue, le vieux Wilson indigné tira son pistolet contre Mendoza, du haut de sa maison, mais Mendoza se retira après ce crime.

Au milieu de cette vie pleine d'alarmes et de dégoût, sans compter les incidents journaliers de partis allant et venant, de malades ou blessés entrant au Pichinango ou en sortant guéris, etc., on comprend combien notre existence était malheureuse !

Pendant huit mois, privés de toute communication avec Buenos-Ayres ou Montévideo, et nos provisions de bouche épuisées. nous avions vécu de viande et de maïs cuit dans le lait. Notre garde-robe vidée par les mille secours à tout

venant, nous étions très-peu vêtus et litteralement sans chaussures. Mais le brave berger Flon y pourvoyait au moyen de sabots qu'il fabriquait pour tous. Nous avions usé les ressources de M. Médina, un marchand établi à quelques lieues du Pichinango. Il était très-heureux de nous donner à crédit ses marchandises qui s'en allaient, chez lui, en emprunts forcés et en dons faits aux partis qui parcouraient la campagne. En outre, il avait déposé chez nous toutes ses étoffes ou marchandises de prix, les considérant plus en sûreté que chez lui-même.

C'est aprés dix-huit mois de ces souffrances que, tout censidéré, il fut résolu que Benjamin irait à Montévideo, avec la laine de nos troupeaux, pour se faire des ressources qui permissent de fournir aux sacrifices qu'exigeait la conservation du Pichinango. Or, l'existence de notre établissement sain et sauf dans sa richesse principale, les bestiaux, était un phénomène, au milieu des ruines qui couvraient le pays. Ce fait connu, excitait bien des envies surtout contre nous étrangers. D'autre part, plus la guerre durait et plus la destruction du gros bétail augmentait dans la campagne. Il était à craindre que, selon les vieilles coutumes, après avoir détruit ou enlevé les vaches des ennemis, on s'adressât, sans façon, à celles des amis ou indifféremment à celles des étrangers.

Dans cette prévision que les faits ont si bien justifiée, j'étais résolu à m'adresser à l'amiral Lainé, chef de la station navale française, chargé du blocus de Buenos-Ayres, pour lui offrir de fournir la viande à l'escadre. Il est évident que je pouvais le faire avec un grand avantage pour la marine, en raison du prix élevé qu'elle payait aux fournisseurs d'Oribe, seuls autorisés par lui pour vendre aux escrdres. Je partis donc pour Montevideo.

Mon plan était simple : Dégager le gros bétail du Pichinango des bêtes propres à la boucherie et n'avoir à donner

des soins qu'aux plus jeunes et aux troupeaux de brebis, moins exposés que le gros bétail aux aspirations de la rapine qui grandissait à vue d'œil.

A cette ouverture, l'amiral me dit : — Il faut vendre votre gros bétail et vous en rachetterez à la paix. — Les seuls acheteurs sont les soldats d'Oribe, et il n'est guère bon de s'y fier, lui dis-je. En outre, un décret d'Oribe a défendu de marquer au feu les jeunes animaux, de sorte que la propriété est sans garantie. Une seule voie nous est ouverte, c'est de fournir la viande aux escadres et écouler ainsi, peu à peu, notre gros bétail. Nous pourrons la vendre à un prix bien moindre que celui que paient les escadres, notre bétail pouvant être conduit par des enfants, tant il est doux, et nos bœufs arriveront en meilleur état que les bœufs rétifs et sauvages qui sont conduits par les soldats, à force d'hommes et de chevaux et à marches forcées, etc. — Nos escadres ne peuvent se pourvoir qu'au campement d'Oribe, dit l'amiral, allez-y et voyez si vous obtenez la permission de fournir la viande à mon escadre après vous être entendu avec M. le commissaire.

Les commissaires de l'escadre française accueillirent mon offre avec satisfaction, à cause du prix relativement bas auquel j'offrais le bétail du Pichinango.

J'allai donc aû campement d'Oribe avec les embarcations de guerre françaises et muni d'une permission spéciale de l'amiral.

Là, mes ouvertures furent peu goûtées, par la raison très-simple que d'autres profitaient du haut prix auquel on y vendait la viande. J'insistai pour voir Oribe et l'assurer que je ne voulais fournir à l'escadre que le bétail du Pichinango, mon contrat étant formellement limité à ce bétail. On s'arrangea de façon à ce que je ne pusse voir Oribe ; même on dit qu'il était trop irrité contre les étrangers en arme dans Montevideo pour qu'il écoutât mes

ouvertures. J'insistai, malgré tout, pour parler à Oribe, espérant obtenir de lui ce que ses amis me refusaient. Mais on annonça pour le lendemain une grande sortie de la garnison, et, tout considéré, je retournai avec les embarcations de l'escadre française, sans avoir rien obtenu. A la veille d'un combat, le moment n'était pas favorable.

Soit que les ridicules accusations de connivence entre le Pichinango et les amiraux eussent déjà été lancées à cette époque, soit qu'elles aient pris naissance dans cette démarche même, j'eus lieu de croire que ma présence au campement n'était pas vue de bon œil. Des amis, même de longue date, avaient l'air de craindre de se trouver avec moi tête à tête. Mais j'attribuais ces allures au régime de terreur dont les effets étaient visibles chez tous. Entre eux même, les partisans d'Oribe usaient d'une réserve extrême, et l'un d'eux alla jusqu'à dire, à voix très-basse, que par moments nul ne se jugeait en sûreté. . . . .

Du reste, pour expliquer le grand nombre des familles sorties de la ville pour vivre près du campement des assiégeants, il suffit de dire que dans ces pays l'empire des factions est assez puissant pour entraîner la ruine et même le sacrifice volontaire de la fortune particulière, dans les collisions des partis. On y appelle cela la force de l'opinion ou le *prestijio*, espèce d'hydre à laquelle on sacrifie tous les biens de la fortune, de la famille, de l'avenir au succès du général A contre le général B. Chacun de ces héros, qui figureraient avec succès dans nos mélodrames, sont connus sous le nom générique de *caudillo*, c'est-à-dire chef des partisans. Ces partisans ont été assez simples ou assez rusés pour donner à la cause qu'ils adoptaient le nom si mal placé de PATRIE ! Ainsi, pour ne parler que de la République orientale de l'Uruguay, dont Montévideo est la capitale, elle comptait déjà une demi-douzaine de

patries..... depuis quarante ans qu'ont commencé les premières velléités d'indépendance :

La patrie d'Artigas de 1810 à 1820;
La patrie de Rondeau de 1820 à 1830;
La patrie de Rivera et Lavalleja de 1830 à 1835;
La patrie de Rivera et Oribe de 1835 à 1845;

Mais cette dernière, qui s'est prolongée pour Oribe jusqu'à 1851, était compliquée de l'élément étranger qui protégeait Montévideo contre les aspirations de Rosas, protecteur d'Oribe. C'est là l'histoire des noms propres qui ont pu entraîner le plus de niais ou de victimes à leur suite.

Après quelques arrangements financiers qui permettaient aux bergeries mérinos-naz du Pichinango de poursuivre une marche prospère, en dépit des malheurs généraux de la guerre, je quittai Montévideo, bien résolu à n'y plus revenir jusqu'à la paix. Mais je n'avais pas compté avec la prison de Durazno......

De retour au Pichinango, à la fin de 1844, j'appris que le brigand Mendoza, gagné par Oribe, avait été appelé au campement où il devait rester désormais, avec le grade de lieutenant. Aussi notre district était-il tranquille, et nous pouvions parcourir nos bois en sûreté.

Le premier semestre de 1845 s'écoula pour nous dans un état relativement paisible. A part des incidents passagers, nous vivions, pour ainsi dire, dans une constante sécurité, grâce à la vigueur que déployait le colonel Montoro, chef du département, contre les malfaiteurs isolés. Ainsi il avait fait fusiller sur la place publique de la Colonia le malfaiteur Ximenes et son complice dans l'assassinat du digne et regrettable M. Hines, résident anglais. Cette fermeté peu usitée en faveur de l'ordre public, en temps de guerre civile, où chaque brigand peut trouver un pro-

tecteur, avait inspiré une salutaire crainte aux malfaiteurs.

Dans notre difficile situation, nous nous félicitions de voir passer ainsi les heures, les jours, les mois, sans malencontre pour nous, alors que les ruines de la guerre, semées partout, jonchaient la campagne de destructions et de misères. Le Pichinango était devenu l'une des rares oasis d'ordre et de prospérité que l'on pouvait compter, à peine par unité, dans chaque département. Quelques-uns même n'avaient plus un seul établissement dans son état normal.

Après sept ans de travaux inouïs pour *faire tout* dans un pays où *rien n'est fait*, les bergeries mérinos-naz du Pichinango étaient en pleine voie de progrès malgré la guerre (1).

En Europe, où tout est fait et où rien de neuf n'est à faire, au moins dans l'élève des bestiaux, où les bras abondent, où la science vient partout en aide à l'industrie, où la sécurité des personnes et de la propriété a passé de la théorie écrite à la réalité pratique, où le résultat peut être calculé d'avance sur la quotité des ressources dont on peut disposer, etc., etc., on ne peut apprécier la juste satisfaction d'un succès tel que celui du Pichinango, au point de vue matériel de la quantité et de la qualité des bestiaux. Au point de vue purement industriel, le Pichinango avait résolu, dans l'élève du mérinos, le problème de la grande et de la petite famille qui, depuis un tiers de siècle, était à l'état de dispute en Europe (2).

(1) Quant à l'influence moralisatrice que cet établissement a pu exercer, il ne nous appartient pas d'en parler, mais il nous est permis d'en appeler à la presse locale de tous les partis et notamment aux adieux si chaleureux publiés, après le départ du fondateur des Bergeries du Pichinango, dans le journal *la Republica,* du 31 juillet 1859, à Montévidéo, sous ce titre. *A los treinta anos.*

(2) C'est ce que démontre le 3e compte-rendu depuis la fondation des bergeries du Pichinango, qui servira plus tard à la publication technique que nous ferons pour la satisfaction des maîtres dans l'élève de la brebis.

Le second semestre de 1845 commençait, gros des événements qui devaient naître du résultat des négociations entamées par les ministres de l'intervention à Buenos-Ayres. MM. le baron Deffaudis pour la France et William Gore Ouseley pour l'Angleterre. On a vu au chapitre premier qu'avec ces négociations ont fini les succès de notre vie industrielle, pour faire place à la longue série de nos souffrances dont le récit va commencer.

CHAPITRE SIXIÈME.

ÉPISODES HISTORIQUES CONCERNANT LES OTAGES.

I. — Les Bergeries du Pichinango.

Avant de raconter les souffrances des Otages français de Durazno, qu'il me soit permis de dire par quels liens je m'étais trouvé attaché à ces malheureux évènements.

Après un premier séjour au Rio de la Plata, revenu en France en 1836, j'avais exposé à quelques amis à Paris, les bons résultats que promettait l'élève du Mérinos, dans la vaste et déserte prairie du Rio de la Plata. Sur mes indications mes amis entreprirent l'affaire sur une échelle moindre que celle que j'avais proposée ; mais en envoyant cependant six cents brebis et béliers de race Mérinos. Je ne pus résister à leurs vives instances de prendre la direction de cette entreprise, et en 1838 je retournai au Rio de la Plata, accompagnant le second navire chargé des mérinos de notre société. A mon arrivée, les rives de Buenos-Ayres se trouvant bloquées par l'escadre française, force me fut de débarquer mes moutons à Montevideo. Là, je formai avec MM. Le Bas, père et fils (de Jersey), une association sur la belle propriété qu'ils possédaient, connue sous le nom de *Rincon du Pichinango*, avec la dénomination de *Bergeries Mérinos, Naz du Pichinango* ; la société de Poucel Junior et Cie, formée par moi à Paris le 28 mai

1838, avec mes amis MM. le Dr Vavasseur et Ch. Christofle, fut la souche de cette association anonyme (1).

Les bergeries du Pichinango sont situées dans la république Orientale de l'Uruguay, à 30 lieues de Montévidéo, vers l'ouest et à 15 lieues à l'est du port de Colonia, voisin de l'embouchure de l'Uruguay, dans le Rio de la Plata.

Les terres dont la société était propriétaire, ont plus de douze lieues (de 4 kilomètres chacune) de contour. Elles sont limitées par les rivières *Rosario et Pichinango*, qui forment, par leur confluent, les fonds du terrain. Le Rosario, après avoir reçu le Pichinango, se jette dans le Rio de la Plata, à quatre lieues plus loin. Ces deux rivières sont bordées de bois sur sept à huit lieues de parcours.

L'édifice principal a été construit par la société en 1840. Il a cinquante mètres de longueur, entre deux cours de

(1) M. Benjamin Poucel a voulu, plus tard, introduire les Lamas en France, et voici ce que dit, à cet égard, M. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire,

« .....Mais l'élan était donné, et il était impossible que d'autres en-
« treprises n'eussent pas bientôt lieu sur divers points de l'Europe,
« et que quelques-unes ne fussent enfin couronnées de succès. Les
« principaux auteurs de ces entreprises, plus ou moins heureux, sont
« deux de nos compatriotes, MM. Benjamin Poucel et Roehn, et un
« négociant anglais, M. Ledger.

« De ces trois émules, dont les noms doivent être conservés dans
» l'histoire de la science, le premier a été le moins heureux; établi,
« depuis quelques années, dans l'Amérique du Sud, qui lui doit l'in-
« troduction, sur une grande échelle, de la belle race mérinos de
« Naz, M. Poucel acquit, vers l'époque de son retour en Europe, soi-
« xante Lamas, Vigognes et Guanacos, et il entreprit de les trans-
« parter par terre (au travers de quatre cent lieues qui le séparaient
« de l'Atlantique). Ce difficile voyage a été exécuté en quatre-vingt-
« seize journees de labeur et nuits d'insommie. »

« M. Poucel n'a pas obtenu le succès que méritaient sa persévé-
« rance et son courage : la plupart de ces animaux ont péri en route;
« c'est à peine s'il a pu faire parvenir en Europe quelques débris de
« cette pénible et dispendiense expédition. M. Poucel, dont le nom,
« ainsi que celui de son ami M. Vavasseur, se rattache très-honora-
« blement à l'introduction en Amérique de la belle race mérinos de
« Naz, n'en a pas moins acquis un titre de plus à l'estime publique :
« une tentative faite pour doter l'Europe des bêtes à laine de l'Amé-
« rique, couronne bien tant de travaux faits pour doter l'Amérique
« des bêtes à laine de l'Europe. »

Acclimatation et domestication des animaux utiles, quatrième édition, par Isidore Geoffroy Saint Hilaire. — Paris 1861. 1 vol. page 343.

65 mètres de profondeur, aux deux versants à l'est et à l'ouest de la montagne sur laquelle il est bâti en bonne maçonnerie.

Là était le troupeau mérinos, ainsi qu'un autre troupeau des métis les plus fins.

Indépendamment de ce grand édifice, existe l'habitation primitive, dite *Estancia*, affectée spécialement aux besoins des élèves de bœufs, de chevaux et de mules; il s'y trouvait néanmoins un troupeau de moutons.

Enfin, il y avait quatre colonies sur différents points du terrain.

Dans chacun de ces six établissements, on voyait un troupeau de plus de trois mille têtes chaque, de brebis métis, sans compter le troupeau des mérinos.

En outre, l'exploitation des bois aurait pu occuper de 25 à 30 bûcherons ; mais vu l'état précaire de la politique, les bergeries n'en entretenaient pas plus de douze.

Au jour de notre expropriation, exécutée par la force armée le 10 septembre 1845, il existait aux bergeries ce qui suit ;

Plus de quinze cents mérinos de pure race;

Les types de ces mérinos avaient été extraits des bergeries de MM. Girod de l'Ain, à Naz; Ganneron, de Boullenois et autres, près Paris, et ils furent embarqués au Havre, à bord du navire *Veloce*, en 1837, et du navire *Ferdinand*, en 1838.

Plus de vingt mille métis, provenant du croisement des béliers-mérinos, et dont le raffinement avait atteint sa septième année;

Environ trois mille têtes de race bovine;

Plus de cinq cents chevaux, juments et mules;

En outre il y avait :

Environ deux cents mille livres pesant de charbon et

plus de bois coupé en billots qu'il n'en fallait pour en faire autant ;

Environ cent charretées de bois à brûler, mis en meules;

Plusieurs centaines de charretées de pierres-dalles, arrachées à main d'homme pour les travaux projetés;

La ferme d'environ neuf hectares, entourée de fossés garnis de haie, avait trois hectares semés de blé, de nombreux arbres fruitiers et quatre hectares de terre labourée pour recevoir la semaille du maïs.

De plus il existait un matériel considérable en rapport avec l'importance de l'établissement.

Tel était l'état des bergeries du Pichinango, au 10 septembre 1845.

Depuis plus de trois ans que durait la guerre jusqu'à ce jour, nous y avions vécu dans les transes et les difficultés matérielles, attachées à l'état de guerre qui sévissait, avant et depuis le commencement du siége de Montévidéo. Mais nous avions la conscience morale du droit des gens qui devait protéger nos personnes et nos propriétés.

A cette conscience de nos droits, nous avions dû, sans doute, le courage de supporter mille avanies et mille sacrifices, comme la part obligée que tous citoyens sensés doivent faire aux malheurs généraux de l'état de guerre: *la part du feu...*

Mais on va voir combien cruellement notre confiance fut déçue (1).

(1) Dans nos mémoires (inédits) nous donnerons les détails de la translation de l'industrie mérine selon les écoles françaises, son installation au Rio de la Plata, la fusion qui s'est opérée, au Pichinango, entre les deux écoles rivales. Le tout sera accompagné d'études sur les divers éléves de bestiaux dans ce pays tout pastoral, avec des observations sur les mœurs et coutumes des différentes espèces qui y vivent. presque à l'état de nature, dans le libre développement de tous leurs instincts.

II — Violation de Domicile. — Les Otages en marche.

« Sur le simple blocus, par les bâti-
« ments de l'Escadre combinée, des ports
« de cet Etat occupés par les troupes
« Buenos-Ayriennes, on a fait interner
« par la violence les sujets paisibles des
« deux puissances médiatrices établis sur
» la côte, les forçant d'abandonner ainsi,
« à la merci de la soldatesque, toutes
« leurs propriétés. »
« On leur a refusé, aussi bien qu'à
« leurs compatriotes habitant l'intérieur,
« des passeports pour sortir du pays, et
« une mort immédiate a menacé ceux
« qui tenteraient de s'échapper.
« On a été jusqu'à contraindre un
« grand nombre d'entr'eux, par la ter-
« reur et des menaces trop souvent sui-
« vies de violence, à signer des protes-
« tations et à demander des armes con-
« tre le Gouvernement de leur patrie.
« etc. »
(Extrait de la note collective des Ministres Plénipotentiaires de France, baron Deffaudis, et d'Angleterre, M. W. Gore Ouseley, au Ministre des affaires extérieures à Buenos-Ayres, Don Felipe Arama, en date du 18 septembre 1845).

Le 10 septembre 1845, c'est-à-dire dix jours après la prise de la Colonia, vers les sept heures du matin, un piquet de cavaliers assez nombreux apparut à l'horizon.

L'état des rivières, partout débordées, rendait étrange la présence d'une force armée dans nos environs et nous crûmes d'abord que ce corps de troupes n'appartenait pas à celles du Département, mais nous ne tardâmes pas à être détrompés. — L'officier commandant ce détachement, qui se composait d'une vingtaine d'hommes et faisait partie de la milice du village de *Rosario*, Don Clemente Burgueño, était bien connu de nous et fut accueilli avec les politesses d'usage. — On prît le maté et la conversation s'engagea, comme de coutume, sur des sujets complètement indiffé-

rens, lorsqu'au bout d'un quart d'heure, il nous déclara brusquement qu'il avait ordre de s'assurer de nos personnes et de nous sommer de nous constituer prisonniers.

Surpris d'une injonction si inattendue, nous lui demandâmes quel était notre crime et pourquoi un tel ordre ne nous était pas intimé par l'autorité civile. — Il répondit qu'agissant en vertu d'un ordre supérieur, il n'avait pas à satisfaire à nos questions ; seulement il ajouta que, dans son opinion, la cause de notre arrestation était due à la fuite de notre ami J.-J. Le Bas qui, en effet, s'était échappé fort heureusement du village, quelques jours auparavant.

Après quelques objections qu'il combattit par la teneur des ses ordres, nous le sommâmes à notre tour de nous dire en vertu de quels ordres il agissait ; si cet ordre était écrit ou verbal et enfin s'il était autorisé à l'exécuter même par l'emploi de la force armée.

A ces questions il répondit peremptoirement qu'il agissait en vertu d'un ordre écrit de l'autorité supérieure et qu'il se croyait obligé de procéder à son exécution, même par l'emploi de la force, dût-il, *y perdre la vie ou la faire perdre.*

Pendant ce temps, le Fondateur des Bergeries se trouvait placé entre deux soldats, la carabine armée à la main et prêts à exécuter les ordres de leur chef. — Quelque périlleuse que fut cette situation, rien n'eut été plus facile pour nous que de résister à une injonction faite en dépit de toute légalité, et de nous débarrasser, par la force, de l'officier et de ses acolytes ; mais les conséquences d'une résistance, quelque légale qu'elle pût être, à la force armée, dans un moment aussi critique pour les étrangers, eussent été indubitablement si terribles plus tard, que nous ne voulûmes pas en accepter la responsabilité morale. Considérant, en outre, que nos obligations comme chef de l'établissement cessaient, en présence d'un acte de force majeure

aussi caractérisé et que la résistance ne ferait que justifier les abus de la force armée, en hâtant la destruction de l'établissement, nous nous rendîmes prisonniers, résolus à accepter toutes les conséquences d'une position aussi déplorable, rendue plus terrible encore par l'isolement où nous nous trouvions et par l'exaltation des esprits contre tout ce qui avait nom Français ou Anglais.

A dater de ce moment, on nous retint enfermés dans deux chambres les plus sûres de notre maison, maîtres et valets, pêle-mêle avec quelques étrangers auxquels nous donnions asile depuis la prise de la *Colonia*. — Le détachement destiné à nous garder s'empara du reste de la maison, dont le chef nous força à lui remettre toutes les clefs, même celles de nos meubles personnels.

Dans cet état de choses, il ne nous restait plus qu'à dresser procès-verbal des faits ; c'est ce que nous fîmes le jour même, 10 septembre 1845. Cette pièce fut signée par la plupart des individus qui partageaient notre sort.

Ainsi finit le Pichinango....

Alors apparut, dans toute sa laideur, le triomphe de l'ignorance sur la civilisation et celui du désordre sur des habitudes d'ordre et d'industrie.

Les dépendances de l'établissement, envahies par ces hommes, qui n'y entraient auparavant que sur une invitation spéciale, devinrent le théâtre de leurs grossières orgies. — Leur premier soin fut de s'établir dans la salle à manger où, pour plus de commodité, ils installèrent un foyer au milieu de la pièce, autour duquel, suivant la coutume du pays, ils se tenaient accroupis, prenant le maté et fumant le tabac de l'établissement, pendant que la viande qu'ils destinaient à leur repas rôtissait à la broche plantée verticalement entre les carreaux du sol. — Tout à côté d'eux était une cheminée à dessus de marbre et devanture de cuivre brillant qui, pour l'homme civilisé, eût

remplacé avec toutes sortes d'avantages le foyer improvisé, mais qui, pour eux, était un meuble inutile, et ils le regardaient avec étonnement, en se demandant à quoi cela sert-il ? (*para que sirve*).

La grande cour placée au devant de l'édifice, hier si tranquille et si calme, retentissait des cris des soldats et du bruit de leur sabre et de leurs énormes éperons de fer, traînant sur les pierres, et le chef la parcourait à cheval, ce qui, jusqu'alors, n'avait été permis à personne.

Le soir, autour de grands feux allumés çà et là, la soldatesque se réunissait pour prendre le maté et fumer la cigarette.

Ces feux épars et flamboyants, ces groupes d'hommes bruyants, cette viande qui grillait, l'obscurité de la nuit et surtout la douleur de nous voir au pouvoir de ces barbares, rappelaient par instant à notre imagination égarée les scènes affreuses dont parlent les voyageurs, chez ces peuplades sauvages qui, poussées par une rage inconnue et rugissant d'une horrible allégresse, dansent autour du feu devant lequel rôtissent les membres palpitants du naufragé que la mer a livré à leur fureur et qu'ils s'apprêtent à dévorer. — Hélas ! ceux que nous avions sous les yeux n'étaient pas des sauvages sans aucune idée de civilisation, et cependant ces malheureux, accroupis autour d'un mouton mérinos qu'ils faisaient rôtir, chantaient insoucieux sur les ruines d'une industrie qui faisait perdre à leur pays des richesses incalculables. — Six jours se passèrent ainsi, dans une étroite captivité dont chaque heure augmentait les ennuis.

Enfin, le 16 septembre, de grand matin, on nous fit sortir de notre prison et on nous conduisit hors de la cour, à une cinquantaine de pas de la maison, où on nous laissa pendant quatre heures, sous la garde des soldats. — Pendant ce temps, toutes les pièces de l'édifice et tous nos

meubles furent soumis à une visite minutieuse. Le bruit des coups de marteau dont on se servait pour briser les serrures qu'on ne savait pas ouvrir avec les clefs, parvenait de temps en temps jusqu'à nous. — Pendant cette visite, ou plutôt ce pillage de nos meubles, il se passa dans la chambre du Directeur de l'établissement, un fait assez plaisant que l'on nous raconta plus tard et qui prouve la profonde ignorance de ces gens. — Dans un tiroir du secrétaire était un micromètre, instrument d'optique, destiné à l'appréciation de la finesse des laines. — Cet instrument était contenu dans un boîte d'acajou fort propre. — Il paraît que l'extérieur de ce petit meuble éveilla la curiosité et sans doute la cupidité des visiteurs, qui furent quelque temps à chercher le moyen de l'ouvrir. — Ils y parvinrent à la fin, mais à la vue des tubes de cuivre brillant et rangés dans leurs compartiments, l'un d'eux tout effrayé dit à son camarade : prends garde ! ne touche pas à cela, c'est peut-être une machine infernale comme celle qui fut envoyée à Rosas, pendant le blocus des Français ! Au fait tu as raison, dit l'autre, n'y touchons pas et ils la remirent à sa place avec les plus grandes précautions comme pour éviter une explosion ! Le rapprochement qui s'opéra dans l'esprit de ces hommes était naturel : en 1839, blocus des Français et boîte à tube, destinée à produire une explosion mortelle ; en 1845, autre blocus et boîte à tubes, trouvée au pouvoir d'un Français ; donc, c'est une boîte infernale ! La conviction était complète.

Cette découverte donna lieu aux contes les plus absurdes, d'immenses dépôts d'armes et de munitions de guerre réunis par nous et enterrés sous le rocher sur lequel s'élève l'édifice du Pichinango, etc. ; et tout cela pour un micromètre ! Quelques ridicules que fussent ces contes, on verra plus tard le parti qu'en sût tirer contre nous la calomnie, et les dangers que fit courir au XIX[e] siècle, à des hommes

de paix et d'industrie, la possession d'un simple instrument d'optique !

La visite de la maison terminée, on nous fit rentrer dans la cour principale, on nous dépouilla même des deniers de poche, à l'exception du docteur Vavasseur, qui avait sur lui une quarantaine d'onces d'or, une montre très-belle et une bague en diamant d'une certaine valeur ; mais l'officier n'osa pas dépouiller, en présence de tant de témoins, un homme qui avait rendu de si grands services. Nous dirons plus tard comment il s'y prit pour s'approprier à lui seul cette riche proie.

Cette collecte forcée produisit une valeur de quarante et quelques onces d'or monnayé, sans compter la valeur des montres et autres bijoux.

Au nombre de vingt-sept, on nous enferma de nouveau dans une pièce large de six pieds sur quinze de long, pour attendre une colonne d'étrangers détenus comme nous dans le village de Rosario, où ils étaient réunis depuis plusieurs jours. — Ils arrivèrent peu de temps après, au nombre de trente-neuf et on les fit camper dans la grande cour. Avec eux se présenta un émissaire du commandant militaire du village, qui avait pour mission d'engager les Basques à se dire Espagnols et à s'enrôler sous les drapeaux du général Oribe, pour éviter les malheurs d'une longue captivité. Quelques-uns acceptèrent cette proposition, mais la plupart refusèrent. L'un d'eux, le jeune Derrey, enfant des Pyrénées, montra, dans cette conjoncture difficile, la plus grande force de caractère. Menacé des plus mauvais traitements, s'il ne cédait pas, il se borna à répéter, avec la fierté qu'inspire l'orgueil national : dites et faites ce que vous voudrez; je suis et je resterai Français ! Une telle réponse n'était pas sans danger dans la circonstance actuelle.

Le lendemain au point du jour et avant d'avoir pris au-

cune nourriture, on nous fit mettre en route. Le docteur Vavasseur et les deux frères Poucel, accompagnés de M. Wilson, vieillard sexagénaire, de son fils et de son gendre, arrivés la veille du village de Rosario, ouvraient la marche à cheval. Par une sorte de respect humain, on leur avait amené des chevaux. Tous les autres allaient à pied, au nombre de quarante-neuf. Une avant-garde de six hommes éclairait la route et vingt-deux soldats à cheval, tous jeunes gens de 15 à 20 ans qui faisaient leur première campagne, marchaient derrière le convoi qui suivait une de nos charrettes attelée de six bœufs et qui portait le mince bagage des prisonniers.

De tous les gens qui formaient notre escorte, il n'y en avait pas un seul qui n'eut reçu personnellement, ou par leur famille quelques bienfaits du docteur Vavasseur, et de nombreux services de l'établissement ; nous verrons bientôt comment ils nous en témoignèrent leur gratitude.

Dans cette journée nous fîmes huit lieues (1) sans manger. Accablés de fatigue et mourants de faim, un peu avant le coucher du soleil, on nous fit camper. Là, l'ordre fut donné de tuer une vache dont nous nous répartîmes les morceaux que nous fîmes rôtir pour notre souper, après quoi on nous enferma dans la maison pour y passer la nuit.

La vue de M. Wilson, ce vieillard respectable, succombant presque au manque de nourriture et aux fatigues d'une marche forcée, avait profondément ému toute notre bande. Le docteur Vavasseur se rappela fort à propos lui avoir entendu dire qu'il était né dans Amérique du Nord, et mettant à profit les égards que ces hommes lui témoignaient encore, alla trouver l'officier qui nous commandait et lui déclara que M. Wilson n'était pas Anglais, mais bien

(1) La lieue du pays a 6,000 varas, la vara égale 85 centimètres.

citoyen des États-unis et que, par conséquent, son arrestation était illégale. Consultés par l'officier, nous appuyames tous la motion et nous eûmes la consolation de voir ce vieillard et son fils renvoyés à leur famille.

Le lendemain au point du jour, on se remit en marche, en se dirigeant vers le village de Saint-Joseph et dans le même ordre que la veille.

A peine à moitié chemin, l'officier donna ordre de renvoyer la charrette qui portait le bagage des prisonniers, et il fallut ainsi que chacun se chargeât de son paquet. On nous laissa cependant les chevaux, sur lesquels nous faisions monter, tour-à-tour, ceux de nos pauvres compagnons qui étaient les plus fatigués de la marche à laquelle ils n'étaient pas accoutumés ; car il est rare qu'on aille à pied dans ce pays, où les chevaux abondent.

Un rapprochement qui n'est pas sans quelque intéret (car dans le malheur il est des choses qui frappent fortement et qui passeraient inaperçues dans toute autre circonstance), c'est que le cheval que le directeur montait était le même avec lequel il était arrivé la première fois au Pichinango, lors de la formation des bergeries.

La vue de ce cheval résumait, pour leur fondateur, l'histoire des bergeries : le commencement et la fin, c'est-à-dire l'espérance d'une grande fortune et, après être arrivé au but, au prix de tant de travaux et de sacrifices, le désespoir d'une ruine complète ! C'était comme un dernier souvenir du Pichinango, déjà loin de nous. Nous laissions derrière nous une troupe ignorante et barbare qui tuait, pour s'en repaître, les moutons mérinos, objets de tant de soins, de veilles et de travail, germe d'un si bel avenir !

Et mes amandiers ! le pronom possessif a tant de force lorsqu'il s'applique à un objet que l'homme a vu se former, quelque passager et périssable qu'il soit comme lui ! J'avais planté l'amande et suivi avec une sollicitude toute

paternelle, pendant cinq ans, le développement progressif de l'arbuste qu'elle avait fait naître. Ils portaient des fleurs qui promettaient les premiers fruits ; et la première amande était destinée à ma mère, car l'amandier est l'arbre de mon pays.

J'avais encore deux chiens élevés par moi-même avec le plus grand soin et dont personne que moi ne s'occupait. Aussi ne connaissaient-ils guère et ne caressaient-ils que moi ; ils n'obéissaient qu'à moi.

Pendant les six jours que nous restâmes enfermés dans la maison, ces pauvres bêtes ne me voyant plus, rôdaient sans cesse autour de la porte et des fenêtres, exprimant, par leurs hurlements plaintifs, le besoin de me voir. Au moment où l'on me fit sortir, pour prendre le peu de linge qu'on nous permettait d'emporter, ils se précipitèrent sur moi en m'accablant de caresses ; c'était une véritable folie de joie. Leurs démonstrations bruyantes et désordonnées, qui m'empêchaient d'accomplir ma tâche, provoquèrent les éclats de rires des soldats. — Apprenez de ces chiens, m'écriai-je indigné, à être reconnaissants !

Il a fallu quitter tout cela !

En présence de tant et de si grands malheurs qui venaient fondre sur nous, il est douloureux de le dire, mais c'est un fait, pas une voix d'homme ne s'éleva pour nous témoigner un regret, pas un serrement de mains, pas un mot de consolation, à nous qui, depuis notre installation dans le pays, nous étions appliqués à rendre service à tout le monde. Mais des femmes réparèrent les torts du sexe fort qui faiblissait, alors qu'avait sonné pour nous l'heure de l'adversité. La femme possède dans un recoin du cœur ce courage élevé qui s'attache au malheur ; ce sentiment généreux se retrouve chez la femme, même en dehors de toute civilisation. Nous en avons eu la preuve dans une famille d'Indiens Pampas qui, arrachée par la

guerre à ses solitudes et à sa tribu, vivait au Pichinango, depuis plusieurs années, sous notre patronage, pleurant sa tente de cuir et sa vie nomade. Ces pauvres Indiennes n'étaient point esclaves, et selon nos idées à nous, elles auraient dû être plus heureuses ; mais non, l'enfant des steppes est à l'étroit, même dans une campagne immense, où ses regards peuvent rencontrer une chaumière bâtie à lieu fixe, lui, qui portait sa tente au gré de son caprice, tantôt aux bords d'un lac, tantôt sur la crête d'une aspérité rocailleuse..... L'Indien paraît peu sensible de sa nature et par suite il est très-peu expressif. Cependant ces pauvres femmes, en apprenant notre malheur, accoururent pour nous voir et nous témoignèrent la peine que leur causait l'infortune de leurs bienfaiteurs par de longs discours, dans un jargon barbare et qui se résumaient en ces mots : *chrétien méchant pour Indien Pampa, et aussi méchant pour chrétien bon ; chrétiens mauvais !*

Deux autres femmes, l'une mère de neuf enfants et l'autre de six qui recevaient l'hospitalité au Pichinango, depuis quelque temps, ne craignirent pas de se compromettre pour nous témoigner leur reconnaissance. L'une d'elles ne pleurait pas, elle venait résolûment nous offrir des moyens d'évasion, qu'il nous fut impossible d'accepter.

Mais de toutes ces femmes qui se montrèrent sensibles à notre infortune, la plus remarquable fut la femme de notre contre-maître Morosini, que la guerre avait enlevé à ses travaux. Doña Ramona Morosini ne cessa, tant que dura notre emprisonnement, de nous entourer de toutes sortes de soins et d'attentions delicates. A nos gardiens qui lui faisaient un crime de son dévouement, elle répondait tranquillement « *Je ne fais que mon devoir. Dans leur prospérité ils m'ont comblée de bienfaits, dans leur infortune je dois et je veux les servir jusqu'au bout.* » Lorsque l'heure fut venue de nous séparer, elle força la consigne de la senti-

nelle, entra dans le cabinet qui renfermait les prisonniers entassés et se mit à pleurer en silence; puis quand on nous donna l'ordre de partir elle tressaillit et, après avoir prononcé quelques mots entrecoupés de sanglots, elle s'écria : et je ne puis rien pour eux ! rien !....... puis elle s'évanouit, succombant à son émotion profonde. Nous partîmes, et ce fut la dernière sensation que nous emportâmes du Pichinango.

Mais déjà il est loin ! et nous sommes à notre seconde journée de marche.

Nous avancions lentement pour attendre le retour du chef de l'escorte, qui était allé au village de Saint-Joseph prendre les ordres de l'autorité à laquelle il devait remettre ses prisonniers. A peine nous eut-il rejoint qu'il s'empressa de nous informer de ce que, suivant lui, on lui avait appris sur notre destination. Il nous dit que le terme de notre voyage était le village de Durasno, encore éloigné de vingt-huit lieues, et que l'ordre donné aux soldats qui devaient nous escorter jusque là, était de tuer en route, ceux qui ne pourraient pas suivre la marche ; ce qui était arrivé deux jours auparavant à deux prisonniers faisant partie du premier convoi et qui avaient été égorgés au gué de la rivière de San-Gregorio, où ils s'étaient arrêtés, harassés de fatigue.

Nous marchions comme des condamnés que l'on mène au supplice.

Pendant cette seconde journée, les soldats de l'escorte familiarisés avec ce qu'ils appelaient leur triomphe sur les barbares *gringos*, terme de mépris qui s'applique aux étrangers en général, avaient employé les derniers moments de leur pouvoir passager à dépouiller la plupart des prisonniers de ce qu'ils avaient de meilleur dans leur mince bagage et surtout des manteanx ou *Ponchos*. Enfin, vers les trois heures de l'après-midi, après dix heures de

marche, nous arrivâmes au lieu désigné pour le repos et où nous devions changer d'escorte. C'était une petite vallée entourée de trois côtés par d'énormes blocs de rochers à pic, formant comme une muraille et bornée de l'autre par la rivière et le bois de Saint-Joseph. Des sentinelles gardaient l'entrée de cette sorte de camp retranché.

Là, on nous amena une vache assez maigre que l'on tua et que l'on dépeça, mais que tout harassés que nous étions par deux jours de marche et un jeûne prolongé (nous n'avions rien mangé depuis la veille au soir), nous fumes obligés de faire rôtir, sous peine de mourir de faim. Autour des feux que nous avions allumés pour faire cuire notre repas, par petits groupes distincts, une seule pensée occupait nos esprits, pensée horrible, celle de la mort par le couteau.... pour ceux d'entre nous que la force physique pourrait abandonner.

Dans cet état de désespoir, plusieurs projets d'évasion furent proposés ; projets désespérés, inexécutables ; nous n'avions pas une seule arme et nos gardiens ne s'endormaient pas. L'un de ces projets cependant, le seul qui eut quelque chance de succès, fut essayé, mais ne réussit pas. On se rappelle que seul d'entre nous, le docteur Vavasseur n'avait pas été soumis à la visite des poches qu'on nous avait fait subir avant notre départ, et qu'il avait pu, ainsi, conserver une quarantaine d'onces d'or qu'il portait dans une ceinture, et qui était alors notre seule ressource. L'idée lui vint d'essayer de gagner, par l'offre de cet argent, le chef de notre escorte. Un éclair de joie brilla dans les yeux de cet homme, en entendant parler de cet or, dont il avait ignoré l'existence. Mais reprenant aussitôt son impassibilité habituelle, il se borna à refuser l'offre qui lui était faite, en se rejetant d'abord sur son devoir comme officier patriote et ensuite sur l'impossibilité où nous serions d'arriver vivants au bord de la Plata, le

moindre danger pour nous étant de mourir de faim pendant le trajet.

Le Docteur se retira et revint s'asseoir au milieu de nous, désespéré de n'avoir pas réussi. Mais tout n'etait pas fini. L'idée de l'or avait éveillé la cupidité de l'officier. A peine quelques instants s'étaient-ils écoulés que M. Vavasseur reçut l'ordre de se rendre près de lui sans délai. Espérant qu'il avait changé d'avis, il s'empressa d'obéir. Alors l'officier le conduisit à deux cents pas environ et, s'arrêtant au mllieu des rochers qui entouraient le campement il lui parla à peu près ainsi : « Vous avez sur vous une somme assez considérable en or. Je dois vous prévenir que l'officier entre les mains de qui je vais vous remettre, est un brutal et un méchant homme qui s'en emparera de gré ou de force aussitôt que je vous aurai quitté, et Dieu veuille qu'il ne vous fasse pas expier cruellement le crime d'avoir voulu dérober cet argent à sa connaissance. Confiez-le moi donc, c'est le seul parti que vous ayez à prendre. Si vous revenez un jour, je vous le rendrai fidèlement; vous me connaissez, vous savez que vous ne courez aucun risque. Si au contraire, ce que hélas! je redoute, vous succombez, je garderai cette somme : il vaut mieux que j'en profite qu'un autre. » Il disait cela de l'air le plus tranquille du monde, la main sur la crosse d'un pistolet qu'il portait à sa ceinture. Il n'y avait pas à hésiter et l'argent fut remis sans la moindre observation, par le Docteur, heureux de s'en tirer à si bon marché, car il avait cru, pendant un moment, que sa dernière heure était arrivée. (1) Au moment où ils rentraient au campement, arrivait derrière eux, de toute la vitesse de son cheval, un officier qui était resté pendant huit mois malade au Pichinango, où il avait reçu les soins que demandait son état, et qu'il n'avait

(1) Nous tenons ce récit du Docteur lui-même.

quitté que depuis peu de temps. C'était le commandant Chavarria, accompagné de deux de ses soldats qui nous apportaient du pain et du fromage en assez grande quantité pour que tous les prisonniers en eussent une bonne ration. Ce brave homme avait appris notre malheur en arrivant à Saint-Joseph, et malgré toutes les observations qu'on put lui faire, il voulut venir nous serrer la main, pour payer ce qu'il appelait sa dette de huit mois. Il resta près d'une heure à s'entretenir avec nous et déclara à haute voix et devant ses compatriotes scandalisés, que notre malheur actuel ne changeait rien aux sentiments de reconnaissance qu'il nous devait et que si, comme militaire, il était obligé d'obéir passivement à des ordres supérieurs, comme homme, il ne cesserait jamais d'être notre ami et qu'il ferait tout son possible pour nous être utile. En nous quittant il nous recommanda chaudement à l'officier de Saint-Joseph qui commandait notre nouvelle escorte et ses bons offices ne se bornèrent pas là ; il contribua, plus tard, à détruire les calomnies qu'on avait répandues contre nous.

Cette visite bienveillante fut tout une consolation et une sorte de triomphe moral pour nous ; car ces bons procédés et ces paroles courageuses, eu égard au moment présent, étaient la condamnation de la conduite des gens de l'escorte qui nous avait amenés du Pichinango.

La force armée de Saint-Joseph qui devait nous escorter jusqu'à notre destination, étant arrivée, l'Officier qui la commandait nous compta avec le plus grand soin et prit en quelque sorte livraison de nous. L'escorte du Rosario nous quitta et nous la vîmes s'éloigner sans aucun regret, car la conduite des hommes qui la composaient n'était pas faite pour en inspirer. Un d'eux, entr'autres, à qui, de son propre aveu, nous avions sauvé la vie, en lui donnant asile pendant plus de deux mois, nous était plus odieux encore

que les autres ; car, poussé par une ignoble cupidité, il n'avait pas craint de servir de guide aux autres, lors du pillage de la maison, joignant ainsi la trahison à l'ingratitude.

Ce changement d'escorte opéré, nous nous mîmes en marche pour nous rendre au lieu où nous devions passer la nuit.

Là, après une nouvelle visite corporelle, pour s'assurer que nous n'avions point d'armes, on nous fit ranger en ligne, le long d'une haie de pieux qui formaient la clôture de la cour de l'habitation. Cette manœuvre nous parut singulière ; mais nous en eûmes bientôt la triste explication. Là aussi nous reçumes les adieux du commandant Chavarria qui, sachant sans doute ce qui allait se passer, fuyait, pour ne pas être témoin de l'outrage qui nous attendait.

Au coucher du soleil on nous annonça que nous passerions la nuit dans ce lieu même à la belle étoile, et on nous engagea à étendre à terre nos vêtements pour nous coucher, attachés par les pieds aux pieux de la haie, au moyen de longues cordes de cuir crù. Comme le terrain sur lequel nous étions couchés était fort inégal, il en résultait que quelques-uns avaient la jambe suspendue à faux, et que le moindre mouvement du corps devenait aussi douloureux que difficile, au point de produire un certain engourdissement et des crampes qui rendaient presque insuportable l'incommodité déjà si grande de la position. Cette manière aussi simple qu'économique de s'assurer de ses prisonniers en plein champ, s'appelle *Cepo de lazo.*

Toutes nos réclamations pour tâcher d'obtenir quelque soulagement restèrent inutiles. Mais en dehors de cette rigueur qui leur était commandée, les soldats préposés à notre garde se montrèrent assez complaisants. Quelques-uns nous apportèrent même, à une heure avancée, du café

très-chaud, que la fraîcheur de la nuit rendit d'autant plus agréable et utile.

La nuit fut très-belle ; la pleine lune brillait avec cet éclat qu'elle n'a que dans ces régions peu éloignées du tropique. A sa lumière douce et argentée, voyez cette longue file d'hommes inoffensifs, traités comme des criminels : ce sont des hommes paisibles, de travail, d'industrie, des hommes qui, confiants dans leur neutralité et précisément pour avoir voulu vivre en paix, loin des bruits de la guerre, sont assimilés aux plus affreux malfaiteurs. Ils sont là, étendus sur la terre nue et froide, souffrants d'esprit bien plus que de corps. L'un tremble pour sa famille, abandonnée à la merci des évènements de la guerre, sans ressources et sans appui. Celui-ci compte les ans, les mois, les jours qu'il a donnés au travail pour parvenir au but de sa modeste ambition, et qu'il lui faudra effacer de sa vie pour recommencer sur de nouveaux frais, si toutefois il lui est permis de recommencer ; celui-là pense à sa mère, à sa vieille mère qu'il invoque dans son cœur et qui mourra de douleur le jour où elle apprendra le sort de son fils. Malgré l'horreur de la torture morale et physique à laquelle ils sont soumis, tous se taisent, les malheureux ; pas une plainte au milieu de tant de souffrances ; on n'entend que le bruit monotone du pas des sentinelles qui résonne sur la terre où repose leur tête fatiguée. Ils ne dorment pas, car la fatigue, la faim, le froid, puis tant d'émotions déchirantes, chassent le sommeil pendant les longues heures de cette belle nuit !

Le jour allait enfin reparaître et avec lui, toutes les craintes et toutes les incertitudes pour l'avenir qui nous était réservé.

Au matin, on nous rendit la faculté de nos membres. Le soleil avait paru à l'horizon et avec lui s'élevait un épais brouillard très-froid, qui bientôt fut suivi d'une pluie

assez forte. Tout le monde grelottait. La fatigue, l'insomnie, la faim et surtout la souffrance morale nous donnaient à tous un aspect des plus pitoyables. Alors seulement, on songea à nous faire entrer, pour nous mettre à l'abri de la pluie, dans une pièce de la maison près de laquelle nous avions passé la nuit. Ellé était si petite que c'est à peine si nous pouvions y tenir tous debout; mais au moins nous n'étions pas mouillés par la pluie. Cette maison était habitée et sa propriétaire était une femme et une femme jeune. Certes, on aurait dû s'attendre à trouver un peu de compassion pour le malheur, dans le cœur d'une femme, car le cœur de la femme n'est-il pas le sanctuaire de la pitié? mais non, point de pitié pour nous, dont le seul crime, à ses yeux, était d'être Français! Cette femme que l'on doit regarder comme une exception, a manqué aux doux instincts de son sexe, en nous repoussant durement. Elle fut la cause, nous l'avons su depuis d'une manière positive, du mauvais traitement qu'on nous avait fait éprouver en nous attachant par les pieds, comme des animaux que l'on porte au marché, en refusant péremptoirement, la veille au soir, de nous laisser installer, pour la nuit, dans la chambre où nous étions alors. Non contente de ce refus brutal, elle nous avait accablés de malédictions, nous pauvres étrangers, dépouillés et proscrits! Une femme, ne rien sentir dans son cœur de fille ou de mère, pour des souffrances aussi peu méritées que les nôtres! tant pis pour elle.....

A midi, on nous apporta une grande marmite pleine de viande coupée en morceaux et de bouillon pour notre déjeuner. On n'avait rien pour retirer la viande de la marmite, mais la faim pressait. On se jeta sur cette pauvre pitance avec l'avidité d'animaux affamés et chacun se servant de ses mains, au risque de les échauder dans le liquide bouillant, on eut fait disparaître le tout en moins d'un

instant; le bouillon fut puisé à l'aide d'une couple de coquille d'une grande espèce de moules d'eau douce, que M. Vavasseur avait ramassées en traversant un ruisseau. Ce repas, fait sans pain , comme d'habitude, nous remît un peu et ranima nos esprits abattus.

Sur ces entrefaites, arriva au galop la femme d'un Béarnais, l'un de nos compagnons d'infortune. Elle venait, de plusieurs lieues, dire un dernier adieu à son mari. Ses pleurs et ses lamentations provoquèrent quelques quolibets de la part des soldats. Elle en fut indignée et l'émotion faisant place à la colère, elle s'écria, en s'adressant à son époux désolé : laisse-les dire, que t'importe leurs mauvaises plaisanteries ; va, sois sans crainte : aussitôt mon enfant sevré, j'irai voir, moi pauvre femme, le général Oribe et je lui dirai les barbaries que l'on a commises en son nom. Puis j'irai te voir à Durazno, dans deux mois (et elle tint parole). Eh! vous, s'adressant aux soldats, riez à votre aise aujourd'hui, demain viendra mon tour. Puis jetant sur eux un regard d'indignation, elle remonta à cheval en laissant à son mari quelques pièces de petite monnaie, fruits de son travail. Peu d'instants après cette scène émouvante, arriva la nouvelle escorte qui devait nous accompagner à Durazno. C'était un piquet de 27 hommes de cavalerie, dépendant de la milice de Saint-Joseph et commandé par le lieutenant Ferreira.

On se disposait à se mettre en marche pour continuer le voyage et déjà on nous avait fait mettre en rang pour nous compter, lorsque le docteur Vavasseur reçut du colonel Montoro, une lettre dans laquelle il lui disait que, sous sa responsabilité personnelle, il lui rendait la liberté et l'engageait à se rendre au village de Rosario, où il l'enverrait prendre le plus tôt possible. Le Docteur s'attendrit en pensant aux misères que nous allions éprouver et hésita quelque temps à nous quitter ; mais réfléchissant que, libre et

avec la protection de son ami le Colonel, il pourrait travailler plus efficacement à notre délivrance, il nous laissa et resta avec quelques hommes qui retournaient à Saint-Joseph.

Remis à l'escorte nouvelle, les prisonniers se mirent en marche à cinq heures du soir et tous à pied cette fois.

Quel sera le caractère du nouveau chef et la conduite de ses soldats envers nous ?

Le visage du lieutenant Ferreira est impassible comme celui d'un vieux soldat que les émotions de la guerre ont rendu insensible ; mais son large front, bronzé par le soleil et sillonné de rides précoces, montre de grands yeux noirs dont la paupière ne se baisse pas devant les rayons du soleil. Son regard a plus de gravité que de dureté et il se tient à cheval calme et froid, comme sur un siège commode, immobile et sûr.

Après demi-heure de marche, l'officier Ferreira fit faire halte, et nous réunissant autour de lui, nous dit : qu'il était résolu à faire son devoir comme militaire, mais disposé aussi à avoir pour nous tous les égards dus à notre position, connaissant, disait-il, nos antécédents et le bon usage que nous avions fait de notre fortune. Nous entendîmes avec plaisir ces paroles rassurantes qui venaient dissiper, jusqu'à un certain point, les craintes qu'on nous avait inspirées. Il semblait ignorer ce qui s'était passé à ce sujet et sur le récit qu'on lui en fît, un sourire de fierté et de mépris effleura sa bouche close ; il ne répondit pas, voulant, sans doute, que ses actes seuls le justifiassent de l'accusation portée contre lui et les siens, par des hommes sans vergogne.

Au coucher du soleil nous traversâmes à gué la rivière de Saint-Joseph et, contrairement à ce qui avait été fait jusqu'alors, chaque soldat prit en croupe un prisonnier pour le porter sur l'autre bord.

Déjà les deux petits-fils de notre bon voisin Prieto qui se trouvaient parmi les soldats de l'escorte s'étaient emparés de nous, comme de chose leur appartenant et nous témoignaient leur peine de nous voir ainsi malheureux, nous qu'ils avaient connus maîtres du Pichinango. Ils nous comblèrent des soins les plus délicats et des attentions les plus empressées, qu'inspiraient à leur cœur jeune et sain les bons sentiments de leur excellente famille. Surtout ils ne cessaient de nous répéter que, quoiqu'ils pussent faire, ils ne pourraient remplir les désirs de leur aïeul, qu'ils avaient laissé désolé à la nouvelle de notre malheureuse situation.

Nous campâmes au bord de la rivière, et bientôt les feux s'allumèrent pour préparer le rôti qui se trouva fort abondant pour le souper.

Après le repas, l'officier Ferreira nous avertit que les ordres qu'il avait reçus l'obligeaient à nous soumettre au *Cepo de lazo*, mais que lui-même se chargerait de nous attacher, pour nous éviter le plus possible de gêne et de souffrance. Il procéda en effet à cette triste opération de l'air d'un homme qui remplit un pénible devoir, puis il se retira pour dormir, en nous recommandant d'appeler les sentinelles à nos moindres besoins et sans crainte d'être importuns.

La nuit fut encore fort belle, et le sommeil l'emporta sur l'inquiétude déjà calmée dans l'esprit des prisonniers, par la conduite si humaine du nouvel officier. Le moindre témoignage d'intérêt est si puissant sur des cœurs brisés, comme les nôtres, depuis huit jours, sous les coups d'une infortune aussi nouvelle par sa nature, que brusque et humiliante dans ses formes.

Au lever du soleil on se mit en marche. Il y avait, parmi les soldats, lutte de bons procédés envers les prisonniers et

bientôt la caravane ne sembla plus former qu'une famille dans le malheur.

Le changement qui s'était opéré dans notre situation fut, pour nous, si grand, comparé aux malheurs qu'on nous avait prédits avec une cruauté inouie, que déjà la saillie française, sinon la gaîté, commençait à se montrer de temps à autre, comme un rayon de soleil qui brille soudainement entre deux nuages, au sein de la tempête. Les Anglais, très-peu nombreux, qui partageaient notre sort, conservaient au contraire toute la gravité britannique, si bien en harmonie avec les circonstances du moment.

Après diverses pauses et un déjeûner abondant, nous étions arrivés à cette rivière de St-Gregorio, dont le nom, depuis trois jours, nous avait inspiré tant de terreur ! Notre premier soin fut de nous informer s'il était vrai que deux étrangers, qui n'avaient pu continuer la marche, eussent été egorgés, ainsi que nous l'avait dit l'officier de notre première escorte. Nous apprîmes qu'une première colonne d'étrangers avait passé, depuis peu, dans ce lieu ; qu'elle était arrivée saine et sauve au Durazno, sans qu'aucun des malheureux prisonniers eût été la victime d'un crime abominable.

Ainsi, un homme revêtu d'un caractère public, un agent de l'autorité, le chef de notre première escorte, aurait fait usage d'un mensonge aussi dégradant, pour jeter le découragement parmi nous et nous porter, par là, à faire abandon des dernières nippes qui nous restaient. (1)

Cette découverte ne contribua pas peu à relever le moral des prisonniers, déjà rassurés par les paroles consolantes et les bons procédés de l'officier Ferreira, dont la conduite remplie d'humanité, était un titre à notre confiance.

(1) Les torts de ce jeune officier nous obligent à dire que son frère aîné le força, après la guerre, à réparer cet oubli de ses devoirs, autant qu'il était en lui et pour l'honneur dû à leur honnête famille.

Auprès de la rivière de San-Grégorio, est un grand édifice, peut être le plus considérable qu'il y ait dans ce département. C'était un établissement de commerce, en temps de paix. Aujourd'hui cette maison délaissée, était confiée à la garde d'une famille sans ressource. Ce seul exemple suffit pour indiquer, en passant, l'état de ruine du pays, par suite de la guerre, dont le premier effet a été de dépeupler les champs des bestiaux nombreux qui les couvraient et de ruiner le commerce.

Parmi les prisonniers, un Anglais avait reçu en dépôt du docteur Vavasseur, une petite monnaie d'or (une demi once) qu'il avait pu sauver des diverses visites corporelles que nous avions subies. Avec cet argent nous pûmes acheter de la farine, avec laquelle on fît du pain pour tous, prisonniers et soldats. C'était la seconde fois que nous en mangions depuis notre arrestation.

A la nuit, on nous enferma dans la maison, ce qui nous sauva du triste *Cepo de lazo*. La marche du lendemain n'offrit rien de remarquable, si ce n'est la bonne harmonie qui continuait de régner entre les prisonniers et les hommes qui les gardaient, et qui semblaient augmenter leurs soins et leurs attentions, à mesure que le terme du voyage approchait.

Nous passâmes la nuit dans un autre édifice beaucoup moins grand que celui de San-Gregorio mais tout aussi désert et dont le terrain était tout aussi dégarni de bétail.

Le lendemain nous reprîmes notre marche qui devait être la dernière. Arrivés à midi au gué de la rivière de Maciel, que nous passâmes sans encombre, grâces aux soins de notre escorte ; nous campâmes sur l'autre rive, après une marche assez forcée, afin d'arriver dans la même journée au village de Durazno, éloigné seulement de trois petites lieues.

Après un repas abondant, malgré l'extrême rareté du

bétail, et un long repos, nous continuâmes à marcher et nous arrivâmes à Durazno avant le coucher du soleil, sans autre accident que l'état maladif de l'un des prisonniers, par suite des marches forcées des deux premiers jours du voyage du Pichinango à Saint-Joseph, pendant lesquels nous avions fait plus de 16 lieues marines (1), tandis que dans les quatre jours suivants, nous en avions fait à peine vingt-cinq (2).

(1) Plus de 80 kilometres en deux jours.
(2) Environ 125 kilomètres en quatre jours.

III. — Arrivée à Durazno. — Révélations.

Livrés par notre escorte à l'autorité militaire de Durazno, nous fûmes encore une fois comptés, et de plus nos noms et prénoms furent inscrits sur un registre spécial. Après ces préliminaires, on nous conduisit dans une maison en assez mauvais état que l'on avait destinée pour notre habitation. C'est là que, couchés sur la terre nue, sans autre abri que nos méchants vêtements, nous passâmes la nuit tous ensemble. Malgré les fatigues du voyage, le sommeil dont nous avions tant besoin se refusa à nous faire oublier les inconvénients de notre gîte, et la plupart d'entre nous ne purent fermer l'œil.

L'état moral des prisonniers en ce moment n'est pas facile à dépeindre. Rien n'était changé foncièrement dans leur situation ; cependant, malgré la rudesse habituelle à la vie militaire, notre réception au Durazno avait été accompagnée des formes d'une politesse qui ne fut pas sans charme, car nous ne nous y attendions guère.

L'aspect grave et sérieux du commandant Muñoz faisait ressortir l'air affable et bienveillant du capitaine Perez.

Quel sera maintenant, nous demandions-nous, le sort des prisonniers entassés à Durazno ? Quelle sera l'issue d'une guerre qui opprime ainsi le droit des gens ?

Dans l'ordre arbitraire qui nous avait arrachés à nos foyers, on ne pouvait se borner à voir une simple mesure de sûreté. Pourquoi forcer des hommes de paix à maudire une guerre qu'on leur apportait, en promettant respect

aux personnes, à la propriété (1)? Etait-ce pour frapper de stupeur l'ennemi par un grand acte de rigeur? Mais l'ennemi trouverait là, au contraire, de puissants motifs en faveur de la justice de sa cause!

Etait-ce pour contenir la partie de la population étrangère qui s'était déclarée ennemie de l'invasion? Mais, au contraire, ce fait seul devrait provoquer une haine implacable, car il ne laissait aucune chance de conciliation.

Voulait-on enfin jeter la terreur chez les gouvernements intervenus? Vraiment oui, c'est à peine s'ils entendront parler des prisonniers de Durazno!

Enfin, sous quelque face que se présentât à notre esprit la mesure qui entassait la population anglo-française à Durazno, nous ne pouvions envisager la pensée qui nous avait arrachés si violemment à notre vie paisible et à nos travaux, sans voir en elle un présage funeste.

Le lendemain, au lever du soleil, l'officier chargé de notre surveillance vint passer la revue des prisonniers et faire l'appel nominal, puis il nous déclara qu'on nous donnait le village pour prison d'où nous ne pourrions nous éloigner sans encourir les peines les plus sévères.

Nous étions libres de nos personnes, il est vrai, et c'était certes quelque chose; mais ce n'était pas tout. Bientôt la nature réclama ses droits de la manière la plus impérieuse, nous mourions de faim, et comment faire pour manger? A Durazno, comme partout ailleurs, quand on achète, il faut payer, et on nous avait ôté tous les moyens de le faire; pas la moindre pièce de monnaie n'avait échappé à nos gardiens. L'autorité, il est vrai, devait fournir aux prisonniers une ration de viande qu'on leur délivrait à une certaine heure à l'abattoir (matadero) et qu'ils devaient aller chercher en personne. Quant à la boisson, la rivière

(1) Expressions du manifeste publié par Oribe en envahissant la république de l'Uruguay, à la tête de l'armée de Rosas.

le Yi en fournissait en abondance et d'une excellente qualité. Enfin, le bois ne manquait pas aux bords de la rivière Mais le premier jour de notre arrivée, aux fatigues de la marche et de l'insomnie, vint s'ajouter un fâcheux contretemps. La viande avait été distribuée la veille et la plus prochaine distribution ne devait avoir lieu que le lendemain, combinaison d'ordre fort bonne, sans doute, mais dont nos pauvres estomacs devaient pâtir pendant toute cette journée.

La misère, dans les circonstances où nous étions, donne de l'audace, et d'un autre côté les coutumes hospitalières de ce pays, qui nous étaient familières, nous encourageant, nous entrâmes résolument dans la première maison venue et sans autre préambule que les compliments d'usage, nous demandâmes un verre de lait en déclarant franchement et sans mauvaise honte n'avoir pas de quoi le payer. Les habitants de cette maison, ruinés par la guerre, étaient pauvres jusqu'à la misère et cependant ils s'empressèrent de nous donner ce que nous avions demandé ; bien plus encore, ils nous offrirent de partager la viande qui leur restait et qui était évidemment insuffisante pour leurs propres besoins. Nous n'acceptâmes pas, tout affamés que nous étions, et nous sortîmes en appelant la bénédiction du ciel sur ces braves gens.

Heureusement nous rencontrâmes le brave Ferreira qui nous dit : Je vais partir, mais avant de nous quitter il faut venir déjeûner avec moi. Nous n'eûmes garde, comme de raison, de refuser une invitation qui venait si bien à point, et nous fîmes honneur à son déjeûner en hommes qui n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures. L'excellent homme poussa jusqu'au bout l'exercice de son humanité. Nous l'accompagnâmes jusqu'aux limites que nous ne devions pas franchir, et il nous laissa émus de ses bonnes paroles.

Nos vœux l'accompagnèrent et notre reconnaissance saura le retrouver (1).

Le soir de ce premier jour, nous allâmes demander un souper quelconque à la pauvre famille qui nous avait accueillis avec tant de bon vouloir dans la matinée. Les autres prisonniers de notre convoi, dont les Basques formaient le plus grand nombre, trouvèrent à s'accommoder chez leurs compatriotes établis sur ce point, de manière que personne n'eut trop à souffrir du manque de nourriture, en attendant la distribution du lendemain ; car, dans ce pays où l'hospitalité est, ou plutôt était sans limites (tout a bien changé depuis quelques années), on ne saurait mourir de faim, tant qu'il y aura du bétail dans la campagne.

Pendant le souper, nous reçûmes la visite d'un portugais, M. Joachim Cardoso, établi à Durazno, et qui, sur le simple récit qu'il avait entendu faire de nos malheurs, vint nous offrir sa maison et sa bourse. Homme bien élevé, il appréciait notre triste situation, et homme de cœur, il acceptait les conséquences de l'hospitalité qu'il nous offrait si généreusement ; car, dans les circonstances actuelles, le seul nom de français était un titre de proscription et pouvait compromettre gravement ceux qui nous feraient accueil. Nous acceptâmes sa maison, et dans sa bourse nous ne prîmes que ce qui était absolument et strictement nécessaire pour subvenir aux besoins de nos employés français qui avaient partagé notre sort.

Après le souper, nous fûmes obligés d'aller coucher dans la maison où on nous avait enfermés la veille. Ce fut, pour le moment, notre dernière nuit de misère, car dès le

(1) A mon retour d'Europe au Rio de la Plata, en 1852, sept ans après ces tristes évènements, en reprenant judiciairement possession des bergeries du Pichinango, pour les restaurer, mon premier soin fut de faire venir ce brave Ferreira et de m'informer de sa position. Il resta quelques jours avec nous et retourna dans sa famille en nous assurant de sa reconnaissance.

lendemain, notre position s'améliora considérablement. M. Cardoso nous installa chez lui avec toutes les commodités qu'il put nous procurer. Tout cela fut fait avec une franchise et une simplicité dignes d'un brave homme. Son associé, M. Guttierez, européen comme lui, mais espagnol, rendit cette hospitalité plus charmante encore par son caractère expansif.

Le sentiment de terreur que chacun des prisonniers avait éprouvé dès les premiers moments de leur arrestation qui eut lieu partout le même jour, le 10 septembre 1845, et qu'il avait concentré en lui-même, trouva à s'épancher ici et à se faire jour par le récit de ce que chacun avait ressenti. Tous se sentaient unis moralement, malgré les différences de position et d'éducation, par un même lien : la sympathie du malheur ! Chacun racontait son histoire, et de plusieurs d'entre elles nos auteurs dramatiques auraient pu faire des tableaux palpitants d'intérêt. Et puis, les milles pensées de désespoir inspirées par la conscience de l'injustice qui causait nos malheurs, qui les dira ? Mais elles se dissipaient avec une rapidité égale à leur violence même, et la saillie française, se jetant à la traverse des plus vives déclamations, résolvait en éclats de rire les plus terribles imprécations. Nos chers compatriotes étaient toujours français, même à Durazno.

Les Anglais, peu nombreux, gardaient imperturbablement une contenance morne et silencieuse, plus en rapport avec la situation. Malgré la différence des caractères et des habitudes, la meilleure harmonie régnait entre les citoyens des deux nations alliés par un malheur commun, bien mieux que leurs gouvernements ne l'étaient par l'entente cordiale.... Parmi eux se trouvait M. Guillaume Oliphant, l'architecte qui avait élevé le bâtiment du Pichinango. Le plus grand regret de ce brave homme était d'avoir construit un édifice si solide et tellement bien dis-

posé pour la sûreté de ses habitants, qu'il avait fini par leur servir de prison, ainsi qu'à lui-même. Ce rapprochement ne manquait pas d'une certaine originalité et lui faisait dire naïvement qu'il ne construirait plus, dans la campagne, d'édifice aussi propre à être transformé en château-fort.

Entre les mille récits qui circulaient parmi les prisonniers, l'un d'eux, qui concernait le convoi venu de Mercédès, arrivé avant nous, attira notre attention. Voici, en substance, ce que racontait l'un des malheureux qui en avait fait partie.

Sommés par la force armée de se constituer prisonniers, les résidents français et anglais de Mercédès refusèrent d'abord d'obéir, et exigèrent que l'autorité civile leur signifiât régulièrement l'ordre de leur arrestation, afin de faire retomber sur elle la responsabilité légale de cet acte arbitraire. On fit droit à cette juste réclamation et aussitôt ils se rendirent.

Dans une ville comme Mercédès, il eut été moins facile de se refuser à cette exigence que dans la campagne. Leur sort pour cela n'en fut pas meilleur!... Ils furent dirigés, au nombre de cent quinze, comme nous, sur Durazno, après avoir été dépouillés même du denier de poche, rapt qui laissa aux ravisseurs une somme d'au moins deux cents onces d'or (16,000 francs).

La nuit venue, les prisonniers furent entassés dans une chaumière qui pouvait à peine les contenir. La pluie tombait à verse et la nuit se passa dans un état de gêne facile à comprendre; car, accroupis sur les talons et les pieds dans la fange, ils attendaient le jour sans pouvoir dormir.

La marche du lendemain fut des plus pénibles, la pluie continuait avec force et la marche du convoi offrit un incident dont voici ce qui transpira : L'un des prisonniers

avait pu dérober à la rapacité des soldats presque tout ce qu'il avait d'argent sur lui. Il demanda, sous un prétexte quelconque, la permission de retourner à Mercédès, et l'obtint au prix d'une partie de son pécule qu'il donna à l'un des subalternes. Peu après qu'il eut quitté le convoi quelques soldats s'en détachèrent et l'on remarqua qu'ils prirent la même direction que lui et rejoignirent le convoi pendant la nuit. Le lendemain, quelques camarades de cet homme reconnurent, avec surprise et terreur, entre les mains des soldats, plusieurs objets qu'ils savaient avoir appartenu à leur compatriote, entre autres ses bottes et sa veste. On sut plus tard que le malheureux n'était jamais retourné à Mercédès. Qu'était-il devenu ?

Le convoi mit dix jours à faire les 40 lieues qui séparaient cette ville du village de Durazno, au milieu de déprédations journalières de la part des soldats envers les prisonniers, à tel point qu'un jeune Anglais de ce convoi serait arrivé littéralement nu à Durazno, si quelques soldats, ne lui eussent donné deux vieilles couvertures de cheval (jergas) pour se couvrir. A chaque halte de nuit, les malheureux avaient le spectacle de la gaîté brutale de leurs gardiens qui, accroupis auprès de grands feux, passaient la plus grande partie de la nuit à jouer ce que, dans le jour, ils avaient arraché à leurs victimes, et, excités par de copieuses libations, ils les accablaient, dans leur joie grossière, des plus basses injures.

On voit, par ce récit, que, quoique assez maltraités nous-mêmes, d'autres avaient été bien plus malheureux que nous; ce que confirmeront, d'ailleurs, de nouveaux récits plus terribles encore.

Les huit ou dix jours qui suivirent notre arrivée à Durazno se passèrent sans aucun évènement digne d'être rapporté. Notre seule occupation était de recueillir et de commenter, à perte de vue, les mille bruits, contradictoires

la plupart du temps, qui circulaient sur les évènements de la guerre. C'était contre nos habitudes, mais aujourd'hui force était de nous en préoccuper, enveloppés que nous étions dans ses désastreuses conséquences.

M. Cardozo, appelé par ses affaires au quartier-général de l'armée de siége, nous laissa chez lui en nous répétant de nous y considérer absolument comme chez nous.

Vers cette époque arriva un quatrième convoi de prisonniers que composaient en majeure partie les étrangers établis dans la campagne sur les confins des départements de Mercédès et de la Colonia. Parmi eux se trouvaient MM. Mac Intyre et Campbell, anglais, qui s'occupaient spécialement, comme nous, de l'élève des moutons sur une grande échelle. Le premier était l'associé de l'acheteur qui était venu au Pichinango, quelques mois auparavant, pour traiter de l'achat de cent béliers mérinos pur sang, afin de hâter et d'augmenter en même temps le raffinement de leurs nombreux troupeaux.

Les prisonniers de ce convoi avaient eu la chance de tomber entre les mains d'un brave officier. Aussi, arrivés sur la place du dépôt et invités par le lieutenant Farias, le chef de leur escorte, à déclarer franchement si quelqu'un d'entre eux avait à se plaindre, de quelque manière que ce fût, de lui ou des hommes qu'il avait sous ses ordres, répondirent-ils unanimement qu'ils n'avaient que des remercîments à lui donner pour sa conduite pleine d'humanité pendant tout le voyage. Digne émule de notre Ferreira, le lieutenant Farias, surnommé le manchot (el manco), avait su concilier ses devoirs de soldat avec ceux de l'humanité.

Quel ne fut pas notre étonnement en retrouvant parmi ces nouveaux venus, M. Wilson et son fils, que nous croyions bien tranquilles au sein de leur famille. Nous lui témoignâmes notre surprise de le revoir prisonnier, et il

nous répondit avec une simplicité sans égale : « Que voulez-vous ? On m'a demandé si j'étais citoyen des Etats-Unis; j'ai répondu que, quoique né dans l'Amérique du Nord, j'étais sujet anglais et on m'a renvoyé ici. » Cet homme, plus que sexagénaire, était beau à voir, en ce moment, avec sa longue barbe et ses cheveux blancs comme neige, ses yeux bleus étincelants qui contrastaient avec les rides de son front, et sa tenue simple et grave qui indiquait la plus parfaite résignation. Voici ce qui s'était passé après le retour de M. Wilson et de son fils au village de Rosario. M. Wilson est père de nombreux enfants élevés dans la pratique de la morale et du travail. L'aînée, mademoiselle Isabelle, en raison de l'âge avancé de son père et de la santé chancelante de sa mère qu'elle entoure de ses respects et des soins les plus délicats, est, par le fait, le chef et l'âme de cette honnête famille. En conséquence, aussitôt après le retour de M. Wilson au village, le commandant fit appeler mademoiselle Wilson qui alla voir son père dans le lieu qui lui servait de prison. Après les premiers moments donnés aux épanchements du cœur, le commandant lui demanda si son père etait Anglais ou bien citoyen des Etats-Unis. Elle répondit simplement, mon père est Anglais. On l'a cependant renvoyé ici comme étant citoyen des Etats-Unis d'Amérique, reprit le commandant. Mon père est né dans l'Amérique du Nord, il est vrai, mais il est sujet de la Grande-Bretagne, répondit-elle sans hésiter. Peut-être votre père possède-t-il quelque titre de nationalité américaine, répartit l'officier qui désirait évidemment rester dans son erreur ; demandez-le lui en anglais (M. Wilson s'explique avec difficulté en espagnol). Le père, interrogé par sa fille, se borna à répondre je suis Anglais et je n'ai aucun titre de nationalité américaine. Le commandant insista en disant que cette assertion était en contradiction avec les informations qu'il avait

reçues de toutes parts ; mais mademoiselle Wilson mit fin au débat en disant que son père était homme de vérité et qu'on pouvait croire à sa parole. Le commandant ne pouvait plus insister devant une semblable déclaration, et cette lutte entre la vérité et la bienveillance qu'inspirait naturellement le grand âge de M. Wilson et la situation fâcheuse de sa famille qui restait sans soutien, finit par le renvoi du père et du fils à Durazno. Ces honnêtes gens avaient préféré le malheur à la honte de renier leur nationalité. Pendant les quelques jours qui s'écoulèrent avant le second départ de M. Wilson, les amis de sa famille engagèrent chaudement sa fille à revenir sur la déclaration de son père, l'assurant que le commandant croirait tout ce qu'elle voudrait lui dire ; mais mademoiselle Wilson se refusa à toute démarche et répondit avec dignité : « Nous ne manquerons pas à la vérité, quoiqu'il puisse en advenir. » On ne sait ce qu'il faut le plus admirer de la tranquillité stoïque de M. Wilson ou du noble courage de sa fille.

Cette belle conduite qui fait pendant avec celle du jeune Derrey et d'un autre Français, le brave Iturbide, dont il nous reste à parler, prouve qu'en tout temps et en tous lieux, dans tous les rangs de la societé, se rencontrent des âmes noblement trempées.

Venons à ce qui regarde Iturbide. Avant l'arrestation générale des Français et des Anglais, et leur concentration à Durazno, les Français établis au quartier-général des assiégeants avaient signé, à l'instigation de quelques meneurs qui avaient renié leur nationalité, une protestation contre les hostilités exercées par les forces navales anglo-françaises. Cette pièce, mal conçue et plus mal rédigée encore, fut colportée dans la campagne avec l'assentiment de l'autorité supérieure et présentée à la signature des Français et des Anglais qui voudraient s'associer à cette

manifestation. C'était une espèce de pierre de touche de l'opinion. Ceux qui crurent devoir la signer, et ce fut le petit nombre (1) restèrent tranquilles chez eux ; mais ceux qui refusèrent leur signature, furent conduits à Durazno.

Empreint d'une exaltation ridicule, ce factum, rédigé en termes inconvenants qui devaient choquer tout esprit juste, ne devait trouver et ne trouva, en effet, d'acceptation que parmi les gens timides, irréfléchis ou passionnés. La preuve la plus forte qu'il en était réellement ainsi, c'est le refus motivé d'un Français que ses relations dans ce pays où il était établi depuis longues années, plaçait naturellement à la tête d'une manifestation de cette nature dans les circonstances actuelles. M. Dominique Roguin refusa nettement de signer un écrit de rebellion patente et aussi inconvenant dans la forme que futile dans le but. Car en envisageant la question sous le seul point de vue de l'utilité de cette protestation, n'était-il pas par trop ridicule de voir une poignée de Français sur les bords de la Plata jeter le gant à la France, qui, à tort ou à raison, s'était engagée dans cette guerre ? S'il fallait une preuve de plus de l'inconvenance de cette démarche, on la trouverait, irrécusable, dans la déclaration répétée par l'organe de l'armée de siége qui, tout en acceptant cette manifestation des FRANÇAIS DU CAMPEMENT, refusait la coopération armée que lui offraient les signataires de la protestation.

C'est à propos de cette manifestation qu'un bel exemple fut donné encore par un enfant des Pyrénées, chez lequel un sens droit et fort tient lieu d'éducation. Nous l'avons déjà nommé, c'est Jean Pebet-Iturbide. Etabli dans la campagne, et les évènements de la guerre

(1) Ceux-là même que M. Guizot a cru devoir qualifier de *Français neutres*.
Discours de M. Guizot à la chambre des Pairs, le 15 janvier 1846

l'ayant forcé de quitter son domicile, il vint chercher refuge dans le camp d'Oribe, bien avant que les actes coërcitifs de l'intervention eussent donné lieu aux représailles exercées contre les étrangers, et il y forma un petit établissement de commerce. Lorsque eut lieu la protestation des Français du campement, seul avec M. Roguin, Iturbide se refusa à donner sa signature ; mais n'ayant pas, pour motiver son refus, les ressources de M. Roguin, homme de monde, il exprima son dissentiment avec une énergie qui n'était pas en harmonie avec les circonstances du moment. La conséquence de ce refus fut la menace d'être déporté à Durazno et de voir sa petite fortune confisquée. Ces menaces n'ébranlèrent pas la résolution d'Iturbide, et bientôt, par ordre supérieur, ses biens furent confisqués et lui-même envoyé comme prisonnier à Durazno (1).

Entendre ce brave homme conter ses aventures, était une véritable distraction. Mais sa simplicité avait quelque chose de sublime lorsqu'il disait naïvement : « Je suis ruiné, car je perds la petite fortune que j'avais acquise dans ce pays par de rudes travaux et sans faire tort à personne, mais c'est égal, je suis Basque et Français.... et au pays on dira : *C'est bien ! Iturbide !* » En ce moment, une teinte de fierté, sans exaltation, ni jactance, animait les traits mâles de cet homme et donnait à sa physionomie une expression de franchise et de loyauté qui décelait en cette âme fortement trempée, une dignité dont le sentiment profond perçait malgré l'insuffisance de l'expression.

Parmi les nombreux épisodes de ce drame si fécond qui se passait dans une étendue de plusieurs centaines de lieues carrées, il en est un dont l'obscurité n'a été que

(1) Ce fut l'un des nombreux actes identiques ou analogues signalés dans la note collective des ministres plénipotentiaires, ainsi qu'on l'a vu page 164.

trop éclairée plus tard et qui contribua plus que tout autre à nourrir dans l'âme des prisonniers les sentiments de terreur qui les agitaient si cruellement. Nous allons en dire quelques mots, en laissant parler un des témoins oculaires.

Nous vivions, nous racontait-il, dans le village de Rosario, au milieu des alarmes qui suivirent la prise de la Colonia par les forces combinées de l'intervention, lorsque dans la matinée du 10 septembre la force armée se présenta tout-à-coup à notre domicile, et, sans autre avertissement, nous intima l'ordre de sortir de chez nous. Cette mesure s'exécuta dans tout le village en même temps, puis on nous enferma au nombre de soixante-dix, bientôt réduits à trente-sept, à cause de ceux qui s'enrôlaient dans la garde nationale pour se soustraire à la déportation. Enfin, on nous mit en marche. La direction vers le nord-ouest que suivit d'abord le convoi, ne pouvait rien faire présumer aux prisonniers sur le lieu où on les conduisait. Cependant un incident mystérieux eut lieu. Un soldat de l'escorte prit à part l'un des prisonniers et après l'avoir questionné avec quelques détails sur ses relations à la Colonia où il était établi, comme pour bien s'assurer de son identité, lui dit que sa vieille mère lui avait recommandé de la manière la plus pressante de protéger sa personne pendant le voyage, et surtout, ajouta-t-il avec un air de mystère, surtout dans les derniers moments. Il lui recommanda avec instance de se tenir toujours à la queue du convoi. Enfin, ajouta-t-il, après s'être assuré qu'on ne pouvait ni le voir, ni l'entendre : à l'instant ou vous me verrez faire tel signe, accourez aussitôt près de moi et ne craignez rien, car je réponds de vous. Ma mère me l'a ordonné et je suis son fils.

Le prisonnier, tout bouleversé de ce qu'il venait d'entendre, marchait lentement à la queue du convoi.

Le lendemain du départ, dans l'après-midi, on vit de loin arriver un courrier à toute bride. On fit faire halte et l'officier, après avoir lu une lettre que lui remit l'exprès, donna l'ordre de rebrousser chemin.

Agréablement surpris de cette nouvelle, les prisonniers reprirent gaiement la route du village où ils croyaient qu'on les reconduisait, mais leur joie fut de courte durée, car après quelques lieues de marche dans la nouvelle direction, ils reconnurent qu'ils s'étaient trompés. On laissait le village sur la droite et on les dirigeait évidemment vers le Pichinango. En effet, nous les y vîmes arriver dans l'après-midi du 16 septembre, et le 17 ils partirent avec nous pour le Durazno.

Livrés aux sombres réflexions que faisait naître le récit de tant d'évènements désastreux ou mystérieux, les prisonniers vivaient à Durazno machinalement. Cette vie inoccupée n'était fatigante que par sa monotonie, et elle devenait chaque jour plus insupportable par les soucis et les inquiétudes que faisaient naître les mille bruits contradictoires qui circulaient sur le sort qui leur était réservé. Parmi ces bruits, le plus accrédité était celui de leur prochain départ de Durazno pour aller former un campement en plein champ à quelques lieues du village.

Ce changement dans le sort des prisonniers devait avoir lieu, assurait-on, dès l'arrivée des convois qu'on attendait des départements de l'Ouest (Paysandu et Salto) Mais ces convois, que l'on disait en marche depuis longtemps, n'arrivaient pas, et les bruits les plus fâcheux recommencèrent à circuler sourdement.

Nous étions dans cet état de craintes et d'inquiétudes continuelles, lorsque une horrible nouvelle vint mettre le comble à nos terreurs et nous plonger dans une véritable consternation.

Indépendamment des quatre convois de prisonniers

actuellement à Durazno et du cinquième dont nous venons de parler, un sixième convoi avait été formé près de Saint-Salvador, sur la limite des départements de Mercédès et la Colonia. Les prisonniers, tous Basques français qui le composaient, étaient au nombre de trente-trois, d'autres disent de trente-cinq hommes, et voici les horribles détails qui circulèrent au sujet de ces malheureux qui n'arrivèrent jamais à Durazno :

Placés sous la conduite d'une troupe de forcenés, ces hommes, complétement inoffensifs, étaient arrivés au lieu dit Corralito, lorsque sans aucune cause connue, le chef avait donné l'ordre à ses soldats de les attacher par les pieds et par les bras entre deux chevaux tirant en sens inverse pour les renverser violemment ; puis, de les égorger tous jusqu'au dernier. Leurs cadavres, ajoutait-on, auraient été laissés étendus sur la terre et auraient servi de pâture aux chiens errants et aux oiseaux de proie.

Cette horrible nouvelle parvint bientôt, on ne sait par quelle voie, à Montévideo où elle souleva l'indignation générale, et les plus violentes accusations s'élevèrent de toutes parts contre l'autorité qui aurait ordonné, ou tout au moins laissé commettre un crime aussi épouvantable (1).

Au récit de telles atrocités, la physionomie des prisonniers de Durazno prit un caractère de terreur sombre qui

(1) En réponse à ces attaques violentes, l'organe des assiégeants (le journal le *Défenseur des lois*) se contenta de repousser toute participation à un acte de cruauté que rien ne pouvait justifier, mais cependant sans nier le fait, et il promit solennellement qu'une enquête serait faite sur ce déplorable mystère et que les coupables seraient punis. Malgré cette assurance, l'affaire en resta là ; cependant, une enquête eut lieu, mais à huis clos et sans la solennité qu'elle aurait dû avoir, et le capitaine Uran, qui conduisait le convoi, resta pendant près d'un an prisonnier au quartier-général avec les fers aux pieds. Le docteur Vavasseur et quelques autres de nos compatriotes l'y ont vu plusieurs fois. Le misérable soutenait énergiquement qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres qu'il avait reçus, et le général Oribe, lorsqu'il était question devant lui de cette cruelle affaire, se bornait à lever les épaules et à dire : les brutes (brutos) !

devenait alarmant. Les projets les plus désespérés se succédaient dans leur esprit, mais leur isolement au centre du pays et leur dénuement absolu de ressources les mettait dans l'impossibilité de rien entreprendre. Il n'y avait plus pour eux le moindre doute qu'ils n'eussent couru les mêmes dangers de perdre la vie, et qu'enfin ce qui ne leur était pas arrivé pendant le voyage à Durazno pouvait avoir lieu dans la prochaine émigration dont on les menaçait. Ces réflexions étaient pour les prisonniers une véritable torture qui ne leur laissait de repos ni le jour, ni la nuit.

Nous vivions dans cet état d'inquiétudes continuelles, réellement intolérables, lorsqu'une révélation qui me fut faite personnellement et sous la foi du serment de garder le secret, vint changer toutes nos craintes en une certitude absolue. Ce secret, je l'ai fidèlement gardé; mais aujourd'hui, dégagé du serment exigé en 1845, il m'est permis de révéler ce qui eut lieu alors.

Un homme bien posé dans le pays et de mes anciennes connaissances passait par le Durazno. Dans un rapide entretien, il me dit; — Veillez sur vous; le Durazno pourrait bien devenir un *matadero* (un abattoir), comme le fut l'Hervidero sous Artigas !..... — Dois-je fuir? répondis-je. — Oui, répliqua-t-il, et au plus vite.

IV. — L'Evasion.

Les craintes que nous avaient fait concevoir les récits que nous avions entendus et ce que nous avions su par nous-mêmes ne laissaient plus de place au doute ; il ne s'agissait donc plus de délibérer pour savoir si nous devions tenter de nous soustraire au sort qui nous menaçait, mais seulement sur les moyens d'effectuer notre évasion.

Ne connaissant pas pratiquement cette partie du pays, des difficultés extrêmes se présentaient. Trois moyens d'évasion étaient praticables : l'un à pied, en suivant les bois qui bordent la rivière du Yi, et qui nous auraient conduits au Rio-Negro, et de là aux bords de l'Uruguay, où nous aurions trouvé, tôt ou tard, un navire de guerre anglais ou français. Ce voyage de 70 à 80 lieues, à cause des contours de la rivière, avait un immense inconvénient, celui de n'offrir presque aucun moyen de se procurer de la nourriture autre que le poisson, qu'il nous eût fallu pêcher pendant le jour, car nous ne pouvions marcher que la nuit pour éviter d'être aperçus.

Cette ressource était bien précaire, et il pouvait arriver qu'après une nuit de marche la pêche ne fût pas heureuse, et que nous eussions à passer une journée entière sans manger ni dormir. De plus, il fallait être prêts à la moindre attaque à se jeter à l'eau, comme des grenouilles, pour nous y cacher et éviter toute surprise. Le second moyen était de monter à cheval, et traverser en quelques nuits à peu près la moitié du pays dans sa plus grande

largeur. Beaucoup plus expéditif que les autres, ce moyen avait le grave inconvénient d'exiger un guide très-habile et sur la fidélité duquel on put compter. Or, dans les circonstances où nous étions, un tel homme était presque impossible à trouver. Enfin le troisième moyen était de suivre en bateau le cours de la rivière, le plus discret de tous les chemins, et qui ne garde aucune trace, mais aussi le plus dangereux, surtout par suite des grandes crues qui avaient eu lieu et qui avaient fait déborder tous les cours d'eau. Cette voie, cependant, n'était praticable qu'à la faveur de ces débordements, qui, s'ils augmentaient les dangers du voyage, permettaient de franchir les bas-fonds et les cataractes que présente le Yi avant de se jeter dans le Rio-Negro.

Après de mûres délibérations, nous nous arrêtâmes à ce dernier moyen d'évasion; quelques jours nous suffirent pour faire nos préparatifs. Nous trouvâmes par hasard une mauvaise pirogue, faite d'un tronc d'arbre creusé, d'environ six pieds de long, et à peine suffisante pour nous porter tous. Flon, le berger, fabriqua deux petites rames qu'il cacha dans le bois, puis il amassa dans la même cachette du biscuit, qu'il y transporta à plusieurs reprises et par petites quantités à la fois, ainsi que quelques outils et plusieurs petites choses qui pouvaient nous être utiles. Nous parvînmes, non sans beaucoup de peine, à nous procurer des armes et quelques munitions, et le 12 octobre, c'est-à-dire vingt-un jours après notre arrivée à Durazno, à huit heures du soir, nous nous embarquâmes, mon frère Hilarion, Flon et moi, dans la frêle pirogue, et nous nous abandonnâmes au courant de la rivière. Des pêcheurs près desquels nous étions forcés de passer, nous aperçurent au clair de la lune, et se mirent à courir aussitôt vers le village. Quelques instants après, un bruit confus de voix et de pas de chevaux sur le rivage, accompagné des aboie-

ments des chiens du village, vint nous apprendre que notre fuite était connue, et qu'on s'était mis à notre poursuite. Dans la crainte de tomber entre les mains de ceux qui nous cherchaient au gué de la rivière, qu'il nous fallait absolument passer, ce qui offrait de grandes difficultés, nous nous jetâmes en un instant dans le fourré du bois, où nous cachâmes la pirogue, espérant que, fatigués d'une recherche inutile, les soldats retourneraient bientôt au village. En effet, vers minuit, tout étant redevenu silencieux autour de nous, nous regagnâmes le courant de la rivière en ramant avec les plus grandes précautions. Arrivés au gué principal, nous découvrîmes à quelque distance un feu prêt à s'éteindre, et autour de lui un groupe d'hommes dont nous entendions les voix confuses, sans pouvoir distinguer les paroles. Cette découverte nous obligea à recourir encore une fois au fourré, où nous nous tînmes cois, en attendant que le sommeil vînt fermer les yeux de ceux dont nous redoutions la vigilance. Plusieurs heures se passèrent dans cette attente pénible, mais de temps à autre un éclat de voix nous avertissait que nos argus ne dormaient pas encore. Cependant le feu s'éteignait peu à peu, et leur causerie devenait moins animée et moins suivie. Enfin, la lune, descendue à l'horizon, ne donnait plus qu'une faible clarté, et le feu éteint ne laissant plus apercevoir le groupe des soldats, qui devaient être endormis, nous crûmes pouvoir tenter le passage sans être découverts, en profitant de l'ombre épaisse que projetait le bois sur le cours de la rivière. Poussés par le courant, et sans aucun bruit de rames, nous franchîmes heureusement le passage fatal, et joyeux d'avoir échappé à ce premier danger, nous voguions au milieu de la rivière, dont la crue avait couvert les bords à une très-grande distance, ce qui nous empêchait de suivre le lit ordinaire de l'eau, que nous ne pouvions reconnaître, trompés que

nous étions par les divers courants qui s'étaient établis dans le bois inondé. Les premières lueurs de l'aube blanchissaient l'horizon, et l'approche du jour nous réjouissait, car nous nous croyions désormais hors de tout danger d'être poursuivis. Nous nous disposions à nous cacher dans quelque fourré épais pour travailler à faire une troisième rame, qui nous était indispensable pour tenir lieu d'un gouvernail dont manquait notre bateau.

A peine étions-nous éloignés d'une demi-lieue du gué principal, qu'une pointe de bois, traversant presque entièrement le lit de la rivière, se montra devant nous. Elle ne laissait qu'un étroit passage, dans lequel force nous était de nous engager. Le courant y était violent, et faute d'un gouvernail, il ne nous était pas possible de diriger notre nacelle. D'un autre côté, le jour, qui ne faisait que commencer à poindre, laissait tous les objets autour de nous dans une obscurité presque complète. Nous entendions très-distinctement le bruit du courant se brisant contre un obstacle; mais quel était cet obstacle, où se trouvait-il? C'est ce qu'il nous était impossible de savoir. Quand nous vîmes le danger, nous y avions déjà succombé. — Rapide comme la pensée, la pirogue heurte contre un écueil, et disparaît sous les eaux, entre les troncs d'arbres, aux branches d'un desquels nous avons le bonheur de rester suspendus. J'étais demeuré le dernier dans la pirogue, que je poussais de toute ma force pour lui faire éviter la branche d'arbre sous laquelle elle disparaissait; mais, en un instant, remplie par l'eau, dont ce nouvel obstacle augmentait la violence, je me trouvai dans l'eau jusqu'à mi-corps, ayant de plus à lutter contre le courant qui m'entraînait. Mon frère et Flon, déjà établis solidement sur la branche horizontale qui s'étendait au-dessus du courant, m'aidèrent à grimper dessus. Là, debout sur cette branche que la violence du courant faisait trembler sous nos pieds, malgré

sa grosseur, et nous soutenant aux pousses verticales du saule qui nous avait sauvé la vie, tout en causant notre naufrage, nous vîmes notre nacelle submergée, s'éloigner avec une extrême rapidité, emportée par le courant. Avec elle, nous perdions nos armes, nos provisions de bouche, et l'espoir de continuer le voyage hasardeux que nous avait fait entreprendre une impérieuse nécessité. Les regrets étaient inutiles, et nous ne pouvions rester longtemps perchés sur notre arbre, au milieu de la rivière; il fallait absolument regagner la terre; mais par quels moyens? Flon ne savait pas nager. Sans cette circonstance malheureuse, il nous eût été facile d'atteindre tous ensemble à l'une des deux rives, malgré l'inondation. Nous mettre à l'eau, et nager en soutenant le pauvre Flon de chaque côté, était possible; mais c'était s'exposer au danger de se noyer tous les trois en voulant aider le brave Flon à se soutenir sur l'eau et à lutter contre la rapidité et la violence du courant. Nous pouvions aussi, pour faciliter le trajet, couper une forte branche de l'arbre sur lequel nous étions, la mettre à l'eau, y placer Flon, puis nous laisser aller tous au courant, en aidant le pauvre garçon à se tenir sur la branche flottante. Mais il ne nous restait pour tout instrument tranchant qu'un canif, et en admettant que son faible secours eût suffi à cette tâche, il nous eut fallu au moins une journée entière de travail pour en venir à bout.

Le brave Flon, ancien voltigeur de l'armée d'Afrique, avait bravé le soleil du désert et beaucoup de dangers, mais ne s'était jamais vu exposé à boire, comme il disait, un coup à la grande tasse. Dans un élan de ce caractère si dévoué du soldat français, il s'écria tout à coup : « Que voulez-vous faire, messieurs, mourir noyés pour moi? Non, non! sauvez-vous tous les deux, vous le pouvez; moi j'attendrai ici que vous m'envoyiez un bateau pour me prendre; et si ça tarde trop longtemps, et que les

forces me manquent, eh bien ! je me jetterai à l'eau, et bonsoir la compagnie.... Tout de même, on ne meurt qu'une fois, et autant vaut mourir noyé que rôti! »

Il avait raison le brave berger ; mais abandonner dans une telle position, un homme que nous avions arraché à sa famille et à son pays en lui promettant une fortune, et cela au moment où elle s'évanouissait devant lui, après huit ans de travail, de constance et de fidélité, cela n'était pas possible. « Non, Flon, nous ne vous abandonnerons pas ainsi, lui répondions-nous, et si vous mourez noyé, ce ne sera qu'avec nous. »

Dans cette affreuse situation, mon avis était de rester sur notre arbre, et attendre vingt-quatre heures, s'il le fallait, le secours de quelques bucherons qui pourraient venir à passer près de nous, et occuper ce temps-là à couper la grande branche qui devait nous aider, à la dernière extrêmité, à conduire à terre le brave Flon. Mais debout sur notre soliveau, dans l'eau jusqu'à mi-jambe et engourdis par le froid (le Pampero, vent du sud-ouest, est très-froid, et il soufflait alors avec force), nous avions à craindre qu'après vingt-quatre heures d'un tel bain de pieds, et sans manger, nous ne fussions plus en état de nager, au moment où il faudrait nous jeter à l'eau. En outre, Hilarion, le plus mal placé des trois, assurait qu'il ne pourrait conserver plus longtemps son équilibre, et insistait pour aller à la nage chercher du secours; mais il connaissait trop peu le pays pour s'exposer, lui père de famille, aux chances de cette aventure.

Le soleil se levait à peine, lorsque les instances d'Hilarion devenant pressantes, je résolus de gagner la terre. Je me dépouillai de mes vêtements, que j'attachai un à un aux branches du saule, et après nous être bien entendus sur ce que nous aurions à faire, autant toutefois qu'il nous

était possible, je me jetai à l'eau en me recommandant à Dieu et en invoquant le nom de ma mère.

Ce dut être un moment solennel pour mes deux compagnons de naufrage qui restaient sur l'arbre, car du salut de celui qu'ils voyaient s'éloigner en nageant, dépendait peut-être leur propre vie.

Après les plus grands efforts pour lutter contre le courant, dont la vitesse n'était pas moindre de 7 à 8 milles, et qui m'emportait, j'atteignis le bord sain et sauf. Mon premier soin fut, ainsi que nous en étions convenus, d'avertir mes compagnons de mon heureuse arrivée par un cri que je poussai, et auquel ils répondirent, seul moyen de communication que nous eussions, car les bois qui couvraient la rive nous empêchaient de nous voir.

Entièrement absorbé de l'idée de délivrer le plus tôt possible mes compagnons de la dangereuse position où je les avais laissés sur l'arbre, je ne pensais pas à m'arrêter un instant pour faire sécher mon gilet de laine, ou du moins à m'en dépouiller, et je me mis à marcher, aussi vite que je le pouvais, vers une habitation que j'apercevais à la distance d'environ deux lieues et dans une direction opposée à Durazno, dont je n'étais guère éloigné que d'une lieue. J'eus, bientôt après, à me repentir de cette imprudence. En effet, le froid que me causait mon gilet mouillé, rendu plus pénétrant encore par la violence du vent, me glaça en un instant, et après une demi-heure de marche, je sentis mes mains se roidir de telle sorte, qu'il m'était impossible d'ouvrir les doigts. Quelques instants après, cette contraction s'étendit aux doigts des pieds, qui, se reployant en dessous, me rendaient la marche extrêmement douloureuse et presque impossible. Cependant l'idée de mes compagnons d'infortune à secourir, me fit résister à cette horrible souffrance. Dans ce pitoyable état, et sans m'inquiéter que là était d'ordinaire le

repaire des jaguars, je n'hésitai pas à me jeter dans un marais tout couvert de *paja*, longue feuille de graminée paludéenne, dure et résistante, dont on se sert dans le pays pour couvrir les chaumières, et qui atteint huit à neuf pieds de hauteur. Malgré les obstacles que m'opposait à chaque pas ce terrain fangeux, j'avançais, quoique trop lentement au gré de mon impatience, vers la maison isolée que j'avais aperçue, n'ayant pour guide de la direction que je suivais, que la trace laissée par mon passage au travers des longues herbes. Je marchais avec résolution, dominant la douleur des crampes qui me tordaient les mains et les pieds, à laquelle s'ajoutait encore celle que produisaient les innombrables coupures que faisait sur mes membres nus cette paille des marais qu'on nomme dans le pays paille méchante (*paja brava*), dont les bords tranchants et armés de dents imperceptibles, coupent comme un rasoir, et causent une cuison des plus douloureuses, et j'avais fait environ cent pas dans ce marais, lorsque tout à coup je sentis ma vue se troubler.

La lutte que j'avais eu à soutenir contre le courant de la rivière, m'avait laissé haletant au sortir de l'eau, et malgré une demi-heure de marche, le jeu des poumons n'avait pu encore se rétablir régulièrement, sans doute à cause du froid qui m'avait saisi. A cette gêne affreuse de la respiration et aux autres douleurs dont j'ai parlé, vint s'ajouter une crampe des plus douloureuses de la machoire inférieure, qui me faisait tenir la bouche ouverte de toute son étendue, et m'empêchait absolument de la fermer.

Accablé enfin de tant de maux réunis, je compris qu'il y aurait danger pour ma vie, sans utilité pour mes pauvres compagnons, de m'obstiner à avancer, et je revins sur mes pas, ce qui était prudent, car à peine arrivé sur la terre ferme, au bord du marais, où je ne parvins qu'après des efforts inouïs, et déjà presque entière-

ment privé de la vue, je tombai et perdis complètement connaissance. En ce moment, je me le rappelle, le soleil était à peine au-dessus de l'horizon. Mon évanouissement dura plusieurs heures, car cet astre était déjà haut quand, en rouvrant les yeux, je me vis, à mon grand étonnement, nu, couché sur l'herbe, et entouré de plusieurs hommes armés, envoyés à notre recherche, et qui, sans doute m'avaient cru mort. Je repris peu à peu l'usage de mes sens; la mémoire me revint, et avec elle se représenta à moi toute la difficulté de ma position, en pensant à mes compagnons que j'avais laissés sur l'arbre. Mon chagrin fut au comble lorsque je me vis contraint par les soldats de me mettre en marche vers la ville de Durasno, car je craignais de mettre la vie des miens en danger, en faisant connaître le lieu de leur retraite. Arrivé aux premières chaumières du village, non sans peine, en raison de l'extrême faiblesse où je me trouvais, on me donna quelques haillons pour me couvrir. Strictement gardé à vue, il ne me fut pas possible de parler à la seule personne à laquelle je pusse me fier, et lui recommander mes malheureux compagnons. Pendant que je me réchauffais et que je prenais un peu de bouillon, arriva le capitaine Perez pour m'interroger. Notre évasion était bien connue, il était donc inutile de la cacher. Aussi répondis-je sans détours à toutes les questions qu'il me fit, et je demandai à voir le commandant militaire. On me conduisit en sa présence, et avant d'entrer en explications de ce qui s'était passé, je lui fis connaître la dangereuse situation où j'avais laissé mon frère et Flon, après toutefois lui avoir fait donner sa parole d'honneur qu'ils auraient la vie sauve, et je le suppliai d'envoyer sans délai à leur secours. Aussitôt il ordonna à un officier et huit soldats armés de me conduire au lieu du naufrage sur le bateau qui servait de bac. Monté en croupe de l'officier, nous partîmes au galop.

Arrivés au bac, nous descendîmes le courant de l'eau dans le bateau. Après avoir passé la pointe de bois qui cachait le saule fatal, qu'elle ne fut pas ma douleur et ma surprise de ne pas voir mes compagnons sur l'arbre, et seulement quelques hardes laissées par eux suspendues à ses branches. Désespérant de se voir secourus, s'étaient-ils jetés à l'eau ? Cette horrible pensée me causait une anxiété inexprimable, lorsqu'à une petite distance nous aperçûmes une pirogue montée par deux hommes, qui luttaient contre le couraut pour éviter l'arbre qui avait causé notre perte, et peut-être aussi pour se soustraire à notre poursuite, car ils cherchaient évidemment à se cacher, en gagnant le fourré. Malgré tous leurs efforts, nous les atteignîmes en peu d'instants, et nous les reconnûmes pour deux bûcherons du voisinage, qui furent aussitôt arrêtés par les soldats. On leur demanda s'ils savaient quelque chose des deux naufragés, et ils déclarèrent sans hésiter qu'en effet, en allant à leur travail, ils avaient vu deux hommes sur le saule qu'ils indiquaient près de là ; que sur les vives instances de ces malheureux, il les avaient reçus dans leur nacelle, malgré le danger qu'il y avait à s'approcher d'un endroit où le courant se brisait avec tant de force, et qu'enfin ils les avaient déposés sur la rive opposée.

La joie de les savoir sauvés du péril imminent de se noyer fut bien grande pour moi, mais elle fit bientôt place à la douleur de les voir perdre de nouveau leur liberté, car les soldats allaient les poursuivre avec acharnement, et la moindre apparence de résistance de leur part était un arrêt de mort. Il n'y avait donc pas à hésiter ; il fallait les trouver, leur faire connaître ma présence, et les engager à se rendre sans résistance. — Quelles douloureuses pensées m'agitaient en cet instant ! Au moment du naufrage, l'idée que quelque bûcheron passant près de là pourrait nous

porter secours s'était présentée à moi ; aussi je voulais attendre. Mais Dieu en avait ordonné autrement; j'avais exposé ma vie pour les sauver, et c'est moi qui les perdais avec moi-même! Les bûcherons, interrogés sévèrement, indiquèrent le lieu où ils avaient déposé les naufragés, et sans perdre de temps, nous nous dirigeâmes de ce côté, et bientôt nous abordâmes sur la rive opposée. Je demandai alors à descendre à terre avec les soldats pour que mes compagnons, en me voyant, se rendissent sans difficulté; mais l'officier, loin d'y consentir, me fit attacher fortement au fond du bateau, et laissant près de moi une sentinelle le sabre en main, il débarqua avec les soldats pour aller à la recherche de mes compagnons, qui devaient être non loin de là dans le bois.

Dans cette situation violente, ne sachant que faire, je me mis à crier de toute ma force, en appelant par son nom mon frère, espérant que reconnaissant ma voix, il comprendrait, en voyant les soldats, que toute espérance d'évasion était perdue. Attaché au fond du bateau, j'attendais ! Une demi-heure se passa dans une inquiétude mortelle. A chaque instant, les cris des soldats qui s'appelaient pour ne pas s'égarer au milieu du fourré, me faisaient tressaillir et frissonner ; je craignais que ces hommes, fatigués d'une poursuite inutile, ne fissent feu sur les malheureux fuyards. Ce que je souffrais est impossible à dire. Enfin les cris semblent se rapprocher et annoncer que les soldats s'étaient sans doute rendus maîtres de leurs prisonniers ; le poids immense qui pesait sur mon cœur disparaît, car au moins je vais les revoir vivants. Ils arrivent, en effet, au bord de la rivière, où le bateau les attendait. La pâleur des prisonniers, la joie qui brille sur la figure des soldats, les cris de triomphe de ceux-ci, le morne silence que gardent les autres, l'insolence du triomphe, l'attitude calme d'une résignation courageuse formaient un tableau qu'aucune

expression ne saurait rendre. Il faut l'avoir senti pour comprendre ce que nous éprouvâmes, mon frère et moi, en nous revoyant sains et saufs après les quelques heures qui s'étaient écoulées depuis notre naufrage. C'était un mélange de joie et de douleur impossible à exprimer : un soupir étouffé, une larme furtive qui ne pouvait couler, pas un mot, car la langue desséchée se refusait à articuler une seule parole, tels furent les seuls intéprêtes de ce que nous éprouvions. Hilarion pâle, les cheveux hérissés et la poitrine haletante, avait le regard terne et fixe, lui dont les yeux sont habituellement si expressifs. Le pauvre Flon cachait son émotion dans sa longue barbe rousse ; il était pâle aussi, et ses yeux n'exprimaient qu'un tranquille mépris.

Ils descendirent enfin dans le bateau. Hilarion et moi nous voulûmes nous embrasser, mais nous étions attachés par les bras, les coudes derrière le dos. « Frère, lui dis-je, il faut souffrir. » — « Oui, » répondit-il simplement. — « Pauvre monsieur Benjamin, dit à son tour Flon, et vous aussi ils vous ont attaché ! — Eh ! pourquoi pas mon pauvre Flon? Nous avons voulu nous évader ensemble, et nous souffrons ensemble ; quoi de plus juste? Mais surtout, ajoutai-je, cachons bien notre souffrance à ces gens-là ; qu'on n'en voie en nous aucune trace ; il faut leur prouver que nous pouvons supporter plus de mal qu'ils ne peuvent nous en faire. — C'est vrai ça, répartit Flon, avec le calme du vrai courage : ils seraient trop contents, ces .... de nous voir pleurer comme des femmes. » Puis, passant brusquement à une autre idée, il ajouta : « Parbleu, messieurs, je vous l'avais bien dit sur l'arbre, qu'il valait mieux me laisser noyer et vous sauver. — Eh non ! pauvre Flon, il vaut bien mieux souffrir ensemble.

Le bateau transporta tout le monde sur l'autre rive et

nous y déposa, car il eut fallu trop de temps et de peines pour remonter le courant avec la barque ainsi chargée. Nous fûmes donc obligés de regagner le Durasno à pied. Les prisonniers étaient au nombre de six : mon frère et moi, Flon, les deux bateliers et un Anglais qu'on trouva travaillant dans le bois, et que l'on soupçonna d'être complice de notre évasion, quoiqu'il n'en fut rien. Les deux bûcherons, qui n'étaient pas garrotés, portaient nos vêtements échappés au naufrage. Après avoir traversé non sans peine un petit marais, nous nous mîmes en route pour le village. Les bûcherons marchaient en tête; puis venaient les quatre prisonniers attachés; les soldats fermaient la marche. Tout le monde allait à pied, et nous avions près d'une lieue à faire. A peu près au milieu de la route, la douleur que nous faisait éprouver les cordes qui attachaient nos bras devenant intolérable et ralentissant notre marche, on voulut bien les desserrer un peu, ce qui nous procura quelque soulagement. Les liens avaient été si fortement serrés que nous avions la partie inférieure des bras, depuis le coude, dans un état d'engourdissement fort douloureux, et nous éprouvions au devant de la poitrine une sorte de déchirement insupportable, causé par le trop grand rapprochement des coudes derrière le dos.

En entrant dans le village, nous devînmes l'objet de la curiosité publique, de la compassion de quelques-uns, des railleries et des malédictions de quelques autres; mais nous étions trop forts dans notre malheur, pour répondre à ces déplorables manifestations. Les femmes accouraient pour nous voir, les enfants nous montraient du doigt, et un brave homme fit, à notre passage, fermer la porte de sa maison en signe de douleur : c'était le même qui nous avait donné l'hospitalité le jour de notre arrivée. Nous lui

sûmes gré de ce témoignage de sympathie. Le commandant du village nous attendait dans la cour de la maison. D'abord il reprocha aux bûcherons d'avoir favorisé notre évasion ; mais Hilarion prenant la parole, lui affirma que ces hommes n'avaient contribué en rien à notre évasion, et n'avaient commis d'autre crime que celui d'avoir sauvé la vie à deux hommes en danger de périr, en les recueillant dans leur bateau pour les déposer à terre. Il ajouta que l'Anglais Mac-Lean nous était complètement inconnu, et n'avait jamais eu de relations avec aucun de nous. Nous confirmâmes cette déclaration, à laquelle le commandant ne parut guère ajouter foi, car il ne répondit pas et donna l'ordre de nous mettre aux fers. Le capitaine Perez demanda si cet ordre s'appliquait à tous. « A tous, répondit le commandant. » Puis, l'on nous conduisit dans la seconde cour de la maison. Là, on nous fit entrer dans une pièce délabrée, couverte en chaume, sans autre ouverture que la porte, et l'on nous y enferma, à l'exception des deux bateliers, auxquels on mit les fers aux pieds dans une autre pièce qui servait déjà de prison à plusieurs étrangers détenus pour des causes relatives aux évènements politiques, et parmi lesquels se trouvait une Française d'un âge avancé. On plaça à la porte de l'espèce de chenil où nous étions un factionnaire dont la consigne était de ne laisser approcher personne. Nous étions en quelque sorte au secret. Cette pièce avait servi d'écurie aux chevaux du général Rivera, à qui appartenait cette maison, dont on avait fait, depuis l'entrée du général Oribe dans le pays, une caserne pour l'infanterie de la garnison ; le sol, en raison du séjour prolongé des chevaux, en était très-humide et imprégné de sels ammoniacaux. Le seul meuble qui s'y trouvât était l'instrument de supplice connu sous le nom de *cepo*, qui consiste en deux pièces de bois superposés et réunies par une charnière à l'une des extrémités. Sur leur

bord intérieur, sont creusées, de distance en distance, des entailles en forme de demi-lunes, qui lorsque les deux traverses sont placées l'une sur l'autre, forment des trous ronds, assez grands pour que la cheville d'un homme y soit à l'aise, sans que le pied en puisse être retiré. Une autre pièce de bois avec un trou au milieu recevait le cou du patient. Nous aurons plus tard l'occasion de dire la manière dont on emploie cet instrument de torture.

Cinq heures s'étaient écoulées depuis notre naufrage; la nuit qui l'avait précédé s'était passée pour nous sans dormir. Le défaut de sommeil, la fatigue et le manque de nourriture nous avaient mis dans un état de faiblesse extrême, ce qui, malgré les émotions violentes de la matinée, nous faisait du sommeil un besoin irrésistible. A notre prière, on nous apporta une peau de bœuf, sur laquelle nous nous étendîmes. et nous dormîmes plusieurs heures comme dans le meilleur lit du monde. Ce n'était pourtant guère le moment de dormir pour des hommes que l'on traitait comme des criminels; mais quand le corps succombe à la fatigue et que la conscience est sans remords, pourquoi le sommeil fuirait-il le malheureux ?

Pendant que dans un sommeil réparateur nous perdions le souvenir de notre triste situation, il se passait des choses qui devaient fournir contre nous des preuves matérielles de notre crime, celui d'avoir tenté de recouvrer la liberté dont on nous avait violemment privés, et même les présomptions les plus fortes que ce crime avait été prémédité par nous.

La frêle barque qui nous avait servi n'avait pas chaviré en touchant contre le saule, seulement elle avait été submergée, et avait suivi sous l'eau le courant jusqu'à une assez grande distance, où elle s'arrêta, retenue par des broussailles sous l'eau, et contre lesquelles elle vint donner. L'un des soldats qui était venu au lieu du naufrage,

homme très-habile en ces sortes de choses, croyant qu'elle contenait des objets dont la valeur le récompenserait de ses peines, résolut de la trouver et d'en opérer le sauvetage. Il y réussit, l'amena à terre, et y retrouva intact tout notre pauvre bagage, c'est-à-dire quelques nippes, nos armes et quelques aliments. Si la surprise et l'instantanéité du choc nous eussent permis de voir que la barque n'avait pas chaviré, nous eussions pu faire ce que cet homme avait fait, et conserver ainsi les moyens de poursuivre notre voyage ; mais tout s'était passé si rapidement dans ce moment du naufrage, que c'est à peine si nous avions eu le temps de nous suspendre aux branches du saule, et ensuite nous restâmes convaincus que la barque avait chaviré, et que tout le bagage était au fond de l'eau. L'idée qu'il en put être autrement ne nous vint même pas à l'esprit.

Après avoir dormi d'un bon sommeil pendant quelque temps, nous nous éveillâmes bien reposés, mais mourant de faim. Vingt-quatre heures s'étaient écoulées depuis notre dernier repas. On nous apporta alors le peu de vêtements qui étaient restés sur l'arbre du naufrage, et surtout les miens, que j'avais laissés attachés aux branches avant de me jeter à l'eau. On avait aussi trouvé les papiers que je portais toujours sur moi et relatifs à l'établissement du Pichinango. Mais toutes ces pièces, d'une grande importance pour moi, étaient restées dans les mains du commandant, qui, nous le sûmes plus tard, les avait envoyées au général Oribe avec cette suscription : *Papeles pertenecientes al salvaje unitario Lafone* (1).

Dans un pantalon de Flon se trouva un quart d'once d'or qui avait échappé jusque là aux diverses visites qu'on

(1) Papiers appartenant au sauvage unitaire Lafone. C'est le nom de mon ami, un très-honorable négociant anglais avec lequel les scribes d'Oribe me confondaient. Je conserve, à titre de pièce justificative, la bande qui recouvre encore le portefeuille saisi et portant le cachet de Manuel Oribe.

nous avait fait subir. Ce fut pour nous une vraie fortune dans ce moment, et nous nous hâtâmes de la mettre à profit en nous faisant apporter du pain, que nous dévorâmes avec l'avidité d'hommes qui n'ont pas mangé depuis vingt-quatre heures, pendant lesquelles toutes les émotions d'une vie entière pourraient se résumer. En ce moment le capitaine Perez vint nous voir, et nous assura gracieusement qu'il s'empresserait de nous rendre tous les services compatibles avec sa position et la nôtre. En effet, le soir il nous fit apporter à souper de sa table, qui était celle du commandant. Cette attention, qui contrastait avec le gîte qu'on nous avait donné, nous faisait espérer un traitement supportable. Hélas! quelle était notre erreur!

Après avoir mangé, nous nous étendîmes sur notre cuir de bœuf, dont le luxe avait été accru de quelques poignées de foin dérobées à nos voisins, — les chevaux du commandant.

La première moitié de la nuit fut employée à nous faire subir une sorte d'interrogatoire indirect et par intermédiaire. Voici comment la chose se passait. Le capitaine Perez venait, de la part du commandant, nous faire certaines questions, et lui reportait immédiatement nos réponses. Quant à ces dernières, rien n'était plus simple: c'était un aveu complet et sans détours de ce qu'on appelait notre crime. Mais ce qui nous parut fort singulier, c'était la manière de procéder à cet interrogatoire. On nous faisait sortir de la pièce où nous étions l'un après l'autre et à plusieurs reprises pour nous adresser à chacun les mêmes questions. Pendant que l'on interrogeait l'un de nous, les autres, se croyant quittes, ne tardaient pas à se rendormir; mais au bout de quelque temps, on venait à en réveiller un autre, et ainsi à tour de rôle, et toujours pour nous adresser les mêmes questions. Cette méthode, il faut le croire, a pour but de surprendre la vérité que l'accusé

voudrait cacher, en profitant de la confusion où sont ordinairement les idées entre deux sommeils. Avec nous, cette sorte de subterfuge était complètement inutile, car nous ne pouvions nous contredire, nous avions dit tout d'abord la vérité, et elle ne pouvait rien perdre à être répétée. Toutefois, il y avait dans la répétition de ces mêmes questions une arrière-pensée qui perçait, mais sans se faire clairement comprendre. Ce ne fut que la troisième fois qu'on me réveilla pour être interrogé que je compris ce dont il s'agissait. Le capitaine Perez me demanda brusquement : « Que signifient les armes et les munitions que vous aviez emportées ? Je répondis simplement que je ne me serais pas embarqué pour un tel voyage sans avoir des armes pour ma défense personnelle. Le capitaine Perez me fit observer que ma position de prisonnier faisait de cette possession d'armes une circonstance des plus aggravantes. J'en tombai d'accord, en ajoutant qu'on savait bien que je n'étais pas homme à faire un mauvais usage de ces armes, destinées seulement à nous procurer quelque nourriture pendant le voyage, et à défendre notre vie, mais uniquement dans le cas où cette défense serait légitime. Hilarion, interrogé après moi et dans les mêmes termes, fit la même déclaration; puis on nous laissa dormir, et ainsi se passa la première nuit de notre captivité, aggravée par notre tentative d'évasion, hélas ! infructueuse.

V. — La prison et les fers.

Le lendemain, le capitaine Perez vint de bonne heure s'informer de notre santé et il me dit : — En vous « parlant la nuit dernière, vous paraissiez avoir la « fièvre, à en juger par votre haleine; j'ai parlé au mé- « decin Donado de cette remarque, et il m'a dit que le bain « froid que vous aviez pris hier, l'évanouissement et les « émotions qui l'ont suivi sont des causes plus que suffi- « santes pour occasionner un accès de fièvre ; si vous êtes « malade, il faut demander au commandant de vous faire « conduire à l'hôpital. » — Je le remerciai en lui assurant que j'étais en bonne santé. Puis revenant sur notre tentative d'évasion, il témoigna le regret de nous voir en aussi fâcheuse position, ajoutant que toute mauvaise qu'elle était déjà, elle pourrait devenir pire encore. Ces paroles ambiguës n'étaient que trop claires pour nous, mais résolus, comme nous l'étions, à accepter les conséquences de nos actions, nous répondîmes que nous subirions notre sort avec le calme que nous trouvions dans notre conscience. Il répliqua que nous ne devions négliger aucun moyen de l'améliorer et me répéta qu'il était convaincu que j'étais malade, que j'avais la fièvre et que dans ce cas, je devais aller à l'hôpital. Cette insistance révélait clairement le désir qu'il avait de m'éviter le surcroît du mal qui nous attendait. Je lui demandai alors en souriant, s'il y aurait, à l'hôpital, des lits pour tant de malades, et je montrais mes compagnons de prison, mais il ne répondit rien.

Il était clair qu'il s'agissait d'une faveur speciale qu'il

voulait me faire ; mais j'aurais été humilié s'il m'eut fallu l'accepter, et je réitérai mes remercîments au capitaine Perez, en lui disant que si nous étions malades dans la prison, nous serions du moins ensemble pour nous aider et nous consoler mutuellement.

Nous passâmes cette journéet celle du lendemain abandonnés à nos réflexions, mais, d'heure en heure, on voyait les figures des gens de la garnison se rembrunir et ceux qui traversaient la cour, se gardaient de s'avancer jusqu'à notre porte, dont la sentinelle empêchait d'approcher à plusieurs pas de distance. Cependant, vers le soir on nous apporta un matelas de la part de M. Guttières, notre hôte avant notre fuite. Nous le plaçames en travers, de manière que nous avions tous les quatre le haut du corps dessus et les jambes en dehors sur de la paille. Ces deux journées furent employées à nous raconter mutuellement nos aventures depuis le moment du naufrage, jusqu'au moment où nous nous retrouvâmes dans le bateau. J'ai dit ce qui m'était arrivé ; voici ce que me raconta mon frère : Nous attendions ton retour, disait Hilarion, pour nous voir délivrés de la position difficile et fatigante où tu nous avais laissés sur l'arbre, et plus d'une heure s'était déjà écoulée depuis que tu t'étais jeté à l'eau, lorsque nous aperçumes le bateau qui nous a recueillis. A cette vue notre joie fut grande, car nous espérions que tu venais nous chercher et que nous pourrions continuer notre voyage. Aux premiers cris que nous poussâmes les bateliers s'effrayèrent et commencèrent à s'éloigner de nous, mais nous ayant aperçus sur l'arbre, ils comprirent aussitôt ce dont il s'agissait, ils s'approchèrent pour nous recueillir dans leur bateau. Habiles, comme ils étaient à manier leur pirogue, ils eurent bientôt atteint notre arbre ; mais là, une lutte terrible s'engagea entre la violence du courant et leurs efforts pour faire éviter au bateau le sort qu'avait eu le nôtre. Après de longues

et difficiles manœuvres, nous nous embarquâmes à la fin et atteignîmes bientôt le bord de la rivière opposé au village, lieu où les hommes qui montaient le bateau allaient travailler à couper du bois, avec le pauvre Mac Léan, aujourd'hui notre compagnons de prison. Notre premier soin fut de chercher un emplacement dans le fourré, où il fût possible de faire du feu pour sécher nos vêtements et ceux que tu avais laissés sur l'arbre.

Nous établîmes notre campement dans le bois, à quelque distance du rivage, parfaitement cachés à tous les yeux, et nous nous occupâmes, avec Mac Léan, à faire cuire un morceau de viande que les bûcherons avaient apporté pour eux et qu'ils nous donnèrent. J'envoyai ces deux hommes à ta recherche, mais je ne les revis plus qu'au moment ou nous fûmes arrêtés par les soldats. Nous étions tranquillement à nous reposer auprès de nos hardes qui séchaient, ainsi que notre chaussure, devant le feu dont la douce chaleur ranimait nos membres transis, lorsque tout à coup des cris très-rapprochés vinrent nous tirer de l'état de torpeur ou nous étions tombés, par suite d'une nuit passée sans dormir, des fatigues et des émotions violentes que nous avions éprouvées depuis notre naufrage. Nous nous levons, tout joyeux, croyant que c'était toi que nous allions voir ; mais quel fut notre étonnement et notre frayeur lorsqu'à travers le taillis, nous apercevons les chemises rouges des soldats ! Sans plus réfléchir, nous prenons la fuite, Flon et moi, laissant Mac Lean ébahi de notre course, et abandonnonnant nos effets et même notre chaussure, nous nous mîmes à courir nus-pieds à travers les épines du taillis qui nous déchiraient de tous côtés. Mais les soldats nous avaient vus, et laissant sous la garde de l'un d'eux Mac Léan et nos habits, il se mirent aussitôt à notre poursuite.

Un taillis marécageux se trouvait devant nous, le détour qu'il eût fallu faire pour l'éviter était très-grand et nous

nous y jetâmes tête baissée. Nous enfoncions parfois dans l'eau bourbeuse de cette mare jusqu'à la ceinture, mais nous allions toujours, car les soldats nous suivaient de près, ardents à la poursuite, qui dura, tu le sais, environ une demi-heure. Nous tombâmes plusieurs fois Flon ou moi, embarrassés dans les lianes, mais sans jamais nous séparer.

Enfin harassés de fatigue, les pieds ensanglantés par les épines nous entendîmes le chef des soldats qui nous criait que tu étais son prisonnier.

A cette triste nouvelle nous comprîmes que tout espoir était perdu et qu'il fallait nous rendre, ce que nous fîmes sans hésiter.

Quel moment, frère ! Maîtres de nous, les soldats nous entourèrent ; ceux qui étaient armés de fusils, se tinrent à une certaine distance et les autres qui avaient tous un sabre ou un coutelas à la main se placèrent tout près de nous. Quelle vue que celle du couteau dans des mains si exercées à s'en servir ! On nous enleva d'abord notre cravate ; puis chacun de nous fut placé entre deux soldats dont l'un nous tenait la pointe du sabre à la poitrine et l'autre celle du couteau à la gorge, pendant qu'un troisième nous attachait les bras derrière le dos, coude contre coude. Le soldat qui tenait ainsi le couteau sur la gorge avait les yeux braqués sur le chef de la troupe ; un signe de cet homme et nous étions égorgés sur place. Le pauvre Flon, persuadé qu'on allait nous assassiner, s'écria : « Allons c'est ici qu'il faut mourir. « Non, non lui répondis-je, pas encore — peut-être, attendons ! Puis m'adressant à l'officier. — Faut-il marcher, lui dis-je ? Marchons ! fut sa réponse. Ce seul mot produisit en nous une impression qu'il est impossible de comprendre, à moins de s'être vu, comme nous dans un bois vierge, à la merci de tels hommes et dans les circonstances où se trouvait le pays.

A ces tristes récits venaient naturellement se mêler nos

réflexions plus tristes encore, sur la fatalité qui avait présidé à notre naufrage et surtout sur les terribles conséquences qu'il avait amenées et que nous avions provoquées pour avoir voulu courir après un secours incertain, tandis que si nous avions pu avoir une heure de patience, il se serait offert de lui-même ; nous aurions sauvé notre vie et nous aurions pu continuer notre voyage avec le bateau des bûcherons dont l'un surtout connaissait très-bien la navigation de cette rivière. Mais tous ces regrets étaient superflus et ne changeaient rien au sort qui nous attendait. Hilarion et Flon dont les pieds étaient farcis d'épines restées dans les chairs, ce qui les empêchait de se tenir debout et leur causait les plus vives douleurs, passèrent ces deux journées à les retirer, travail des plus douloureux, dans lequel nous les aidâmes Mac Léan et moi.

Le lendemain matin nous reçûmes, avec le déjeuner, quelques friandises que nous envoyait notre hôte M. Guttières. Ces douceurs apportées à notre captivité semblaient promettre moins de misères que nous n'en avions pressenti. En effet, malgré l'ordre du commandant de nous mettre tous aux fers, cet ordre n'avait été exécuté que pour les pauvres bateliers. Cette sévérité envers des hommes relativement beaucoup moins coupables que nous, si culpabilité il y avait dans notre fait, ne laissait pas que de nous surprendre, et l'imagination travaillant sur ce texte, nous faisait entrevoir une prochaine terminaison de notre situation déjà si affreuse, par un dénouement plus terrible encore. La mort pour nous, les grands coupables, la mort en place publique, pour servir d'exemple aux autres ôtages, auxquels notre fuite avait indiqué le chemin à prendre, pour s'évader, en évitant le danger auquel nous avions succombé.

Nous en étions là de nos réflexions, lorsque nous vîmes entrer dans la première cour, qui nous séparait de la porte principale, le curé du village qui se rendait chez le com-

mandant. Parbleu ! dit Flon, il vient pour nous confesser : cette idée se présentait d'autant plus naturellement à l'esprit que nous nous rappelions les mauvaises dispositions de cet homme qui n'avait pas craint de souiller son ministère de paix et d'amour, par des paroles de haine contre les prisonniers; paroles qui n'étaient que le complément des déclamarions furibondes qu'il avait adressées plusieurs fois du haut de la chaire évangélique, à un auditoire trop bien préparé déjà, par les événements politiques, à la haine de l'étranger. C'est ainsi que le clergé des campagnes a toujours subi la pression des passious dominantes! Au bout de quelque temps le curé reparut sur le seuil de la porte, causant avec le commandant et regardant fixement de notre côté. Sa vue nous glaçait le cœur, car nous attendions sa visite qui était pour nous une assurance de mort. Cependant il sortit de la maison et notre frayeur se dissipa. Cette scène terrible se renouvela trois fois dans l'espace d'une heure. Qu'on juge de l'état où nous étions ! Enfin, à la troisième fois nous reprîmes tout notre courage et nous nous mîmes à déjeûner tranquillement, afin d'avoir, disions-nous, la force de mourir sans faiblesse ! A peine avions-nous achevé ce repas dans lequel nous mangeâmes tout ce que M. Guttières nous avait envoyé le matin, car le lendemain, pensions-nous, ne nous appartenait plus et nous ignorions si le soir nous serions vivants ou fusillés, que nous aperçûmes, dans la première cour, un piquet de huit hommes armés, conduits par l'officier de garde et se dirigeant vers nous. Les cinquante pas que firent ces hommes pour arriver jusqu'à nous, furent comme autant de coups de massue tombant sur notre tête. L'officier fit faire halte devant la porte de notre prison et y entra avec deux soldats, puis avec le ton bref du commandement militaire, il nous dit : « Messieurs, voici ce que j'ai ordre d'apporter pour vous. » Nous répondîmes brièvement : « Nous voici

prêts à recevoir ce que vous apportez. » Nos regards, cependant, interrogeaient sa figure impassible, pour tacher de savoir ce qu'il voulait dire. Notre incertitude ne dura pas longtemps. Un bruit de fers s'entrechoquant se fit entendre et le forgeron de la garnison, avec son aide, entrèrent dans la prison, apportant trois paires de fers, une pour chacun de nous.

— Qu'est-ce donc, m'écriai-je en m'adressant à l'officier, on va nous mettre aux fers ?

— Oui.

— Mais auparavant ne pourrait-on pas parler au commandant ?

— Il est sorti, en m'ordonnant de vous mettre aux fers.

— Eh bien ! vous lui direz que je dis, moi, que mieux vaudrait être fusillé, (que digo yo que mas valdria cuatro balazos) car les fers ne sont faits que pour les criminels et nous sommes des gens de bien.

— J'ai ordre de vous mettre aux fers.

— Nous voici, vous pouvez l'exécuter. Je me tus alors ; mes compagnons d'infortune n'avaient pas prononcé un seul mot et le silence qui s'établit ne fut plus troublé que par le bruit cadencé du marteau qui rivait nos fers. Chaque coup de ce marteau avait en nous un affreux retentissement qui augmentait, s'il est possible, l'immense douleur dont notre âme était navrée de nous voir traités d'une si indigne manière. Cet horrible travail achevé, l'officier s'assura qu'il était bien fait, puis il nous laissa livrés à nos réflexions.

Etait-elle donc consommée notre dégradation ? Etions nous réellement descendus au dernier degré de l'ignominie ? Non certes, car malgré le traitement barbare qu'on nous faisait subir, nous n'avions pas cessé un instant d'être honnêtes gens et les fers que nous portions n'avaient pas le

pouvoir de nous dégrader à nos propres yeux. Le supplice honore ceux qui ne l'ont pas mérité. Aussi, pendant toute l'opération avions nous gardé notre dignité, une pose assurée, l'œil sec et le regard calme. A peine si un sourire de mépris était venu effleurer nos lèvres et lorsque l'officier sortit avec les soldats, nous leur fîmes un salut silencieux et profond, qu'ils durent prendre pour de l'ironie, mais qui n'était que l'expression de notre résignation.

Après cette scène douloureuse, nous étions restés debout et immobiles; Mac Léan seul allait et venait dans la chambre, n'osant pas jeter les yeux sur nous et craignant de nous adresser la parole, même pour nous consoler, car il était libre lui et il nous voyait chargés de fers; mais son silence même avait une éloquence que nul discours ne saurait exprimer. Pour tirer le pauvre garçon de l'embarras où le mettait la différence de nos positions, nous le félicitâmes d'avoir échappé au supplice des fers et lui représentâmes qu'après tout, on ne lui faisait que justice, puis qu'il n'était nullement complice de notre évasion. Touché de nos bonnes paroles, il ne put répondre que ces mots : « Du moins, messieurs, je pourrai vous servir. » et en effet dès ce moment, il ne cessa de nous rendre tous les services en son pouvoir, avec un empressement et un zèle que nous ne pourrions jamais oublier.

Hilarion, d'ordinaire si bouillant, était calme et résigné. Frère, s'écria-t-il, tu l'as dit, il faut souffrir. Eh bien! nous saurons souffrir! — Oui lui répondis-je et que la volonté de Dieu soit faite. Quant à Flon il n'avait rien dit encore; il tenait la tête baissée, regardant attentivement ses fers qu'il soulevait et abaissait tour à tour, au moyen de la corde attachée au milieu de la barre transversale qui réunissait les deux anneaux pris au bas de la jambe. Il s'essayait à maintenir cette barre dans une position bien horizontale, afin qu'elle pesât éga-

lement sur les deux pieds. Tout à coup et sans lever la tête, il dit tranquillement : « Parbleu j'y suis ! c'est là la manière de s'en servir ! en voilà une drôle de mécanique ! » La naïveté de cette exclamation nous fit sourire, mais il ne s'en aperçut pas, et continua, sans relever la tête, à essayer de marcher, portant alternativement un pied devant l'autre, en lui faisant décrire un demi cercle dont la barre de fer était le rayon. Puis, comme se parlant à lui-même, il s'écria « Est-ce qu'ils croient que je ne pourrai pas « marcher avec cela, eux autres ? Nous verrons ça après « quelques jours d'exercices, le tout est de s'y faire ; je « m'étais bien habitué à faire le coup de feu contre les Bé- « douins ! et ils n'étaient pas manchots ceux là ! Ah ! que « ne suis-je encore à Alger ! Eh ! dire qu'un voltigeur de « l'armée d'Afrique, est mis aux fers en Amérique par « des....... pas *grands choses !* En voilà un changement « à vue ! Ma foi, ce n'était pas la peine d'y venir ! » (1)

Tout de même, continua-il, mieux vaut encore ça (et il faisait sonner ses fers), que d'être fusillés; au moins il nous reste l'espérance, n'est-ce pas, Messieurs. En disant cela il

(1) Le dernier vapeur arrivé de Rio de la Plata apporte la triste nouvelle du décès de ce pauvre Flon ! Il a succombé au moment même où il allait recevoir enfin la juste indemnité que j'ai réclamée pour lui, et ce après dix-huit ans d'attente ! Comment ne pas croire que la justice de Dieu aura compensé pour lui la torpeur de la justice des hommes ? Et combien d'autres compagnons de nos souffrances ont précédé mon pauvre Flon dans la tombe, depuis dix-huit ans.... Que la terre étrangère leur soit légère ! Tous ils l'ont arrosée de la sueur de leur front ; elle leur doit, après leur mort, le repos qu'ils n'ont pu y trouver leur vie durant.

Homme de droiture et de fidélité, mon pauvre Flon n'attendait que l'obole de la justice des hommes, pour venir vivre près de moi, quand Dieu l'a appelé à lui. .. Amen ! Nous avions dit cette belle prière si souvent, dans la prison de Durazno ; pourquoi ne pas la redire sur sa tombe, au delà de laquelle il m'entend.

Il ne faut pas achever cette sensible nécrologie d'un honnête travailleur, homme de conscience et de dévoûment, sans rendre un hommage de cœur à mes amis qui l'ont assisté, en souvenir de moi, dans sa longue maladie. Qu'ils en reçoivent ici tous l'expression bien sentie de ma gratitude, surtout ceux dont je connais les procédés délicats envers mon pauvre Flon, jusques et après sa mort, et parmi lesquels je me fais un devoir de nommer Madame Mary Hugues, la famille Le Bas, M. Hocquart et M Lafone. Rien ne m'étonne, de ces bons amis, en fait de bonnes œuvres.

leva la tête pour nous regarder ; ses yeux étaient brillants, une grosse larme y roulait sans pouvoir couler, et sa figure avait une expression de souffrance si grande, que nous lui demandâmes s'il se trouvait mal. — Non, non, Messieurs, nous répondit-il ; seulement ça m'embête.... et il montrait ses fers. Nous lui montrâmes les nôtres. Le pauvre garçon s'attendrit visiblement, puis il reprit. « Parbleu ! Je vous « l'avais bien dit, quand nous étions sur l'arbre, de me « laisser noyer et de vous sauver, c'est moi qui suis cause « de ce que vous souffrez. »

Pas du tout, pauvre Flon, mieux vaut être tous ici que de nous être séparés après le naufrage, car au moins nous pourrons nous entre'aider, tandis qu'à cette heure, nous serions peut-être tous morts chacun de son côté. — Vous croyez ? Eh bien ! comme vous voudrez ; mais cette mécanique me vexe considérablement, surtout pour vous, Messieurs !

Le brave homme souffrait évidemment plus qu'il ne pouvait l'exprimer, mais il se contraignait pour ne pas nous affliger.

Cette cruelle journée s'écoula lentement, bien lentement dans le recueillement d'une douleur profonde.

Mais une vie nouvelle s'ouvrait pour nous, vie remplie, dans tous ses instants, d'une souffrance sans relâche ; le désespoir moral augmentait sans cesse, par la vue continuelle et le poids de nos fers ! Les misères et les peines que nous avions éprouvées pendant notre voyage au Durazno, succédant brusquement à la tranquillité et à l'abondance du Pichinango , auraient dû nous aguerrir et nous disposer aux nouveaux malheurs que devait nécessairement attirer sur nous notre tentative d'évasion, dans le cas ou elle ne réussirait pas ; mais il n'en était pas ainsi et notre emprisonnement nous était odieux. Aucune parole ne peut rendre l'oppression qui pesait sur notre cœur, depuis que nous

avions des fers rivés à nos pieds. L'idée de honte et d'infamie qui se rattache pour des Européens à des fers qui, parmi nous, ne sont destinés qu'aux criminels les plus vils, nous eut été absolument insupportable, si le sentiment intime de notre conscience et la voix de la vérité n'eussent ranimé notre courage ébranlé, en nous disant que cette honte ne pouvait pas nous atteindre. Intimement convaincus que nous n'étions coupables devant aucune loi divine et humaine, et que nous n'étions en réalité que des victimes de la barbarie, nous finîmes par accepter cette position de victimes avec résignation et nous arrivâmes presque à tirer une sorte de petite vanité de ce qui, d'abord, avait été pour nous le comble de l'ignominie.

La première nuit passée avec les fers aux pieds, ne fut qu'un long supplice. A chaque moment nous étions réveillés par la douleur que causait le moindre mouvement des jambes engourdies par la pression des fers et par les crampes continuelles qui résultaient de cette compression. Nous employâmes les jours suivants à faire notre apprentissage de la vie de galériens, et au bout d'une huitaine, nous étions déjà très-experts dans le maniement de nos fers; c'est-à-dire que nous pouvions nous tenir debout et faire quelques pas dans notre prison, sans tomber.

Du moment qu'on nous eut rivé les fers aux pieds, nous appartenions à ce que, dans ces pays, on appelle *la justice*. La justice! la chose la plus monstrueuse et la plus hideuse qu'il soit possible de s'imaginer. Un homme mis en prison et aux fers devient une sorte de paria; il s'élève entre lui et la société, une barrière infranchissable à travers laquelle rien ne transpire, ni du dedans ni du dehors, pas même les soupirs du malheureux. C'est une sorte d'excommunication sociale, un cachet de réprobation qui anéantit ses droits et sa qualité d'homme. On l'oublie, ou si on se souvient de lui, c'est pour le maudire ou le maltraiter; ses réclamations,

s'ils ose en faire, même pour les besoins les plus urgents, sont autant de griefs ajoutés au crime qui l'a conduit en prison. Or, on connaît la nature de celui que nous avions commis ; crime odieux, impardonnable aux yeux de nos bourreaux, aussi semblèrent-ils s'en faire un titre pour épuiser sur nous toutes les rigueurs de la captivité.

Les mille incidens de ce genre de torture qui s'exerçait sur tous nos actes, sur tous nos mouvements, sur tous nos besoins, sont trop nombreux pour être rapportés en détail ; cependant pour en donner une idée, nous allons en citer des plus saillants.

Aussitôt que nous fûmes mis aux fers, on cessa de nous apporter à manger de la table du commandant, comme on l'avait fait pendant les premiers jours. Dès lors, manquant du nécessaire, nous nous vîmes forcés de faire appel à notre excellent hôte M. Guttières qui y répondit avec empressement et de la meilleure grâce du monde, et obtint l'autorisation de nous faire apporter nos repas de chez lui. Mais la difficulté qu'il éprouva à le faire régulièrement chaque jour, à cause de la disette de viande (presque unique nourriture du pays), qui régnait alors, nous contraignit plus d'une fois à recourir à la gamelle de la garnison qu'on nourrissait de viande bouillie et dont ont nous laissait recueillir les restes.

Si un besoin naturel nous appelait hors de la prison, il fallait que la sentinelle appelât le caporal de garde, lequel envoyait un soldat, qui devait nous suivre pas à pas jusqu'à ce que nous fussions rentrés.

Tantôt le caprice de l'officier de garde nous obligeait à rester debout et alignés, l'un à côté de l'autre, à l'heure de l'appel, qu'il prolongeait inhumainement, sans égard pour le poids de nos fers. Tantôt, par un autre caprice, il enjoignait à la sentinelle de ne pas nous laisser franchir le seuil de notre porte ; et cette rigueur, bien inutile, fut

poussée quelquefois jusqu'à nous obliger à rentrer nos jambes dans la prison, lorsqu'il nous arrivait de nous asseoir sur le seuil de la porte !

Le jour, la nuit, nous avions des témoins de toutes nos paroles, de toutes nos actions, de chacun de nos mouvements ; notre sommeil même, ce baume du malheureux, n'était pas respecté, car en relevant la garde à minuit, l'officier prenait livraison des prisonniers, et pour peu qu'il fut exigeant, il venait, une lumière à la main, nous compter et visiter nos fers. Or, comme certains des subalternes n'étaient pas très versés dans la science des nombres, ils nous comptaient sur leurs doigts jusqu'à ce que l'addition de chaque unité leur représentât le nombre qu'ils cherchaient. Cette visite, à minuit, nous était insupportable, car elle nous tirait brusquement du bien-être momentané que nous procurait le sommeil, et ramenait toutes nos douleurs.

On aurait pu croire que réellement on s'étudiait à nous torturer : on nous mesurait l'air que nous respirions, on comptait jusqu'aux pas que nous pouvions faire dans notre chenil en traînant nos fers, exercice que, tout pénible qu'il était, nous nous efforçions de faire, pour qu'un repos absolu ne vînt pas engourdir complètement nos membres.

Quand l'un de nous voulait marcher, les autres étaient obligés de se tenir assis ; car nos lits (nous nous en étions faits peu à peu avec du foin) ne laissaient qu'un passage étroit au milieu du chenil. C'est dans ce sentier qu'avait lieu notre promenade, au bruit cadencé de nos fers.

Le mot chenil répété à dessein n'est point une exagération, car on a vu déjà que le sol de notre prison, autrefois une écurie, était imprégné d'une humidité méphitique. Pour absorber cette humidité et nous en préserver autant que possible, nous avions répandu partout le plus de foin que nous avions pu ; mais cette espèce de tapis improvisé

rendait notre marche bien plus difficile ; le pied ne pouvait glisser sur le foin, qui cédait sous nos pieds, et nous ne pouvions les lever en marchant, à cause de la barre transversale de nos fers.

Une chose bien digne de remarque, c'est l'impassibilité des soldats qui nous infligeaient mille petits supplices. Ils semblaient agir sans haine et sans colère et avec la plus profonde indifférence. Aussi nous redisaient-ils avec une naïveté effrayante tous les bruits qui circulaient sur notre compte, qu'ils pussent nous faire espérer un adoucissement à nos malheurs, ou craindre une augmentation de rigueur, ou même une terminaison funeste de nos maux ; pour eux c'était tout un. L'un de ces hommes, auquel nous demandions un jour s'il croyait qu'on nous fusillerait bientôt, répondit naïvement : Peut-être ! Ces gens semblaient tirer vanité de cette insensibilité, et nous racontaient froidement leurs hauts faits en ce genre, pendant la guerre contre Lavalle, que la plupart d'entr'eux avait faite.

Des volumes suffiraient à peine pour enregistrer les noms des victimes de tout âge, de tout sexe qui, au dire de ces hommes, ont succombé sous le couteau ou sous les balles des soldats de Rosas, pendant les trois ans que dura cette guerre d'extermination. La prise d'une ville, qu'elle fût ou non défendue, donnait lieu à une longue série d'exécutions, qui commençaient après la victoire et ne finissaient que lorsqu'on ne trouvait plus ni parents ni amis des vaincus.

Chaque soldat qu'on mettait en faction à notre porte avait toujours des faits nouveaux de cette nature à nous raconter, faits auxquels il avait participé comme témoin, et souvent comme acteur. Ces récits unanimes, émanés de tant de témoins oculaires, nous faisaient comprendre à quel degré de dépopulation et de ruine avaient été

réduites les provinces Argentines, pendant les trois années consécutives qu'elles furent en proie aux hordes victorieuses du dictateur de Buenos-Ayres; car le pillage et la confiscation suivaient toujours le meurtre.

Ces tableaux de deuil et de sang étaient peu propres, comme il est facile de le comprendre, à nous rassurer, et en écoutant ces récits épouvantables, l'idée qui se présentait naturellement à notre esprit était qu'au premier jour nos noms viendraient s'inscrire dans ces annales sanglantes que très probablement la postérité ne lira jamais. Dans la disposition d'esprit où nous tenaient sans cesse notre malheureuse position et les craintes continuelles de l'avenir, une seule distraction nous restait, c'était l'étude du caractère des hommes que leurs fonctions journalières mettaient en rapports forcés avec nous. Aussi eûmes-nous bientôt fait la connaissance des caporaux et des soldats préposés à notre garde. Quant aux officiers, que leur position tenait éloignés de nous, nous n'avons pu les apprécier que par le plus ou moins d'indifférence qu'ils témoignaient pour notre sort, et nous leur en savions d'autant plus de gré de cette indifférence, qu'elle était plus complète; nous n'avons donc rien à en dire. Cependant l'un d'entr'eux, un seul, il faut le dire, se montra franchement méchant à notre égard, et il se chargea de nous faire comprendre ce que nous aurions pu avoir à souffrir du mauvais vouloir de tous. Seul il fut la cause et l'auteur de mille petites tortures que nous eûmes à souffrir tant que dura notre emprisonnement. Le hasard avait voulu que ce fut lui-même qui nous apportât l'ordre de nous mettre aux fers et qui le fit exécuter sous ses yeux ; le même hasard voulut que ce fut lui qui nous transmit, ainsi qu'on le verra plus tard, l'ordre qui nous rendait la liberté. Les sous-officiers et les soldats se montrèrent presque sans exception plus ou moins obligeants envers nous, autant

toutefois que leur consigne le leur permettait. L'un d'entr'eux surtout, le caporal Pereira, nous témoigna une sympathie désintéressée, qui ne se démentit pas un seul instant pendant les cent jours de notre emprisonnement.

Ces hommes ne sont pas naturellement méchants, ils ne sont que dégradés par l'ignorance et démoralisés par l'abrutissement dans lequel ils vivent. A qui la faute?

Parmi les soldats se trouvaient deux êtres d'un aspect qui faisait littéralement peur. L'un, Indien pur sang, enfant des Pampas, arraché par la violence à sa vie nomade et à la liberté, vivait isolé au milieu d'autres hommes complètement étrangers pour lui, car ils n'étaient pas Indiens pur sang comme lui. Il était de petite taille, gros, trapu, mal posé sur ses jambes arquées en dehors, configuration due à l'habitude de monter à cheval, que l'Indien contracte dès sa plus tendre jeunesse, ses bras longs et robustes pendaient machinalement le long de son corps, son cou gros et court paraissait soutenir avec peine une grosse tête branlante et constamment penchée vers la terre; son visage aplati, large, et sans traits bien arrêtés, n'avait aucune expression quelconque, que celle de la brutalité; le regard constamment baissé, cet être à formes humaines semblait ne pouvoir lever les yeux au ciel. En effet, que savait-il du ciel? C'était bien l'homme-bête dans sa dégradation, mais non certainement *homo sapiens* que les naturalistes placent en tête de leurs nomenclatures des espèces animales. On nous assura que cet homme était l'exécuteur des hautes œuvres, c'est-à-dire l'égorgeur en titre de son régiment. Nous ne pouvions le voir qu'avec effroi : mais peut-être l'idée du terrible emploi qu'il exerçait, augmentait en nous l'horreur que nous inspirait son physique repoussant. Quoi qu'il en soit, cet homme dégradé et abruti ne manifestait aucun des instincts farouches que l'on aurait pu naturellement lui supposer; il avait même par-

fois des moments de gaîté qui se manifestaient par des éclats de rire, chose presque inouïe chez l'Indien qui, généralement parlant, ne laisse transpirer au dehors aucune des sensations qui l'agitent. Il faut ajouter aussi qu'il ne montrait de haine pour personne, et que pour nous, nous n'avons eu rien à lui reprocher, si ce n'est quelques moments d'humeur qu'il exprimait, contre les habitudes de sa race, par des paroles brutales, mais dites naturellement et sans intention manifeste de nous blesser personnellement.

L'autre dont il nous reste à parler était un métis d'Indien et de blanc, dont la physionomie offrait l'expression de tout ce qu'il est possible d'imaginer de plus bas, de plus ignoble et de plus crapuleux chez le blanc dégradé, ce qui, chez le métis, est plus hideux peut-être encore. Tantôt taciturne comme un Indien, tantôt turbulent comme un Espagnol du Sud, ses traits changeaient suivant l'impression du moment, mais il y avait toujours dans son regard quelque chose de si étrangement farouche, qu'on croyait voir dans ses yeux toute la cruauté sourde de la hyène unie à la férocité du tigre. Enfin ses paupières, bordées d'un large cordon rouge, donnaient à son visage, profondément couturé par la petite vérole, une expression de souffrance féroce qui semblait avoir soif de sang. On s'accordait à dire que fort souvent il avait été employé comme auxiliaire dans les égorgements en masse qui suivaient ordinairement les victoires de l'armée argentine. D'ailleurs il ne cherchait pas à s'en cacher, et racontait volontiers, avec un cynisme vraiment effroyable, les exécutions par rangées de trente, et jusqu'à quatre-vingt-dix-sept victimes à la fois, auxquelles il avait assisté comme acteur, et il montrait avec une sorte d'orgueil sauvage le couteau dont il s'était servi dans ces occasions, couteau

qu'Hilarion avait eu sur la gorge, pendant plusieurs minutes !

Mais c'est assez de ces tableaux horribles. Reprenons le fil de notre narration, et continuons l'histoire des misères endurées par les malheureux captifs de Durasno.

Entassés dans un bâtiment qui pouvait à peine les contenir, et couchant sur la terre, sans autre abri que leurs haillons, ils n'avaient pour toute nourriture que la viande qu'ils allaient chercher à l'abattoir; mauvaise viande qu'ils faisaient cuire avec le bois que, par corvées aussi, ils allaient couper dans la forêt, au bord de la rivière, où ils puisaient l'eau dont ils avaient besoin, et qu'ils étaient obligés de transporter à une assez grande distance. L'intérieur de la prison offrait le spectacle de tout ce que la misère a de plus hideux; tableaux de haillons et de souffrances que les passants pouvaient voir, à chaque instant du jour, à travers les grilles de fer des fenêtres.

Bientôt leur sort devint plus affreux encore; le peu d'étendue du local, par rapport à leur nombre, les chaleurs accablantes de l'été, une nourriture peu abondante et malsaine (de la viande bouillie, sans aucune autre chose), le défaut d'exercice pour des hommes habitués pour la plupart à une vie laborieuse et active, les haillons dont ils étaient couverts et qu'ils ne pouvaient ni changer ni maintenir propres; enfin l'ennui et le découragement, résultats ordinaires de l'inaction et d'une captivité dont ils ne pouvaient fixer le terme, tous ces maux réunis commencèrent à exercer leur action pernicieuse sur la santé de ces malheureux. La dyssenterie et des fièvres lentes se déclarèrent parmi eux, et pendant quelque temps on eut à redouter le typhus des prisons, qui certainement les eut décimés. Heureusement ils échappèrent à ce fléau redoutable, et ces cadavres ambulants eurent assez de force pour résister à toutes ces causes de mort, grâce aussi, sans doute, à la

salubrité de ces magnifiques pays. Le besoin le plus grand pour ces hommes accoutumés à l'exercice et au travail, c'était le mouvement, l'activité. L'avidité des préposés subalternes à la garde des prisonniers sut bientôt trouver le moyen de l'exploiter à leur profit. Outre les corvées journalières déjà indiquées, on forma des escouades de prétendus *volontaires* pour aller travailler au bois, couper et préparer la paille des marais, qui sert à couvrir les chaumières, faire des briques, etc. On leur promit un léger salaire qui ne leur fut jamais payé, et cette exploitation, obtenue d'abord par la ruse et sous prétexte de soulager ces malheureux, devint bientôt une obligation forcée, et ceux d'entre les prisonniers qui, se voyant trompés, se refusèrent à ces travaux, se virent en butte aux vexations des gardiens de la prison, auxquels cependant ils demandaient pour récompense de leurs peines non de l'argent, mais une pauvre chemise ou quelques guenilles pour les couvrir. De là, surcroît de malheur dans le malheur même, ce qui rendait plus fréquentes les tentatives d'évasion. Tous ceux qui furent repris expièrent dans les fers leur amour pour la liberté; ceux qui ne le furent pas, succombèrent pour la plupart dans l'entreprise, et l'on assure avoir trouvé les cadavres de plusieurs d'entr'eux gisant dans la campagne?.....

VI. — La vie de prison.

Laissant pour le moment les deux cent trente Français enfermés ensemble dans la prison commune, nous reviendrons à nous qui étions aux fers et à ceux qui partageaient notre sort. Depuis l'emprisonnement en masse, une douzaine d'entr'eux, propriétaires ou chefs d'établissements, avaient été séparés des autres et enfermés dans une pièce dont la fenêtre se trouvait juste en face du réduit qui nous servait de prison. Ils nous saluaient régulièrement tous les jours, mais ils ne pouvaient nous parler. Cet échange de politesses muettes procurait une sorte de soulagement à nos peines, qu'était venu accroître l'absence de Mac-Lean, notre compagnon si bon, si dévoué, et qu'on avait envoyé à la prison commune. Nous étions habitués à sa présence, il s'était attaché à nous; aussi son éloignement nous fut-il très-sensible. Dans l'état de captivité rigoureuse comme celle où nous étions, la sensibilité, ou pour mieux dire, la susceptibilité nerveuse s'exalte à un point que l'on ne saurait croire. C'est ce qui nous arriva à nous-même. Ainsi la vue de tel factionnaire plutôt que tel autre nous était pénible ou agréable. Si le matin, le soleil, caché par les nuages, tardait à se montrer dans notre prison, nous l'attendions avec impatience, lui reprochant de nous abandonner. Les jours de pluie étaient des jours de tristesse et de silence. Si la nuit le sommeil fuyait nos yeux, ce qui arrivait trop souvent, nous attendions, avec une sorte d'anxiété fébrile, que le tambour, accompagné d'un aigre fifre, vint, en battant la

diane, nous annoncer qu'un nouveau jour se levait. Enfin, et cela suffira pour donner une idée à quel point d'exaltation la sensibilité chez nous était arrivée ; je ne citerai qu'un fait, bien insignifiant en lui-même assurément, mais qui ne peut laisser aucun doute sur ce que je viens de dire. Les cours de la maison dont notre prison faisait partie étaient habitées par une quantité innombrable de rats, communs d'ailleurs dans toutes les maisons du pays. Ces animaux nous rendaient de nombreuses et fréquentes visites. L'un d'eux, plus hardi que les autres, venait chaque soir, après que nous étions couchés, renverser la bouteille qui nous servait de chandelier pour manger la chandelle. Eh bien ! le croira-t-on, un retard de quelques minutes dans l'apparition de notre visiteur nocturne était pour nous tous un évènement. Viendra-t-il ? disions-nous. Serait-il mort? Et nous l'attendions sans pouvoir nous endormir. Il nous manquait quelque chose! A la fin l'animal arrivait ; la chandelle renversée s'éteignait, et nous, comme n'ayant plus rien à faire dans cette journée, nous nous endormions, pendant que le rat faisait tranquillement son repas habituel.

Si nous passons de ces impressions si futiles en apparence à notre situation morale, un vaste champ s'ouvre à l'imagination ; mais il n'est pas facile d'en donner une idée exacte. Flottant sans cesse entre les idées les plus contradictoires de crainte et d'espérance, tantôt les pensées les plus sombres s'emparaient de notre esprit ; tout alors était perdu pour nous. Tantôt l'espérance que Dieu a placée au fond du cœur de l'homme, pour lui faire supporter les misères de cette vie, reprenant le dessus, nous faisait entrevoir un avenir plus heureux et la fin de nos peines. Les souvenirs, les sentiments les plus divers s'élevaient tour à tour en nous. Plusieurs fois je me suis surpris me parlant à moi-même, et me disant : « Mon Dieu !

qu'ai-je donc fait pour être si cruellement châtié. » Puis, mon imagination égarée par la vanité me représentait les nombreux services rendus pendant notre séjour au Pichinango et les secours donnés à tous les genres de souffrances qu'il nous était possible de soulager ; je récapitulais avec complaisance les bienfaits sans nombre répandus sur tous, sans exception de personnes, par le docteur Vavasseur. Je maudissais en moi-même l'ingratitude de ces pauvres gens. J'allais presque jusqu'à accuser la Providence, dans ces moments où la vanité blessée parle plus haut que la raison. Mais bientôt jetant un regard sur mes fers, mon âme s'élevait vers le ciel, et adorant les profondeurs de la sagesse divine, je sentais comme une rosée céleste descendre sur moi. J'éprouvais alors un sentiment ineffable de consolation que j'exprimais par un mot, un seul mot : Amen ! la plus sublime des prières.

Ces bonnes et grandes pensées au milieu de l'affreuse misère matérielle qui nous étreignait de toutes parts dans notre immonde prison, avaient un charme qu'il n'est pas facile de faire comprendre. Errant dans les espaces de la pensée, l'âme s'élevait à une hauteur prodigieuse, et là, dans ce monde des intelligences où règne Dieu, elle oubliait, pleine de foi et d'espérance, les tourments que souffrait son enveloppe matérielle. Puis, lorsque rappelés brusquement, des hauteurs de cette contemplation, à la réalité de notre position, par le choc douloureux de nos fers, nous recommencions à nous désespérer, un souvenir bienfaisant reportait notre esprit sur les affections de la vie passée ; c'était pour nous une nouvelle source de consolation. Dans ce combat perpétuel entre des souvenirs aimés et les réalités du moment, il n'est pas jusqu'au moindre des êtres dont la rencontre eût excité nos sympathies dans le triste chemin de la vie, qui ne vînt caresser, par le souvenir, notre présente infortune.

De toutes ces consolations, la plus douce, la plus efficace pour notre cœur flétri par la douleur, celle qui s'insinuait le plus profondément dans notre âme, qu'elle remplissait d'amour et d'espérance, c'était le souvenir de notre mère. Il était pour nous comme un filet d'eau vive qui soudain fait revivre la plante mourante dans la prairie brûlée par les feux du soleil. Notre mère! elle qui pleurait sans doute, car elle devait nous croire morts, assassinés! Que sais-je! Et cependant, pour nous, alors, les souvenirs de son amour étaient comme un rayon d'espoir, le seul qui vint illuminer de sa douce clarté la ténébreuse horreur de notre destinée, par le besoin, par le désir de la revoir.

Mais reprenons la suite de notre histoire interrompue un instant pour subir l'impulsion de cette mélancolie profonde qui forme l'atmosphère habituelle de la vie du prisonnier. Peu à peu le régime de la prison nous était devenu familier, et si la souffrance morale n'avait rien perdu de sa force, par l'habitude, la répétition continuelle des mêmes douleurs en avait en quelque sorte usé chez nous l'expression extérieure. Nous avions fini par accepter la monotonie de nos misères; mais nous n'étions pas arrivés là sans passer par de rudes épreuves, surtout pour ceux d'entre nous qui eurent à lutter à la fois contre le mal moral et contre la maladie. Hilarion et Flon ne tardèrent pas à être atteints d'une maladie inflammatoire assez forte, et qui en quelques jours les jeta dans un état de prostration réellement inquiétante. Les pauvres malades, extrêmement affaiblis, n'avaient plus la force de traîner leurs fers, dont ils demandaient d'être momentanément délivrés; mais on leur refusa ce soulagement. Après trois semaines de souffrance, ils se rétablirent par l'usage journalier de café pur et d'un peu de vin à chaque repas, que nous parvînmes à obtenir pour eux. L'efficacité manifeste de ce régime tonique prouvait que la mauvaise nourriture

était la cause principale du mal. Le même mode de traitement réussit aussi pour ceux de nos employés du Pichinango atteints du même mal, et qui se trouvaient dans la prison commune. Je fus seul exempté de cette maladie, et chose bien étonnante, ma frêle santé n'éprouva pas la moindre atteinte de ces misères. Au contraire, elle se fortifia d'une manière sensible, grâce sans doute à l'usage de l'eau froide, dont je me faisais jeter quelques sceaux le matin sur le corps, mais aussi et surtont à la résignation avec laquelle j'acceptais les faits, et la sérénité d'esprit que j'étais parvenu à m'imposer, malgré mon caractère ordinairement inquiet et exigeant.

Les heures s'écoulaient bien lentement pour nous dans l'oisiveté complète à laquelle nous étions condamnés, et nous tachions d'en abréger la durée en écoutant avec avidité les récits que nous faisaient volontiers les soldats, des malheurs qu'avait causés, dans les provinces Argentines, la longue campagne des armées de Rosas, récits qui nous intéressaient au plus haut point; car on n'est jamais plus disposé à sympathiser avec le malheur, que lorsqu'on est soi-même malheureux. Ces histoires sont trop nombreuses pour que nous puissions les rapporter ici ; d'ailleurs elles se ressemblent toutes : pillage, ruines, incendies, massacres de sang froid d'ennemis désarmés, de femmes, d'enfants, de vieillards, tel est le fond commun. Cependant il en est une qui nous a paru si extraordinaire que nous ne pouvons résister au désir de la raconter. C'est celle de M. Donado, le médecin actuel de la garnison de Durazno. Nous ne la tenons pas de lui, car sa position lui imposait la loi d'un silence absolu, surtout envers nous prisonniers; mais elle nous a été dite et redite par plusieurs soldats qui la connaissaient et dont quelques-uns avaient été témoins oculaires de ce qu'ils racontaient.

M. Donado avait, comme un grand nombre de jeunes

gens des familles les plus notables de Buénos-Ayres, suivi l'armée du général Lavalle, dans cette terrible guerre (qui suivit le traité Makau) en 1840-41 et 42, qui remplira une des pages les plus extraordinaires de l'histoire des guerres civiles de ces pays, si jamais elle est écrite. Fait prisonnier à la bataille du Quebrachito Herrado, il fut conduit à Buénos-Ayres avec les 700 prisonniers qui formèrent le trophée principal de cette victoire dont nous avons déjà parlé (1).

Les misères qu'endurèrent ces 700 hommes pendant le voyage et dans les prisons de Buénos-Ayres, suffiraient pour remplir un volume. Mais tout peut se résumer dans le supplice infligé à M. Donado qui paraît avoir été la victime choisie par l'esprit de parti, pour assouvir sa haine.

On le sépara de ses compagnons d'infortune et on l'attacha à la porte intérieure de la caserne qui leur servait de prison ; là, sa consigne était d'aboyer comme un chien, lorsqu'un des prisonniers sortait de prison pour entrer dans la cour et vice-versâ. Lorsqu'un officier ou employé quelconque passait devant lui, ce malheureux, réduit aux fonctions de la brute, était obligé d'aller à lui, en marchant à quatre pattes et ne pouvait se relever que lorsque l'officier s'était éloigné.

Ce supplice, complètement inconnu jusqu'alors, avait été inventé par Rosas dans un but parfaitement combiné. Il voulait justifier, aux yeux de ses partisans, la qualification de *sauvages* qu'il donnait à ses ennemis politiques, et accoutumer les fédéraux, ses fidèles, à assimiler les unitaires à des êtres dégradés et indignes du nom d'hommes. Pour l'honneur de l'humanité, nous voudrions pouvoir douter encore, au moment où nous traçons ces lignes, de la vérité de ce récit; les témoignages des soldats de Rosas qu'il n'est pas possible de soupçonner d'exagération, ne le per-

(1) Dans le précis historique (Mémoires inédits).

mettent pas, d'ailleurs ce que nous avions entendu et entendions tous les jours, de cette abominable guerre, nous forçait à admettre les faits même les plus invraisemblables.

Mais ces considérations nous entraîneraient trop loin ; revenons à notre sujet.

Un léger adoucissement fut apporté à la consigne sévère de notre prison. Ce fut la visite d'un français, M. Prosper Roquillon. Il nous prodigua les paroles de consolation que lui inspirait notre malheureuse position ; mais ignorant, comme tout le monde, le sort qui nous était définitivement réservé, car on attendait encore la décision que prendrait le général Oribe, sur le vu du procès-verbal de notre interrogatoire, ses discours tendaient à nous inspirer le courage nécessaire pour affronter le péril qui nous menaçait, bien plutôt qu'à nous donner des espérances qu'il n'avait pas. Sa visite, cependant, nous fut des plus agréables, car il nous promit de nous procurer des livres, pour occuper nos longs moments de loisir et nous distraire des tristes pensées qui sans cesse assaillaient notre esprit. Il obtint pour nous cette faveur et il fut très-exact à nous tenir constamment pourvus de livres, pendant tout le temps que dura encore notre secret, dont la rigueur d'ailleurs commença à diminuer peu à peu. En effet, on nous permit, de recevoir la visite de ceux des prisonniers qui avaient obtenu d'être libres pendant le jour, à la condition de venir tous les soirs au quartier pour y passer la nuit.

Un mois environ s'était écoulé, lorsque nous nous vîmes en butte à une sorte de persécution, mais cette fois toute bienvaillante. On nous insinuait de toutes parts que nous devrions adresser au général Oribe une pétition pour implorer sa clémence ou sa générosité et le supplier de mettre un terme à nos souffrances. A cela nous répondîmes unanimement qu'implorer la clémence du général, c'était nous reconnaître coupables, ce qui était trop contraire à la vé-

rité pour qu'il nous fût possible de le faire. Le général Oribe, disions-nous encore, sait fort bien qu'il nous tient ici aux fers, et il sait aussi les causes de la situation affreuse que nous a faite sa volonté et que sa volonté seule peut faire cesser. A quoi donc servirait une démarche qui ne pourrait que nous humilier à nos propres yeux et aux siens. On réfutait ces raisonnements par d'autres fondés sur l'état politique du pays, sur les nécessité du moment et d'autres considérations. Plusieurs personnes, entre autres le capitaine Perez et un des prisonniers anglais, insistaient fortement sur l'opportunité et la nécessité de la requête. D'autres au contraire partageaient entièrement notre opinion en la regardant comme inutile et humiliante. La position n'était certes pas commode.

Dans cette perplexité, je rédigeai en espagnol et je signai au nom de mes compagnons, une requête adressée au général Oribe, dans laquelle je réclamais notre liberté qu'on nous avait injustement ravie. Cette pièce écrite sur le ton de la vérité, mais avec toute la mesure qu'exigeaient les convenances, devint le sujet de longues discussions, entre quelques employés supérieurs de la garnison et ceux des prisonniers qui nous avaient donné leur opinion, antérieurement. Au résumé, l'écrit nous fut rapporté par le prisonnier anglais cité plus haut, avec cette simple observation « *more to the object.* » Or, comme l'objet de cette demande n'était autre que notre mise en liberté que nous réclamions, il est vrai, comme acte de rigoureuse justice et non comme une faveur, nous ne pûmes voir dans ce renvoi de la requête, ainsi annotée, autre chose que l'intention de profiter de notre position, pour exiger de nous, hommes ruinés, traqués, emprisonnés et mis aux fers, un acte de supplication d'autant plus humiliante, qu'elle était plus contraire à la vérité de notre malheureuse situation. Ainsi, il eut fallu implorer, quand nous n'avions

qu'à réclamer, et nous dépouiller du seul bien qui nous restât, de l'unique consolation de notre infortune : la dignité du malheur !.... Acceptant donc les conséquences de ce qu'on appelait notre obstination, nous préférâmes la continuation de notre supplice, à sa cessation qu'il eut fallu acheter au prix d'une faiblesse, et nous attendîmes, sans nous plaindre, que Dieu nous vînt en aide ! Ainsi nous vivions au milieu de nos misères quotidiennes comme l'innocent accusé qui attend le moment de sa justification ; calmes et résignés.

Dans cet état, une de nos préoccupations les plus grandes, était de remplir, par une occupation quelconque, chaque heure de la journée, afin de moins sentir le poids du temps qui n'est jamais plus lourd que dans l'oisiveté.

Avec le jour, on s'éveillait au son de la Diane. Une heure ou deux se passaient dans le recueillement de la méditation et de la prière, et l'on comprend combien notre situation se prêtait à cet élan de l'âme vers la divinité. En effet tout ce qui nous entourait, le dur grabat sur lequel nous reposions, les murs nus de notre prison, l'air méphitique que nous respirions et jusqu'à la sentinelle qui veillait sur notre sommeil, et dont la vue nous était si désagréable que nous rentrions presque toujours la tête sous les haillons qui nous couvraient pour ne pas le voir, tout nous rappelait notre horrible misère et nons forçait en quelque sorte à demander au ciel le courage de la supporter. Le premier mouvement que nous faisions pour nous lever, était des plus pénibles. La pression des fers sur les chairs non encore échauffées, produisait une sorte de frémissement douloureux qui, à la manière de la commotion électrique, parcourait toutes les parties du corps, se divisait à l'infini et cessait au bout de quelques instants. Cette sensation particulière persista, chez moi du moins, pendant tout le temps de ma captivité. Aussitôt levé, on sor-

tait pour respirer un air plus pur que celui de notre taudis, puis, à défaut du bain d'ablution, on procédait à la toilette, dont une potée d'eau froide, faisait tous les frais et qui n'était, comme on le voit, ni longue ni coûteuse.

Jusqu'à l'heure du déjeuner, on s'occupait des petits soins du ménage. De dix heures à midi arrivait le déjeuner, ou un morceau de viande bouillie, reste de la marmite des soldats et dont on nous faisait l'aumône. La lecture et divers petits travaux remplissaient alternativement les longues heures de la journée. Vers le coucher du soleil, le mouvement de la caserne cessait peu à peu. Le feu s'éteignait à la forge dont le bruit continuel nous assourdissait pendant toute la journée. La garde montante et descendante rendait aux uns le repos qu'elle enlevait aux autres. Enfin à l'entrée de la nuit, on apportait notre dîner, ou bien on nous annonçait qu'il fallait nous en passer ce jour là ; puis on nous laissait une mauvaise chandelle placée dans le goulot d'une bouteille en guise de chandelier et on nous laissait pour la nuit. Cette dépense quotidienne d'une chandelle se faisait aux frais de l'état et au profit de notre visiteur nocturne, le rat dont nous avons parlé, qui se trouvait ainsi beaucoup plus sûr de son souper que nous mêmes.

Ainsi organisé, notre intérieur présentait, tour à tour, l'activité de l'atelier et le calme de l'étude, et ces occupations variées rendaient notre prison beaucoup plus supportable.

Cependant les chaleurs de l'été avaient dissipé l'humidité extrême de notre réduit ; la litière de foin sur laquelle nous avions vécu pendant un mois, devenant désormais inutile et même nuisible, nous nous en débarrassâmes. Ce nettoyage donna à notre taudis un certain air de fête. Nos lits, formés du foin que nous dérobions journellement à la ration des chevaux du commandant, étaient soigneusement arrangés, enfin notre intérieur offrit désormais le tableau

d'une misère excessive, il est vrai, mais dont l'ordre et la propreté cachaient en partie ce qu'elle avait de plus repoussant.

Nous avons dit que non loin de nous étaient d'autres prisonniers français, victimes comme nous de la situation politique du pays. Parmi eux se trouvaient les deux bateliers qui avaient sauvé la vie à mon frère Hilarion et à Flon, lors de notre naufrage. C'était là tout leur crime et ils expièrent cet acte d'humanité par neuf jours de fers et cent un jours de prison. Il y avait encore d'autres malheureux français, mais entre eux deux jeunes basques échappés de Durazno même, où ils avaient été réintégrés après avoir éprouvé d'horribles traitements lors de leur seconde capture. Nous ne résistons pas au désir d'en raconter le dénouement.

Après les avoir traqué dans les bois où ils s'étaient réfugiés, on les saisit par derrière, on les jette à plat ventre à terre, on leur lie fortement les pieds ensemble, ainsi que les bras et dans cet état, un homme assis sur leur dos, les tient immobiles, tandis qu'une main vigoureuse saisissant leur chevelure, soulève violemment la tête en arrière pour donner passage au couteau dont les malheureux sentent la lame effleurer leur gorge. On les somme une dernière fois de déclarer le nom de celui qui leur portait à manger, sous peine d'être égorgés. L'un des patients répond d'une voix étouffée qu'il va le dire si on veut le laisser se relever, non, lui crie-t-on, dis le de suite.

Un silence assez long succéda à ces paroles ; mais le malheureux avait perdu connaissance. Les soldats s'en aperçurent, et le détachèrent pour attendre qu'il revint à lui. Mais l'autre prisonnier, traité de la même manière, avait cédé à la peur de la mort, et avait livré le nom de l'homme qui les avait secourus.

Revenu de son évanouissement, celui-ci fut conduit avec

son compagnon au village de St-Joseph. Là, on réunit à eux leur bienfaiteur, et ils furent amenés à Durazno, où tout d'abord on les mit aux fers ; mais le commandant les fit ôter presque aussitôt au bienfaiteur, et attacher les deux autres à une même chaîne. Le premier, qui payait de sa liberté un acte de pure humanité, fut chargé de faire la cuisine de la caserne, et les autres de nettoyer les cours et d'autres rudes travaux de cette nature.

La vue de tant de cruautés, les injustices dont étaient victimes tant de gens parfaitement innocents, l'indignité avec laquelle on les traitait, et que nous rappelait à chaque instant la pesanteur de nos propres fers et le bruit de chaîne que ces malheureux traînaient constamment avec eux, amassaient dans notre cœur une tempête d'indignation qui n'attendait qu'une occasion pour éclater. Cette occasion se présenta enfin, et l'explosion eut lieu.

Un de nos compatriotes, M. Mendilharzua, victime lui aussi, des discordes civiles qui bouleversaient ces malheureux pays, mais qui, par la prudence et la dignité de sa conduite, avait su gagner la confiance du général Oribe, sous la protection duquel il se livrait à certaines opérations commerciales, était arrivé à Durazno. Instruit de nos antécédents et de notre affreuse situation, il s'empressa de venir nous voir pour nous offrir des consolations et pour s'entendre avec nous sur ce qu'il pourrait faire, par son influence sur le général, pour adoucir notre sort.

C'était assurément une occasion unique de faire entendre au général Oribe, par l'organe d'un homme qui jouissait de sa confiance, la vérité sur nous, qui avions été indignement calomniés, et de réclamer justice. Eh bien ! chose incroyable, et qui ne peut s'expliquer que par l'état d'irritation concentrée où je vivais depuis si longtemps, je ne fis entendre que le cri de l'indignation ; je me laissai entraîner à des plaintes amères et aux plus violentes récri-

minations, trop fondées, il est vrai, mais alors complètement déplacées. Allez, disais-je, allez dire au général Oribe qu'il y a au Durazno d'honnêtes gens qui n'ont jamais fait de mal à personne, et qui sont traités par son ordre comme les plus vils criminels ; allez lui demander si c'est ainsi qu'il nous récompense pour les bienfaits que nous avons répandus autour de nous, en soignant les malades, en nourrissant les affamés et vêtissant ceux qui allaient nus!.....

Cet élan d'exaltation, qui ne dura qu'un instant, surprit mes compagnons de prison, au point que mon frère, d'un caractère beaucoup plus bouillant que le mien, crût-il devoir essayer d'atténuer l'effet de mes paroles auprès de notre visiteur, qui, de son côté, n'opposait à mes violences que des consolations chaleureuses, et il nous quitta en nous promettant de faire connaître au général la vérité toute entière sur notre compte. Je lui dirai vos griefs, mais je ne parlerai pas de vos colères, ajoutait-il en souriant.

VII. — Levée des fers.

Les jours de la captivité sont bien longs, sans doute, et cependant, si l'on sait en occuper les heures, ils passent et même assez rapidement. Cinquante jours s'étaient écoulés depuis notre emprisonnement, et ce cinquantième jour nous parut beaucoup plus long que les autres. Sans savoir pourquoi, nous étions dans cette disposition inquiète de l'esprit qui semble attendre quelque chose qu'il ne peut définir. Nous nous trouvions sous l'influence de cet état de choses que tout le monde connaît, sans savoir s'en rendre compte, et qu'on est convenu d'appeler pressentiment. Il ne nous trompait pas. La nuit était venue, et, comme d'habitude, on nous avait apporté notre dîner ou notre souper comme on voudra l'appeler. Nous étions assis sur le bord de nos lits, devant le morceau de viande et la soupe au riz qui composaient notre repas.

Les fers que nous avions aux pieds formaient une sorte de barrière autour de la partie du sol sur laquelle étaient posés ces aliments, car nous n'avions rien qui ressemblât à une table. La tête penchée en avant sur les genoux, recevait la vapeur de la soupe que nous puisions alternativement, avec nos cuillères, dans la commune gamelle. Cette manière de manger, quoique nous étant devenue familière par l'habitude, ne laissait pas que d'exciter parfois en nous des mouvements d'humeur de nous voir réduits à ce degré d'avilissement. La chandelle plantée dans la bouteille, éclairait ce tableau bien propre à inspirer de profondes méditations sur les vicissitudes de la vie humaine.

Nous allions finir notre repas, que sa frugalité et surtout la gêne causée par nos fers rendait peu long d'ordinaire, lorsqu'on nous annonça la venue d'un homme qui demandait la permission de nous voir. Cette annonce nous causa la plus grande surprise. Qui pouvait être cet homme, et que signifiait une visite, à une heure où il ne nous était plus permis d'en recevoir. Amené quelques instants après par l'officier de garde, cet homme s'arrête un moment à la porte de notre prison comme frappé du triste tableau que nous offrons à ses yeux, puis il se décide à entrer, me remet une lettre ouverte en disant qu'il tient à ma disposition une certaine somme qu'il a ordre de me compter à ma première demande, et il se retire aussitôt sans aucune autre explication. Cette démarche, aussi singulière qu'imprévue, redoubla notre surprise que la lecture de la lettre ne tarda pas à faire cesser. Elle était de M. Norberto de Larravide, dont nous parlerons plus tard, qui, en quatre lignes, simples et claires, me disait qu'il mettait à ma disposition une petite somme d'argent et nous faisait entrevoir l'espoir d'une amélioration prochaine à notre situation.

Cependant, comme nous ignorions absolument le sort qui nous était réservé et que nous ne voulions pas contracter des dettes, sans savoir si nous pourrions les payer, nous hésitâmes d'abord à accepter ces offres généreuses. Mais le brave homme qui avait jusques là pourvu à notre nourriture, sans jamais nous demander d'argent et sans savoir s'il pourrait rentrer dans ses déboursés, nous fit comprendre la gêne dans laquelle il se trouvait et force nous fut d'user en sa faveur du crédit qu'on nous avait ouvert.

Dès ce moment notre vie de prisonniers changea d'aspect et perdit cette amertume que cause la pensée d'être abandonné du monde entier. Il était évident que l'on pensait à

nous et cette certitude ramenait peu à peu l'espérance dans notre cœur brisé par la souffrance. De plus, nous remarquions une différence sensible dans la manière d'être à notre égard, des gens qui nous entouraient. Les soldats étaient moins brutaux, les officiers plus polis et moins dédaigneux, les visiteurs plus nombreux et moins retenus dans leurs discours, enfin ceux qui, auparavant, nous saluaient à peine, en passant devant notre prison, s'approchaient maintenant de nous pour s'informer de notre santé, comme s'ils y eussent pris quelque intérêt.

Misères de la vie et preuves de la lâcheté du cœur humain! Des hommes qui, hier étaient à peine bons à être fusillés, on les salue aujourd'hui parce qu'on sait qu'ils ne sont pas seuls au monde et abandonnés de tous!...

Quatorze jours s'écoulèrent encore, sans que notre régime reçut la moindre amélioration, et ces quatorze jours passés dans l'attente d'un changement favorable, furent bien plus longs pour nous, proportionnellement, que les cinquante qui les avaient précédés.

Depuis l'affaire de la supplique qu'on avait voulu nous faire adresser au général Oribe, et que nous avions refusé de rédiger *more tho the object*, selon l'expression du prisonnier anglais qui nous avait rapporté notre propre rédaction, le capitaine Perez avait cessé de nous venir voir. Enfin, le soixante-septième jour de notre emprisonnement et le soixante-quatrième de notre mise aux fers, il vint, une lettre à la main, nous annoncer que le général Oribe dans sa clémence (ce fut là l'expression dont il se servit), avait donné ordre de nous ôter les fers; qu'en conséquence, il avait envoyé chercher le forgeron et qu'aussitôt arrivé on procéderait sans délai à cette opération. Il me remit alors la lettre et nous quitta pour nous la laisser lire en liberté. Cette lettre était du docteur Vavasseur, qui, sur l'ordre du colonel Montoro, nous avait quittés, comme on

l'a vu plus haut, pendant le voyage du Pichinango à Durazno, pour aller vivre au village du Rosario, où il s'occupait, par tous les moyens en son pouvoir, à nous faire rendre à la liberté. Ayant appris notre tentative d'évasion et ses funestes conséquences, par le même colonel Montoro à qui je l'avais écrit moi-même dès les premiers jours de notre emprisonnement, il sollicita et obtint de cet officier la permission de se rendre au quartier-général de l'armée de siége, pour exposer la vérité au général Oribe et réclamer de lui notre élargissement.

Après un assez long délai, dû à des causes indépendantes de sa volonté, il se rendit enfin au quartier-général, muni d'une lettre de recommandation des plus pressantes et des plus bienveillantes du colonel pour le général, et sa lettre nous annonçait que le lendemain de son arrivée, il avait eu une audience du général qui, bien que fortement prévenu contre nous, d'après des rapports calomnieux qui lui étaient parvenus, l'avait parfaitement accueilli, et lui avait accordé, sans la moindre difficulté, notre liberté. Il ajoutait que l'ordre en avait été signé sous ses yeux et remis à un exprès qui devait aussi se charger de sa lettre. Cette lettre de notre ami, écrite sous l'impression des sentiments que devait naturellement éprouver un homme honnête, autant que bon, au milieu des évènements extraordinaires auxquels il se trouvait mêlé, et d'ailleurs avec la certitude qu'elle serait mise sous les yeux du général, fut lue et relue par nous avec avidité, mais ne causa pas cette satisfaction qu'aurait dû produire en nous un si grand soulagement à nos maux, quoique ce ne fut pas encore la liberté qui nous fut donnée. Elle nous laissa dans un état intermédiaire entre la joie et la tristesse, et son effet le plus prononcé fut de nous plonger dans une méditation mélancolique, mais sans douceur, qui dura plus d'une heure et qui ne cessa que par l'arrivée de l'officier de garde

qui amenait le forgeron et son aide. C'étaient les trois mêmes hommes qui avaient procédé à notre ferrement. L'officier nous annonça sèchement qu'il avait ordre de nous débarrasser de nos fers. Nous le félicitâmes du bonheur qu'il devait avoir de participer à la réparation d'une grande injustice, et nous y mîmes, je l'avoue, un peu d'ironie, car il était facile de voir sur sa figure que ce n'était qu'à contre-cœur qu'il obéissait.

Hilarion était debout au fond du cachot, Flon assis sur le bord de son lit, et moi couché sur le mien, le dos tourné à la scène qui se préparait. — Je me retournai, mais sans me lever. — Hilarion, le premier, s'avança lentement vers le forgeron qui se mit aussitôt en besogne. Grave et silencieux, les yeux fixés sur ses fers, témoins muets de nos tortures, il semblait qu'il comptait les coups du même marteau qui les avait rivés, et qui aujourd'hui travaillait à les faire tomber.

Flon, sur mon ordre, se présenta le second; je voulus rester le dernier, car l'ordre ne concernait pas notre pauvre compagnon Martell, à qui, ne pouvant mieux faire, nous donnâmes toutes les consolations en notre pouvoir. Quant à lui, il nous félicitait sincèrement tout en secouant douloureusement ses fers. Allons, disait-il, tant mieux que vous soyez délivrés, c'est sans doute un bon présage pour moi.

Ainsi finit notre supplice qui avait duré soixante-quatre jours ! Et dès ce moment nous ne fûmes plus soumis qu'au régime de la simple prison.

Le premier effet que produisit en nous la levée des fers fut une sorte d'étourdissement, comme un défaut d'équilibre de toute la machine. Il nous semblait que nos jambes, devenues trop légères, n'avaient plus assez de force pour soutenir la partie supérieure du corps, et que, montés sur des échasses, nos pieds ne reposaient plus sur rien. A chaque

mouvement, la tête et surtout les mains se portaient instinctivement en avant comme pour éviter une chute. C'était l'absence du poids de nos fers qui produisait ces diverses sensations ; en effet, la différence était grande, car les miens pesaient 28 livres, ceux de mon frère, 27, et ceux de Flon, 24.

Pendant les premiers jours de notre délivrance, notre plus grand besoin était de marcher ; aussi les travaux journaliers et les études eurent-ils à en souffrir un peu ; mais bientôt l'ordre accoutumé se rétablit dans notre prison, et nos occupations habituelles reprirent leur cours régulier.

La lettre de notre cher docteur, datée du 15 décembre 1845, nous fut remise le 19, une heure avant qu'on nous ôtât les fers. Nous nous empressâmes de lui répondre en lui disant qu'on nous avait en effet débarrassés de nos lourdes et incommodes entraves, mais que, contrairement à l'assurance qu'il nous donnait, on nous retenait encore dans notre étroite prison. Il nous écrivit de nouveau le 17 janvier 1846 et nous disait qu'il avait été aussi surpris que chagriné d'apprendre que nous n'étions pas encore en liberté ; qu'aussitôt notre lettre reçue, il avait été se plaindre au général de la manière dont ses subalternes exécutaient ses ordres, mais que bientôt il avait pu se convaincre que l'ordre avait été ponctuellement exécuté selon sa teneur, dont, en raison de son peu de connaissance de la langue espagnole, il n'avait pas bien compris les expressions de *chaînes* (prisiones), lorsque le général le lui avait mis entre les mains pour le lire. En effet, l'ordre écrit portait ces mots : *sacar las prisiones*, qui veut dire simplement ôter les fers et qu'il avait traduit à tort par *tirer de prison* ; mais que le général lui avait annoncé que bientôt cette erreur de plume, comme il l'appelait, serait réparée sans délai, et en effet, un *post-scriptum* de la même lettre

du 19 nous annonçait l'ordre donné par Oribe de nous mettre en liberté. En outre il nous faisait connaître la belle conduite de don Norberto de Larravide à son égard. Il nous disait comment cet homme généreux l'avait recueilli chez lui presque nu et mourant de faim, quoiqu'il ne le connût que de réputation, comment il s'était empressé de lui ouvrir sa bourse et de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour mettre à notre disposition une somme pour nos besoins, et cela sans sollicitation aucune et de son propre mouvement. Des traits de cette nature laissent dans le cœur un souvenir de gratitude qui en s'efface jamais.

Il nous entretenait ensuite des démarches et des efforts qu'il avait faits pour mettre dans son vrai jour notre conduite au Pichinango et combattre les calomnies dont, sans doute, nous avions été les victimes (1). Cette lettre nous parvint le 22 janvier, et le même jour on nous fit sortir de notre cachot, et, comme avant notre tentative

(1) Nous apprîmes depuis, de la bouche de M. le docteur Vavasseur, que dans une conversation longue et des plus animées qu'il avait eue avec le général Oribe à notre sujet, ce dernier, pour répondre au reproche que lui faisait le docteur d'avoir traité si durement des hommes de paix qui ne s'étaient jamais mêlés de choses politiques et qui n'avaient jamais cherché qu'à être utiles, lui avait mis sous les yeux plusieurs rapports venant de la Colonia et dans lesquels on nous représentait comme des hommes très-dangereux, en relations suivies avec l'amiral Lainé, à qui nous devions livrer notre maison du Pichinango, dont la position et la forte construction faisait une véritable forteresse, dans laquelle nous avions réuni une grande quantité d'armes et de munitions de guerre, et mille autres mensonges de cette nature. Ces rapports que le docteur Vavasseur a lus de ses yeux, étaient écrits et signés de la main du secrétaire du colonel Montoro, commandant du département de la Colonia, don Thomas Villalba, homme posé, froid, assez instruit, qui comprenait, il le disait publiquement, toute l'importance d'un établissement comme le nôtre pour l'avenir du pays, et qui nous avait toujours témoigné la plus grande bienveillance. Quels motifs le poussèrent à écrire contre nous ces choses qu'il savait bien et mieux que personne être fausses? C'est ce qu'il nous a toujours été impossible de deviner. Mais j'avais été moi-même l'ami personnel de son respectable frère, si misérablement assassiné par le parti auquel lui, don Thomas avait voué ses sympathies. Il serait fâcheux de trouver dans cet antécédant une cause suffisante pour expliquer les accusations de don Thomas, mais je n'en vois aucune autre.

d'évasion, nous eûmes le village pour prison. C'était le 101me jour de captivité depuis notre naufrage sur le saule du Yi, qui avait eu lieu huit heures après le commencement de notre fatal voyage. Ces huit heures de liberté, si on peut leur donner ce nom, n'ont-elles pas été bien cruellement compensées?

C'était vers le milieu d'octobre que nous étions entrés dans notre prison. A cette époque du printemps, la campagne était parée de la plus riche verdure et de la plus abondante végétation. Lorsque nous en sortîmes, une saison avait passé sur cette jeunesse de la nature, les teintes de la mâturité avaient succédé à la fraîcheur du printemps, et elle avait revêtu cette teinte cuivrée et comme plombée, propre à la fin de l'été de ces pays brûlants. Ce changement s'était fait pour nous sans la transition qui d'ordinaire le rend peu sensible. Aussi, ce contraste brusque, la première fois qu'il nous fut permis de contempler la campagne, produisit-il sur nous un effet des plus singuliers et presque indéfinissable. A cet effet, s'en ajouta un autre non moins singulier, c'est celui que nous causa l'exercice de la vue à grande distance après une interruption de cent jours.

Ce n'était ni de l'extase, ni du vertige, mais quelque chose qui tenait de ces deux états. et il nous fallut nous arrêter et attendre pendant quelques moments pour rétablir l'usage de nos sens.

M. Prosper, celui qui, le premier, nous avait visités dans la prison, s'empressa d'accourir, aussitôt qu'il nous sut libres, pour nous conduire chez lui où il nous installa avec toute la bienveillance possible. Dès ce moment nous devinmes ses hôtes.

Notre existence prit alors une habitude de tranquillité qui ne fut troublée, dans les premiers jours, que par une méchanceté de l'officier de la part de qui, pendant notre

emprisonnement, nous avions eu à supporter tant de misérables taquineries. Cet homme nous força à nous présenter tous les matins au quartier, au son de la diane, ce qui était pour nous extrêmement incommode. Nous attendîmes, sans nous plaindre, qu'une occasion s'offrît d'en parler au commandant qui leva cette consigne, et nous autorisa à nous présenter au quartier jusqu'à huit heures du matin. De cette manière nous pouvions presque chaque jour prendre un bain dans la rivière du Yi dont les eaux sont aussi salutaires que celles du Rio-Negro, si renommées dans le pays. Flon, dont l'ignorance de la natation avait été si fatale à lui et à nous, profita de ces bains journaliers pour apprendre à nager, et tel était son désir d'apprendre qu'en moins de huit jours, il fut assez habile pour n'avoir plus besoin de leçons. Iturbide, animé par son exemple, voulut en faire autant, mais malgré tous ses efforts et les leçons les plus assidues, il ne put y parvenir et manqua un jour de se noyer. Entraîné par le courant contre lequel il voulut lutter, il plongea à plusieurs reprises et aurait disparu sous les eaux sans les prompts secours que nous lui portâmes.

Quelques jours après notre mise en liberté, une nouvelle lettre du docteur Vavasseur, mais que nous ne reçumes qu'après un assez long retard, vint nous jeter dans une véritable perplexité, mais sans changer le moins du monde la résolution que nous avions prise de rester constamment dignes dans le malheur. La première lecture de cette lettre produisit un effet de peine profonde, mais en la relisant nous comprîmes sans difficulté l'intention qui l'avait dictée. Notre cher docteur, heureux de nous savoir hors de prison, aspirait à nous procurer la liberté complète dont il jouissait, et à nous faire sortir de Durazno. Tout entier à cette idée, rien ne lui coûtait pour nous mettre sur la voie de ce résultat.

Il nous pressait, en conséquence, d'adresser au général Oribe une lettre, un écrit quelconque qui, sans équivaloir à la protestation des Français, dont il a été question plus haut, fournirait au général un prétexte pour nous rendre entièrement à la liberté et pour nous accorder une protection quelque peu éclatante, en compensation des souffrances que nous avions endurées. Il nous fallait répondre à cette lettre, et dans la disposition d'esprit où nous étions et fermement résolus à ne jamais nous abaisser au rôle de suppliants, ce n'était pas chose facile. Le plus sage, selon nous, était de glisser sur ce point délicat d'une supplique, afin de gagner du semps sans rien compromettre ; c'est ce que nous fîmes, mais le répit ne fut pas long, car le 4 février, notre cher docteur revint à la charge, s'étonnant, disait-il, de voir par notre réponse que nous n'avions pas compris sa pensée et nous demandait catégoriquement une *supplique*, une pétition, une demande, comme nous voudrions l'appeler, pour prier le général Oribe de nous rendre à la liberté.

Le cas devenait ardu, car nous nous voyions poussés dans nos derniers retranchements, les réticences et les circonlocutions n'étaient pas possibles; aussi, n'écoutant que la voix de la vérité et acceptant toute la responsabilité de la position, nous répondîmes à cette lettre, qui sans doute serait mise sous les yeux du général, non par une prière, ni par une supplique, mais en énumérant les droits que nous avions d'être rendus à la liberté, dont nous n'aurions jamais dû être privés.

Cette réponse produisit l'effet désiré ; car quelques jours après, nous reçûmes, en date du 9 et 10 février, de nouvelles lettres du docteur qui nous annonçaient que l'ordre avait été donné pour nous remettre en liberté complète, et que nous pouvions venir vivre au quartier-général, où

l'hospitalité de don Norberto de Larravide nous attendait.

Nous avions enfin cette liberté si ardemment désirée et cependant nous ne nous empressions pas d'en profiter. La question du départ de Durasno pour le quartier général était l'objet habituel de nos entretiens , mais aucun de nous ne se sentait disposé à la trancher. L'idée de se voir face à face avec l'auteur de nos maux, le général Oribe, dont le caractère aigri par la longue résistance de la ville assiégée et exaspéré contre l'intervention qu'il avait cru frapper en nous ruinant, était quelque chose de si contraire à la disposition de notre esprit aigri par des souffrances que nous n'avions pas méritées, que cette idée nous était presque insupportable et nous redoutions les conséquences de cette entrevue. En effet, pourrions nous, en sa présence, forts de notre innocence, ne pas nous plaindre amèrement de la ruine de notre fortune entière et des maux corporels qu'ils nous avait fait éprouver. Nous nous savions innocents, mais lui nous regardait comme des coupables qu'il avait justement punis ; il était presque impossible de s'entendre.

Un mois se passa dans cet état d'irrésolution. Le docteur étonné de ne pas nous voir accourir près de lui, nous écrivit lettre sur lettre pour nous décider ; puis il cessa de le faire, pensant nous voir arriver d'un jour à l'autre.

Cette situation ambiguë ne pouvait cependant pas se prolonger davantage sans de très-graves inconvénients. Elle se termina de la manière suivante.

Le commandant me fit apppeler un matin pour me dire qu'il venait de recevoir du général Oribe une lettre dans laquelle il exprimait, dans des termes pressants, la peine que lui causait notre résistance à l'ordre ou à la permission qu'il nous avait donnée de nous rendre au quartier général ; il lui disait ensuite que si cette résistance provenait,

dans son opinion, d'une crainte quelconque, il devait nous faire comprendre combien elle était peu fondée, après les preuves d'intérêt qu'il venait de nous donner. Enfin il lui ordonnait de nous fournir tous les moyens nécessaires pour faire le voyage avec toute la sûreté et la commodité possible...

Après une telle lettre que le commandant me lut tout entière, je compris qu'il n'y avait plus à hésiter et qu'il fallait prendre un parti. Jugeant inutile de faire connaître la répugnance de mes compagnons pour ce voyage, je proposai au commandant de partir seul, sous prétexte d'aller préparer un gîte pour tous et des moyens de vivre au quartier général. Il y consentit sans difficulté et m'offrit d'accompagner deux de ses officiers que, sous peu de jours, il devait envoyer en commission près du général Oribe.

Mes compagnons approuvèrent cet arrangement et résolurent d'attendre le résultat de mon voyage, avant de prendre une détermination définitive.

La position allait donc se dessiner nettement et nous allions enfin connaître le sort qui nous était réservé. Tout allait dépendre de ma première entrevue avec le général Oribe et je ne me dissimulais pas les difficultés que j'aurais à vaincre, moi me plaignant d'une immense injustice, et le général arguant contre moi de la nécessité où il s'était trouvé de sévir contre des ennemis dangereux, et rejetant toute la faute des maux soufferts sur les ministres de l'intervention. La question, on le comprend, n'était pas facile à aborder. On verra bientôt comment je me tirai de ce pas épineux. J'avais heureusement une connaissance assez complète du général Oribe, et elle me fut très-utile. Je savais que je ne pouvais espérer de lui qu'une réception toute bienveillante, ou pleine d'emportement et de colère. Cette dernière manière me semblant la plus probable, et mon rôle

plus difficile à remplir, je me préparai dès lors à le soutenir dignement, car je savais parfaitement que je ne pouvais que perdre dans l'esprit d'Oribe, si je me présentais à lui en suppliant, moi qui, du fond de mon cachot, avais obstinément refusé de faire entendre la moindre prière. Enfin, résolu à emporter d'assaut la position, ou de succomber à la tâche, je partis de Durazno bien décidé à aborder le général Oribe, comme il veut l'être, quand la colère ne l'aveugle pas, c'est à dire avec une franchise entière et poussée jusqu'aux limites que les convenances seules empêchent de franchir.

Avant de me placer en face de cet homme si redouté, je crois utile de mettre sous les yeux du lecteur une esquisse de son caractère tel que l'avaient fait connaître ses antécédents et comme militaire et comme homme public. Militaire, le général Oribe réunissait en lui la bravoure du soldat, au sang-froid le plus grand, au milieu du danger. Si la première qualité s'explique par l'ardeur naturelle à son tempérament, la deuxième contraste avec la pétulance je dirai même l'emportement de son caractère. Cette alliance de la valeur et du calme est cependant un fait incontestable et avoué, même par ses ennemis.

Magistrat, le général Oribe a déployé, dans l'exercice des hautes fonctions de président de la république, une grande force de volonté pour arriver à moraliser le plus possible une administration naissante et peu ordonnée, surtout dans la partie des finances. Il fit les plus grands efforts pour porter à ce mal les remèdes compatibles avec l'état du pays qui sortait à peine des embarras d'une longue guerre contre le Brésil. L'opinion publique rendit justice à ses efforts et son administration acquit, très-promptement, un crédit qui aurait pu avoir pour le pays les plus heureuses conséquences, si les évènements politiques n'étaient venus tout renverser. En effet, dès 1836, un envoyé

du président Oribe allait conclure à Londres, un emprunt qui fut rempli presque à présentation, lorsque sonna l'heure fatale de la guerre civile qui devait conduire le pays, de malheur en malheur, à l'état déplorable de ruine dans lequel il était au moment dont nous parlons.

A ces qualités, le général Oribe joignait encore une générosité qu'on pourrait presque appeler chevaleresque, qualité précieuse autant que dangereuse, dans une haute position sociale, en raison du bien et du mal qu'elle produit inévitablement, selon qu'elle est exploitée dans un sens ou dans un autre par les passions ! Enfin, on s'accorde généralement à reconnaître en lui des principes solides de probité comme homme privé et la preuve la plus évidente de l'éxactitude de cette opinion, c'est qu'il sortit de la présidence, en 1838. moins riche qu'il n'y était entré (1),

Mais à côté de ces qualités si désirables chez un homme public, le général Oribe avait aussi ses défauts.

Le trait principal de son caractère et la source de ses défauts était une pétulance, une impatience excessives qui produisaient les emportements les plus violents. Ces crises, il est vrai, duraient peu, mais les suites en étaient souvent irréparables, malgré tous les efforts qu'il y faisait lorsque la colère était passée. De là, le reproche d'inconstance et de légèreté qu'on a fait à son caractère. Ce défaut s'est principalement manifesté dans les actes de sa vie publique, car il n'a jamais modifié en rien ses sentiments d'affection ni sa conduite envers les siens et principalement envers sa mère parvenue à un âge très-avancé qu'il n'a jamais cessé d'entourer des soins les plus délicats et du plus profond respect.

(1) On a prétendu, il est vrai, que douze ans plus tard, à la fin du siége de Montévideo, il avait mis en sûreté, au Brésil, des sommes considérables dont on précisait le chiffre et le lieu de dépôt. Quoi qu'il en soit la générosité de son caractère privé n'est point mise en doute.

Ces sentiments d'affection vive et forte pour les personnes, ont donné à ses rapports d'amitié un caractère de partialité qui a influé d'une manière très-sensible sur tous les actes de sa vie privée et surtout de sa carrière publique. Rarement il a su sacrifier cette sorte de partialité à une néccessité de circonstance, et en cela il a prouvé qu'il restait quelquefois au-dessous de sa position comme homme public. A cet attachement irréfléchi pour ses amis, si l'on ajoute son penchant très-prononcé pour la galanterie, on comprendra les erreurs dans lesquelles il a dû être jeté au milieu des tiraillements des partis.

La cause première de ces défauts, dont l'influence fâcheuse a pesé si lourdement sur sa destinée, doit être rapportée au peu de développement de ses facultés intellectuelles. En effet, son éducation avait été des plus négligées, et si l'on excepte les arts de la guerre qu'un penchant naturel, plutôt qu'une étude approfondie lui avaient rendus familiers, sur tout le reste, il était d'une ignorance réellement remarquable pour un homme occupant un si haut rang dans la société et d'une certaine intelligence naturelle.

De l'assemblage de ces qualités et de ces défauts était résulté une conséquence des plus mauvaises, c'était la nécessité fatale d'être constamment dominé par des influences extérieures qui prenaient sur lui d'autant plus d'empire qu'on affectait de lui laisser plus d'indépendance apparente.

Tel était le général Oribe, lorsqu'il avait abdiqué la présidence de la république en 1838. Tel je l'avais connu ; mais depuis cette époque, de graves évènements étaient survenus, dans lesquels il avait joué un des premiers rôles, pendant les sept années qui venaient de s'écouler. Forcé d'abandonner ce poste élevé qu'il occupait, il avait été abreuvé de toutes les amertumes de l'exil et successivement enivré de toutes les louanges que la flatterie la plus

exagérée peut prodiguer à un général victorieux. Quels changements avaient pu produire en lui ces circonstances? C'est ce qu'il m'était impossible de prévoir et me faisait redouter une première entrevue. Mais mon parti était pris; je fermai les yeux pour ne pas voir le danger et je partis en compagnie des deux officiers. Au moment de mon départ de Durazno, le commandant me fit donner un cheval et il vint prendre congé de moi de la manière la plus polie et la plus naturelle. Je profitai de cette visite pour lui recommander mon frère et les autres prisonniers mes compagnons, auxquels il voulut bien, par la suite, témoigner beaucoup de bienveillance.

Un autre cheval que me donna M. Prosper, me permit de changer de monture pendant la route, ce qui, dans ces sortes de voyages, procure au cavalier un soulagement presque aussi grand qu'à l'animal qui le porte, et le 4 avril 1846 je quittai le Durazno, probablement pour n'y plus revenir de ma vie.

VIII. — Le Camp d'Oribe.

Dans les quarante lieues (marines) qui séparent le village de Durazno de Montevideo, tout était désert. La population, chassée de ses demeures, dispersée, décimée, avait disparu. La prairie, veuve de ses bestiaux, qui, avant la guerre, obstruaient le transit, était une solitude. Les bois étaient dévastés pour la consommation de l'armée.

Dans les villages, les maisons qui étaient restées debout, étaient crénelées et percées de meurtrières, pour la défense d'une garnison formée en partie des habitants mêmes, retenus sous les armes par la force ou la terreur. Ces pauvres gens, soldats malgré eux, étaient encore obligés de nourrir la garnison ainsi que les familles sans ressources, au moyen des restes de leur propre bétail, qu'ils allaient chasser sur leurs *estancias* abandonnées.

Les deux officiers, leurs deux soldats et moi, nous marchions, graves, silencieux, pendant le jour. Le soir, nous campions dans les vallons, près du bois qu'on ne trouve que sur les bords d'un cours d'eau. Avant tout, nous entourions le campement de grands tas de bois auxquels on mettait le feu aussitôt la nuit venue. C'était une mesure de sûreté indispensable contre l'attaque des bandes de chiens devenus sauvages par suite de l'abandon des estancias, et qu'on appelle alors chiens *cimarrones*. Seuls ils partageaient avec les soldats d'Oribe, la domination de la campagne et souvent même ils la leur disputaient. On assure qu'un

courrier (chasque) de l'armée d'Oribe fut trouvé dévoré par les chiens marrons, ainsi que son cheval.

La nuit, au clair de la lune, nous voyions se dessiner au sommet des coteaux une ligne circulaire de cimarrones. Leur hurlement continuel et sinistre berçait notre sommeil, protégé par les feux qui nous enveloppaient à distance, car, ainsi que la plupart des bêtes féroces, ces animaux redoutent l'approche du feu. Au cœur de l'été, nous n'eussions pas osé employer ce moyen de défense, par la crainte d'un incendie du pâturage qui embrasse quelquefois plusieurs lieues de superficie. Mais les pluies de mars avaient détrempé la terre et la prairie, et nous ne courions évidemment aucun risque d'incendie. Le jour, du haut des coteaux, dans cette campagne si gracieusement ondulée, nous voyions souvent, placé en vigie par sa troupe, un chien marron s'élancer dans la plaine, vers les vallons, en jetant le cri d'alarme, dès qu'il nous apercevait. Alors, de toutes parts, se ruaient par groupes les chiens maraudeurs dans la direction de la vigie alarmée. D'autres fois, nous surprenions à distance un corps d'armée de ces marrons rangés circulairement en bataille. Les deux guides, placés en tête du demi-cercle, avançaient lentement vers un groupe de juments ou de vaches errant à l'aventure. Puis, toutes proportions gardées dans les dimensions de l'armée en forme de croissant, la course des chiens acquérait une vitesse progressive jusqu'à tout courre, en enfermant le petit groupe de bétail dans un cercle fatal. Là commençait une bataille en règle, puis la mêlée devenait affreuse. Un chien, deux, trois ou quatre, lancés sur les cornes d'un taureau, d'une vache, allaient tomber éventrés à quelques quinze ou vingt mètres. Mais il fallait céder au nombre, et il était rare qu'un seul individu, vache ou jument, sortît sain et sauf de la lutte. Alors les chiens victorieux s'installaient sur le champ de bataille et dévoraient leurs

victimes jusqu'à ce qu'il ne restât plns que les ossements épars.

Tel était l'état de la campagne de Montévideo, si florissante avantl'invasion, si heureuse de ses dix à onze millions de bêtes à cornes, réduites à un million et demi après cette cruelle guerre de neuf ans. Ainsi, ce que le couteau du soldat , qui enrichissait les chefs, avait épargné , devenait la proie de ces chiens devenus féroces.

Après deux jours de marche, nous arrivions au village de Canelones, gros bourg, chef-lieu du département du même nom , situé à huit lieues de Montevideo et sept du quartier-général d'Oribe. Là, on me dit qu'un Français était aux fers, comme nous y avions été à Durazno. Je demandai à le voir ; mais il n'était pas facile d'obtenir une telle faveur du colonel ***, commandant de Canelones, où était, sous sa garde, tout le matériel de réserve de l'armée de siége, Cet officier, qui vaut sans doute mieux que son renom , était personnellement dévoué à Oribe qui l'avait fait de soldat colonel parce qu'il avait sauvé Oribe, compromis par sa bravoure à la bataille de Yucutuja, en 1836. C'est, du reste, le même qui fit souffrir un cruel martyre à une jeune fille espagnole et, pour ce, connue sous le nom de *Gallega*. Cette jeune demoiselle, venue d'Espagne depuis un certain temps, avait recueilli l'héritage d'un oncle dont elle avait soigné les derniers jours avec une piété filiale. Jeune, belle et riche héritière, mademoiselle Florentine *** aurait pu choisir même un colonel pour époux... mais le sang espagnol, d'une part, et d'autre part, les malheurs de la guerre dont elle gémissait lui faisaient préférer les hommages d'un enfant de la vieille Espagne comme elle. Par ce motif ou par un autre, la jeune héritière avait conquis les mauvaises grâces du colonel. Le feu prit un jour à la maison qu'elle habitait et qui lui appartenait, mais on l'accusa d'être l'auteur vo-

lontaire de cet incendie ; elle fut mise en prison par ordre du colonel et on lui signifia, de sa part, qu'elle n'en sortirait que lorsqu'elle demanderait grâce. Aussi forte que belle, elle déclara courageusement qu'elle ne voulait recevoir aucune grâce du colonel et qu'elle n'avait rien fait qui l'obligeât à demander pardon à personne. Le général Oribe, informé de la vérité par des amis de la jeune Espagnole, mit fin à ce ridicule despotisme de son favori, s'exerçant brutalement envers une jeune fille.

Cependant les officiers, mes compagnons de voyage, avaient obtenu pour moi la permission désirée de voir mon compatriote dans les fers. C'était M. Isnard, l'un des hommes les plus inoffensifs de la population française, honnête et laborieux. Etabli comme forgeron depuis plusieurs années à la Colonia, petit port situé près l'embouchure de l'Uruguay, où il faisait fort bien ses affaires, il avait été une des nombreuses victimes de la razzia du 10 septembre 1845. Amené au Pichinango avec beaucoup d'autres, il avait été enfermé avec nous pendant six jours, et au septième jour, ne voulant pas s'engager dans la milice, pour se soustraire à la déportation, il avait été requis, par la force armée, pour travailler de son état au profit de l'armée d'Oribe. Puis, il fut conduit, les fers aux pieds, tantôt en charrette, tantôt attaché sur un cheval, de la Colonia à Canelones (environ 40 lieues). Là on changea ses fers doubles pour un seul fer (grillette) qui lui laissait la liberté de ses mouvements pour travailler. Et il travaillait gratis pour Oribe, à peine nourri, à peine vêtu.

Une simple réflexion : la philantropie de l'Europe s'émeut, s'agite sur le sort des noirs exportés de l'Afrique (où ils s'entretuent), pour aller travailler et vivre sans danger dans l'Amérique ; c'est bien. Mais alors que des *blancs* qui se disent civilisés ont pu infliger à d'autres blancs, à des

Français et à des Anglais. la spoliation, la prison, les fers, le travail forcé.... sans autre nourriture que de la viande, quand il y en avait... et l'eau du ruisseau voisin ; la philantropie se tait. Que devaient faire la France et l'Angleterre?....

La France et l'Angleterre n'avaient encore rien fait de définitif pour la réparation de si grandes énormités!

A ma vue, le brave Isnard resta ébahi; il croyait rêver et voir une ombre. Comme beaucoup d'autres, il nous supposait bien et dûment égorgés depuis notre tentative d'évasion. Revenu de sa stupeur, il se jeta dans mes bras en s'écriant : « Ah! vous qui étiez si bon, je vous croyais mort! » Nous parlions en espagnol par la force de l'habitude et aussi pour n'éveiller aucune susceptibilité. Cette scène remplie de naturel et de sentiment, sembla émouvoir les assistants. Il me conta ses souffrances; je lui promis de parler pour lui, si Oribe ne me faisait pas fusiller, « car, dis-je à Isnard, je veux lui dire de grosses vérités. » Je m'informai de ses besoins; il me dit : « Voici ma garde-robe depuis plus de six mois, plus un rechange. » Il était vêtu d'une chemise et d'un pantalon. Je lui offris mes propres nippes que je portais autour de ma ceinture..... Il refusa. Sur l'offre d'argent, il me dit à voix basse qu'il possédait encore deux onces d'or échappées à vingt visites corporelles, à la première desquelles il avait perdu sa ceinture bien garnie d'or. Je lui dis qu'il était plus riche que moi, et nous allions nous séparer en souriant douloureusement, lorsque son visage s'assombrit subitement. « Ma femme! s'écria-t-il, ma pauvre femme! Voilà six mois qu'elle ignore où je suis; j'ignore si elle vit encore. Qu'en aura-t-on fait? — Elle n'était pas avec les familles amenées à Durazno, lui répondis-je (1). Probablement elle

(1) Indépendamment des 229 Français et des 11 Anglais, on avait

aura pu gagner Montévideo. » C'est tout ce que je pouvais, pour consoler le pauvre Isnard, et je montai à cheval avec mes compagnons, impatients d'arriver au campement.

Il était neuf heures. A midi nous étions aux premiers postes du campement. Nous avions parcouru sept lieues entre deux rangées de culture qui prospérait sous la protection de l'armée dont la subsistance était ainsi assurée par le travail des colons canariens. Mais pour en arriver là, il avait fallu trois ans et plus de siége, dont la première année avait vu détruire toutes les plantations et les cultures de la banlieue, par l'armée des assiégeants. Aussi, dès le premier hiver, Oribe aurait dû lever le siége d'une manière désastreuse, si le général Urquiza n'était venu d'Entrerios pour rétablir ses affaires. Cette leçon avait été mise à profit, et Oribe avait aussitôt donné l'exemple, en faisant défricher et cultiver un vaste espace dans ses belles et bonnes terres de Mellila près de Montévideo. Mais les destructions de la première année subsistaient et pas un des innombrables jardins qui formaient auparavant une fraîche et riche ceinture verte et fleurie à la baie sablonneuse de Montévideo, pas un n'était exempt de ruines à une lieue à la ronde !

Cette dernière lieue, nous la parcourûmes au pas de nos chevaux, au milieu de débris, sous des pans de murailles sans portes ni fenêtres, ni toitures, tous les bois ayant chauffé l'armée dans le premier hiver. Des ravins sillonnaient d'anciens parterres couverts jadis de fleurs luxuriantes ; des vergers d'orangers et autres arbres fruitiers ne se reconnaissaient plus que par les rares squelettes de ces arbres desséchés, ou par les rejetons qui sortaient de leur tronc coupé ras de terre.

amené à Durazno un certain nombre de familles des otages les plus aisés et d'autres très-pauvres, soit qu'elles eussent demandé à partager la captivité du père, de l'époux, soit que les autorités départementales fussent bien aises de se débarrasser ainsi des familles le plus dénuées de ressources.

Voilà où en était la banlieue de Montévideo en 1846, si fraîche, si coquette, si remplie d'attraits en 1842!... — On aurait dit que les hordes d'Attila, le fléau de Dieu, avaient passé par là. Non, ce n'était que les troupes de Rosas, accomplissant la mission qu'il leur avait prescrite : conquérir Montévideo ou le détruire. Seulement on commença par détruire, et l'on ne conquit pas.

Je traversais ces ruines, l'âme navrée, car elles me disaient bien éloquemment ce que devait être le Pichinango, depuis qu'il était au pouvoir de ces pauvres Barbares !

Arrivés à la place d'armes qui renfermait le quartier général, mes compagnons me laissèrent seul, après avoir avisé la garde que j'allais voir Son Excellence le *Président légal.*

Au nord-est du Cerrito, grand mamelon qui couvre Montévideo et domine la ville et le port, Oribe avait planté sa tente sur une esplanade d'un hectare au carré. Dans un des angles, l'artillerie frappa mes regards. Je comptai jusqu'à quarante pièces en bronze, bien montées, bien tenues. C'était un spécimen des milliers de pièces semblables que les soldats de l'indépendance avaient conquises sur les Espagnols, dans la guerre longue et terrible qui avait affranchi toute l'Amérique du Sud. Rosas les avait prêtées à Oribe pour canonner la ville où était né ce dernier...

Arrivé devant la cabane d'Oribe, un factionnaire me dit : *passa largo*! Et je suivis mon chemin sans qu'âme qui vive me dit mot. C'était l'heure de la sieste. A part quelques groupes de soldats et de femmes (les chinas) qui leur servaient le maté à l'ombre d'un tapis (jerga) tenu sur des bâtons, au bord d'une grande mare où les enfants de troupe prenaient leurs ébats dans l'eau, on eût pu se croire seul, au milieu des ruines, dans un désert.

Les divers corps de troupes enfermés dans les taupinières de leurs quartiers, sous le chaume ou des sèches broussail-

les, ne laissaient voir, autant que la vue pouvait distinguer, autre chose que les faisceaux d'armes en pavillons.

En cet état, on se demande ce que seraient devenues les douze mille lances si vantées d'Oribe, à l'apparition seulement de quelques escadrons de spahis ou de quelques compgnies de zouaves !

Vers le sud-est du quartier général se trouvait jadis un vaste champ très-légèrement ondulé, couvert de *cardos* (l'artichaut sauvage), et, pour ce, connu sous le nom de *cardal*. Ce champ se prolongeait à demi-lieue jusqu'à la crique de Buceo située à une lieue à l'est de Montévideo. Là s'était formé, depuis le siége, un amas informe de chaumières transformées, plus tard, en maisons et devenues enfin le village de l'Union. J'y allai droit à la recherche de notre bon docteur Vavasseur chez M. Larravide (Don Norberto) qui comptait ses journées par ses bienfaits. Je connaissais beaucoup la famille de son beau-père, M. Hinès, qui habitait la Colonia où il était aimé et estimé de tous. J'avais été lié avec lui par nos communes sympathies pour les moutons mérinos dont il était l'un des principaux éleveurs dans le département de la Colonia, qui était le mien aussi. C'est à ces précédents si douloureusement rompus par l'assassinat de M. Hinès, l'une des premières victimes de l'invasion, que le docteur devait l'hospitalité toute fraternelle qu'il recevait chez M. Larravide.

A peine le pied à terre, je fus acceuilli amicalement par la famille Hinès qui avait tremblé longtemps pour ma vie. Le docteur pleurait de joie. M. Larravide m'offrait sa maison. Où pouvais-je être mieux? J'acceptai sans cérémonie cette offre cordiale.

A ce moment arriva un envoyé du général Oribe, me demandant, au nom du Président.

— Dites au Président qu'aussitôt ma toilette faite, j'irai le voir.

— Le Président a dit qu'il veut vous voir tel quel.

— Tant mieux, répondis-je, le plus tôt sera le mieux.

Et je remontai à cheval non sans avoir dit au docteur que son ami Oribe allait entendre des vérités crues. Le cher docteur qui me connaissait bien, sans me répondre, monte à cheval et m'accompagne au quartier-général. Pendant le trajet, il me sermonna longuement pour m'engager à la modération.

J'avais trop mûrement médité moi-même sur cette inévitable entrevue pour rien changer à mon plan très-arrêté. Il fallait vaincre ou mourir, mais fléchir, jamais !

J'étais vêtu, malgré la chaleur encore sensible au mois d'avril, d'un énorme paletot de drap, d'un pantalon de cavalier, doublé de peau, pour les travaux d'estancia, qui sont purement équestres, de bottes à l'écuyère et, pour couvre-chef, un bonnet grec ! C'était le plus substantiel de mon mobilier sauvé du Pichinango, laissé sur l'arbre du naufrage dans le Yi, et à peu près les seules nippes qu'on me rapporta dans la prison après notre naufrage. Depuis sept mois, ce costume m'avait abrité, la nuit et le jour, moins les bottes, bien entendu, dont les fers aux pieds m'avaient dispensé. On comprend quelle devait être sa fraîcheur. Arrivés à la cabane de bois d'Oribe, où il donnait ses audiences, on nous annonce. Le cher docteur me cède le pas, avec sa dernière prière pour la modération.

Les deux marches franchies, mon bonnet à la main, j'entre, je salue, et laisse tomber mon bonnet ; j'ouvre mon paletot des deux mains, laissant voir des lambeaux de chemise, et je dis : « Voilà, monsieur le général, dans quel état sont des honnêtes gens dans votre pays ! »

Je n'en pouvais plus, j'étouffais, mon cœur battait à se briser, mes yeux se troublaient, et ma langue desséchée s'attachait au palais. La violence de l'émotion me donnait la fixité d'une statue. Je ne sais quel temps je serais resté

dans cet état ; je me sentais pétrifié ou plutôt je ne sentais rien. Mais le général Oribe, avec une délicatesse, je dirai presque une sollicitude dont je lui saurai gré toujours et quand même, se lève, me prend les deux mains dans les siennes et me fait asseoir, ainsi que le docteur Vavasseur. Puis, s'asseyant lui-même, il me dit : « Je sais que vous avez beaucoup souffert, calmez-vous. Je n'en suis point la cause ; la faute en est aux ministres de l'intervention ; parlez avec confiance, parlez. Pourquoi n'êtes-vous pas venu depuis le temps que je vous ai fait demander ? »

— Vous avez cru, général, que je ne voulais pas venir de Durazno par crainte. Eh bien, puisque vous m'avez appelé vous entendrez des vérités qui arrivent rarement jusqu'aux hommes qui se trouvent dans votre position. Or, *j'ai beancoup d'amertume dans le cœur* (1), il ne me reste plus que la vie, et dans l'état où je suis, je n'y tiens guère.....

« — *No tanto como eso !* dit Oribe, (*pas jusque-là*), parlez en toute confiance, je vous le répète. »

Oribe était assis près d'une petite table carrée, il avait devant lui son ministre Villademoros, le conseiller de la mesure fatale prise contre les étrangers ; à sa droite don Bernardo Berro (2) ; à sa gauche le général Antonio Dias, ministre de la guerre et des finances. Le docteur Vavasseur et moi, nous étions assis au milieu de la cabane.

— Votre excellence dit que la faute de nos malheurs est due aux ministres de l'intervention anglo-française ? Mais qu'avaient de commun avec les ministres, ces hommes de paix, de travail, d'industrie, français et anglais résidant dans la campagne et qui travaillaient à leur fortune, c'est vrai, mais aussi à la prospérité de votre pays ? Est-ce

(1) *Tengo muchas amurguras en el corazon.* — Phrase très-usitée en espagnol.

(2) Aujourd'hui président de la république de l'Uruguay (1863).

qu'ils seraient restés sous votre domination, s'ils avaient eu d'autre but que le travail? Est-ce qu'ils ne seraient pas rentrés à Montévideo, s'ils avaient voulu vous être hostiles? Leur présence, dans la campagne, sous votre domination, n'était-elle pas pour vous une garantie plus efficace que les prisons de Durazno?

A cette attaque directe, M. Villademoros répondit : « L'histoire fournit bien des exemples de pareils faits de concentration, même d'expulsion des nationaux appartenant au pays avec lequel on est en guerre. Napoléon lui-même a expulsé les Anglais, après la rupture du traité d'Amiens. »

C'est vrai, Monsieur le ministre, répliquai-je, mais où l'a-t-il fait et comment l'a-t-il fait? En France, où l'on trouve partout des routes, des auberges, des ressources, et non dans votre pays désert et désolé, et ce, en donnant aux sujets anglais expulsés, quatre mois, non-seulement pour choisir le moment du départ et les moyens à leur guise, mais encore pour réaliser leurs propriétés. De plus, l'empereur déclarait que la propriété anglaise qui n'aurait pu être transférée, resterait sous la protection directe du gouvernement de la France, parce que dans mon pays, on respecte avant tout la personne et la propriété, Monsieur le ministre!

J'appuyai si fortement sur les derniers mots, que le général Oribe interrompit le docteur Villademoros qui allait répliquer, en lui disant : « Assez, M. le ministre, assez, Poucel a beaucoup souffert, il est juste qu'il se soulage..... *Que se desahogue* (littéralement qu'il se dégonfle).

Et nous, continuai-je, nous dont la maison était ouverte à tous, on nous a cernés comme des malfaiteurs dans leur repaire, la carabine sur la poitrine; on nous a entassés, maîtres et valets, dans mon étroit cabinet pendant six jours et six nuits; notre maison, nos meubles, nos papiers,

nos effets, tout a cessé d'être nôtre, même l'argent de poche ! Nos chevaux, nos troupeaux pris et dispersés, les arbres, plantés de nos mains, brisés, un établissement modèle bouleversé ! Puis amenés à travers champs comme un vil troupeau, attachés pendant la nuit que nous passicns à l'intempérie ; enfin confinés à Durazno et mis aux fers.....

Oui, dit Oribe, mais vous aviez voulu vous évader..... Quant aux mauvais traitements, j'avais donné l'ordre de n'en point faire subir aux otages. — Puis, comme parlant à ses agents, il s'écria : *Picaros !* d'un ton de colère. — Mais au Durazno, reprit-il, vous avez été bien traités avant votre évasion.

— C'est vrai, général, même avant le Durazno, dès que nous avons été remis au brave sergent Ferreira.

— Qu'a-t-il fait ce sergent ?

— Il nous a dit qu'il voulait nous traiter aussi bien qu'il le pourrait, sans faillir à son devoir, et il a accompli sa promesse. Le commandant Chabarria nous a promis aussi d'instruire votre excellence et de lui faire connaître la vérité sur notre compte.

Il aura pu vous dire que dans les huit mois qu'il est resté infirme, chez nous, il a été témoin de ce qui s'y passait. Nous donnions à manger à ceux qui avaient faim, nous vêtissions ceux qui étaient nus. Le docteur Vavasseur ici présent, a soigné plus de six cents malades en trois ans, gratuitement. Cent familles alimentées par nous, alors que la guerre les chassait de leurs foyers. Quatre-vingt-trois malades ou blessés, hébergés, soignés, guéris sous notre toît, ou deux seuls sont entrés mourants. Nous les avons ensevelis comme des chrétiens, etc., etc. Le tout pour faire bien comprendre que nous savions compatir aux malheurs de la guerre, sans dictinction aucune des partis. Il n'y aura donc plus d'imbécilles (*otros zonzos no vendran*) comme

nous, qui viendront faire de la philantropie, au prix des souffrances qui ont été notre rémunération.

Aussi, je n'hésite pas à le dire, ceux qui ont conseillé à votre Excellence la mesure qui nous a ruinés, n'ont pas songé qu'il agissaient en ennemis de votre Excellence. — *Que eran los peores enemigos de S. E.*

A ces paroles, dites avec calme, Oribe tressaillit et m'accabla de questions, comme pour chasser une idée qui, évidemment, le chagrinait.

Le général Dias, l'un des ministres présents, laissa voir un imperceptible sourire, sous ses longues moustaches, sourire de supériorité, qui semblait dire : ce n'est pas moi qui aurais exécuté un pareil ordre !

En effet, le général commandait le département de Paysandu, lorsqu'eut lieu la razzia qui nous amena à Durazno, mais plus humain, ou plus sensé il s'arrangea de façon à ne pas exécuter cet ordre cruel. On prétend même qu'il eut le courage de répondre à un second ordre, qu'il acceptait la responsabilité de sa non exécution. Nous avions connu ce fait à Durazno (1).

Cet entretien singulier entre Oribe tout puissant et moi, pauvre spolié, parlant au nom des nombreuses victimes de Durazno, fut un long résumé des douleurs qu'on vient de lire.

Le général Oribe y mit fin en disant :

Maintenant que tout est fini, vous allez retourner à vos troupeaux (*à sus ovejitas*) et travailler à remettre tout en ordre.

— Pardon, répondis-je, mais votre Excellence ignore,

(1) Un autre chef de département, celui de Cerro-Largo, le colonel Dionisio Coronel, répondit à Oribe : « Qu'il lui était trop dévoué pour exécuter un pareil ordre.......

Je n'ai connu que plus tard ce dernier fait qui donnait, comme celui du général Dias, raison à ma sortie osée ; mais Oribe qui le savait, trouva sans doute vraie mon appréciation.

Honneur aux hommes assez forts d'eux-mêmes pour s'élever ainsi au dessus de l'accomplissement d'un cruel et injuste devoir !

sans doute, que le matériel industriel de l'établissement que j'avais formé au prix de tant de sacrifices, est détruit sans retour. Huit années de travail assidu. Un état civil des mérinos, scrupuleusement installé. Une grande plantation d'arbres de toutes les essences utiles, apportés par le docteur Vavasseur du Muséum d'histoire naturelle de Paris et qui étaient une source de richesses inappréciables pour le pays, etc., etc. tout est perdu ! Quant à retourner au milieu de ces ruines, en aurai-je le courage ? Notre maison qui était l'asile de tous les nécessiteux, à vingt lieues à la ronde, est devastée, inhabitable. Comment pourrais-je me résoudre à vivre au milieu de ceux là même qui nous ont foulés aux pieds ? De faux rapports ont porté votre Excellence à nous ruiner et nous avons eu les fers aux pieds comme des criminels ! De nouveaux rapports vous pousseront à nous faire fusiller......

Ne craignez rien, dit Oribe ému, je donnerai des ordres et quiconque vous chagrinerait aurait affaire à moi, (*conmigo las ha de haver !*)

Je crois à la parole de votre Excellence, et j'accepterais l'offre, si le Pichinango était près du quartier général, mais à trente lieues, c'est tout autre chose.... Au de là de la rivière de Santa Lucia (12 lieues) chaque caporal devient un général.

— Comment ! s'écria Oribe violemment excité.

Evidemment il se trouvait blessé à l'endroit sensible de sa toute puissance.

Mais je répétai ma dernière phrase, avec un calme tel qu'il tourna la difficulté en disant, avec un sourire à ses ministres : *gato escaldado*, etc., chat échaudé etc.

Allez, me répéta-il, et ayez toute confinance, je veillerai sur vous.

— Mais votre Excellence ne sait pas que j'ai des associés. Je leur ai remis le dernier bilan et je serais res-

ponsable, personnellement, des dommages éprouvés sur l'établissement, à moins que........ un inventaire judiciaire, ne constatât la situation des choses à ma rentrée.

Oribe resta pensif. Puis il dit :

Dites à vos amis que c'est moi qui vous dis de retourner.

— Je ne puis retourner sans argent répliquai-je et mes associés qui ont perdu ce qu'ils m'avaient confié, ne voudront pas hasarder de nouveaux fonds.

— A propos d'argent, dit Oribe visiblement embarrassé, dans l'état où vous êtes, vous aurez des besoins et *je ne veux pas* que vous vous adressiez à d'autres qu'à moi. Allez voir Doña Agustina (son épouse), elle aura toujours quinze ou vingt onces (d'or) à votre disposition, quand vous les désirerez.

— Je remercie votre Excellence ; je n'accepterai d'autre argent que celui qui m'est dû.

— *Vaya!* dit Oribe, *no sea soberbio.* Allons, ne soyez pas orgueilleux, le malheur est fait pour les hommes.

— Tout mon orgueil consiste à supporter l'adversité.

— Allez voir Agustina (1) répéta-il vivement.

Dans le cours de ce trop long colloque, Oribe avait répété avec instance que je lui fisse une demande. Assuré maintenant que je pouvais tout dire, j'en profitai pour lui faire connaître l'horrible situation des prisonniers de Durazno.

— Quoi ! dit Oribe vivement, est-ce que le colonel Muños les maltraite ?

— Non certainement, mais leur misère est grande, ex-

(1) Je n'ai jamais vu cette dame, pour ne pas m'exposer à une offre humiliante, mais j'avoue que ce fut à regret, car tous, amis et ennemis, s'accordent à faire l'éloge de ses bonnes qualités et de sa grande charité.

cessive. Ils sont, en général, plus qu'à moitié nus et les subalternes en abusent pour les faire travailler soi-disant volontairement, à leur plus grand profit, en se faisant la part du lion. Même je dois déclarer à Votre Excellence que le plus grand nombre est bien résolu à ne pas passer à Durazno un second hiver.

— *Y que haran?* que feront-ils?

— Ils joueront leur vie contre leur liberté.

Un mouvement soudain fit tressaillir Oribe qui resta silencieux un long moment.

Alea jacta est, dis-je en moi-même ; mais j'éprouvai un grand soulagement ; car j'avais accompli ma promesse de demander leur liberté, et j'étais d'autant plus intéressé à l'obtenir, que mon frère et mes braves bergers étaient encore à Durazno. Même, il faut le dire, je connaissais certaines dispositions rien moins que rassurantes. Et, dans cet état de souffrance de tous les instants, alors que le père de famille ignorait depuis huit ou neuf mois le sort de sa femme, de ses enfants, alors que le fils ignorait le sort de sa mère et de sa sœur, alors que chacun des otages avait perdu le fruit légitime de son labeur... etc., une étincelle pouvait amener un incendie.

Mon regard aurait voulu pénétrer au cœur même d'Oribe, lorsque, passant la main sur son front comme pour éclaircir ses idées, il me dit :

— Que puis-je faire pour vous?

— Les faire sortir de Durazno.

Et j'attendais la réponse d'Oribe avec une cruelle, une déchirante anxiété. La question était trop nettement posée pour qu'il pût répondre autrement que par *oui* ou *non*. Non, c'était la mort de bien des pères de famille et peut-être un de ces grands désastres qui laissent une longue trace de sang...

— Bon ! dit Oribe, mais je ne veux plus les envoyer vers la côte.

— Ah ! que Votre Excellence les envoie *al diablo* (*sic*) ! m'écriai-je avec transport, mais qu'ils ne passent pas un second hiver à Durazno, je vous en supplie.

— Dans ce moment, c'est impossible, car le Pardejon (surnom donné au général Rivera par ses ennemis) rôde par là et *on* croirait que c'est par peur que j'ai relâché les ôtages.

Ce *on* ne s'appliquait-il pas aux ministres de l'intervention anglo-française ?

Oribe voulait évidemment que les otages dussent leur liberté à lui seul.

— Avant deux mois, dit-il, je les ferai conduire à *Cerro-Largo*, avec ordre de laisser passer au Brésil ceux qui le demanderont.

— Votre Excellence m'autorise-t-elle à l'écrire à mes compagnons de captivité ?

— Oui, je vous y autorise, et dites-leur qu'ils soient sages...

Ce dernier mot m'impressionna, craignant qu'Oribe eût vent de quelques-unes de ces exclamations du désespoir, que les misères de la captivité arrachaient fréquemment à des hommes d'action, pour la plupart, si horriblement froissés par la souffrance et torturés dans les sentiments les plus vifs, les plus chers à l'homme : la famille, la propriété !

Animé par ce succès, je fis observer au général Oribe que deux mois seraient bien longs après huit à neuf mois des souffrances passées.

— Ne leur promettez pas pour plus tôt ; mais, si c'est possible, je les délivrerai avant.

— Alors, répliquai-je, Votre Excellence nous permettra,

au docteur Vavasseur et à moi, de faire une souscription en faveur des otages de Durazno.

– Oui, et mettez mon nom en tête de la liste, dit Oribe.

Puis, comme s'il eût proclamé ses troupes au moment d'en venir aux mains avec les forces de l'intervention, il ajouta en se levant brusquement :

— « Ces ruines de ma patrie, les souffrances de tous et aussi des étrangers qui y vivaient dans le travail, dans la paix et la prospérité, quand je suis venu à la présidence (1835), tous nos malheurs depuis onze ans, c'est à ces gouvernements impies que nous les devons ! Pourquoi sont-ils intervenus dans nos affaires américaines? ».

Et nous montrant du doigt, le docteur Vavasseur et moi, il dit à ses ministres :

— « Et ces pauvres otages, je les ai pris, moi, pour prouver à l'intervention que je ne la craignais pas. »

Ces élans d'une émotion convulsivement généreuse disaient les sentiments de fureur et de regrets qui bouillonnaient à la fois dans la tête et dans le cœur d'Oribe, après cette longue séance qui retraçait si bien l'état des choses.

Tous s'étaient levés, et la séparation se fit avec une grande réserve, mêlée cependant d'une sorte de cordialité.

J'avais obtenu mon grand objet ; la liberté des otages de Durazno. Oribe l'avait accordée sans paraître faiblir devant l'intervention. Le docteur Vavasseur, revenu des craintes que lui avait inspirées cette première entrevue, remercia au nom de tous le général Oribe avec une touchante effusion qui disait toute la satisfaction de son âme dans ce moment. Ce rôle lui seyait, car il avait été l'instrument actif, généreux, dévoué de notre libération.

Le général Oribe voulant sans doute nous recommander à ses gens, nous accompagna jusqu'à la porte de sa tente, et donna ordre lui-même qu'on amenât nos chevaux, puis

il nous serra la main avec une visible cordialité, et nous partîmes en acceptant son invitation de le venir voir *souvent* (à menudo).

De retour chez notre bon ami M. Larravide, il fut heureux du résultat de cette décisive entrevue. Instruit par sa longue expérience du caractère d'Oribe, il résolut que le docteur devait aller le jour même demander à Oribe la permission spéciale et indispensable pour entrer dans la ville assiégée, et le lendemain le cher docteur était dans Montevideo.

Le ministre de France, M. le baron Deffaudis, ouvrit la liste en souscrivant pour 500 fr., et notre brave chancelier, M. Denoix, pour 250 fr. M. W. Gore Ouseley, collègue du baron, pour l'Angleterre, s'unit à l'œuvre pie, quoique ses administrés fussent en nombre relativement faible parmi les otages de Durazno. L'élan ainsi donné de haut, la souscription s'éleva en peu de jours à environ douze mille francs dans la ville assiégée, tandis que la liste du général Oribe ne prospérait guère parmi les assiégeants. C'était tout naturel.

Une bonne partie de la somme fut employée à des effets à usage, car c'était le plus pressant besoin des otages. On ne sait quelle difficulté de douane entre les deux camps retînt une partie de ces objets, qui furent en définitive renvoyés à Montevideo ; mais le reste, ainsi que l'argent, fut remis à Durazno, et religieusement distribué aux plus nécessiteux en vêtements et en argent.

Le général Oribe tint plus qu'il n'avait promis. Peu à peu les otages furent relâchés par petits groupes ou individuellement, et avant deux mois il ne restait à Durazno que ceux qui ne voulurent pas s'éloigner. Ils avaient trouvé les moyens d'y vivre du fruit de leur travail libre. Deux convois furent escortés jusqu'à Cerro-Largo, frontière du Brésil, au nombre de quatre-vingt otages, et sur

leur demande. Mais là, le brave commandant du département, Don Donisio Coronel, les reçut si paternellement, que presque tous y demeurèrent, à l'exception de ceux qui avaient des parents ou des relations dans le Brésil.

Ainsi finirent les prisons de Durazno, après onze mois environ de détention des otages pris sur la France et l'Angleterre, en représailles des premiers actes coërcitifs de l'intervention anglo-française au Rio de la Plata.

Malgré ces longues souffrances, au moins eurent-ils la vie sauve.

Tant d'autres avaient péri !

Nous ne pouvons les nommer tous, mais il faut cependant inscrire les noms connus parmi les trente-cinq ou trente-trois victimes de Corralito (1) que nous avons dési-

(1) La liste des Basques français inhumainement égorgés à Corralito a dû être envoyée au ministère. Nous n'avons pu obtenir les noms que des dix-huit qui suivent :

Francis Yturbide, de Sempé.
Jean Harriet, d'Arney.
Pierre Beholla, de St-Jean-Pied-de-Port.
Jean Durruty d'Itsatsu.
Jean Isalur, d'Aincille.
Jean Sorrondo. de Banea.
Domingo Saparrat, de Muguerre.
Martin Condon, de Lecuine.
Michel Aussoberry, des Aldudes.
Michel Erramun, d'Irullégui.
Martin Arramberry, de Bascasane.
Graçien Darieuz, de Macaja.
Jean Inda, des Aldudes.
Domingo Tirista, id.
Cadet Aussuberry, id.
Cadet Mielederza, id
Cadet Maiderto, id.
Beltrand Barcelona, id.

Ce dernier a été trois ans à mon service ; il était très-probe, très-laborieux, très-économe. Il a été assassiné à la même époque, mais on ne peut affirmer qu'il fut au nombre des Français égorgés à Corralito. Ces malheureux, tous Français, appartiennent à cette belle et bonne émigration de nos départements des Pyrénées, qui accourait au Rio de la Plata en si grand nombre. que leur chiffre s'était élevé à plus de neuf mille pour les deux dernières années qui précédèrent la terrible guerre d'invasion, c'est-à-dire en 1841 et 1842. Cette excellente population travaillait avec l'ardeur et l'honnêteté qui lui est propre à la prospérité d'un pays riche et désert, mais aussi à son propre bien-être. Elle y vivait heureuse et prospère. Elle y consom-

gnés déjà, et qui furent égorgés ensemble, le 12 ou 13 septembre 1845, par les soldats qui les avaient amenés de

mait infiniment plus, en produits du sol et de l'industrie de la France, qu'elle n'aurait pu le faire en France même. Un seul exemple pris dans la statistique de l'époque démontrera cette vérité de fait.

En 1830, à peine si deux ou trois navires par an sortaient de Bordeaux pour le Rio de la Plata. Le *Nouveau-Persévérant* pour Montevideo, et le *Joseph* pour Buenos-Ayres, étaient les seuls navires de Bordeaux sur la carrière fixe de Rio de la Plata. Le capitaine Métayer, du *Nouveau-Persévérant*, fut l'initiateur de cette émigration basque dès 1832.

Eh bien! en 1842, le port seul de Montevideo recevait *vingt-sept navires du port de Bordeaux*, et les vins de cette provenance s'y vendaient, par milliers de barriques, plus couramment que les quelques centaines de barriques de 1830.

Autre exemple :

En 1832, les premiers émigrants s'engageaient avec le brave capitaine Métayer, qui avait foi en eux, pour le passage d'un frère, d'un fils, d'un ami qu'ils mandaient du pays.

En 1842, la population Basque à Montevideo remettait en secours aux familles du pays basque, dans nos Pyrénées, la somme relativement énorme de *cent mille francs* et plus!

A l'encontre de ces faits, que les pessimistes viennent dire que l'émigration heureuse n'est pas plus ou autant avantageuse aux pays qui la donnent qu'au pays qui la reçoit; qu'ils viennent nous dire *qu'il est déplorable d'avoir à payer un franc la journée d'un laboureur, alors qu'on ne la payait que 50 centimes avant l'émigration, dans les Pyrénées, pour Montevideo!*

Oui, nous le redisons, la rougeur au front, ces choses nous ont été dites dans la capitale du monde prétendu civilisé..... Et par qui!....

Comme si pour conserver la paie du paysan basque à 50 centimes, il fallait l'empêcher d'aller gagner cinq francs par jour, et d'en dépenser deux ou trois pour vivre largement, heureusement à Montevideo.

Comme si l'augmentation du salaire à un franc au lieu de 50 centimes n'avait pas permis à ce brave paysan de régaler sa famille, en achetant pour autant de pain ou de vin en sus à son propre patron!

Aveugles! qui ne voient pas venir la pléthore qui les étouffera: qui ne comprennent pas que les populations entassées recherchent le niveau du bien-être, parce que les eaux débordent en perdant leur niveau.....

Cette digression est peut-être hors lieu; mais comment contenir une conviction qui est basée sur des faits, alors qu'on vient de lire ce que la population française a souffert précisément à cause de ces idées chétives et moroses qui voudraient clore l'humanité dans un œuf.....

Ah! vous plaignez, comme nous, ces 33 ou 35 victimes du pays basque qui ont trouvé la mort par le couteau.... *parce qu'elles ont quitté* leurs âpres montagnes pour aller vivre sous le beau ciel, sur le sol fertile de Rio de la Plata, arrosé fructueusement de leur sueur, à 5 francs par jour au lieu de *un* franc? Mais vous ne demandez pas combien de centaines de Basques ont pu prospérer assez pour envoyer *cent mille franes* par an en secours à leurs familles dans vos montagnes!

Eh bien! je vous le dis, moi, ces trente-trois victimes sont les victimes de vos théories étroites, parce que si au lieu de neuf mille émigrants, en 1841 et 1842, il y en avait eu quatre-vingt-dix ou cent mille, trente-trois ou trente-cinq Basques français n'auraient pas été égorgés à Corralito comme des moutons.....

San-Salvador. Le sang de ces innocentes victimes crie sinon vengeance au moins justice depuis lors, et depuis lors la France n'a pas encore entendu ce cri.

Nous croyons devoir reproduire ici, à cause du sens alors prophétique qu'il renfermait, cet espèce de compte-rendu sommaire d'une longue conférence avec un député à la chambre, en 1847.

Du reste, cette déplorable exception fait ressortir d'un plus vif éclat le dévouement à cette belle cause des nombreux et brillants orateurs q i lui vouèrent leurs veilles, leur talent, leur conscience. Et pour preuve, on peut lire dans le *Moniteur* les discours de ces fameuses séances de la fin de décembre 1849 et des premiers jours de janvier 1850, où l'esprit sophistique fut écrasé sous le vote unanime des 583 représentants qui se levèrent, comme un seul homme, contre le rapport d'une commission égarée, ainsi qu'on le verra dans l'épilogue qui va suivre.

IX.

La délivrance.

Quatre mois s'étaient écoulés depuis ma première entrevue avec le général Oribe, et il s'était si bien réconcilié avec nous que si le docteur Vavasseur ou moi laissions passer quelque temps sans aller le voir, il ne manquait pas d'envoyer savoir de nos nouvelles. Pour répondre à cette attention, il nous fallait aller lui faire visite. Selon l'humeur ou les nouvelles du jour (que lui seul connaissait bien), l'entrevue était gaie ou sérieuse, mais toujours amicale. La conversation s'engageait sur toute sorte de sujets, mais l'une de ces longues conversations eut un caractère assez singulier pour mériter d'être mentionnée.

Mon thême favori était l'émigration agricole et les bienfaits que pouvait en recevoir, au point de vue de la morale et du progrès, un pays fertile, mais trop peu peuplé. Déjà plusieurs fois j'avais essayé de faire comprendre ces avantages, en basant mon raisonnement sur le calcul de ce que produit la terre abandonnée aux bêtes à cornes, comparée à ce qu'elle donne lorsqu'elle est consacrée à l'élève des bêtes à laine. Ce dernier élève produisait, dans les circonstances d'alors, quatre fois autant que l'élève des bêtes à corne, ce qui excitait l'étonnement du général Oribe, et il se plaisait à me faire répéter les calculs comparatifs.

Cependant le moment de recouvrer entièrement la liberté (car je me considérais toujours comme prisonnier sur parole) approchait, et ce fut dans un de ces entretiens et au moment où je m'y attendais le moins qu'elle me fut offerte.

Un jour, en arrivant au quartier-général, je trouvai la

cabane du général Oribe encombrée de visiteurs dont la plupart m'étaient complètement inconnus. Par discrétion, je voulus me retirer, mais le général Oribe s'y refusa et me présentant aux personnes présentes : Voici, dit-il, M. Poucel, notre berger des mérinos qui me prêche agriculture et émigration, comme si nous autres Orientaux nous n'étions pas capables de faire assez d'enfants pour peupler notre pays ! Je ne vis dans cette sortie qu'un bon mot, une plaisanterie, et je répondis sur le même ton : Certes, général, vous les ferez, mais avec cette différence qu'une bonne émigration donnera au pays, en dix années, un nombre d'agriculteurs que les Orientaux ne pourront fabriquer en cent ans, et en attendant le pays désert continuera à souffrir des maux qui le désolent. Plusieurs des assistants, de moi inconnus, parurent choqués de ma réponse, et sans doute Oribe s'en aperçut, car il répliqua d'un ton brusque : « Tant mieux ! nous n'en serons que plus à l'aise. »

Evidemment, cette réponse était de circonstance, et, en effet, elle excita l'approbation unanime de tous, excepté de celui qui paraissait être le principal d'entre eux, et qui se contenta d'un sourire anodin.

Je ne me déconcertai pas, cependant, et je répliquai sans hésiter : Il n'en est pas moins vrai que jusqu'à ce que ces douze mille lances (en montrant le campement) ne se changent en autant de charrues, la patrie de Votre Excellence ne sera pas entrée dans les voies du progrès social !

Oribe m'interrompit brusquement, et s'adressant à ses visiteurs, il s'écria : « Vous ne connaissez pas M. Poucel, il a la manie de la charrue ! » Et se retournant vers moi, il ajouta : Quand donc voulez-vous retourner à votre établissement ?

Aussitôt, répondis-je, que j'aurai pu persuader à mes associés de faire de nouveaux débours.

Eh bien! il faut aller les voir, répliqua le général, et leur dire qu'aujourd'hui que *tout va finir* (en appuyant sur ces mots), je les engage, moi, à ne pas vous laisser plus longtemps éloigné de votre établissement.

Sans laisser voir l'émotion que me causaient ces paroles, je répondis que j'étais prêt à aller à Montevideo, aussitôt qu'il jugerait à propos de m'en donner la permission.

Mais dès demain si vous voulez, me dit Oribe. Venez me voir et je vous donnerai l'ordre nécessaire pour passer aux avant-postes.

Après un moment de conversation générale, je pris congé du général qui me répéta à voix haute: A demain, ne l'oubliez pas?

En sortant de la cabane, l'un des habitués du quartier-général qui avait entendu le commencement de cette conversation, à son idée peu rassurante, me demanda où j'avais eu la tête d'aller parler de colonisation devant Maza qui écrit à Rosas tout ce qui se dit et se fait autour d'Oribe. Je lui répondis que je ne connaissais pas ce personnage, et que d'ailleurs peu m'importait que Rosas connût mon opinion sur le pays. Du reste, ajoutai-je, son excellence ne doit être ni étonnée, car elle connaît mes idées, ni fâchée, puisqu'elle me permet d'aller à Montevideo et cela dès demain.

Alors, continua mon interlocuteur, les nouvelles du jour doivent être vraies; elles sont si bonnes que je n'osais pas y croire.

Et quelles sont-elles, lui demandai-je?

On assure, me dit-il, que M. Hood a conclu la paix, et on parle d'un prochain armistice.

M. Hood (nous avons parlé dans le précis historique de la singulière mission dont l'avaient chargé les gouverne-

ments anglais et français) n'avait obtenu de Rosas qu'un armistice, dans l'espoir, sans doute, que, dans un moment d'effusion, les deux partis opposés de la population Orientale pourraient arriver à s'entendre entre eux et amener un arrangement avantageux à Oribe.

Le lendemain je ne manquai pas de me rendre auprès du général qui me remit la permission qu'il m'avait promise et me dit au moment où je pris congé de lui : « Allez, et dites à mes amis que dans huit jours j'irai leur serrer la main. -- « Mais le général Oribe malheureusement en ce moment comptait sans son ami Rosas, trop intéressé à la continuation de la guerre, et surtout à la ruine de Montevideo, pour vouloir une terminaison aussi prompte.

Muni de la précieuse permission qui me rendait enfin à moi-même et maître de mes actions, je partis au mois d'août 1846, la veille même du jour fixé pour l'armistice. Je fus accompagné, jusqu'aux avant postes de l'armée de siège, par le docteur Vavasseur et par plusieurs autres amis, entre autres par le général Lavalleja, le chef des fameux trente-trois qui arrachèrent le pays à la domination portugaise et qui conquirent son indépendance en 1828. Le général ne voulut pas permettre que j'allasse loger ailleurs que chez lui et me fit promettre d'aller, aussitôt mon arrivée, demander l'hospitalité à sa femme qui, depuis la prise de la Colonia, habitait la ville avec sa famille.

Les avant-postes franchies, je me trouvai seul entre les deux camps, à pied, portant sous mon bras, mon mince bagage...

J'étais libre, enfin, après onze grands mois de captivité !

J'ignore ce qui se passa en moi, en ce moment. Tout ce que je puis dire, c'est qu'après avoir fait quelques centaines de pas, je m'assis, n'en pouvant plus, sur une pierre

de ce lieu désert, et là, je fus pris d'un tel débordement de larmes, que j'en mouillai le sol à mes pieds.

C'était, sans doute, l'impression que faisait en moi le sentiment de la liberté recouvrée. Je restai en cet état quelques instants et en sortant de cette espèce d'extase, remplie d'une douleur souverainement adoucie par la reconnaissance, je me trouvai à genoux, les mains levées vers le ciel. Il me semblait que la main de Dieu qui m'avait pris sur l'arbre du naufrage, qui m'avait donné force dans la prison et courage devant Oribe, était là, me montrant les tours resplendissantes de la « Matriz » (1), comme le terme du douloureux pèlerinage qui m'avait été imposé par la volonté divine. Et je priai en pensant à ma mère! ma mère dont les douleurs, en apprenant mes malheurs, avaient fait ma plus grande torture dans la prison, et dont le bonheur, en apprenant ma délivrance, faisait alors ma plus douce consolation. Je pleurais! Mes larmes étaient douces ; c'étaient des larmes de reconnaissance! J'étais heureux, bien heureux. Je reverrai ma mère!

Le bruit de quelques coups de fusils, dans le lointain, me tirèrent de cette espèce d'extase où j'étais plongé. Le sentiment de la conservation personnelle m'avertit du danger de ma situation ; en effet, je pouvais être pris, par les sentinelles avancées, pour un rôdeur, et assiégeants ou assiégés pouvaient fort bien m'envoyer quelque balle, en guise d'avertissement que les avants-postes de deux camps ennemis ne sont pas un lieu convenable pour la méditation et la prière.

Je me hâtai donc de traverser l'espace compris entre la ville et l'armée de siége et, de poste en poste, j'arrivai enfin à la ville, et je courus à l'église où je priai de toutes les forces de mon âme. Après avoir rempli ce devoir, mon

(1) Cathédrale de Montevideo dont les tours sont couvertes en fayence.

premier soin fut d'aller me présenter à Madame Lavalleja. Cette dame était douée d'une grande intelligence et d'une capacité remarquable, qui faisaient dire qu'elle était l'âme de l'épée du général. Elle l'avait suivi dans toutes les phases de sa longue carrière d'aventures qui l'avait porté au grade militaire qu'il occupait et deux fois à la présidence de la république. Cette dame, dis-je, me fit l'accueil le plus bienveillant et, malgré mes protestations, m'installa dans sa maison et me combla d'attentions et de prévenances.

Aussitôt après, ma première visite fut pour M. le baron Deffaudis, mais comme il était de trop bonne heure pour le voir, je fus reçu par le chancelier de légation, l'excellent Monsieur Denois, avec cette bonne et franche cordialité qui l'a fait tant aimer à Montevideo de tous ceux qui l'ont connu. Il insista pour que j'attendisse le ministre qui, assurait-il, serait enchanté de me voir; mais épuisé par les émotions, plus encore que par l'insomnie de ma dernière nuit de captivité et que par la fatigue d'une lieue que je venais de faire à pied, je me retirai, promettant de revenir bientôt.

Il me fut impossible de tenir cette promesse. De retour à la maison je me vis entouré de nombreux visiteurs qui ne me laissèrent pas un moment de libre de toute la matinée. L'après-midi un nouvel obstacle vint s'opposer à la visite projetée; je fus littéralement enlevé. Une dame d'une des plus notables familles de la ville, Doña Carmen Alvarez, qui avait plusieurs de ses enfants et petits-enfants, au camp d'Oribe, ne put se résoudre à attendre au lendemain pour aller les embrasser et résolut de le faire ce jour là même. Aussi, *nolens malens*, je fus forcé de l'accompagner.

En quelques instants une galère(1) fut préparée et attelée,

(1) C'est une sorte de grand carrosse à caisse très-allongée, suspendue sur de fortes courroies de cuir et pouvant contenir de 8 à 10 personnes, qui sert ordinairement pour transporter des familles entières à la campagne.

et, la permission du gouvernement obtenue, nous nous mîmes en route cinq ou six dames et moi pour le camp d'Oribe. Arrivés aux avant-postes, on nous refusa le passage. Heureusement l'officier qui commandait ce point était un français de ma connaissance qui, sur l'observation que je lui fis que ces dames allaient jusqu'au pont de l'Arroyo seco seulement, pour embrasser leurs enfants et leurs parents et sur ma promesse de les ramener avant la nuit, nous permit de continuer notre route.

A peine étions-nous, depuis une demi-heure, arrivés à notre destination, que nous vîmes descendre de la colline sur laquelle était situé le camp d'Oribe, une longue cavalcade composée principalement de dames, tandis qu'une file de voitures sortaient de la ville et se dirigeaient rapidement vers le point que nous occupions. Notre départ de la ville et notre arrivée près du campement avait mis tout en émoi dans les deux camps. Les chefs, des deux côtés, ne pouvant résister à l'impatience et aux sollicitations des femmes, avaient été contraints d'avancer d'un jour le commencement de l'armistice.

Essayer de tracer le tableau que présentèrent à ce moment les alentours du pont qui servait ordinairement de limites aux deux territoires hostiles, est chose presque impossible. Qu'on se figure une foule compacte d'hommes et surtout de femmes et d'enfants courant à la rencontre les uns des autres; s'appelant à grands cris d'aussi loin qu'ils s'apercevaient, se confondant, s'embrassant, pleurant, riant, criant ; on aurait dit une troupe de gens ayant perdu la tête, tant la joie de se revoir était grande de part et d'autre.

Cependant, le calme se rétablit peu à peu, les groupes se formèrent et les conversations intimes commencèrent et se prolongèrent jusqu'à la nuit qu'il fallut se quitter, non sans peine, et en se disant : A demain.

Cinq jours se passèrent à peu près de la même manière. Une chose bien digne de remarque, à mon avis, c'est que pendant les cinq jours que dura ce mélange de deux populations qui depuis si longtemps se considéraient comme ennemies, on n'eut à déplorer aucun fâcheux accident, pas même une querelle, une rixe entre les soldats qui fraternisaient entre eux franchement et cordialement, même les légionaires étrangers, objets de tant de haine de la part des assiégeants, parce qu'ils étaient l'un des bras forts des assiégés.

Le troisième jour, le plus grand nombre des officiers d'Oribe qui avaient une partie de leur famille dans Montévideo s'y rendirent, sans armes, par suite d'un accord préalable, pour y passer la journée et furent fraternellement accueillis.

Le lendemain, Oribe lui-même vint, avec tout son état-major sans armes, jusqu'à une maison connue sous le nom de *las figuritas*, située à 600 mètres environ de la ville, et toute la journée la foule du dedans et du dehors s'empressa autour de lui. Il admit tout le monde et fut d'une humeur charmante et de la plus grande affabilité. Il semblait dire à tous : « Le voici ce terrible *coupe-tête* (1) ; regardez-le bien, il n'est pas aussi méchant qu'on a voulu le faire croire ! »

J'allai le voir avec plusieurs personnes et il me demanda où j'en étais avec mes associés. Je lui répondis qu'ils attendaient la réalisation de sa promesse de venir serrer la main de ses amis dans huit jours.

Vous voyez, répliqua-t-il, que je n'ai pas attendu les huit jours pour tenir parole ; mais je comprends leur pensée. C'est bien, venez nous voir quand vous voudrez,

(1) *Corta cabezas,* surnom terrible que lui avaient attiré les nombreuses exécutions par le couteau..... qui se faisaient dans son armée.

mais restez dans la ville, si vous le jugez plus convenable à vos intérêts.

J'étais donc bien et dûment dégagé de ma qualité d'otage ! Je ne puis dire ce que cette idée jetait de soulagement dans mon esprit.

Enfin, le terme de cet armistice arriva, soit que les menées qui avaient pour but de détacher Oribe de Rosas eussent éveillé l'attention des chefs argentins, soit que les efforts tentés pour rapprocher les Orientaux les uns des autres eussent inspiré des craintes au gouvernement de la ville, toujours est-il que ce fut ce dernier qui dénonça le terme de l'armistice à la fin de la cinquième journée.

La séparation des familles fut des plus touchantes ; les adieux des plus émouvants ; on aurait dit qu'on se quittait sans espoir de se revoir jamais, car la paix, que tous désiraient ardemment et que pendant plusieurs jours on s'était habitué à regarder comme certaine, paraissait plus hypothétique et plus éloignée que jamais. Certes, les Orientaux livrés à eux-mêmes l'eussent conclue cette paix si désirée ; mais les exigences de la position d'Oribe, tenu en laisse par Rosas, et la présence de l'armée argentine la rendaient absolument impossible; car, d'une part, Oribe ne voulait ni ne pouvait renvoyer les troupes argentines, et, de l'autre, la ville ne pouvait consentir à traiter, en présence du drapeau étranger.

Chacun reprit donc tristement le chemin de sa demeure et, chose remarquable, pendant les cinq jours qui venaient de s'écouler et durant lesquels chacun avait été abandonné à son libre arbitre, sans aucune surveillance de police ni d'une part ni de l'autre, pas un Oriental du parti de la ville ne resta au campement et pas un du parti opposé ne rentra dans la ville !

Le lendemain les escarmouches recommencèrent comme avant l'armistice et les choses reprirent leur train

habituel, pour durer ainsi pendant cinq autres années !

Tel fut le résultat de la mission de M. Hood qui avait fait naître de si grandes espérances. Cet agent qui, lors de son arrivée, se croyait certain de réussir auprès de Rosas, confus d'avoir été trompé par lui, chercha à cacher sa défaite, en l'attribuant à la pression exercée sur le gouvernement de la ville par l'influence française, et n'osant pas venir en personne dans la ville, annoncer aux ministres anglais et français la fin de sa mission, ou plutôt sa déconfiture, il la leur notifia par écrit et repartit aussitôt pour l'Europe.

Mais ces faits politiques n'ont plus d'influence désormais sur le sort des otages de Durazno dont les malheurs sont finis, au moins quant à leurs personnes. Seulement ils restent sous le poids des conséquences de leur ruine et tous en attendent encore la juste réparation (1).

Cependant ils ont dû à M. le comte Walewski, qui a laissé de si beaux souvenirs au Rio de la Plata, un commencement de réparation. Sous son premier ministère et par suite d'une convention signée par M. Maillefer consul général chargé d'affaires de France à Montevido, le gouvernement de la république de l'Uruguay s'est reconnu responsable, en principe, des préjudices occasionnnés par cette longue guerre, aux résidents français et anglais. En conséquence, une commission mixte, installée depuis 1857, a procédé à la fixation des pertes éprouvées.

(1) Peu de jours après l'armistice, un respectable négociant anglais, mon très-honorable ami M. Lafone, vint demander à Madame Lavallejà la permission de m'enlever Dès lors il s'empara de moi, comme de chose à lui appartenant, et m'installa dans sa maison comme si j'étais de sa famille, au milieu de laquelle j'oubliai, comblé de bienveillances, les douleurs de ma longue captivité ! Ailleurs j'aurai à dire, en détail, qu'elle est la valeur intellectuelle, morale et surtout commerciale de M. Lafone, pour ces pays auxquels son génie a ouvert de riches horisons. Mais je ne puis ici passer sous silence l'origine de l'intimité qui n'a cessé de régner entre nous, au grand étonnement de ceux qui n'ont pas le bonheur de comprendre quelle force puise une amitié vraie, basée sur la reconnaissance, lorsqu'elle est cimentée par une juste estime réciproque.

Tout le poids de cette rude tâche a pesé depuis lors sur notre honorable commissaire impérial M. Ad. Dano. A son énergie, à sa constance, à ses imperturbables sentiments de justice et d'équité, les réclamants français doivent la part qui leur est faite de deux millions six-cent mille piastres, sur le chiffre total de quatre millions (environ 17 millions de francs) dont le gouvernement de Montevideo s'est enfin reconnu débiteur, après cinq ans et plus d'efforts inouïs pour alléger le fardeau de cette dette. Et cependant en justice et en équité, ce chiffre représente à peine *la moitié* de la perte *matériellement* éprouvée, au moins par les réclamants français.

Dire que M. Dano a épuisé, dans cette ingrate lutte, la belle santé qu'il apportait au Rio de la Plata, c'est dire les obstacles énormes et multiples qu'il y a rencontrés. Mais la conscience d'un devoir difficile, énergiquement accompli, sera couronnée dans cette mission, la plus laborieuse de sa carrière diplomatique, par le concert de gratitude et des bénédictions de plusieurs centaines de familles françaises spoliées, sur la terre étrangère, pour le seul crime d'être nées en France.

CHAPITRE VII.

—

ÉPILOGUE.

I. Ma pétition aux Chambres en 1847 et ses suites à Paris, à Marseille, à Venise et à Londres.

C'était en 1847.

Seul, des deux cent quarante Français retenus en otage pendant onze mois à Durazno, et dont on vient de lire les souffrances, j'étais venu en France. J'avais pour but de demander justice et réparation de cet attentat qui avait bouleversé la fortune et compromis l'existence de plusieurs centaines de familles françaises dans la campagne de Montevideo, en représailles des premiers actes coërcitifs des escadres française et anglaise contre le général Rosas, gouverneur de Buenos-Ayres en 1845.

Seul, j'ai donc pu venir raconter les douleurs de tous, grâce à l'intérêt dont M. le comte Walewski honora notre infortune, et grâce à l'obligeance de M. l'amiral Le Prédour et de l'état-major du brick *le D'Assas*, qui me ramena en France, au mois d'octobre 1847.

Reçu par M. Guizot, président du conseil des ministres de S. M. le roi Louis-Philippe, au mois de novembre suivant, je m'élevai, peut-être vivement, contre la politique suivie au Rio de la Plata (1), en déclarant que la population française, dans ces contrées, avait commencé à souf-

(1) M. Guizot m'avait permis de parler sur la question générale et non sur la question personnelle, sur laquelle il avait été renseigné par M. Rondeau, député de Rouen, et aussi par une note de la chambre de commerce de Marseille.

frir, depuis que la France avait des agents accrédités à Buenos-Ayres.

— « Monsieur, vous traitez mal les agents de la France! dit M. Guizot en m'interrompant. »

M. Guizot était justement dans son rôle de ministre des affaires étrangères; mais je restai dans le mien en répondant :

— « Pardon, Monsieur le président du conseil, c'est de l'histoire que je fais. »

— « Pourriez-vous, ajouta M. Guizot, citer des faits historiques? »

Trois citations suffirent pour démontrer que je faisais de l'histoire.

En 1829, premier armement des résidents français par M. de Mendeville, consul de France à Buenos-Ayres.

En 1839, appel aux résidents français par l'amiral Le Blanc, et formation d'une légion de volontaires, sous le commandement des officiers de l'escadre française, à Montevideo.

En 1843, mesures préventives prises par M. Théodore Pichon, consul général de France, pour garantir les résidents contre l'éventualité d'une prise d'assaut de la ville de Montevideo, assiégée par le général Oribe, chef d'une armée de Rosas, à laquelle ses propres partisans s'étaient joints.

M. Pichon, débordé dans ses intentions sages et paternelles, retira son pavillon, et sortit de Montevideo sans pouvoir empêcher la formation de cette légion française (M. Guizot le savait), qui a tant souffert pendant les huit ans huit mois et 21 jours du siège de Montevideo (1).

M. Guizot me dit en finissant : « Monsieur, vous parais-

(1) Les détails de ces faits se trouvent dans le précis historique encore inédit et accompagné de pièces et documents authentiques.

sez versé dans l'histoire de cette question ; soyez assez bon pour me remettre une note courte et claire sur *les moyens de solution* des affaires de la Plata.

Cette note, comprenant cinq actes de vigueur qui eussent dû être exécutés sans retard, fut remise dans les vingt-quatre heures ; mais le règne du roi Louis-Philippe allait finir, et la note est restée, sans doute avec tant d'autres inédites, dans les cartons du cabinet de la présidence du conseil.....

Une pétition que j'adressai à la chambre des pairs et à celle des députés, fut présentée à cette dernière chambre par M. Vavin, député de Paris, ce défenseur intrépide de toutes les infortunes, mais surtout de la grande infortune polonaise, à laquelle celle des otages de Durazno s'assimilait sur quelques points.

En présentant ma pétition, M. Vavin s'exprima en ces termes :

« En mon nom et au nom de M. Berryer, député de Mar-
« seille, de MM. Ducos et Blanqui, députés de Bordeaux,
« et de M. Dubois, député du Havre, je dépose sur le bu-
« reau de la chambre une pétition en faveur des résidents
« français de la République orientale de l'Uruguay, péti-
« tion qui révèle des atteintes violentes portées au droit
« sacré de la propriété ainsi qu'à l'existence commerciale
« de nos compatriotes établis à la Plata, et qui réclame
« pour eux une juste et efficace protection. » (*Moniteur* du 21 janvier 1848.)

Dans la séance du 4 février suivant eut lieu la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône. A l'article relatif à la Plata, qui motiva de vifs débats, M. Blanqui s'exprima ainsi :

« Messieurs, je prends la liberté de recommander à
« l'attention de la chambre et de M. le ministre des affai-
« res étrangères un fait digne de toute notre attention.

« Depuis trente ans, on sait qu'un grand nombre de nos
« compatriotes du Midi s'étaient transportés sur la côte
« Orientale, et s'étaient établis aux environs de Monte-
« video. Ils s'y livraient à la culture des terres et à l'élève
« des troupeaux, lorsque, en représailles des premiers
« moyens coërcitifs employés par les forces françaises, ils
« ont été enlevés violemment de leurs établissements, con-
« tre toute espèce de droit des gens, et conduits prison-
« niers à travers 40 ou 50 lieues de terrain. Là, enfermés,
« privés de leurs troupeaux, dépouillés de tout, un seul
« cependant a pu s'échapper pour apporter en France la
« nouvelle de ce désastre, et demander secours pour ses
« compagnons d'infortune. Ces malheureux sont encore
« détenus en ce moment. Ils s'étaient toujours tenus en
« dehors des affaires des parties belligérantes, et cepen-
« dant, je le répète, ils ont été enlevés contre toute espèce
« de droit des gens. Déjà, pendant leur dure captivité, ils
« ont perdu des enfants, des infirmes, de telle sorte qu'il
« n'en reste plus, sur 250, que 232. C'est pour ces compa-
« triotes malheureux, que je demande l'appui de la cham-
« bre et l'intervention de M. le ministre des affaires étran-
« gères. »

A cette invocation généreuse, M. Guizot répondit sobrement par ces mots : « *Des réclamations pressantes ont été déjà élevées par nous à ce sujet.* » Et ma pétition alla reposer à l'ombre des cartons ministériels, ou plutôt elle resta aux mains de M. Bert, qui devait en faire le rapport à la chambre.

Mais la question du Rio de la Plata était devenue une dure épine pour le gouvernement de juillet, en présence des chambres, grâce à la mollesse de sa politique extérieure. En effet, deux missions anglo-françaises avaient échoué contre la résistance de Rosas, gouverneur de Buenos-Ayres ; c'étaient celle du baron Deffaudis et W. Gore

Ousely en 1845, et celle du comte Walewski et lord Howden (1847).

Dans l'intervalle de ces deux missions, M. Hood, porteur, en 1846, d'une convention offerte à Rosas par l'Angleterre et la France, avait été éconduit par ses amis personnels Rosas et Oribe, alors qu'il avait compté sur eux pour humilier la France, car M. Hood était un Anglais encore de 1814.....

D'autre part, lord Howden n'avait pas craint de lever le blocus de Buenos-Ayres au nom de l'Angleterre, laissant ainsi son collègue pour la France, le comte Walewski, seul sur la brèche ouverte en commun, et sur laquelle le comte resta noblement seul ! (1)

Après une pareille défection de l'Angleterre, si dignement caractérisée par notre amiral Lainé, lorsque, plus tard, à la tribune, il s'écria : « *Un peu de honte est bientôt bue* (2) ; » après une telle défection, disons-nous, M. Guizot ne craignait pas, à son tour, d'accepter la rentrée de l'Angleterre dans une nouvelle action commune avec la France, et la mission du baron Gros eut lieu, avec le capitaine Gore pour l'Angleterre.

C'est alors qu'en réponse au discours du trône, qui devait être le dernier du roi Louis-Philippe, la tribune fran-

(1) Détails au *précis historique* (mémoires inédits),

(2) Dans la séance du 2< décembre 1849, la discussion sur un crédit extraordinaire destiné au subside consenti en faveur de Montevideo, vint mettre en scène l'interminable question du Rio de la Plata. C'est dans cette séance que l'amiral Lainé, avant d'entamer la discussion sur le traité signé *ad referendum* par l'amiral Le Prédour, son successeur dans la Plata, illuminait la politique de l'Angleterre, par rapport à la France, par ces traits de vive lumière :

« On s'étonne de voir le cabinet anglais prendre vis-à-vis d'Eu-
« ropéens l'initiative d'un acte qui rappelle involontairement de fu-
« nestes souvenirs (la levée du blocus par lord Howden). Il n'a pas
« l'habitude de tant d'humilité et de tant d'abnégation pour oublier
« ainsi les intérêts de ses nationaux. Qui sait. (un peu de honte est
« bientôt bue !. .) si derrière ce petit échec à l'orgueil britannique, ne
« se trouve pas, pour résultat, la ruine de l'influence française dans
« l'Amérique du Sud ?

« Ce traité humiliant, l'Angleterre le justifierait d'un seul mot ;
« elle dirait : Ce traité, en fin de compte, a chassé la France de la
« Plata. »

çaise retentit des plus nobles accents de l'honneur national comprimé, à l'endroit de la dignité du pays qu'on remettait sous le joug de la diplomatie britannique, dans le Rio de la Plata.

Parmi les discours les plus pratiques de cette époque, alors que déjà résonnaient les glas de la monarchie constitutionnelle, nous citerons seulement celui de M. Charles Levavasseur, député de la Seine-Inférieure, parce qu'il visait le plus directement *ad rem*.

Par les extraits que nous en donnons, on jugera de l'esprit politique élevé et du sentiment profond des besoins du pays qui animaient l'honorable député de Rouen, même dans cette question extérieure du Rio de la Plata (1).

(1) Extrait du discours de M. Levavasseur, député de la Seine-Inférieure, dans la discussion du projet d'adresse en réponse au discours de la Couronne.

(*Séance du 4 février* 1848.)

« Messieurs,

« La commission exprime l'espoir, dans le projet d'adresse, que les « mesures adoptées par notre gouvernement, d'accord avec celui de « la Grande-Bretagne, rétabliront enfin nos relations commerciales « sur les bords de la Plata

« Cet espoir n'est pas le mien. Je crois que les négociations nou- « vellement entamées n'aboutiront à aucun résultat, et que s'il y en « avait un, il serait déplorable.

« Je ne dirai que peu de mots des précédentes négociations. Et « d'abord, j'indiquerai le but que s'est toujours proposé la France : « le maintien de l'indépendanee de la République orientale de l'Uru- « guay, le respect des personnes, l'inviolabilité des propriétés dans « cet Etat et celui de la République Argentine.

« Voilà bientôt huit ans que l'on poursuit ce but : pour l'atteindre, « une médiation armée fut résolue par les deux gouvernements de « France et d'Angleterre. Ces deux gouvernements chargèrent en « même temps M. le baron Deffaudis et M. Ouseley d'ouvrir des né- « gociations auprès de Rosas : elles échouèrent. Alors commença le « blocus de Buenos-Ayres Après deux années de mesures restées « infructueuses, parce qu'elles étaient insuffisantes, lord Howden et « le comte Walewski furent chargés d'une nouvelle mission ; ils firent « à Rosas toutes les concessions que peut suggérer la politique la « moins exigeante, et cependant leurs concessions furent sans succès.

« Vers la fin de ces négociations, le blocus fut levé par l'escadre « anglaise ; la France continua celui qu'elle avait entrepris. A mon « avis, c'était pour elle une occasion favorable de recouvrer son en- « tière liberté d'action ; c'était pour elle une bonne fortune de pou- « voir faire consacrer, dans ces nouveaux Etats de l'Amérique du « Sud, le principe que j'ai rappelé tout à l'heure, et en dehors du- « quel il n'y aura jamais sécurité pour nos nationaux, il n'y aura « jamais de garantie pour notre commerce.

« M. le ministre des affaires étrangères, au lieu de saisir cette oc-

Au 23 février 1848, la République échevelée vint trôner sur les débris du régime constitutionnel de la France.

Plus tard, et au milieu du désarroi politique et social

« casion, a mieux aimé se tourner de nouveau vers le cabinet anglais « qui venait de le déserter; il a sollicité vivement pour entamer, « d'accord avec lui, de nouvelles négociations, etc. »

Passant ensuite à l'actualité, M. Levavasseur continue :

« Ainsi, messieurs, pour remplir les nouvelles instructions, il y a « peut-être du sang français à verser. C'est sur ce triste résultat que « j'appelle vos réflexions. Une voix plus éloquente que la mienne, « une voix que je voudrais entendre à cette tribune, celle de M. Thiers, « a éveillé, dans d'autres temps, vos sympathies sur ces braves qui ont « voué leur vie à un pays hospitalier; je voudrais aussi vous faire « voir, lorsqu'on garde ici le silence, lorsqu'on dit que le silence est « nécessaire, à quelles extrêmités peut arriver cette négociation qui « amènera, dit-on, la paix, et qui peut, avant la paix, amener l'ef- « fusion du sang entre des Français, une sorte de guerre civile.

« Mais, dira-t-on, ces hommes succomberont, ils seront dispersés « çà et là. Ce n'est pas facilement qu'on disperse 3 ou 4,000 hommes « armés; ce n'est pas facilement qu'on disperse 15 à 20,000 individus « qui s'attachent à leur sort. Si, dis-je, on sacrifie toute cette popu- « lation, on aura un prétexte à vous donner, une excuse à apporter « dans cette chambre; on dira : ces hommes étaient des aventuriers, « des mercenaires; de quel droit invoquaient-ils l'appui des cours « étrangères? La France doit-elle défendre partout les aventures, « les folies, les fautes d'hommes qui se sont compromis sans son « aveu?

« Sans vouloir ici les défendre d'une manière absolue, j'aurai ce- « pendant une comparaison facile à établir et tout à leur avantage.

« A côté de ces hommes qui, renfermés dans Montevideo pour la « défense de leur existence, ont pris les armes, il y avait une popu- « lation rurale.

« De nombreux résidents français s'étaient répandus sur toute la « surface de la République orientale de l'Uruguay; là ils se livraient « à des exploitations agricoles, à des exploitations industrielles; « hommes de paix, hommes d'industrie, ils étaient soumis à tous « les pouvoirs, quels qu'ils fussent; ils avaient accepté tantôt le « pouvoir de Montevideo, tantôt le pouvoir d'Oribe : ils ne deman- « daient qu'à travailler, qu'à faire fructifier leurs champs; ils accep- « taient tous les gouvernements, parce qu'effectivement c'était la loi « de leur situation. Et d'ailleurs, ne comptaient-ils pas sur le droit « des gens, s'il était violé dans leur personne, sur l'appui de la « France pour le faire respecter, pour obtenir au besoin des répa- « rations?

« Eh bien! quelle a été la conduite d'Oribe vis-à-vis de ces paisi- « bles résidents? Un jour, sur la seule nouvelle de l'intervention « anglo-française, ils sont saisis, garottés, traînés captifs à travers « les champs, au nombre de huit cents au moins, (*) jusqu'au village « de Durazno. Là, ils ont appris que leurs propriétés étaient seques- « trées, que leurs troupeaux étaient dispersés, détruits en partie; « aujourd'hui les voilà réduits à la misère; un grand nombre n'est « plus; quelques-uns d'entr'eux, furtivement échappés, sont venus « jusqu'ici nous compter leurs désastres.

« Ne jetez donc pas votre mépris sur ces aventuriers, ces nobles « aventuriers, qui défendent leur cause l'épée à la main, quand « d'autres hommes, soumis aux lois d'Oribe, ont payé de leur for-

(*) L'orateur confond le nombre des otages proprement dits, avec celui des familles françaises traquées sur tout le littoral et qui avaient fui avant le 10 septembre 1845, jour de la razzia des otages conduits à Durazno.

qui précéda l'élection présidentielle, la Constituante avait proclamé sa Constitution sous une avalanche de neige de mauvais augure, d'où naquit l'Assemblée nationale. Le jour de cette proclamation, la place de la Concorde ressemblait à un champ sibérien recouvert de son linceul de neige, qui

« tune et de leur vie le système d'obéissance dont ils s'étaient fait « une loi.

« Si respectables que soient à mes yeux les intérêts du commerce « et de la marine, je m'abstiendrais de prendre la parole si une ques- « tion d'humanité ne dominait le débat.

« J'ai pris la liberté d'adresser une interpellation à M. le ministre « des affaires étrangères; il n'a pas jugé convenable d'y répondre. * Cependant elle est d'une nature assez grave pour qu'il puisse, à « cet égard, déroger à la réserve diplomatique qn'il s'est imposée.

« J'ai admis l'hypothèse probable selon moi où, pour l'exécution « des conventions arrêtées entre la France et l'Angleterre, il y aurait « un conflit sanglant pour le désarmement de nos nationaux qui se « sont voués à la défense des principes proclamés par la France. J'ai « demandé si, dans le cas où nos nationaux se refuseraient à être « désarmés, où nos marins seraient contraints, en présence d'une « escadre anglaise, en présence au moins de leurs agents, de pren- « dre les armes pour procéder à ce désarmement, la rigueur serait « poussée aux dernières extrêmités. La question est des plus graves, « et il me semble que la chambre doit être assez prévoyante pour de- « mander des explications à cet égard; en ce qui me concerne per- « sonnellement, je supplie M. le ministre des affaires étrangères de « ne pas me laisser dans l'incertitude.

M. le président du conseil : « Je ne puis admettre l'hypothèse qu'in- « dique l'honorable préopinant. S'il connaissait les instructions que « je ne puis en ce moment communiquer à la chambre, il saurait que « toutes les précautions ont été prises pour la sûreté de nos natio- « naux, dans quelque situation qu'ils se trouvent.

M. Levavasseur : « Messieurs, il y a cinq ans qu'on nous affirme « successivement que le conflit va cesser; par le passé vous pouvez « juger l'avenir. Je ne veux pas m'expliquer sur les affirmations « qu'on vient de vous donner; mais cependant vous êtes aujourd'hui, « à cause des faits antérieurs, en situation de les juger, de les ap- « précier.

« Que dit M. le ministre des affaires étrangères? Que des précau- « cautions ont été prises (Aux voix!) pour l'éventualité que j'ai « prévue.

« Eh bien! je ne crains pas de le dire: elles sont matériellement « impossibles. Quoi! vous avez à Montevideo 3,000 nationaux armés, « vous avez peut-être 15,000 individus, vieillards, femmes et enfants, « qui forment les familles de ces soldats, et on croirait facilement « qu'il a été possible de prendre des précautions en leur faveur, on « voudrait que les navires qui composent notre faible escadre fus- « sent assez nombreux pour les recevoir, que les forces dont nous « disposons pussent pourvoir à leur sûreté si Oribe était mis en pos- « session du pouvoir!

« Messieurs, il est possible, il est facile (Aux voix! aux voix!) de « faire de pareilles affirmations; mais l'on éprouve quelque difficulté « à y ajouter une foi entière.

« Ainsi je déclare que non seulement je n'espère pas que les ré- « sultats annoncés se produiront, mais j'ajoute que je redoute des « conflits fâcheux, déplorables. »

contrastait avec les draperies de velours cramoisi et or du magnifique dais recouvrant le pouvoir exécutif, sur la terrasse des Tuileries.

Alors j'adressai à l'Assemblée nationale un rappel de ma pétition, dont voici l'extrait des faits qu'elle dénonçait (1). Cette seconde adresse figure au *Moniteur* du 24 novembre 1849, page 3774, en ces termes :

« M. Vavin a déposé en son nom et au nom de M. Ber-
« ryer, député de Marseille, de M. le contre-amiral Lainé,

(1) « Le 31 juillet 1845, les négociations ouvertes à Buenos-Ayres « par les ministres de France et d'Angleterre, pour la pacification « du Rio de la Plata, furent rompues.

» Le 3 août suivant, l'escadrille argentine qui bloquait Monte- « video fut sequestrée par les forces navales anglo-française, et aus- « tôt le général Oribe, qui assiégeait Montevideo, sequestra, dans « leurs personnes les résidents Anglais et Français de la campagne, « en leur refusant des passeports pour sortir du pays.

« Un mois environ s'écoula dans la cruelle incertitude de ce qui « adviendrait.

« Le 31 août, le po t de la Colonia fut occupé militairement par les « forces combinées de l'intervention.

« Le 10 septembre suivant, le général Oribe fit une véritable razia « sur les résidents Français et Anglais de la campagne, et ce fut « alors qu'on vit le même jour, à la même heure, sur une étendue « de 70 lieues, les résidents paisibles qui avaient vécu jusques là « dans l'isolement, loin d s évènements de la guerre et de le politi- « que, arrachés à leurs foyers, à leurs familles, à leur fortune, dé- « pouillés de tout, aller à pied, par colonnes, au travers d'un pays « abrupte, sous bonne escorte, marchant le jour, dormant la nuit à « l'intempérie, attachés par les pieds à des poteaux plantés en terre, « et nourris avec de la viande et de l'eau. Après un voyage plus ou « moins long (8 à 10 jours), plus ou moins rempli de péripéties, ils « arrivèrent successivement à Durazno, village central et éloigné « de tous autres lieux habités. Là, sans argent, sans linge, et sans « aucun moyen de s'en procurer, ils restèrent confinés et vivant de « misère et d'alarmes.

« Ces choses, j'affirme les avoir dites au général Oribe, qui, pour « expliquer la concentration des résidents Anglais et Français de la « campagne dans le village de Durazno, s'est rejeté sur la violence « et la rapidité des évènements politiques par suite des premiers « actes coërcitifs de la médiation anglo-française.

« Donc, cette mesure n'était point militaire; elle était de simple « police administrative envers des citoyens paisibles et *non armés*.

« En effet, quelle crainte pouvaient inspirer à un général, au mi- « lieu de son armée, des étrangers pacifiques, agriculteurs ou ber- « gers, isolés, sur une campagne nue, qu'ils habitaient depuis lon- « gues années, et dans laquelle ils persistaient à vivre, malgré la « guerre et ses désastres, attachés qu'ils étaient à la glèbe arrosée de leur sueur, fécondée par leur travail? N'étaient-ils pas au pou- « voir de cette armée, qui avait en garantie de leur conduite, cons- « tamment irréprochable (on le conçoit sans peine), non seulement la « propriété, mais aussi la personne de ces hommes si cruellement « expropriés. »

« député de Bordeaux, de M. Levavasseur, député de « Rouen, et de M. Ducos, député de Paris, une nouvelle « pétition de M. Benjamin Poucel, en son nom et au nom « de nombreux Français résidant dans la République « orientale de l'Uruguay, pétition qui dénonce les vio- « lences exercées sur leurs personnes et les atteintes por- « tées à leurs propriétés.

« Cette pétition n'est que le rappel d'une précédente « qui, le 12 juillet 1848, avait été renvoyée au ministère « des affaires étrangères.

« Ce renvoi n'a point été suivi d'effet. M. Vavin de- « mande donc que cette pétition soit transmise à la com- « mission des crédits supplémentaires qui est saisie de nos « rapports politiques avec le gouvernement de la Répu- « blique Argentine. »

Ces faits étaient extraits du rapport que j'avais adressé dès ma rentrée à Montevideo à M. le baron Deffaudis, ministre plénipotentiaire de France au Rio de la Plata, et qui fut remis par lui au ministère, avec l'apostille suivante :

« Le fait de l'expropriation forcée de M. Poucel est de « notoriété publique ici, et je le sais comme tout le mon- « de. Je me suis déjà prononcé sur l'iniquité de tous les « actes semblables.

« Montevideo, 10 août 1846.

« *Signé :* Baron DEFFAUDIS.

« Pour copie conforme à l'apostille de M. le baron Def- « faudis, sur un rapport adressé à S. Exc. M. le ministre « des affaires étrangères à Paris.

« Montevideo, 12 octobre 1846.

« *Signé :* Marius DENOIX,

« *Chancelier du consulat.* »

En effet, dès le 24 juillet 1848, M. Drouyn de Lhuys, alors président du comité des affaires étrangères, aux-

quelles il donnait déjà un commencement de ces allures de dignité nationale qu'on l'a vu plus tard développer avec ce luxe de modération qui forme le principal caractère politique de cet éminent homme d'État, M. Drouyn de Lhuys avait lu et déposé à l'Assemblée nationale son rapport sur ma pétition, en demandant le renvoi au ministère. Ce rapport, inséré au *Moniteur* du 24 juillet 1848, fut agréé par M. Bastide, alors ministre des affaires étrangères de la République, en ces termes : « Je n'ai rien à ajouter aux « conclusions du rapport, et j'accepte le renvoi. »

C'est dans ces conclusions que M. Drouyn de Lhuys manifeste l'opinion que nous avons qualifiée en commençant, sur la politique du gouvernement français dans le Rio de la Plata, et sans ambage. Voici ses conclusions telles que les publie le *Journal des Débats* du 13 juillet 1848 (1).

(1) « M. Drouyn de Lhuys fait un rapport détaillé sur la pétition de « M. Benjamin Poucel, négociant français établi à Montevideo. Le « pétitionnaire réclame contre les persécutions et les pertes de toute « espèce qu'il a éprouvées au Rio de la Plata, et la longue captivité « qu'il a subie avant de pouvoir retourner à Montevideo. La population française s'était considérablement accrue pendant plusieurs « années : on en comptait 18,000 établis sur les rives de la Plata, et « les affaires s'étaient augmentées dans une proportion toujours « croissante.

« Les habitants français se divisent dans cette partie de l'Amérique en trois catégories : la première habite Buenos-Ayres ; la seconde est fixée à Montevideo ; la troisième est répandue dans la « campagne. Cette prospérité a disparu par suite des guerres qui ont « affligé ce malheureux pays, et tous les efforts du gouvernement « pour obtenir une indemnité en faveur des Français opprimés et « dépouillés de leurs biens, ont toujours été superflus. Les tentatives « d'intervention faites à plusieurs reprises, soit par la France, soit « soit par l'Angleterre, n'ont eu aucun succès.

« Quelque regret, dit M. Drouyn de Lhuys, que nous inspire la « mauvaise direction donnée à la diplomatie par le gouvernement « déchu dans l'affaire de la Plata, et *notamment la mollesse* de ses « dernières déterminations, nous n'entendons pas demander compte « au ministère actuel des actes accomplis, ou des engagemeuts contractés par le commissaire français, en vertu d'instructions qui n'auraient pu être modifiées à temps depuis l'avènement de la République ; mais nous espérons que dans ces contrées la politique de la « France, se montrant désormais plus conséquente et plus résolue, « au lieu de flotter entre la paix et la guerre, entre les exigences « officielles et les concessions confidentielles, entre la menace et la « rétractation, marchera d'un pas ferme vers le triple but qu'elle doit « se proposer : la protection de notre commerce, le redressement des « griefs de nos concitoyens, et le maintien de la République de l'Uruguay, garanti par les traités.

« La réparation de ces griefs est nécessaire, sous peine de voir nos

Nous en aurions dit assez pour présenter au public le récit des souffrances endurées par les otages de Durazno, revêtu d'une authenticité respectable ; mais en nous arrêtant à 1849, l'historique de la pétition resterait tronqué, et il est bon de l'achever.

La présidence du prince Louis Napoléon venait d'être proclamée à la presque universalité des suffrages ; tous les esprits étaient en suspens ; une ère nouvelle allait commencer pour la France.

Simple berger, il me siérait mal de faire de la politique, mais je puis faire de l'histoire sous l'empire, comme j'en avais fait sous la monarchie dans le cabinet de M. Guizot.

Il me souvient que dans un groupe d'anciens députés on avait dit que le prince-président, étranger à la France et surtout étranger à Paris, aurait beaucoup de peine à mouvoir les éléments, les instruments d'une puissance personnelle, etc.

Je me permis de répondre que cet isolement même du prince-président lui permettrait de choisir dans tous les groupes, dans chaque coterie, des adhérents personnels pour un ordre de choses nouveau. Voilà pour sa qualité

« intérêts ruinés à jamais dans cette contrée. *Que les intérêts euro-* « *péens*, dit le pétitionnaire, *aient eu à souffrir par le fait de la guerre* « *à Rio de la Plata, c'était inévitable, comme dans tout pays en état de* « *guerre; mais que des résidents paisibles qui avaient souffert en silence* « *les malheurs généraux de la guerre aient été, par une mesure toute* « *spéciale et en dehors des évènements de la guerre, arrachés à leurs* « *foyers, dépouillés de leurs biens, et réduits en captivité comme otages,* « *c'est un fait qui n'est plus le résultat obligé ou inévitable de la guerre,* « *et il est trop grave pour que les gouvernements de ces victimes le lais-* « *sent passer sans obtenir une juste réparation.......*

« *L'impunité serait un précédent que les habitants de ces pays n'ou-* « *blieront jamais, et ils en feront l'application à la simple instigation de* « *leurs besoins ou de leur intérêt, à moins qu'une réparation formelle,* « *offerte et acceptée avec franchise et dignité, ne vienne impressionner* « *l'esprit des habitants des campagnes, en leur faisant connaître que l'at-* « *teinte portée aux droits de l'étranger paisible, a été une énormité dictée* « *par la violence et la rapidité des évènements politiques, mais qu'on se* « *hâte de réparer, lorsque la crise est passée.*

« Pénétré de ces considérations, votre comité a l'honneur de vous « proposer le renvoi de la pétition à M. le ministre des affaires étran- « gères. »

d'étranger à Paris. Quant à son long exil hors de France, loin d'être un obstacle dans sa marche future, c'était peut-être le plus grand de ses avantages sur ses compétiteurs du dedans. On se récria, en taxant l'assertion de paradoxale. Alors je me servis d'une figure pour démontrer ma pensée.

« Messieurs, dis-je, les grands centres de population en Europe sont autant de foyers de chaleur et de lumière. Vous qui vivez dans Paris, vous y êtes chauffés outre mesure, et surtout vous y vivez dans un état normal d'éblouissement. Ceux qui vivent loin des foyers n'en ressentent pas la chaleur, et sont éclairés par les rayons de la lumière, sans en être éblouis, voilà la différence.

— « Eh bien! dit l'un des assistants à son voisin, que pensez vous de notre berger?

— « Je pense, dit le voisin, que notre cher berger nous fait une leçon de physique appliquée à l'économie sociale. »

On comprend que cette digression n'est pas trop hors lieu, surtout aujourd'hui qu'il faut bien s'en tenir, bon gré malgré, au langage des faits accomplis.

Avec la présidence du prince Louis Napoléon, M. Drouyn de Lhuys occupa une première fois le ministère des affaires étrangères. Je le laissai en paix, sachant bien qu'il ferait, en faveur des otages de Durazno, ce que les circonstances d'alors pourraient lui permettre. Rien ne fut fait, et je me présentai à sa dernière réception ministérielle, répondant, à son étonnement de m'y voir, que je venais saluer le soleil couchant, ce qui le fit sourire.

A son retour de l'ambassade de Londres, M. Drouyn de Lhuys reprit le ministère des affaires étrangères. Alors je résolus de mettre en ligne toutes les batteries de ma dialectique de berger, pour demander au ministère du rapporteur de ma pétition, la réparation de ma ruine. Il s'en

suivit un échange de correspondance dont la publication pourra un jour édifier d'autres réclamants sur la valeur de la logique diplomatique et aussi sur l'inanité d'une lutte entre le pot de terre et le pot de fer. En attendant, et pour donner une idée des démarches harrassantes qu'il en coûte à un réclamant, seulement pour exposer sa plainte, il est bon de publier quelques-uns des nombreux billets ou lettres qui avaient un rapport direct à ma réclamation (1). J'étais

(1) Mon cher monsieur Christofle,

J'ai parlé au roi du désir de M Poucel, et je ferai tous mes efforts pour qu'il puisse être reçu de S. M.

Je vous écrirai le jour où je pourrai faire recevoir M. Poucel; il sera prévenu à temps.

Votre tout dévoué.

Saint-Cloud, le 12 novembre 1847.

Signé : F. de Rumigny.

AIDE DE CAMP de service près du roi. — Palais de St-Cloud, le 16 novembre 1847.

L'aide de camp de service a l'honneur d'informer Monsieur Benjamin Poucel que sa demande d'audience a été mise sous les yeux de Sa Majesté, et qu'il s'empressera de lui transmettre les ordres du Roi sitôt qu'il les aura reçus.

AIDE DE CAMP de service près du roi. — Palais des Tuileries, le 24 décembre 1847.

Monsieur,

J'ai remis moi-même au chef du cabinet de S. M. la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, et à laquelle était jointe une demande au roi de Monsieur Poucel.

Veuillez, monsieur, prévenir Monsieur Poucel que son nom est inscrit, depuis sa première demande, mais que depuis S. M, n'a accordé aucune audience se rapportant à des intérêts particuliers.

Lorsque S. M ordonnera, Monsieur Poucel peut être assuré qu'il lui en sera donné avis sur-le-champ.

Recevez, je vous prie, monsieur, l'assurance de toute ma considération.

Signé : Comte Friant.

A Monsieur Christofle.

---

3 janvier 1848.

Mon cher camarade,

Je comptais pouvoir saisir ces jours-ci un moment favorable pour parler de Monsieur Poucel, qui est porté sur la liste des demandes d'audience au roi, et j'attendais pour vous répondre d'avoir pu faire la chose. Vous comprenez que ce soit nécessairement ajourné.

Au reste, le parti du gouvernement est pris sur la Plata, et pour

aidé avec chaleur et avec tout le dévoûment de l'amitié par M. Charles Christofle, à qui plusieurs de ces lettres étaient

le moment il me semble qu'il n'y a rien d'urgent à faire; mais de bons renseignements peuvent toujours profiter à l'avenir.

Tout à vous,

Signé : C. DUMAS.

A Monsieur Christofle.

CHAMBRE DE COMMERCE
DE PARIS.

Le secréteriat de la Chambre de commerce aurait besoin d'un second exemplaire de chacun des imprimés ci-joints ; Monsieur Christofle voudrait-il bien les lui procurer : ils sont destinés, avec l'exemplaire qu'il possède, à être envoyés à l'appui de la lettre de recommandation que la Chambre adresse à MM. les ministres du commerce et des affaires étrangères.

Le 28 janvier 1848.

Mon cher monsieur Christofle,

J'ai fait ce soir à la Chambre l'interpellation en faveur de vos protégés de Montevideo. Elle a été fort bien accueillie par l'assemblée, et M. Guizot a pris l'engagement de les protéger dans le cours des négociations ouvertes.

Mille amitiés,

Signé : BLANQUI.

4 février 1848.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. Paris, le 15 février 1848.

Bureau de la Chambre.

Monsieur,

Je viens de lire avec beaucoup d'attention et d'intérêt les notes que vous vous proposez de joindre à la pétition dont l'honorable M. Bert est rapporteur. Ces notes ont le mérite d'une fidélité incontestable, et sont rédigées avec mesure. Je vous engage à les publier.

Il me reste à désirer que la Chambre soit prochainement saisie d'une réclamation aussi fondée que la vôtre, et que le gouvernement soutienne énergiquement votre bon droit.

Recevez l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : T. LACROSSE,
Député du Finistère.

A Monsieur Benjamin Poucel.

Paris, le 18 février 1848.

Monsieur Poucel, 52, rue de Bondi.

Je suis heureux de pouvoir vous dire que M. Bert est on ne peut mieux disposé en votre faveur. Non seulement il embrasse avec ferveur la cause des exilés du Durazno, mais encore celle des combattants de Montevideo..... Si je veux de la part de la France protection pour tous, je n'appuie à la Chambre que la demande en indemnité des otages du Durazno Je vous engage dans votre intérêt à ne pas laisser confondre les deux choses, et à presser le rapport de votre pétition de manière qu'il vienne avant la discussion de la Plata, mais cependant pas immédiatement; l'émotion politique est trop

adressées (1). Elles forment, à bien dire, comme une mosaïque politique, par les noms dont elles sont signées, en

grande en ce moment pour qu'il y ait chance de succès pour quoi que ce soit.

Veuillez agréer, monsieur, mes sincères salutations.

Signé : DUBOIS.

COMMISSION du Pouvoir exécutif — SECRÉTARIAT. — N° 800.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. Liberté, Égalité, Fraternité.

Paris, le 19 juin 1848.

Citoyen,

La lettre que vous avez adressée à la Commission du pouvoir exécutif est parvenue au secrétariat.

Après examen, l'envoi en a été fait immédiatement au citoyen ministre des affaires étrangères qu'elle concerne spécialement.

Salut et fraternité.

Le Chef du secrétariat, Signé · B. SAINT-HILAIRE.

A Monsieur Benjamin Poucel, 52, *rue de Bondy.*

CABINET du ministre de l'agriculture et du commerce.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. Liberté, Égalité, Fraternité.

Paris, le 20 novembre 1848.

Monsieur,

Monsieur le ministre me charge de vous retourner la note ci-jointe qu'il a lue avec le plus vif intérêt.

Il vous remercie de votre communication.

J'ai l'honneur de vous saluer avec considération.

Le Chef du cabinet, Signé : GUYOT.

MAISON DU PRÉSIDENT de la République. — SERVICE des officiers d'ordonnance.

Palais de l'Elysée, le 15 janvier 1849.

Monsieur,

En réponse à la lettre que vous m'avez adressée, j'ai l'honneur de vous prévenir que votre nom a été porté par mes soins sur la liste d'andience de Monsieur le Président.

Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : F. DE PERSIGNY.

A Monsieur Benj. Poucel, 52, *rue de Bondy.*

---

(1) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort de cet excellent ami, et nous manquerions à un devoir si nous n'exprimions pas ici tout ce que cette mort précoce porte de douleur dans notre âme. M. Charles Chistofle était un de ces rares humaius qui ne peuvent aimer ni être aimés à moitié; il exigeait, parce qu'il donnait, le tout, en affection, en amitié, tant il y avait de sincérité au

dépeignant, période par période, la marche des circonstances qui ont précédé et suivi les évènements de 1848. A ce point de vue, elles ont un intérêt presque historique. On remarquera celle qui est signée par le général Dumas, aide de camp du roi, et qui dit tant de choses en si peu de mots.

Cependant la question de la Plata revenait périodiquement exercer la diplomatie de la France. Un premier traité *ad referendum* obtenu par l'amiral Le Prédour, du général Rosas, avait été jugé *inadmissible* en haut lieu. Il ne fut pas présenté à l'examen de l'assemblée ; mais celle-ci, appelée à voter sur la continuation du subside accordé à Mon-

cœur de cet homme profondément honnête, éminemment loyal. Quant à la tête de Charles Christofle, elle était, comme son cœur, remarquablement organisée en tant qu'intelligence rare et élévation d'esprit. Il concevait des vues larges et droites, qu'il poursuivait quand même.... Son ardeur égalait sa vigueur, et il recherchait la lutte. a dit un de ses meilleurs amis, pour le seul bonheur de vaincre ; puis il tendait la main au vaincu. Alors, son incessant besoin d'action le poussait sur une arène nouvelle. Après avoir créé les vastes ateliers de l'orfévrerie Christofle, et dès qu'il pressentit que bientôt cette grosse affaire n'absorberait plus la totalite de ses aptitudes. il en appliqua tout de suite une quotité aux travaux agricoles, et entr'autres au perfectionnement de la race bovine, par des croisements et des soins assidus et intelligents. C'est sans doute à cause de ses goûts pour les choses des champs, que, dès 1838, il avait pris nu intérêt dans la société que nous formions à cette époque pour la transportation de l'industrie mérine de France au Rio de la Plata, et d'où naquirent les bergeries mérinos-naz du Pichinango. Après la destruction de ce riche établissement et les tortures qui la suivirent, il nous reçut à bras ouverts, et s'identifia tellement à la justice de notre réclamation, que nous passâmes sous son toît hospitalier les quatre années que dura notre séjour à Paris dans ce but. C'est ainsi que nous avons pu apprécier les hautes qualités de sa belle ame, et honorer dans notre ami cet admirable esprit de famille qui a fait de Charles Christofle un homme si remarquable dans l'industrie dont il a été le fondateur, en devenant le père des nombreuses familles d'ouvriers qui le pleurent.

Ses obsèques sans luxe, ont répondu à l'heureuse simplicité de son cœur ; mais les milliers d'amis qui ont accompagné la dépouille mortelle de cet honnête homme, disaient éloquemment qu'il vivra dans la mémoire de beaucoup de ses obligés, par le souvenir de ses bienfaits. C'est la plus belle oraison funèbre à laquelle l'homme de bien puisse aspirer dès son vivant, et il l'obtiendra celui qui, à l'exemple de Charles Christofle, aura semé à pleines mains le bienfait : aussi pieux mais peut être plus mesuré que la charité même, dont il est l'une des formes les mieux raisonnées.

Si des consolations humaines avaient le pouvoir d'atténuer les immenses douleurs d'une famille décapitée pour ainsi dire coup sur coup par la mort du fils adoptif, qui a certainement hâté le décès du père.... celle de Charles Christofle, si digne, si bonne, tant aimee, pourrait être fière des chefs qu'elle a perdus ; mais c'est en déposant au pied de la Croix cette juste fierté, qu'elle trouvera l'unique et pure consolation possible sur la terre.

tevideo, rejeta, par le vote écrasant des 586 membres présents, les conclusions du rapport de la commission qui demandait la cessation du subside (*Moniteur* du 1er mai 1849.)

Une année environ s'écoula, employée à renouer la négociation avec le dictateur argentin.

Venu à Marseille, grâce à ce répit, pour embrasser ma vieille, ma noble mère, j'adressai une requête à la Chambre de commerce, qui déjà avait évoqué les droits de nos nationaux, conspués dans la Plata, et l'intérêt du commerce, compromis dans cette contrée depuis tant d'années, en appelant la sollicitude du ministère Guizot sur les spoliations et les mauvais traitements que nous y avions personnellement souffert. Une nouvelle dépêche de la Chambre de commerce de Marseille, en date du 22 octobre 1850, vint raviver l'attention du ministère de la République, en lui faisant voir la nécessité de donner enfin satisfaction à tant d'intérêts en souffrance. Nous ne résistons pas au désir de reproduire cette dépêche, aussi vigoureuse dans son esprit que mesurée dans l'expression. Elle honore trop le principal organe du commerce marseillais, pour ne pas la livrer à la méditation de toutes les chambres de commerce. La plume de notre vieil ami M. Berteaut, plume bien connue par la fermeté et la lucidité utilitaire qui la caractérise, s'y retrouve dans tout son éclat, et la voici (1) :

(1) Marseille, le 22 octobre 1850.

La Chambre de commerce de Marseille à Monsieur le ministre des affaires étrangères.

Monsieur le ministre,

La Chambre de commerce de Marseille a eu maintes fois l'occasion de vous entretenir des graves atteintes que nos relations établies avaient reçues au Rio de la Plata, depuis les actes coërcitifs, de la politique française, qui remontent à 1845

Le gouvernement a reconnu la légitimité des griefs, puisqu'il s'est imposé les sacrifices d'une expédition pour protéger les intérêts si compromis de nos nationaux. Nous aimons à croire que ces leçons du passé ne seront pas perdues, et que les arrangements projetés donneront enfin satisfaction à la France. Il y va tout à la fois de sa dignité et de ses intérêts.

Notre Chambre appelle de tous ses vœux la solution définitive des négociations entamées; mais elle croit devoir, en attendant. rappeler

A cette èpoque, le Brésil, impatient du désordre que l'invasion de l'armée de Rosas dans la République de l'Uruguay apportait sur les frontières au sud de l'empire, et des ruines que le siége prolongé de Montevideo causait au commerce brésilien, comprit enfin ce que sa neutralité renfermait de dangereux pour lui. Cette neutralité lui était imposée par l'action commune de la France et de l'Angleterre au Rio de la Plata (1).

à votre souvenir et recommander de nouveau à votre attention la position intéressante des frères Poucel, dont les biens ont été expropriés et les porsonnes incarcérées, et qui réclament des indemnités pour des pertes subies et des maux soufferts contrairement à la foi des traités et au droit des gens.

Nous ne tracerons point ici le tableau détaillé de toutes les vexations et de tous les abus de pouvoir dont ces enfants de Marseille ont été victimes ; qu'il nous suffise de vous dire qu'un établissement industriel et agricole de premier ordre a été ruiné de fond en comble, et que la France, par contre-coup, a perdu tout le fruit qu'elle était en droit d'attendre de la prospérité de ses nationaux.

Tous ces faits, consignés dans des documents officiels, sont de notoriété publique. La tribune en a été plusieurs fois saisie, et dès 1848, l'Assemblée nationale, par l'organe d'une commission, a pris des conclusions favorables aux demandeurs, et a admis en principe le droit à une réparation et à une indemnité.

En effet, nous vous prions de le remarquer, il ne s'agit point, en l'espèce, de calamités résultats inévitables de la guerre ; c'est l'abus pur et simple de la tyrannie, en dehors des évènements de force majeure, et qui, dès lors, mérite une prompte réparation.

Et cependant cinq années se sont écoulées depuis la ruine de nos résidents français sans que justice ait été encore obtenue. Nous ne vous le cachons point, Monsieur le ministre, il y a dans cette lenteur la présomption d'un oubli qui doit, ce nous semble, être immédiatement réparé.

Nous vous le demandons, Monsieur le ministre, quel serait l'avenir de nos rapports avec les magnifiques contrées de l'Amérique du Sud, si le gouvernement de Buenos-Ayres obtenait contre nous le droit d'impunité? Disons plus, quel serait le sort de tous nos residents français à l'étranger si un pareil précédent était consacré?... Nous n'hésitons pas à le déclarer ici, les capitaux français ne s'aventureraient plus nulle part, faute de protection et de garantie. Ce serait l'abdication de notre influence et la déchéance de notre pays.

Ces considérations nationales donnent à la réclamation personnelle de M. Poucel un caractère d'intérêt général qui ne doit point échapper à votre patriotisme éclairé, et que notre Chambre n'aurait pu méconnaître sans manquer à son propre mandat.

Nous sommes avec respect, etc.

Pour copie conforme :

Signé : BERTEAUT.

Chambre de commerce de Marseille.

(1) Le détail de ce fait se trouve dans le Précis historique (Mémoires inédits), mission du vicomte d'Abrantès à Paris et à Londres.

Au moyen de certains arrangements, le gouvernement de Montevideo envoya pour la seconde fois le général Melchior Pacheco y Obes pour s'opposer à l'acceptation d'un second traité obtenu du général Rosas, par M. l'amiral Le Prédour, à force d'instances, et que la voix publique qualifiait déjà de pire que le premier.

Dans cet état, je reçus d'Angleterre quelques lignes du général Pacheco, m'engageant vivement à me rendre à Paris, où il me donnerait les bonnes nouvelles qu'il apportait..... Tout portait à croire que le deuxième traité Le Prédour aurait le sort du premier. Attaqué à la fois par toute la presse parisienne, à l'exception d'un seul journal, qui avait pour habitude de se singulariser dans cette question comme dans tant d'autres, on attendait avec impatience le mot suprême qui avait annulé le premier traité. Mais le choix du rapporteur dans la question de la Plata, portée devant l'Assemblée nationale, frustra complètement tout espoir de ce côté.

Pris à Paris d'une fièvre pernicieuse, attribuée aux six années qui venaient de s'écouler pour moi dans une souffrance morale permanente, je dus la vie aux soins pour ainsi dire paternels de mon ami M. le docteur Gillet de Grandmont. Puissent ces lignes, si elles tombent sous ses yeux, lui dire que le temps n'a pas amené l'oubli dans la mémoire de mon cœur. Je pourrais ajouter d'autres actions de grâce qu'une exquise délicatesse n'autoriserait peut-être pas. Je me bornerai à dire que plus d'un élégant coupé attendait à ma porte l'heure de la promenade du convalescent.

La souffrance rend clairvoyant, et la nécessité ose beaucoup.

A peine rétabli, je communiquai au général Pacheco un projet qu'il approuva, et je partis à la fin de février 1851 pour Venise. Mon but était d'obtenir, au sujet de la ques-

tion de la Plata, l'unanime accord de tous les membres de l'Assemblée nationale qui pouvaient avoir des affinités avec les principes de la monarchie légitime. Cette entreprise, longue et difficile s'il eût fallu voir un à un les membres de l'Assemblée, se simplifiait beaucoup si l'on parvenait à attirer l'attention de M. le comte de Chambord sur le traité dont nous désirions le rejet. Présenté à Monseigneur, je lui exposai avec chaleur la question de la Plata au point de vue exclusif de l'honneur national, et lui demandai de daigner donner à mes idées l'appui de son approbation.

Après trois semaines, pendant lesquelles je fus littéralement comblé de bienveillantes attentions dans l'auguste famille en exil (et il y aurait ingratitude ou faiblesse à ne point le proclamer ici), j'eus la consolation d'entendre de la bouche de Monseigneur, qu'après une étude sérieuse, il considérait la question de la Plata comme une question d'honneur national, et qu'il en informerait ses amis (1).

De retour à Paris, je reçus une lettre écrite par ordre du comte de Chambord, reproduisant cette même pensée. Elle fut bientôt connue, et compléta la majorité des votes de l'Assemblée nationale, acquise désormais au rejet du second traité LePrédour.

Le rapport sur ce traité resta plus de deux mois à l'ordre du jour, jusqu'à ce que vint la nouvelle du bouleversement de la puissance de Rosas. Le Brésil s'était uni avec le général Urquiza pour faire lever le siége de Montevideo par Oribe, et pour attaquer ensuite le dictateur Rosas dans Buenos-Ayres même.

Cette nouvelle, taxée d'abord d'apocryphe, donna lieu à Paris à un incident assez bruyant, et dont le général Pacheco fut l'acteur principal, devant le tribunal correc-

(1) Détails et pièces à l'appui dans mes Mémoires encore inédits.

tionel où il avait assigné M. Armand Bertin du *Journal des Débats* (1).

Suivant le conseil du sage, qui veut que dans le doute on s'abstienne, le gouvernement retira le rapport sur les affaires de la Plata de l'ordre du jour à l'assemblée, en motivant ce retrait sur la nécessité d'attendre le résultat des évènements dont le Rio de la Plata était effectivement le théâtre.

Alors, j'allai à Londres, où j'eus l'honneur de voir M. le comte Walewski. Je lui racontai ingénuement mon voyage à Venise et son résultat. Le comte eut la bonté de m'inviter à prendre le thé ; il devait recevoir lady Palmerston ce soir-là. J'ai dit ailleurs, avec détails, comment Mme la comtesse Walewska me présenta à cette dame, en m'appelant gracieusement son berger de la Plata ; mais je veux redire ici comment je m'appliquai à faire comprendre à lady Palmerston l'erreur fatale de quelques esprits en Angleterre, où l'on semblait voir, dans l'accroissement de la population française à Montevideo, un mal pour le commerce et pour l'influence anglaise. Lady Palmerston me fit répéter la démonstration de ma proposition, qu'elle écoutait avec une attention visible, puis elle dit : « Monsieur, je n'ai jamais entendu pareilles choses sur cette « question. »

— « Madame, répliquai-je, c'est que la vérité est une « pauvre nue, qui n'est guère à l'aise sous des lambris « dorés..... »

Lady Palmerston sourit, et tout fut dit.

Ici finit l'historique de ma pétition en faveur des otages de Durazno. Elle m'a fait voyager, parler et écrire durant quatre ans et plus, et je voyagerais peut-être encore pour elle si, à la fin de 1851, n'avait eu lieu la levée du siége

(1) Détails et pièces à l'appui dans mes Mémoires encore inédits.

de Montevideo. A cette nouvelle, je vendis une partie des bergeries du Pichinango à Londres, et je partis de Southampton, le 9 janvier 1852, sur le packet anglais *Theviot*, pour aller restaurer mes bergeries dévastées, sans espoir d'obtenir la réparation pourtant si juste de cette injuste ruine. En partant, je disais à mes amis, sur le bateau à vapeur : « Ce packet qui m'emmène, vous ramènera Rosas. » Je ne me trompai que d'une semaine. Rosas, chassé de Buenos-Ayres le 3 février 1852, en était déjà parti à l'arrivée du *Theviot*.

C'est ainsi que de Paris, de Venise et de Londres, je retournai à mes moutons..... sûr de deux biens : ma conscience tranquille et ma ferme volonté de réparer par le travail les torts de la fortune, ou mieux d'une politique que je n'ai pas à qualifier. Les faits ont parlé. Je préférai cette rude indépendance du labeur personnel, à la recherche d'un poste honorable, à laquelle des amis que je révère me conviaient.

Les bergeries du Pichinango une fois restaurées, je me livrai aux longues et curieuses pérégrinations qui m'ont porté dans les Cordilières, d'où j'ai ramené un troupeau des divers ruminants à laine du pays des Incas. Mon dessein était d'introduire en Europe l'élève de ces précieuses espèces en 1857, après avoir propagé l'élève du mérinos français dans les contrées du Rio de la Plata, depuis 1838.

L'un des fondateurs de cette œuvre grande et utile qu'on appelle la Société Impériale Zoologique d'acclimatation de Paris, a rendu justice, dans sa bonté éclairée, à ma rude entreprise, et ce témoignage si respectable est venu, seul, adoucir l'amertume de mon insuccès (1). Je me trompe ;

(1) Voir Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, déjà cité (page 161), quatrième édition de l'*Acclimatation des animaux utiles*, page 343. Paris, 1861. et aussi la ***Description géographique et statistique de la***

car, à la double introduction des mérinos de France dans la Plata, et des bêtes à laine des Andes en France, à vingt ans d'intervalle, j'ai dû le titre de membre honoraire de cette Sociéte, c'est-à-dire la plus haute récompense qu'elle puisse accorder.

Revenu aujourd'hui dans mon pays, en paix avec Dieu et les hommes, je lis tranquillement dans mon passé, et j'écris, comme on écrit une histoire ancienne, tout ce qui, dans ce passé, pourra être utile à l'avenir de ceux qui viennent après nous. C'est ce que j'appelle mes Mémoires, ou plutôt mes souvenirs, et dont les otages de Durazno forment le principal incident dramatique.

On n'a pas impunément traversé les diverses phases de ce long drame, sans chercher à en déduire la morale au point de vue des intérêts généraux et réciproques de l'Europe et de l'Amérique elle-même. Après la narration des faits, il est juste de s'arrêter aux considérations qu'inspirent les évènements décrits, et nous n'hésitons pas à donner, comme conclusion des otages de Durazno, le résumé des méditations puisées, pendant trente ans, dans notre propre expérience.

Que nos idées viennent heurter de vives préoccupations purement spéculatives en Europe, ou des intérêts nés dans l'Amérique, sous l'influence de l'état actuel des choses,

Confédération Argentine, par le docteur V. Martin de Moussy, tome 2, page 135. Paris, 1860, où il est dit :

« Ce fut dans le but d'augmenter le troupeau, que la société d'ac-« climatation a formé à Paris, que MM. Poucel et Quevedo se déci-« dèrent à envoyer à leurs frais, des Andes de Catamarca en France, « un autre troupeau composé de 53 lamas, mâles et femelles, deux « vigognes femelles et un mâle, un guanaque femelle. »

« .... Cette expérience coûteuse et pénible, entreprise uniquement « pour rendre un service à la Plata et à l'Europe, puisque MM. Poucel « et Quevedo la faisaient à leurs frais et sans aucune idée de spécu-« lation, offre un précieux enseignement pour la conduite à tenir « désormais dans l'exportation de ces animaux, afin qu'elle soit « moins coûteuse, moins pénible et surtout moins meurtrière.

« M. Poucel, introducteur des mérinos (français) dans la Plata, et « fondateur du bel établissement du Pichinango, dans la bande « orientale, voulut veiller lui-même sur la caravane. »

qu'importe ? Nos idées sont vraies ou erronées, elles sont justes ou exagérées ; la solution de ce dilemme, nous la livrons au temps ; mais tout écrivain qui se respecte a le courage de ses convictions,

Les nôtres vont être motivées dans le chapitre suivant, le dernier de ce livre.

CHAPITRE VIII.

—

CONCLUSION

Le Mexique et le Rio de la Plata. — Enseignement historique pour les races latines de l'Amérique, dans leurs rapports avec la démocratie et avec la monarchie.

Par le drame dont on vient de dérouler les péripéties, et par les études qui l'ont précédé sur les lieux, les hommes, les choses du Rio de la Plata, on peut juger quel contraste frappant existe entre l'excellent esprit des populations et les vices de l'organisation de la société platéenne.

La morale à tirer de ce contraste est plus élevée qu'on ne pourrait le croire. C'est pourquoi il nous a paru intéressant de remonter à l'origine de cette organisation difficile à comprendre au premier abord, de signaler les causes d'un état de choses qui a produit tant de résultats malheureux, et d'indiquer quel moyen nous paraît le plus propre à détourner ces populations de la voie périlleuse et stérile de l'anarchie, pour les remettre dans la voie féconde de l'ordre et du progrès.

L'anarchie actuelle a sa base dans le fait même de l'indépendance des colonies espagnoles, violemment séparées de la mère-patrie. Le régime colonial, qui se nourrissait de restrictions, a fait soudainement place aux idées de la démocratie, et par suite, au système de *self government*, pour lequel rien n'était préparé, ni hommes, ni choses. La liberté a dégénéré en licence, et de la licence est né le

despotisme, qui, par l'effet de la réaction, a engendré l'anarchie. De toutes ces créations improvisées par l'indépendance, l'anarchie est devenue le résultat le plus pratique, parce qu'elle proclamait l'indépendance, flattait la liberté, encourageait la licence que les despotes exploitaient à leur tour. Tel est le cercle fatal dans lequel ces malheureuses populations consument leur vie sociale et civile depuis plus d'un demi-siècle. Il en résulte que les heureuses dispositions naturelles dont elles sont douées s'usent dans des luttes stériles de personnalités, au lieu de concourir au bien public. Que conclure de là, si ce n'est que la démocratie, dépourvue du sentiment et du respect de l'autorité, est un pur ferment de désorganisation? Et c'est parce que la démocratie a pénétré, on pourrait dire par les toîts, dans l'édifice colonial de l'Espagne, que l'édifice s'est effondré, et que la moitié d'un siècle n'a pas suffi encore pour déblayer le terrain et pour y fonder l'édifice nouveau.

De cet exposé découle naturellement l'appréciation qu'il convient de faire de notre intervention actuelle dans les affaires de l'Amérique, et des résultats qu'il est permis d'en attendre.

Mais on ne saurait obtenir les éléments de cette appréciation sans avoir jeté un coup-d'œil rétrospectif sur l'histoire même de la colonisation. Nous avons déjà indiqué au chapitre quatrième, dans quel état l'ère de l'indépendance avait trouvé la population des campagnes au Rio de la Plata, et on a pu entrevoir les conséquences que devait amener un changement si peu préparé. Ici nous pousserons plus avant l'investigation, et nous dirons quel remède on pourrait apporter au mal.

Dans les commencements de la colonisation espagnole, une faute grave, politique autant que sociale, avait été commise par les conquérants espagnols dans l'Amérique.

Le Mexique de Hernand Cortez et le Pérou de Pizarro avaient une nombreuse population, également douce et industrieuse : c'était une belle mission dévolue à l'Espagne que celle d'annexer paisiblement à sa couronne des millions de sujets qui ne demandaient qu'à obéir aux hommes blancs qu'ils révéraient, aux premiers jours de leur apparition sur la plage américaine ! Christophe-Colomb, Ferdinand et Isabelle l'avaient bien compris ainsi, et de cette habile intelligence naquirent ces remarquables lois des Indes, qui feront l'honneur du grand conseil des Indes, parce qu'il partagea si bien les vues généreuses du grand missionnaire Las Casas, cet ami dévoué des Indiens.

Mais le sabre du conquérant profanait de si sages lois, à mesure qu'elles prenaient naissance, en martyrisant Guatimozin au Mexique et les Incas au Pérou.

Ces horribles boucheries aliénèrent à l'Espagne les sympathies des populations conquises, et il en est résulté pour elle, en définitive, la perte totale de ses colonies sur les deux Océans qui baignent l'Amérique.

D'autre part, le Portugal, devenu maître du Brésil, aux 250 mille lieues carrées, d'une superficie territoriale égale aux cinq sixièmes de l'Europe, n'avait pas à lutter contre une civilisation indigène. Les Indiens vivaient dans les bois. On s'efforça de les attirer et de se les agréger.

Deux politiques si différentes devaient amener des résultats opposés. En effet, la maison de Bragance règne heureusement sur l'ex-colonie portugaise devenue l'empire du Brésil, c'est-à-dire le seul mais magnîfique débris du pouvoir monarchique dans tout le continent américain.

Et d'abord, quels empires furent jamais plus splendidement monarchiques que celui de Montezuma et celui des Incas ?

Qu'on se reporte, par la pensée et par l'histoire, aux premiers jours de la conquête, alors que Hernand Cortez,

ses vaisseaux brûlés, s'avançait jusqu'au cœur de l'empire de Montézuma, et qu'on se souvienne de quelles sympathies les Mexicains entouraient les Espagnols, à la voix d'un monarque aimé et respecté, bien plus que craint de ses sujets. Ah ! c'est que Hernand Cortez, habile politique, autant que soldat intrépide, en brûlant ses vaisseaux, avait deux buts, dont le principal était de convaincre les Mexicains de son désir sincère d'unir indissolublement le sang européen au sang des indigènes. L'autre but était de porter ses soldats à l'observance d'une rigoureuse discipline, en les privant ainsi de la protection et d'un refuge à bord de leurs vaisseaux. D'autre part, qu'on suive dans le Pérou la marche de Pizarro s'ouvrant barbarement un passage, par le fer et le feu, jusqu'aux portes sacrées du temple du Soleil, et qu'on dise si les Péruviens ne se sont pas fait immoler tous pour la défense de leur Incas, tous, jusqu'à ces douces et nobles vierges consacrées au Soleil ! N'est-ce point à dire que dans ces deux grandes agrégations des indigènes de l'Amérique, l'amour de la monarchie puisait son origine et sa force dans les profondeurs de la théocratie ?

Si de ces souvenirs, sur lesquels trois siècles ont passé, nous portons notre attention sur les évènements contemporains, n'est-il pas surprenant de voir la couronne de Dom Pedro Ier posée sur la tête de Dom Pedro II, un enfant de huit ans.... par les Brésiliens même, qui virent partir avec joie son père ? Enfin, quoi de plus prodigieux que d'avoir vu Dom Pedro II, depuis 1831 jusqu'à nos jours, devenir homme, savant, et monarque respecté, au milieu des débordements de la démagogie qui enserrait le Brésil du sud, de l'ouest et du nord.

Aussi Dom Pedro II a traversé l'un des plus longs règnes de ce siècle, qui en a tant dévoré, sans autre appui appa-

rent que les vaines sympathies de l'Europe monarchique, dont le souffle lui arrivait à travers l'Océan.

Ce souffle s'est manifesté récemment à l'occasion d'un fait encore plein d'actualité. On sait comment l'empire du Brésil vient de triompher des exigences de la Grande-Bretagne, par la seule force du droit et de la raison, grâce à l'équité de l'un des doyens de la monarchie en Europe! — S. M. le roi des Belges. —

Cette intervention qui a tenu tous les esprits en suspens, et s'est terminée par un jugement qui a entraîné l'approbation de l'Europe entière, n'est-elle pas un indice certain des sympathies de l'Europe pour le principe monarchique? N'est-ce pas une preuve que la monarchie, quoi qu'en disent des esprits aventureux, n'est pas regardée comme impossible en Amérique?

Et si nous jetons un coup-d'œil sur les Etats qui environnent le Brésil, nous voyons le désordre de l'anarchie dans les Républiques du Sud. Qu'on cherche, du reste, dans tous les territoires de l'Amérique, au nord comme au sud, un corps politique qui ait montré un plus grand respect de soi-même et de ses voisins? On ne le trouvera pas en dehors du Brésil.

On trouverait des sections territoriales de l'Amérique dotées d'autant d'éléments de richesses naturelles, mais, eu égard à l'absence d'émigration européenne au Brésil, on n'en citerait aucune qui les ait fait valoir au même degré que le Brésil, paisiblement et sans secousses; non, aucune, pas même dans les Etats-Unis, jadis si vantés, et aujourd'hui si ruinés.

Peut-on assez admirer les avantages de cette politique sagement progressive quand on envisage le règne si long et si prospère de Dom Pedro II! Il fallait que l'esprit d'ordre eut bien profondément pénétré chez ce peuple, pour que les mêmes hommes qui expulsèrent Dom Pedro Ier

parce qu'il était né en Europe, missent sa couronne sur la tête de son fils âgé de huit ans, parce qu'il était né au Brésil.

Les faits, plus encore que les mots, ont leur signification propre, et ceux-ci ne signifient rien ou ils signifient qu'après un demi-siècle et plus d'épreuve, il ne reste à tout le continent d'Amérique qu'à choisir entre la démagogie qui veut dire anarchie, et la monarchie qui veut dire ordre et sécurité.

Le Brésil subsiste monarchique et prospère; le Mexique va marcher dans les voies du progrès, grâce à la monarchie; le Pérou le suivra, c'est sa loi. Les autres Etats imiteront ces trois sections, les plus considérables du règne latin dans l'Amérique. Eh! qu'on ne dise pas que l'Amérique devenue monarchique perdrait son indépendance. Ils le diront, ceux qui veulent exploiter à leur seul profit ce mot magique: Indépendance! comme l'ont dit le Dr Francia au Paraguay, le dictateur Rosas au Rio de la Plata, et après eux le général-avocat Juarès au Mexique, ainsi que tant d'autres ambitieux de bas aloi qui ont torturé tour à tour chaque section de la grande colonie espagnole dans l'Amérique.

Il est donc constant que, partout en Amérique, la démocratie a amené l'anarchie, et que le seul Etat monarchique de ce continent s'est conservé intact et prospère au milieu même des bouleversements qui l'enveloppaient.

Si de cet exemple si concluant fourni par le seul Etat monarchique qui ait résisté aux tendances républicaines, nous reportons notre attention sur la situation de toutes les autres démocraties, un douloureux spectacle nous attend, car pas une de ces démocraties sans base, comme elles sont toutes dans l'Amérique espagnole, n'a échappé aux hor-

reurs de l'anarchie (1). D'autre part, nous voyons même les Etats-Unis nous fournir un enseignement providentiel. En effet, la grande démocratie américaine de race anglo-saxone n'est-elle pas devenue aujourd'hui un objet de pitié et de frayeur pour tout homme sensé ?

Et cependant, sa prospérité, glorieuse par la paix et par le travail, a été bien souvent le thème des éloges de l'univers entier ! Eloges justement donnés à un grand fait ; mais ce fait incontesté, en avait-on bien compris les causes ? Parmi les éléments de prospérité et de grandeur, ne se trouvait-il pas mêlé quelque élément de dissolution ? La guerre actuelle prouve qu'il en était ainsi. Ce fait nouveau, épouvantable par ses ravages, vient éclipser l'éclat du grand fait de la prospérité passée. Même on serait tenté de la maudire cette prospérité, puisqu'elle n'a amassé tant de richesse et de puissance, que pour faire assister l'humanité au spectacle déchirant d'une destruction sans exemple, comme fut sans exemple la prospérité des Etats-Unis.

Voilà, en peu de mots, l'histoire de la monarchie et de la démocratie sur tout le continent d'Amérique, depuis que la démocratie en a expulsé le régime colonial.

Cet état de choses, qui contraste si vivement au Brésil avec celui qui remplit l'Amérique du Nord de désastres et de ruines, nous reporte naturellement à l'examen du rôle qu'a joué la France au Rio de la Plata, et forcément aussi à la position qu'elle vient de prendre au Mexique.

L'étude comparée des deux politiques suivies par la

(1) La république du Chili, seule, a été moins souvent que toutes les autres en proie aux désordres de la guerre civile. Ce phénomène a deux raisons d'être : sa configuration territoriale et la sagesse de l'oligarchie qui y domine. Mais, en revanche, les bouleversements y sont d'autant plus violents qu'ils sont plus rapides. — Une seule bataille décide du litige, mais elle est toujours fort meurtrière. Enfin, la question permanente des *Rotos*, parmi lesquels se recrutent les instruments de l'anarchie, est une épée de Damoclès suspendue sur la sécurité de la famille chilienne.

France dans l'Amérique, à vingt ans d'intervalle, fera ressortir la stérilité pour le bien, des résultats de la première, telle qu'elle découle de ce livre même ; elle fera présager au contraire l'importance des résultats qu'on doit attendre de notre politique actuelle dans le Mexique, par rapport à l'Amérique et aux intérêts généraux de l'Europe.

Nous avons vu la France de 1830 inaugurer au Rio de la Plata (1) une politique pleine de mollesse et d'une hésitation fatale à tous les intérêts de l'Amérique, de la France et de l'Europe, ainsi qu'elle ressort du drame même des otages de Durazno.

Eh bien ! au moment où les glorieux succès de l'armée française au Mexique viennent familiariser l'esprit public avec les choses de l'Amérique, si peu étudiées en France, effleurons en passant les graves questions que soulève la présence de notre drapeau sur la terre de Montezuma, fait que nous ne craignons pas d'appeler l'un des plus grands évènements sociaux de notre époque !

Aussi peu connue dans ses profondeurs sociales et politiques que le fut peu la question de la Plata, celle qui se débat au Mexique renferme également les germes d'une transformation immense.

Identique à celle de la Plata au point de vue européen, la question du Mexique en diffère complètement au point de vue américain, mais elle contient les mêmes éléments de prépondérance. Elle est identique, en ce sens que l'une et l'autre entreprise ne pouvaient avoir pour la France d'autre objet que le redressement des violences exercées contre des Européens, et une grande extension pour le commerce, basée sur la sécurité des transactions. Mais au point de vue américain, elle diffère complètement de celle de la Plata. Celle-ci, en effet, n'apportait aucune modifica-

(1) Détails au précis historique (mémoires inédits).

tion au régime gouvernemental des provinces Argentines, tandis que l'expédition française apportera dans les formes du gouvernement mexicain un changement radical.

Toutefois, on peut dire que ces deux questions se complètent l'une par l'autre, à cause des résultats que l'on doit attendre de cette identité remarquable de race, de mœurs, de langue et d'histoire, couronnée par une même croyance religieuse, qui est le partage de la moitié du continent d'Amérique occupée par la race latine. Le Rio de la Plata forme les limites de la race latine au sud du continent d'Amérique, tandis que le Mexique forme au nord la ligne limitrophe entre elle-même et la race anglo-saxonne. L'un de ces deux points extrêmes semblait destiné à recevoir l'action vivifiante d'un remaniement social. Au Rio de la Plata, il est vrai, la politique de la Grande-Bretagne a pu neutraliser l'influence des sympathies françaises; mais au Mexique, l'Angleterre a entraîné l'Espagne dans ce qu'on a qualifié du mot si dur de défection. Cette double défaillance, cependant, au lieu de nuire à la France, est venue au contraire la poser, aux yeux de l'univers, dans la plénitude et dans l'indépendance de son action civilisatrice.

De cette action vigoureuse autant que sage il en est sorti un empereur du Mexique, le petit-fils de Charles-Quint, et cet empereur est Maximilien Ier, esprit large et élevé, et l'un des plus nobles cœurs qui battent sous la poitrine d'un savant.

Maximilien Ier accomplira au Mexique, grâce à la France de 1860, ce que la France de 1830 aurait pu accomplir au Rio de la Plata : le rétablissement de la stabilité gouvernementale et de la sécurité individuelle.

Il est probable que l'exemple du Mexique, revenu à la solidité gouvernementale qu'il avait perdue, depuis un demi-siècle, au milieu des désordres de la démagogie, influera

puissamment sur les autres sections de l'Amérique méridionale. Le Pérou, nous l'avons dit, est appelé, par la loi de ses traditions indigènes, à suivre la même voie ; puis les trois grandes sections du Mexique, du Brésil et du Pérou forceront, par la seule influence morale, le centre de l'Amérique à les imiter. Il ne restera donc plus que la vaste section du Rio de la Plata. Celle-ci sera plus rétive à suivre le mouvement régénérateur, à cause des traditions de son origine plus démocratique que celle du Brésil, du Pérou et du Mexique. Mais là encore, la lassitude de l'instabilité, qui afflige tous les hommes sérieux, sera secondée par la souffrance des populations de la campagne, dont la partie saine n'a pas encore perdu au Rio de la Plata le souvenir de la sécurité dont leurs pères ont joui sous le règne qu'ils appellent encore aujourd'hui même *el tiempo del Rey*, le bon temps du Roi. Ce dernier fait, disons-le en passant, prouve que, malgré les erreurs des instruments de la conquête espagnole, le droit public et légal protégeait fermement la personne et la propriété des colons.

Quoi qu'il en soit, tous les Etats de l'Amérique du Sud comprennent que, depuis leur indépendance, la désunion a fait tout leur malheur, et que l'union qui doit faire leur force, leur sécurité, ne se trouvera jamais plus entière ni plus propre à conserver une indépendance RÉELLE, qu'en recourant à la monarchie. Celle-ci, en effet, soumettra les ambitions individuelles à un niveau commun, au-dessous duquel elles auront toute liberté d'action, pour leur légitime développement.

Ces faits une fois accomplis, que résultera-t-il de l'intronisation de la monarchie chez la race latine dans l'Amérique du Sud? Nous n'hésitons pas à regarder la formation d'un empire au Mexique comme une muraille de Chine destinée à arrêter les envahissements de la démocratie, maîtresse encore du nord de l'Amérique.

C'est un spectacle unique dans l'histoire de l'humanité : deux races conquérantes, maîtresses de l'une des plus belles parties du globe, en présence des races indigènes vaincues.

Que feront-elles ?

Chercheront-elles à s'absorber l'une l'autre au milieu de toutes les horreurs de la destruction, ou marcheront-elles à l'envi l'une de l'autre, dans une heureuse harmonie, vers tous les biens sociaux ?

Ce redoutable problême est à l'étude en ce moment au Mexique, comme il a été à l'étude dans le Rio de la Plata depuis 1830 ; et c'est ce qui explique les tergiversations du gouvernement du roi Louis-Philippe, en présence des craintes de l'Angleterre, qui redoutait, avant tout, l'influence qu'aurait acquise la France, si elle eût renversé Rosas, même de concert avec elle.

La France de 1830 a donc décliné la responsabilité d'une solution pour ce problême au Rio de la Plata ; la France impériale l'acceptera-t-elle au Mexique, avec toutes ses conséquences ?

On ne manquerait pas impunément et par deux fois une occasion si belle de diriger les destinées des deux plus puissantes races du monde vers le but magnifique de la civilisation chrétienne. L'archiduc Maximilien, descendant de Charles-Quint, est le frère du monarque investi naguère encore du titre d'*Imperator Romanorum*, et la France est la fille aînée de l'Eglise romaine. Sa mission est marquée d'un sceau qu'on pourrait dire évangélique, pour l'initiation des peuples à leurs plus heureuses destinées......

Que voyons-nous, en effet, dans cette grande affaire ? L'entente la plus parfaite a surgi spontanément entre les cours de Rome, de Vienne et des Tuileries sur la question mexicaine, et c'est ainsi que tous les grands actes de la providence s'élèvent et planent au-dessus des contradic-

tions les plus apparentes de l'humanité. On peut donc affirmer qu'aucune des questions de la politique européenne n'a jamais fait éclater un accord plus sincère, plus loyal, plus décidé que celui qui lie instinctivement ces trois cours en faveur de la régénération du Mexique, pays étranger, lointain, et tombé si bas dans l'échelle des nations ! Son sort, au jugement même des esprits froids et honnêtes, semblait irrévocablement appelé à donner une étoile de plus au pavillon des Etats-Unis d'Amérique. Ce n'était qu'une question de temps.....

Mais cette barrière une fois franchie par la race anglo-saxonne, que serait devenue la race latine de l'Amérique?

Cette question, grosse de tempêtes, n'est pas à étudier ici, puisque le temps, qui devait amener l'absorption du Mexiqne par les Etats-Unis, a amené la désunion de ces Etats et une reconstitution sociale dans le Mexique.

Explique qui le pourra cette contradiction flagrante entre les pronostics les mieux établis et les évènements aussi graves qu'inattendus dont nous sommes témoins. Quant à nous, pourquoi cacher notre sentiment? Nous y voyons tout naïvement l'action du gouvernement temporel de la Providence qui veille sur les descendants de la race latine dans l'Amérique. Cette vigilance providentielle a-t-elle un autre but que de conserver cette race, en la sauvant de ses propres égarements?

Le temps seul le dira ; mais tout porte à le croire, pourvu que les latins d'Amérique, s'ils méprisent l'exemple des Mexicains, ne poussent pas leur aveuglement jusqu'à un suicide volontaire. Et le suicide n'est-il pas en germe, dans la guerre civile passée à l'état de mal chronique ou mieux encore de mal endémique?

D'autre part, même en admettant la reconstitution de l'Union américaine (si peu probable en vérité), la race anglo-saxonne ne sera-t-elle pas assez sage, assez éclai-

rée, surtout trop réaliste, pour préférer les horribles chances d'une guerre à mort, à l'harmonieux concert d'une marche simultanée des deux races maîtresses du Nouveau-Monde, vers toutes les douceurs d'une civilisation éclairée et pacifique. Tout porte à le croire, pour peu que la politique des États-Unis veuille considerer qu'elle est appelée à recueillir les premiers et les plus heureux resultats de la prospérité du Mexique régénéré par la monarchie. Le signal de ce mouvement si désirable est donné par le Mexique, jusqu'ici l'Etat latin de l'Amérique le plus cruellement torturé par la guerre civile qu'y attisaient inconsidérément les Etats-Unis, pour s'annexer cette belle et riche proie.

Aussi, que la réaction démagogique contre l'arbitraire colonial ait atteint au dernier degré de l'anarchie, telle que l'épée de la France vient de la briser dans le Mexique, on ne saurait s'en étonner : elle a suivi la loi logique de toutes les réactions violentes. Mais que le Mexique, l'expérience faite, retombe dans la mauvaise voie, aujourd'hui qu'il n'a plus à combattre l'arbitraire colonial.... il faudrait qu'il fut dépourvu du plus vulgaire de tous les sentiments : celui de sa propre conservation (1).

Voilà ce que l'expérience de trente ans, passés dans les Républiques américaines, inspire à un Français qui aime les Américains, parce qu'il connaît leurs bonnes qualités naturelles, et aussi les causes occultes ou visibles qui les privent des biens que leur a départis la Providence, dans la richesse, la fertilité du sol et la beauté du ciel de l'Amérique.

Quant à l'action morale de la France dans le Mexique, après la victoire qu'elle a remportée par sa force matérielle

(1) Que si l'on évoquait le souvenir de l'empire précocement inauguré par Iturbide, nous répondrions simplement qu'Iturbide avait trop présumé de ses forces et pas assez de son époque.

et le courage de ses soldats, loin de nous la prétention d'en tracer la marche! Mais l'action française ne saurait avoir d'autres buts légitimes qu'une amélioration sociale et une reconstruction politique.

Dans le premier de ces grands biens à conquérir pour les Mexicains, la France, ou plutôt l'empereur Maximilien, devra tenir grand compte de la présence encore sensible de la race indigène au milieu des descendants de l'Espagne; question délicate, mais d'où peut sortir un heureux équilibre.

Pour ce qui touche à la reconstruction politique, elle est naturellement indiquée par le désarroi général dans lequel se trouve le Mexique. C'est tout ce que nous en dirons au point de vue politique et social.

Mais il est un autre point de vue à l'étude duquel nous devons nous livrer, c'est celui qui embrasse, dans ses plus heureuses perspectives, l'intérêt maritime, industriel et commercial, même l'intérêt agricole de la France, de l'Europe. En effet, la pacification du Mexique obtenue, amènera la sécurité, et la sécurité produira le développement des immenses ressources naturelles de ce riche pays. La valeur des échanges augmentant, accroîtra la consommation dans des proportions telles que le chiffre actuel de notre commerce avec le Mexique, qui varie depuis longtemps entre 20 et 30 millions par an, pourra être décuplé en très peu d'années. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que les guerres civiles, qui laissent à la disposition des partis en armes la plus grande portion de la richesse pastorale et agricole du pays, avaient presque tari les sources de l'industrie minière, à cause de l'insécurité dont leur exploitation était frappée. Or, avant l'abandon presque total des mines, abandon dû aux guerres civiles, les mines du Mexique avaient fourni aux conquérants espagnols, depuis Fernand Cortez jusqu'au commencement du dix-neuvième

siècle, une richesse qu'on peut évaluer à quinze milliards de francs. Cette somme, répartie sur les 300 ans de l'occupation espagnole, donne une commune de 50 millions de francs par an. Mais si l'on a égard au faible produit de ces mines pendant le premier siècle de la conquête, on comprendra sans peine comment il s'est fait que, dans les dernières années de la domination espagnole, le produit des mines du Mexique a dépassé de beaucoup cent millions par an !

Nous ne pourrions ici que copier le rapport de M. Laur, ingénieur des mines, au général Bazaine, pour tout ce qui touche à l'actualité et aux espérances que promettent les immenses gisements argentifères du Mexique, et nous préférons renvoyer le lecteur à ce travail, qui est le résultat de l'exploration la plus moderne et probablement la plus technique qui ait été pratiquée jusqu'ici (1). Il en résulte que nulle section du globe n'a offert encore un foyer métallique comparable à ceux que le Mexique a donnés pour l'or dans la Californie, et pour l'argent dans les contrées de la Sonora, dont on peut dire qu'on n'a encore exploité jusqu'à nos jours que les premiers rudiments. Le cœur de cet immense foyer est encore lettre close, au pouvoir des peuplades indomptées, qui semblent garder en réserve ces richesses pour les livrer providentiellement au Mexique régénéré par la présence de l'emperuer Maximilien..... Et ici, qu'il nous soit permis de faire entendre un cri de conviction intime, quelque timide qu'il puisse paraître, mais il est vrai et sûr, parce qu'il est juste : les Indiens Apaches, maîtres-nés du grand foyer de l'argent, n'en doivent pas être chassés par la force brutale ; le marteau du mineur ne doit pas suivre le sabre du conquérant ; il doit suivre la croix du missionnaire et être suivi ou tout

(1) *Les Mines du Mexique.* Voir *Moniteur uuiversel* 17 décembre 1863.

au plus accompagné par les baïonnettes intelligentes des soldats de l'empereur Maximilien. Ce sera long, dira-t-on; oui, répondrons-nous ; mais c'est un moyen sûr, parce qu'il est juste. Et c'est parce que les conquérants espagnols trouvèrent plus commode et plus court de martyriser Guatimozin au nom du Dieu de paix et d'amour... que l'Espagne a perdu, dans le Mexique, le droit d'être crue sur parole ; qu'on s'en souvienne. La violence, qui peut tout détruire, ne saurait rien fonder de stable, de solide, parce qu'elle est injuste.

Empereur Maximilien! voulez-vous vous asseoir honorablement sur ce magnifique trône d'argent que la Providence a laissé jusqu'ici à la garde des Indiens Apaches pour vous et vos descendants? Hâtez-vous de choisir, parmi les cultivateurs de la vigne du Seigneur, les hommes les plus dignes, des hommes de foi et d'amour, pour qu'ils aillent planter la croix sur ces roches solitaires de la Sonora, de Chihuahua et de Cinaloa, qui recouvrent des trésors sans prix. Aidez-les, sans impatiences aventureuses, laissez-leur tout le temps nécessaire pour défricher un sol inculte, mais vierge; qu'ils puissent seulement gagner la confiance de ces peuplades restées jusqu'ici indomptables par le fer de la lance et du sabre, mais qui ne se refuseront pas à prendre en main le soc de la charrue, dès qu'elles auront acquis la certitude que le produit de leur travail ne leur sera pas ravi. Puis, la conquête morale ainsi faite par la religion escortée de la justice, tout sera dit au point de vue de la conquête matérielle de cette vaste région argentifère.

Alors le Mexique, dont les richesses pastorale et agricole auront déjà comblé, par le seul fait de la sécurité qu'amènera l'empire, le déficit de cinquante ans de désarroi et de ruine, verra sa prospérité grandir sur cette solide base, et dès que l'exploitation des mines de la Sonora de-

viendra possible paisiblement, par la sujétion morale des Indiens Apaches, aucun Etat des deux hémisphères n'égalera en richesse l'empire du Mexique. Mais si pour sa prospérité pastorale et agricole, le Mexique n'attend que la *sécurité*, ce grand bien à lui ravi par les excès de la démagogie, la richesse de ses mines n'attend, pour jaillir du grand foyer de la Sonora, que la conquête religieuse et morale des populations indigènes de cette contrée. Jusqu'ici elle est restée fermée au pouvoir des conquérants espagnols et de leur descendance devenue démagogique, c'est-à-dire sans force nationale, et surtout sans influence morale sur les populations indigènes demeurées en possession de leur territoire. Que si, au bruit des armes fratricides, succédait la paix et la tranquillité que la formation de l'empire promet au pays, les indigènes n'auraient pas de peine à comprendre la nature du changement qui s'est opéré autour d'eux. Ils recevraient à bras ouverts les missionnaires qui leur apporteront la parole évangélique, c'est-à-dire le code de la justice, à laquelle tous les hommes de la nature sont si grandement sensibles, et aussi l'exercice légitime de leurs droits, dont sont rigoureusesement jaloux, ces mêmes hommes que nous appelons *sauvages*.

A ces considérations, nous n'ajouterons qu'un mot sur ce que nous avons le courage d'appeler l'inintelligence de ces questions de l'Amérique qui influence en Europe, surtout en France, même des esprits éminents. Ainsi, nous avons vu des hommes, les plus hauts placés dans les régions du savoir, surtout dans l'étude de l'histoire économique, sociale et politique des peuples, faire un crime au gouvernement de la France d'avoir entrepris la campagne du Mexique.

Pour nous, c'est là une erreur aussi grande que le serait celle de faire un crime à la France d'avoir conquis l'Algé-

rie. — Chaque âge de tout peuple a ses travers ; qu'il ait aussi ses gloires ! — Voilà l'esprit français, tel que nous le comprenons, pur de tout levain ; et dans notre modeste opinion, la pacification du Mexique deviendra, pour le second empire, une gloire aussi belle, aussi grande, que grande et belle est devenue la conquête de l'Algérie, dans la partie glorieuse de l'histoire de la monarchie.

Quoi qu'il en soit, nous respectons toutes les convictions, parce que nous désirons qu'on respecte les nôtres, mais nous affirmons sans hésitation que si la France a pu faire des guerres plus glorieuses, elle n'en aura jamais entrepris, à notre avis, de plus juste par ses causes, ni de plus fructueuse par ses résultats, que celle du Mexique.

Il n'est pas de guerre qui ne coûte du sang et de l'or, mais ici on peut dire que le sang français versé au Mexique est, *même au point de vue humanitaire*, une grande économie du sang qui aurait été versé plus tard et bientôt, si l'absorption de la race latine de l'Amérique n'avait été empêchée providentiellement par la désunion des Etats-Unis. Là, il est vrai, coulent aujourd'hui des flots de sang, et on pourrait ajouter des flots d'or ; mais ces malheurs et ces pertes ne sont-ils pas dus aux excès de la démocratie ? Et celle-ci, lorsqu'elle prétend être absolue, exclusive, n'est-elle pas comme la racine de la plante dont la démagogie et l'anarchie sont les fruits nécessaires, n'importe l'époque de leur éclosion ?

Voilà une thèse digne d'être étudiée par les hommes sérieux de tous les pays, dans notre époque, où si souvent on a vu confondre les choses les plus opposées : la liberté avec la licence, l'autorité avec le despotisme, la religion avec le fanatisme, etc., etc.

Quoi qu'il en soit, quel moment plus opportun eût pu choisir la France, posée par Dieu à la tête des races latines, pour obtenir, d'une part, le redressement de griefs

irrécusables, en élevant, d'autre part, une muraille infranchissable aux aspirations conquérantes de la race saxonne dans l'Amérique?

De là, influence sociale et politique conquise pour la France; de là, développement de l'action maritime et commerciale pour l'Europe; de là enfin, tous les avantages d'une immense colonisation, sans aucun inconvénient, sans aucune des charges qu'imposent les colonies.

Voilà le prix du sang français.

Quant à l'or de la France, c'est à peine si nous nous arrêterons au chiffre des dépenses faites ou à compléter. Qu'est-ce qu'un nombre quelconque de millions, comparé aux vastes horizons ouverts par la formation de l'empire mexicain à la marine, au commerce, à l'industrie, et pardessus tout à l'influence légitime de la France? Si le temps vaut de l'argent, l'influence vaut de l'or.

Voilà pour les hommes qui veulent penser, un thême bien supérieur à tout calcul d'argent; quant aux esprits soumis plus directement à l'influence du chiffre, aux hommes d'affaires, nous parlerons *affaire*, et nous leur dirons: Associez-vous à l'empereur du Mexique pour la conquête pacifique, religieuse et morale des contrées de la Sonora, et dès l'instant que le missionnaire y aura planté sa croix, allez à sa suite, sans crainte, pourvu que vous respectiez ce signe de paix, d'amour et de justice.... Là, vous retrouverez ces millions dépensés, et chaque année pourra les reproduire, sans épuiser le foyer argentifère de la Sonora et lieux adjacents, pendant une longue série d'années dont vous ne verrez pas la fin! Que faut-il de plus pour rassurer les esprits qui se disent positifs et qui tiennent si fortement au chiffre?

Il nous reste à signaler un dernier aperçu dans cette grosse question du Mexique, si peu étudiée en France: c'est l'honneur et la gloire scientifique et littéraire qui en

rejaillira sur le nom français. Aucune section du globe n'offre, comme le Mexique un ensemble d'études aussi vastes, au point de vue des recherches, des fouilles à faire pour retrouver les traces de la civilisation des populations primitives, et aussi au point de vue des études à développer dans toutes les sciences naturelles. La première partie de ces travaux sera tout aussi intéressante pour l'archéologie que l'a été le résultat de la commission scientifique d'Egypte; elle dominera peut-être cet intérêt au point de vue de l'antropologie. L'autre partie donnera une Flore, une Faune des plus curieuses, à cause des altitudes que possède le Mexique, depuis le niveau de la mer jusqu'aux glaces perpétuelles.

Il est impossible que l'idée de la formation d'une grande commission scientifique ne domine pas les esprits dans la sphère gouvernementale, car c'est évidemment en faisant connaître le pays dans toutes les parties de sa richesse naturelle, que les entreprises utiles pourront naître et prospérer (1). En prospérant, ces entreprises ajouteront aux beautés de la nature tropicale les merveilles de la civilisation, et le Mexique deviendra, dans le nord du continent d'Amérique, le digne émule du Brésil, qui est pour le sud un modèle d'ordre et d'une prospérité sagement progressive

Les tableaux rétrospectifs que nous venons de tracer, et

(1) Cette pensée est si naturelle, si simple, qu'elle saisit le voyageur, alors que lancé dans les contrées désertes de l'Amérique, il recherche avec avidité et recueille soigneusement tous les détails qu'il peut obtenir des rares hommes qu'il rencontre capables de l'instruire, ou ce qu'il peut arracher à la taciturnité de l'Indien, quelques fois à la loquacité peu éclairée des guides qui l'accompagnent. Nous avons subi souvent cette soif d'apprendre, toujours incomplètement assouvie, en parcourant les deux cents lieues du versant oriental des Andes, que nous connaissons. Aussi avons-nous exprimé le vœu de de voir se former une grande et double commission scientifique enropéenne, qui allât explorer à la fois les deux versants des Andes. (Voir notre Mémoire sur la province de Catamarca, lu à la Société de géographie par M. Vivien de Saint-Martin en juillet 1863, et publié dans le Bulletin de cette société (Cahiers de mars, avril et mai 1864).

les horizons nouveaux que nous faisons entrevoir, nous reportent naturellement au souvenir de ce qui s'est passé dans le Rio de la Plata. Là aussi, la France de 1830 avait fait entendre le bruit de ses canons, à l'affaire d'Obligado, mais au lieu de compléter son œuvre dans Buenos-Ayres, comme l'empire la complète dans Mexico, le gouvernement du roi Louis-Philippe perdit le temps à de vaines négociations.

Ailleurs nous dirons avec détails et pièces à l'appui (1), le rôle qu'a joué la diplomatie française au Rio de la Plata pendant vingt-cinq ans; mais ici nous nous sommes borné à exposer le résultat amené par ces malencontreuses négociations, au préjudice de tous les intérêts vrais de la France dans l'Amérique du Sud.

Puisse le contraste des deux politiques et la différence des résultats par elles obtenus, faire comprendre tout ce que le commerce en général doit de reconnaissance à la politique d'énergie et de raison qui est parvenue à poser les bases d'une monarchie respectable, sur les débris encore fumants de l'affreuse démagogie que le bras de la France a terrassée au Mexique.

Si la guerre est excusable, c'est évidemment lorsqu'elle a pour objet un pareil résultat; ses effets seront heureux, alors, et pour le pays qui l'a faite et pour celui qui l'a reçue. Le premier en retirera, en outre de la gloire, un solide accroissement de ses intérêts commerciaux et industriels; l'autre puisera dans la paix, nécessairement amenée par cette guerre, des ressources tout aussi solides, pour exploiter les éléments de ses richesses naturelles.

Cé double résultat est désormais acquis à la France, qui a su semer pour recueillir, et au Mexique, qui a compris, après cinquante ans de désordres intestins, la nécessité

(1) Précis historique de mes Mémoires inédits.

d'appliquer un remède héroïque aux maux causés par la démagogie.

Heureuses les autres sections de l'Amérique, qui sont tour à tour dévorées par cette plaie hideuse, le jour où elles abattront aussi d'un coup les cent têtes de l'hydre démagogique ! Heureux les gouvernements de l'Europe qui accepteront la mission providentielle d'aider ces jeunes nationalités égarées, à rentrer dans la voie de la félicité par le travail, en renonçant à la cruelle et laborieuse oisiveté des guerres civiles. Là, en effet, est pour elles la source du bien-être, parce que là seulement elles retrouveront enfin la grande cause du bien que leur a ravi la démagogie : ce bien est la SÉCURITÉ !

POST-SCRIPTUM.

Rien ne démontre, d'une manière pratique, la vérité de la proposition que nous venons de développer comme l'aspect actuel et comparé de ce qui se passe au Mexique et dans le Rio de la Plata.

Dans ce dernier pays, l'action de la France, énervée depuis vingt ans par les préoccupations jalouses de l'Angleterre, a laissé ces populations inexpérimentées dans les voies de l'anarchie dont les désordres avaient appelé son intervention. Aussi, que voyons-nous depuis lors? L'ANARCHIE JAILLISSANT, SOUS LE MOINDRE PRÉTEXTE, AU MOINDRE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE, MÊME AU SEIN DES MEILLEURES TENDANCES VERS L'ORDRE! Les dernières nouvelles nous font voir, en effet, le général Mitre s'efforçant de prêcher paix et concorde entre les hommes même qui l'ont élevé au pouvoir à Buenos-Ayres, tandis qu'à Montevideo on a vu se renouveler malheureusement la vieille querelle qui, pendant dix ans, ensanglanta le sol de l'Uruguay, et dont les otages de Durazno attestent les douloureux résultats.

A côté de ce tableau navrant, si nous apprécions les dernières nouvelles du Mexique, une douce espérance d'ordre et de sécurité semble renaître partout sur le sol de ce pays, au milieu même des derniers ébats de l'anarchie expirante.

Que conclure de ce contraste, si ce n'est que l'épée de la France impériale a tranché au Mexique le nœud gordien de la situation?

Puissent ces faits, plus puissants que nos arguments, démontrer pratiquement à la race latine de l'Amérique, où est le vrai, où est le faux!

TABLE DES MATIÈRES.



CHAPITRE SIXIÈME,

Épisodes historiques des otages.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Épilogue.

CHAPITRE HUITIÈME.

Conclusion

Marseille — Typographie Ve Marius OLIVE, rue [illegible]





